



SARA MESA
 DANS L'ÉTAU FAMILIAL

BLUM ET KOUSTOVA
 EN URSS, LA VOIX DES OUBLIÉS

Supplément
 LE MONDE
 DES LIVRES

Législatives : la grande confusion des étiquettes

► Le ministère de l'intérieur a publié la liste des candidats qui se présenteront aux élections des 30 juin et 7 juillet, dans les 577 circonscriptions

► Avec ces délais très courts, 4 011 candidatures ont été retenues, soit un tiers de moins qu'en 2022 (6 290) et presque moitié moins qu'en 2017

► Si le débat se focalise sur les trois blocs (gauche, centre, extrême droite), les électeurs seront dans l'isolement face à une offre électorale difficile à déchiffrer

► La situation est illisible, entre les dissidences, les étiquettes non assumées, les alliances à géométrie variable à gauche et à l'extrême droite

► Alors que les labels du ministère entretiennent ce flou, « Le Monde » a procédé à un réétiquetage de la totalité des candidats

PAGE 5

Extrême droite La stratégie de Marine Le Pen pour l'après

Candidate aux législatives, la leader du Rassemblement national, qui voit déjà son parti remporter le scrutin, explique au « Monde » son plan de bataille pour l'après-7 juillet, imaginant un duopole à la tête du pays, avec Jordan Bardella à Matignon et elle-même en patronne de majorité à l'Assemblée

PAGE 4

ÉDITORIAL
 LE RASSEMBLEMENT
 NATIONAL ET
 SES IMPOSTURES

PAGE 30

EMMANUEL MACRON DANS LA BATAILLE SANS MERCI DU PREMIER TOUR

► Le chef de l'Etat cible la gauche, qu'il espère doubler au premier tour pour affronter ensuite le RN
 ► Le renvoi dos à dos du Nouveau Front populaire et de l'extrême droite fragilise l'hypothèse d'un front républicain au second tour

PAGE 2

Emmanuel Macron, au Mont-Valérien, à Suresnes (Hauts-de-Seine), le 18 juin. LAURENCE GÉA/MYOP POUR « LE MONDE »

Programmes Régler la crise du logement, la difficile équation

Largement ignorée par le passé, cette thématique a cette fois-ci été prise en compte dans les différents programmes, avec de fortes divergences

PAGE 6

Reportage A Cholet, la bascule du vote catholique

Dans la ville de Maine-et-Loire, au long héritage religieux, de plus en plus de fidèles votent pour le Rassemblement national, ce dont s'alarme le clergé local

PAGE 8

International La Russie et la Corée du Nord scellent leur alliance militaire

PAGE 9

Proche-Orient Le conflit entre le Hezbollah et Israël menace de tourner à la guerre ouverte

PAGE 11

Union européenne Bruxelles critique la mauvaise gestion de sept pays, dont la France

PAGES 16-17

Violences Le calvaire d'une fille de 12 ans victime d'un viol antisémite

Trois adolescents, âgés de 12 et 13 ans, ont été mis en examen, après ce déchaînement de violences survenu samedi à Courbevoie

PAGE 7

Enquête Le dealleur de Villejuif, l'attentat en Espagne et l'ombre de l'Iran

Un Français a été arrêté aux Pays-Bas dans une affaire aux ramifications internationales complexes

PAGES 14-15

VU PAR SANAGA (FRANCE)

CARTOONING FOR PEACE



22 juin — 06 juillet — 2024
 44^e Festival Montpellier
 DANSE
 montpellierdanse.com #montpellierdanse

inter, bleu, 3, Midi Libre, FONDATION RNP PARIBAS, MONTPELLIER 2024, MONTPELLIER 2024, MONTPELLIER 2024, MONTPELLIER 2024

Macron cible en priorité la gauche

Pour qualifier son camp, le chef de l’Etat a décidé de reporter la confrontation contre le RN au second tour

Emmanuel Macron est prié par ses alliés de se taire. Mais le chef de l’Etat veut parler. Ce mardi 18 juin, encore, depuis la brasserie du Petit Victor Hugo, à Paris (16^e), le président de la République a des choses à dire aux journalistes. Devant un parterre d’une dizaine de rédacteurs de la presse quotidienne régionale, le chef de l’Etat fustige l’« esprit de défaite » qui tétanise une partie de ses troupes. Sa décision de dissoudre l’Assemblée nationale dix jours plus tôt, le 9 juin, a laissé un goût amer aux élus de son camp qui redoutent d’être rayés de la carte. Une vague d’extrême droite déferle dans le pays et c’est pour lutter contre « cette eau qui monte » et ne pas se figer dans la « contemplation du désastre » que le locataire de l’Elysée a, répète-t-il, voulu dissoudre l’Assemblée nationale.

Devant un tartare-frites, Emmanuel Macron préfère pourtant décocher ses flèches contre la gauche et le Nouveau Front populaire, cette union alliant La France insoumise au Parti socialiste, aux écologistes et aux communistes. « Sur la question sociétale, regardez le programme, ils sont en train de proposer qu’on puisse changer de sexe en mairie ! », s’étrangle-t-il, comme le relate le journal *Sud Ouest*, mercredi 19 juin. « C’est dans leur projet. Ça, c’est une vision de la société, ce n’est pas la mienne », poursuit-il, avant de s’envoler le même jour pour l’île de Sein (Finistère). Sur les terres bretonnes, le chef de l’Etat insistera encore sur ce sujet du « changement de sexe » en mairie, une idée « ubuesque », s’offusquera-t-il devant un couple de retraités, avant d’accuser le Nouveau Front populaire de défendre une « politique immigrationniste ». Une rhétorique empruntée à l’extrême droite.

« Macron a choisi son camp. Pour lui, mieux vaut le national autoritaire que le Front populaire », grince sur X François Ruffin, député sortant (La France insoumise) de la Somme. « On attendait Jupiter, on a eu Néron », embraye le premier secrétaire du



Emmanuel Macron, lors d’une conférence de presse, à Paris, le 12 juin. LAURENCE GEA/MYOP POUR « LE MONDE »

Parti socialiste, Olivier Faure, sur RTL. « Il sort du cadre. A travers ses propos, on voit l’image qu’Emmanuel Macron a du peuple français : franchouillard et homophobe », s’effraie encore Gaspard Gantzer, ancien communicant du président socialiste François Hollande.

L’Elysée tempère. L’ancienne secrétaire d’Etat chargée de l’égalité entre les hommes et les femmes Marlène Schiappa est dépêchée en urgence sur le plateau de BFM-TV, mercredi, pour défendre le président de la République qui

a permis la procréation médicalement assistée pour toutes. « On a mal compris », le propos a été « sorti de son contexte », dit-elle en substance.

PRIS EN TENAILLES

Mais il ne s’agit en rien d’une mauladresse présidentielle. Emmanuel Macron déroule une tactique. Ce scrutin, a-t-il analysé devant les journalistes de la presse régionale, est d’abord une campagne « de premier tour ». Le camp présidentiel, pris en tenailles entre l’alliance de gauche et l’ex-

AVEC CETTE
TACTIQUE, IL SERA
DIFFICILE POUR
M. MACRON
DE CONVOQUER LE
FRONT RÉPUBLICAIN
AU SECOND TOUR

trême droite, cherche à se qualifier pour le second tour et obtenir un maximum de duels face au Rassemblement national, espérant l’emporter au final.

Pour y parvenir, il s’agit, dans un premier temps, de fracturer le Nouveau Front populaire. Cette alliance fragile, montée à la vitesse de l’éclair pour faire barrage à l’extrême droite, n’est pas « un mariage d’amour », a reconnu, mercredi, Raphaël Glucksmann, porte-voix de la gauche modérée. Emmanuel Macron cherche les failles. « Il y a des gens

qui ont rejoint le [Nouveau] Front populaire et ne partagent pas leurs valeurs », appuie un conseiller élyséen. La victoire est illusoire pour le camp présidentiel, mais Emmanuel Macron veut se battre de toutes ses forces. « Austerlitz est à portée de main, plus que Waterloo. Il y croit », assure un proche du chef de l’Etat. « Emmanuel Macron n’est pas dans le cynisme électoral », selon un cadre de l’équipe de campagne.

BASCULE DANS LA CARICATURE

Mais au sein du camp présidentiel, on s’étonne que le chef de l’Etat, qui prônait le progressisme et la nuance lors de sa première élection en 2017, bascule dans la caricature en épousant les obsessions et le vocabulaire d’une droite réactionnaire. Dans les circonscriptions où bataillent des élus macronistes de l’aile gauche, comme à Paris ou dans la Vienne, on soupire : « Ça fait mal. »

A leurs yeux, avec cette stratégie, il sera difficile pour Emmanuel Macron de convoquer le front républicain au second tour pour empêcher le Rassemblement national d’obtenir une majorité au Palais-Bourbon. Ironie de l’histoire, pour rafler des voix, Emmanuel Macron avait aussi pioché dans la sémantique de ses opposants de gauche par le passé. En 2022, lors de l’entre-deux-tours de la présidentielle, le président candidat avait clamé à la foule venue l’écouter dans la salle de la Défense Arena, à Nanterre, le slogan du Nouveau Parti anticapitaliste : « Nos vies valent plus que tous leurs profits. »

Ici, Emmanuel Macron parle le langage de l’extrême droite, donnant implicitement raison à l’adversaire, souligne Alexis Lévrier, historien des médias. « Cette triangulation mène à la capitulation. Comment le macronisme originel peut-il s’y retrouver ? », conclut-il. ■

CLAIRE GATINOIS



CHRONIQUE

SOLENN DE ROYER

Le président et la « chienlit »

Au soir du dimanche 9 juin, un conseiller de l’Elysée faisait un parallèle entre la dissolution de l’Assemblée nationale provoquée par Emmanuel Macron et celle décidée par de Gaulle, le 30 mai 1968, pour sortir de la crise. Le contexte, précisait-il, n’a rien à voir mais l’objectif restait le même : retrouver une légitimité perdue. Il y a près de soixante ans, cette opération s’était soldée par une Chambre largement acquise au Général, qui avait joué à plein sur le réflexe légitimiste des Français, fatigués par des semaines de blocages. Après la « chienlit », l’ordre retrouvé.

Dès l’annonce de la dissolution, le président a joué sur ce ressort, dénonçant le « désordre » et la « fièvre » entretenue par les extrêmes qui sèment la confusion à l’Assemblée et polluent le débat public, tout en menaçant le gouvernement de censure. « Sans dissolution, cela aurait été la chienlit », a-t-il lancé, le 18 juin sur l’île de Sein (Finistère), où il célébrait le 84^e anniversaire de l’appel du Général. Nous y voilà.

Son calcul est limpide : jouer sur les peurs des Français, auprès desquels il souhaite apparaître une fois de plus comme le seul recours rassurant (« Vous me connaissez »), le garant de l’ordre et de sa stabilité, face aux extrêmes et leurs excès. Mais, cette fois-ci, c’est l’inverse : le chef de l’Etat, dont le rôle est pourtant d’amortir les chocs, apparaît comme celui ayant organisé le désordre. « Monsieur le président, comment avez-vous pu nous mettre dans cette situation (...), ce chaos ? », l’a interpellé, mardi, une promeneuse, sur l’île de Sein. « Sa décision, qui n’a pas été comprise, suscite une perte de repères et de grandes inquiétudes pour la suite », avance le sondeur (IFOP) Frédéric Dabi, selon lequel « les Français semblent penser que “la chienlit, c’est lui” ».

Quoi de plus « démocratique » qu’un « retour au peuple », répète le président depuis le 9 juin. L’organisation à la hâte de ce scrutin pose toutefois de nombreuses questions. Rarement délai n’aura été aussi court pour convoquer

une élection : vingt jours seulement, soit le délai minimum requis par la Constitution. Avant même d’avoir commencé, la campagne sera terminée. Cette précipitation compromet la tenue de débats de fond et handicape les candidats qui n’ont pas eu le temps de se préparer, loin des conditions de sérénité devant permettre la « respiration démocratique » souhaitée. Le 30 juin, lors du premier tour, seuls 4 011 candidats pourront se présenter devant les Français, contre 6 290 en 2022.

Le chef de l’Etat, on l’a dit, a pris seul cette décision, entouré d’une poignée de conseillers et mis le premier ministre – informé par son directeur de cabinet – et les présidents des Assemblées, devant le fait accompli, sans les « consulter » à proprement parler, comme l’exige pourtant la Constitution. « C’est donc une consultation par téléphone ? », s’est agacé le président du Sénat, Gérard Larcher (Les Républicains), en apprenant deux heures avant que le président allait dissoudre

l’Assemblée (il a consigné cet échange, qu’il a versé aux archives du Sénat). « Emmanuel Macron est un forceur démocratique », observe le politiste Vincent Martigny, selon lequel le locataire de l’Elysée « utilise les règles institutionnelles pour faire un coup politique attentatoire à la notion de consentement, au détriment même de la démocratie. » « En créant une telle imprévisibilité, il met en outre la France au bord de la crise de nerfs ».

Plutôt que d’attendre une probable motion de censure déposée à l’automne, M. Macron a préféré provoquer un électrochoc, quelles qu’en soient les conséquences. L’un de ses soutiens ne décolère pas : sous couvert de « démocratie », dit-il, son ami a fait montre d’une forme de « brutalité », et « mis la France cul par-dessus bord ». Ce macroniste historique – qui refuse de s’exprimer publiquement avant le scrutin – pardonne d’autant moins au chef de l’Etat qu’il s’était fait élire en incarnant le camp de la « nuance » et de la « modération ». « Ce mo-

ment qui devait être un moment de clarification, de respiration démocratique, risque d’abîmer encore plus la démocratie », s’est inquiétée, au lendemain de la dissolution, l’ex-députée Renaissance de Paris Astrid Panosyan-Bouvet.

Le 9 juin, devant ses soutiens, Emmanuel Macron a expliqué les raisons de son geste, avant de conclure ainsi : « On fera tout pour l’éviter mais s’il devait y avoir une majorité absolue pour l’extrême droite, mieux vaut une cohabitation de combat maintenant que de voir arriver Marine Le Pen en 2027 », a-t-il indiqué en substance, selon plusieurs témoins. Le simple fait d’avoir envisagé ce scénario catastrophique est impardonnable, pour la plupart de ses soutiens. Le président pourrait aussi hériter d’une Chambre ingouvernable, divisée en deux ou trois blocs se neutralisant les uns et les autres. Soit le risque d’une crise politique majeure, sous les yeux ébahis de nos partenaires européens, sur fond de défiance des marchés. Bref, la chienlit. ■



En campagne dans le Calvados, Elisabeth Borne joue son avenir

L'ancienne première ministre se dit peu convaincue par la décision d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale

REPORTAGE

ÉVRECY, VILLERS-BOCAGE (CALVADOS) - envoyé spécial

La cigarette électronique dans une main, une pile de tracts dans l'autre, Elisabeth Borne se dirige doucement, mercredi 19 juin, vers le marché d'Evrecy, paisible village de 2000 habitants du Calvados. « Bonjour messieurs dames, je viens vous voir pour les euro... Euh, les législatives. » Pas simple de s'y retrouver dans ce calendrier électoral chamboulé par la dissolution de l'Assemblée nationale. Une retraitée interroge l'ancienne première ministre: « C'est pas ce dimanche-là? C'est l'autre d'après? » Voilà: le 30 juin pour le premier tour, le 7 juillet pour le second. Cette fois, il s'agit de choisir le ou la député(e) de la 6^e circonscription du département, pas d'envoyer des élus au Parlement européen. Elisabeth Borne est candidate à sa propre succession. La date et les enjeux étant posés, la partie difficile de la discussion peut débuter.

Pourquoi les électeurs auraient-ils soudainement envie de soutenir le chef de l'Etat et sa représentante, trois semaines après avoir sanctionné la majorité lors des élections européennes? Denise Poulard, qui se surnomme elle-même « la Mère Poulard », « plutôt de droite » et inquiète du désordre ambiant, se veut rassurante: Emmanuel Macron garde son soutien. « J'ai toujours voté du même côté. Je ne sais pas de quel côté vous êtes... », glisse-t-elle à Elisabeth Borne, semblant ne pas reconnaître cette candidate pourtant vue à la télé.

Un jeune homme, au contraire, ne distingue que trop bien la fine

silhouette de celle qui a fait adopter la réforme des retraites, en 2023, grâce a force de l'article 49.3 de la Constitution (qui permet de faire passer des textes sans vote au Parlement). Il se rue vers elle: « Madame, vous devriez avoir honte, le FN [Front national, devenu Rassemblement national, RN] est aux portes du pouvoir à cause de vous! Vous avez fait passer votre loi contre l'avis de 90 % des Français. » Le dialogue tourne court.

Face à un ex-Debout la France

Le risque d'une victoire du Rassemblement national, de fait, n'a jamais été aussi présent dans ce territoire qui se partage entre un bocage conservateur, au sud, et la périphérie de Caen, au nord, plus progressiste. La liste de Jordan Bardella a obtenu 34 % des voix dans la circonscription, le 9 juin. Un record dans cette région jusque-là modérée, qui avait l'habitude d'épouser la houle de la politique nationale en basculant du centre gauche au centre droit, et inversement.

Mais le territoire partage de nombreux maux de la France rurale. La fermeture de la maternité de Vire, 10 000 habitants, en 2013, reste dans tous les esprits, et les urgences de l'hôpital peinent à pallier le manque de médecins généralistes. Dans les couloirs du collège Val de Vire, Elise Montecot, professeure de français, a entendu des élèves crier « Vive Marine! », « Vive le RN! », au lendemain des européennes. L'établissement doit fermer ses portes à la rentrée pour fusionner avec l'autre collège de la commune. Un crève-cœur pour beaucoup d'habitants. « Le paysage politique se transforme de façon très rapide, il

n'y a que deux communes où le RN n'est pas arrivé en tête, note Alain Tourret, ex-député radical de gauche (1997-2002, 2012-2017) puis élu sous l'étiquette macroniste de 2017 à 2022, qui a aidé Elisabeth Borne à s'implanter en 2022. C'est une situation très risquée, la circonscription ne résistera pas à un vent trop défavorable. »

Il y a deux ans, déjà, l'ancienne locataire de Maignon ne l'avait emporté qu'avec 52,5 % des voix au second tour face au candidat de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), Noé Gauchard. Ce dernier est de nouveau en lice, sous la bannière du Nouveau Front populaire. Le RN, lui, a parachuté un Rouennais, Nicolas Calbrix, ancien du parti Debout la France de Nicolas Dupont-Aignan. Un candidat plus soucieux d'aligner les « punchlines » face à « Madame 49.3 » que de parler des problématiques locales. Mais est-ce bien, au fond, ce qu'attendent les électeurs de Marine Le Pen et de Jordan Bardella?

Elisabeth Borne poursuit sa journée de campagne par un détour sur le marché de Villers-Bocage. Geneviève Lung, 72 ans, dont cinquante-trois comme éleveuse de canards et de poules pondeuses, énumère les faits divers mettant en cause des étrangers. « Le pourcentage de ces gens-là en prison, j'aimerais savoir de combien il est », lâche-t-elle, avant de lancer l'assaut sur le « besoin d'autorité »

à l'école. L'ancienne première ministre hésite: « Il y a un gros boulot à faire, il faut moins d'élèves par classe, revoir la formation des instituts... » « J'ai pas fait toutes ces écoles-là et tout, la coupe l'éleveuse, le regard méfiant derrière ses lunettes multicolores. La politesse, ça s'apprend. »

« J'ai pas mal d'expérience »

Geneviève Lung refuse le tract d'Elisabeth Borne. Pas la peine: cette ancienne éléctrice de droite, qui a basculé au RN le 9 juin, compte rester fidèle à l'extrême droite. L'ex-première ministre a tourné les talons lorsque cette femme finit par avouer un autre moteur de son vote: la « baisse de la natalité blanche » face à « toutes les races qui [la] dérangent ».

Elisabeth Borne s'assoit à l'intérieur d'un café. La dissolution a surpris tout le monde, elle la première. « C'est la décision du président de la République », commente-t-elle, pour mieux se démarquer de ce pari à haut risque. « Je note que l'Assemblée nationale n'avait pas été bloquée jusque-là: on a passé 69 textes, le budget en 49.3 et la réforme des retraites en 49.3, et nous avons su bâtir des majorités », ajoute-t-elle. Une manière de souligner que l'argument du risque de « chienlit » avancé par le chef de l'Etat ne tiendrait pas.

Sa stratégie de campagne, en revanche, est raccord avec celle du chef de l'Etat. Elle consiste à dé-

LA LISTE DE
JORDAN BARDELLA
A OBTENU 34 %
DES VOIX DANS
LA CIRCONSCRIPTION,
LE 9 JUIN. UN RECORD
DANS CETTE RÉGION
JUSQUE-LÀ MODÉRÉE

noncer les programmes « irresponsables », sur le plan économique, de ses deux principaux adversaires, le RN et le Nouveau Front populaire. Elle ne croit pas que le premier, « qui n'aime pas la différence », soit un réel défenseur des juifs de France. « Ils sont avant tout contre les musulmans », souligne-t-elle. Quant au second, l'ancienne cheffe du gouvernement lui reproche sa volonté de « régulariser tous les travailleurs sans papiers, les étudiants et les parents, dans un contexte où il y a une crispation sur l'immigration ». Un écho au propos d'Emmanuel Macron, pour qui le cartel de gauche affiche un programme « immigrationniste ».

La rhétorique présidentielle se retrouve aussi dans l'attitude que l'ancienne première ministre compte adopter en vue du second tour. Elle votera blanc en cas de duel entre le RN et le Nouveau

Front populaire, mettant un signe égal entre les deux concurrents. Impossible de se rallier à la coalition de gauche en raison de la présence en son sein de La France insoumise (LFI), un parti « qui soutient l'islamisme, le communautarisme, le séparatisme, et est antisémite ». « De part et d'autre », au RN et à LFI, « on a des gens qui fracturent la société », estime Elisabeth Borne.

Le paysage dévasté qui risque de se présenter aux Français au lendemain des législatives ne l'invite pas à se mettre en retrait. Au contraire. A l'heure où les ambitions commencent à s'affirmer au sein de la majorité en vue de l'élection présidentielle de 2027, Elisabeth Borne tient à passer le message qu'il faudra compter avec elle. « Sans faire preuve d'un orgueil démesuré, il me semble que j'ai pas mal d'expérience », argue-t-elle. J'avais une vie professionnelle avant, comme préfète de région dans des régions rurales – ce qui m'a permis de mesurer que Paris n'est pas la France –, j'ai dirigé une entreprise publique que j'adorais [la RATP], j'ai occupé trois postes ministériels passionnants et j'ai été première ministre vingt mois, donc je pense que j'ai quelques idées sur ce qui peut être utile pour le pays et pour les Français. Le moment venu, je m'exprimerai. » Encore faudra-t-il avoir survécu à la vague annoncée de l'extrême droite. ■

OLIVIER FAYE

Après la dissolution, les colères du chef de l'Etat contre ses conseillers

Un vent de fébrilité a gagné l'Elysée, où Emmanuel Macron s'est agacé contre des collaborateurs jugés trop pessimistes ou trop bavards

Mardi 18 juin, Bruno Roger-Petit (« BRP ») n'a pas pris l'hélicoptère transportant Emmanuel Macron vers l'île de Sein, dans le Finistère, pour le 80^e anniversaire de la Libération. Il est resté à Paris, comme lors de la commémoration de l'appel du 18 juin au Mont-Valérien, dans les Hauts-de-Seine, un peu plus tôt dans la journée. Un cycle de cérémonies pourtant minutieusement préparé par l'ancien éditorialiste et conseiller mémoire de l'Elysée, bien avant ces élections législatives surprises. « Trente minutes en hélico au-dessus de la mer, non merci », baïe sobrement l'intéressé.

La belle complicité avec le chef de l'Etat, affichée le 10 juin, à Oradour-sur-Glane, en Haute-Vienne, où, quatre-vingts ans plus tôt, 450 femmes et enfants furent massacrés par les SS, a vécu. Bruno Roger-Petit, l'un des

rars à suivre l'action présidentielle depuis 2017 à l'Elysée, devenu très proche de Brigitte Macron, ne s'affiche plus aux côtés du président depuis la « grosse soufflante », selon les mots d'un intime du palais, qu'il a reçue du chef de l'Etat, ces derniers jours. « Il a été tout près de la porte », glisse un autre.

La scène a le goût du déjà-vu: le secrétaire général de l'Elysée, Alexis Kohler, a plus d'une fois sermonné le conseiller, qui avait déjà pris l'initiative, en octobre 2020, de déjeuner avec Marion Maréchal en catimini. Dans la crise post-dissolution, Bruno Roger-Petit assure qu'il n'a pas présenté sa démission. Et soutient qu'Emmanuel Macron réplique à ceux qui réclament sa tête: « Jamais. » N'empêche: depuis lundi 10 juin, le président de la République est en colère contre tout le monde. Il reproche à Bruno Roger-Petit de

s'être montré trop bavard sur les coulisses de son choix, même si témoins et acteurs de cette séquence en livrent la même version. Cette décision, prise en solitaire avec Alexis Kohler et quelques conseillers, a été mal comprise par sa propre majorité, tenue à l'écart du coup de théâtre, et par l'opinion. Le président le mesure tous les jours sur le terrain.

« Arrêter avec l'esprit de défaite »

Quoi de plus grisant que de faire partie d'un cercle d'initiés? Quelle meilleure preuve de pouvoir? Ce dimanche 9 juin, alors que le Rassemblement national triomphait lors des élections européennes avec 31,5 % des voix, Bruno Roger-Petit était tout plein d'excitation. A l'Elysée, ce soir-là, un conseiller des premiers jours voit s'afficher sur son téléphone le « push » alertant les Français qu'Emmanuel Macron va pren-

dre la parole. Il pressent qu'il va dissoudre l'Assemblée nationale et déboule dans le bureau de « BRP »: « C'est quoi ces conneries? Il faut couper court tout de suite! » Réponse de Roger-Petit, serein: « Mais non, il va faire du gaullien. »

Pour effacer l'effet de cette décision en chambre, le petit cercle élyséen tente de bâtir des « contre-récits », comme il dit. Mais les traces sont là. En ce dimanche historique, la photographie de l'Elysée, Soazig de La Moissonnière, a immortalisé à la fois l'air abattu du chef du gouvernement, Gabriel Attal, celui de plusieurs ministres sonnés, et de ce conseiller qui a pris tant de place à l'Elysée, juste derrière l'épaule d'Emmanuel Macron. Les photos font le tour des réseaux sociaux: « BRP » et Jonathan Guémas, conseiller spécial de la présidence, entourant le chef de l'Etat qui annote et peaufine le texte annonçant la dissolution.

Lundi 17 juin, nouvelle colère présidentielle, cette fois, devant plusieurs membres de son cabinet. Emmanuel Macron a lu dans Le Monde que Bruno Roger-Petit avait laissé entendre à la vedette de CNews, Pascal Praud, dès 18 heures, que se profilait une dissolution de l'Assemblée nationale – soit avant même Gabriel Attal et les présidents des Assemblées. Le chef de l'Etat laisse de nouveau éclater une rage froide. « Il faut arrêter de raconter n'importe quoi! », ordonne-t-il, lassé d'apparaître à la main d'une poignée de conseillers. Selon Libération, Emmanuel Macron vise même nommé, en leur absence, « BRP » et l'ex-sénateur Pierre Charon, longtemps proche de Nicolas Sarkozy, dont les confidences « jettent un voile sur la séquence » et « polluent le bon récit de la dissolution ».

Il n'en veut pas seulement à Bruno Roger-Petit. « Il faut arrêter

avec l'esprit de défaite! », tonne aussi Emmanuel Macron depuis le scrutin législatif, devant une autre partie de son cabinet, ceux qui ont appris la dissolution au soir du 9 juin, à la télévision, dans la salle des fêtes de l'Elysée.

Ces conseillers qui travaillent « dans la soute », raillent-ils, et non pas à l'étage avec le « boys club » mis dans le secret, ont douté un peu fort de la décision présidentielle et osé parler de « connerie » lors de réunions internes. Depuis la mise au pas de son équipe, l'un de ces conseillers s'est promis d'offrir une bonne bouteille à « BRP » – un jéroboam de Château Haut-Brion –, si l'extrême droite n'emporte pas les législatives, le 7 juillet. Bref instant de légèreté au cœur d'un palais fébrile, où l'on redoute, comme tant d'autres, une catastrophe. ■

ARIANE CHEMIN
ET IVANNE TRIPPENBACH

« On ne s’interdit rien » : les plans de Marine Le Pen en cas de succès

La leader d’extrême droite confie au « Monde » ne pas exclure un gouvernement dominé par des personnalités extérieures au RN

Le Rassemblement national (RN) émergeant d’un tas de braises fumant, constituant le marchepied de Jordan Bardella pour Matignon. Voici le décor que contemple, ces derniers jours, Marine Le Pen, aux yeux de qui, depuis la dissolution de l’Assemblée nationale prononcée par Emmanuel Macron, « *l’histoire s’accélère* ». La leader d’extrême droite observe la situation politique française avec la satisfaction de l’artificier devant le bouquet final.

« *Les Républicains imploient, Reconquête ! implose, le gouvernement implose* », se réjouit-elle auprès du Monde. « *Une confrontation bloc contre bloc s’installe. Une recomposition générale se fait sur fond de décomposition de la France* », poursuit-elle, actant la fin du macronisme et de son opposition au chef de l’Etat, mutuellement construite depuis sept ans. Marine Le Pen veut croire que l’entre-deux tours des élections législatives des 30 juin et 7 juillet, ainsi que l’après scrutin, prolongeront l’explosion de tous les camps... sauf le sien. Elle prédit qu’après le ralliement du président du parti Les Républicains (LR), Eric Ciotti, d’autres députés de droite pourraient rejoindre la coalition du RN, si elle obtenait une majorité à l’Assemblée. « *Le cordon sanitaire entre LR et nous, c’est un barrage qui subit la pression de l’eau. L’important, c’était de donner le premier coup de pioche* », veut-elle croire.

Alors que l’alliance de la gauche, rassemblée sous l’étiquette du Nouveau Front populaire, espère barrer la route de l’extrême droite aux législatives, Marine Le Pen décrit un Jean-Luc Mélenchon « *qui tente de tout effondrer, vou-*

lant la déstabilisation de tout : son camp, les institutions, les élections ». Voilà le leader de La France insoumise décrit en ingénieur du chaos dont elle se voudrait l’antithèse, bien que le programme de l’extrême droite consiste en un bouleversement majeur de l’Union européenne, de l’Etat de droit et des rapports sociaux.

Quant au chef de l’Etat, elle ne s’explique plus ses actes, à commencer par cette dissolution annoncée dans la précipitation le 9 juin, au soir des européennes, qu’elle considère comme « *un coup de colère, l’effet d’une vexation personnelle, alors qu’il aurait pu attendre la rentrée* ». Après la performance du RN aux européennes, « *le 30 juin peut être la deuxième vague du tsunami*, veut-elle croire. *La première est forte, la deuxième emporte tout.* »

Difficile pourtant, admet-elle, de prédire l’ampleur de cette vague. Ses proches lui transmettent des projections prédisant la majorité absolue (soit au moins 289 députés), d’autres n’y croient pas. Marine Le Pen espère que les personnalités et l’implantation locale joueront moins que l’étiquette et la dynamique, ce qui

« **LE 30 JUIN PEUT ÊTRE LA DEUXIÈME VAGUE DU TSUNAMI. LA PREMIÈRE EST FORTE, LA DEUXIÈME EMPORTE TOUT** »

MARINE LE PEN
députée sortante
du Pas-de-Calais

avantagerait ses candidats : nombre d’entre eux sont parachutés, d’autres inexpérimentés. L’obtention d’une majorité absolue dépendra, à ses yeux, du comportement des députés macronistes dans les triangulaires, qui pourraient être nombreuses. Pour elle, un tel scénario alimenterait l’explosion du camp présidentiel.

« **Travailler ma stature** »
D’ici au 7 juillet, la triple candidate à l’élection présidentielle dit vouloir poursuivre la préparation à une éventuelle prise du pouvoir. A-t-elle trouvé les personnes pour pallier l’impréparation de ses troupes, qui restent sans incarnation ni projet abouti sur des sujets de premier ordre aux yeux des Français (environnement, santé, logement...) ? Elle assure, comme depuis toujours, que les candidatures affluent, et balaie les rumeurs parisiennes envoyant un tel à Bercy, un autre au Quai d’Orsay. Mais, interrogée sur la perspective que tous les grands ministères reviennent à des personnes extérieures au RN, elle répond : « *On ne s’interdit rien. Jordan Bardella choisira les personnes les plus compétentes et qui partagent notre philosophie*. » En petit comité, Marine Le Pen confie que sa nièce Marion Maréchal n’en sera très probablement pas.

La perspective de l’arrivée d’un premier ministre âgé de 28 ans à Matignon, sans expérience préalable du pouvoir, a toutefois semblé s’éloigner lorsque Jordan Bardella a indiqué qu’il refuserait de diriger une majorité relative. Une réaction interprétée comme « *un refus d’obstacle* » par l’actuel premier ministre, Gabriel Attal, et dont Marine Le Pen défend le bien-fondé : « *On ne pourrait pas*

passer une seule mesure ! On se prendrait une motion de censure dans les quarante-huit heures, cela n’aurait ni queue ni tête. »

Le président du RN semble toutefois saisi de vertige. Comme si le natif de Seine-Saint-Denis prenait soudain la mesure des difficultés propres à l’exercice du pouvoir, comparées à la facilité de l’opposition. A ses yeux, son mentor en politique juge que « *ce poids des responsabilités se conçoit parfaitement. S’il y allait avec forfanterie, je serais inquiète.* »

Marine Le Pen assure être à l’aise avec la perspective de diriger son groupe à l’Assemblée nationale. Un long procès – deux mois d’audience – l’attend par ailleurs à partir du 30 septembre pour l’affaire des emplois fictifs au Parlement européen, dans lequel elle est poursuivie pour « détournement de fonds publics ». Traditionnellement, le président du groupe majoritaire à l’Assemblée nationale s’assure de la bonne mise en œuvre des projets gouvernementaux, le transformant en subordonné du premier ministre.

Ce n’est pas ainsi que Marine Le Pen considérerait son rôle éventuel : « *Vous connaissez la séparation des pouvoirs ? Je ne serai absolument pas sous son autorité, c’est structurel. Mais le fait que la présidente du groupe et le premier ministre soient extrêmement proches politiquement est plutôt une bonne nouvelle.* » Elle poursuit : « *Etre ministre ne me permet pas de continuer à travailler ma stature présidentielle. Et je n’ai pas ce type d’ego, prétend-elle. Je peux aussi faire le café et nettoyer les tasses.* » Mais commence-t-on à 55 ans, dont trente-et-un de politique, une carrière de barista ? ■

CLÉMENT GUILLOU

Gérald Darmanin annonce son intention de dissoudre le GUD

Le ministre de l’intérieur a rappelé, mercredi, les liens entre l’organisation et Marine Le Pen

Une nouvelle dissolution ? Invité par BFM-TV, mercredi 19 juin, le ministre de l’intérieur, Gérald Darmanin, a annoncé son intention de « *proposer très bientôt* » au président de la République de dissoudre au conseil des ministres le Groupe Union Défense (GUD), un groupuscule étudiant d’extrême droite régulièrement mis en cause pour ses actions et ses prises de position xénophobes.

La mouvance identitaire figure parmi les cibles fréquentes de M. Darmanin, qui assure travailler à cette dissolution depuis neuf mois – le site d’informations StreetPress avait fait état d’un tel projet dès janvier. Mais cette annonce, à dix jours du premier tour des élections législatives, est aussi destinée à embarasser le Rassemblement national (RN), en rappelant les liens étroits entre certains « gudards » historiques et plusieurs dirigeants du parti, à commencer par Marine Le Pen.

Pour M. Darmanin, cette organisation, qui prône « *une suprématie blanche* » et tient « *des propos antisémites extrêmement graves* » témoignerait d’une grande proximité « *avec beaucoup de gens du Rassemblement national* », du moins en ce qui concerne ses « *dirigeants* » : « *Tous les amis de madame Le Pen ne sont pas très démocrates. Ça, c’est certain* », a-t-il ajouté, précisant que plusieurs faisaient l’objet d’une fiche « S ».

En mai 2023, la présidente du groupe RN à l’Assemblée nationale, autrefois intime d’Axel Loustau, et surtout de Frédéric Chatillon, deux figures du GUD avec lesquelles elle entretenait, par ailleurs, des relations commerciales par le biais de leurs entreprises de communication, assurait avoir pris de la distance avec les deux hommes, dont le premier avait participé à un défilé néofasciste dans les rues de Paris, le 6 mai – le second avait soutenu l’initiative. « *Les liens se sont distendus, déclarait-elle alors au Monde. (...) J’ai Frédéric [Chatillon] au téléphone de temps en temps. On ne parle absolument jamais de politique. (...) La culpabilité par capillarité, c’est un fonctionnement totalitaire.* »

En rappelant cet encombrant compagnonnage passé de l’ancienne candidate RN à l’élection présidentielle, alors que le parti à la flamme semble aux portes du pouvoir, Gérald Darmanin tente un « coup de campagne », pendant que, par ailleurs, quatre jeunes membres du GUD, dont le fils d’Axel Loustau, ont été interpellés à Paris à la suite d’une agression homophobe, la nuit suivant l’annonce de la dissolution de l’Assemblée nationale par le président de la République, dimanche 9 juin.

Mais ce projet s’inscrit aussi dans une série d’initiatives qui a

EN RAPPELANT
CET ENCOMBRANT
COMPAGNONNAGE
ENTRE M^{ME} LE PEN
ET LE GUD,
M. DARMANIN
TENTE UN « COUP
DE CAMPAGNE »

vu le ministre de l’intérieur attaquer une dizaine de groupuscules d’ultradroite depuis son arrivée Place Beauvau, en juillet 2020, poursuivant ainsi une stratégie mise en place avant sa nomination, qui avait vu le gouvernement dissoudre, dès 2019, des structures comme le Bastion social, à Lyon, ou Blood and Honour, un groupuscule ouvertement néonazi. Au total, M. Darmanin a obtenu quelque 23 dissolutions, pour la plupart ayant trait à des groupuscules d’ultradroite comme, entre 2021 et 2023, Génération identitaire, Zouaves Paris ou Civitas, un « institut » de la mouvance catholique intégriste.

Records inégalés de dissolutions
Depuis l’accession au pouvoir d’Emmanuel Macron, en 2017, le nombre de dissolutions prononcées sur le fondement de la loi du 10 janvier 1936 – elle est dorénavant intégrée au code de la sécurité intérieure – a atteint des records inégalés, avec 37 cas. Un peu moins de la moitié de ces dossiers concerne des groupes liés à l’ultradroite, l’autre moitié des structures réputées proches de la mouvance islamiste. Quelques organisations d’ultragauche ont également été dissoutes au conseil des ministres, comme la dernière en date, un groupuscule rennais baptisé DefCo, le 3 avril.

Sitôt connue l’annonce du ministre de l’intérieur au sujet du GUD, Jordan Bardella a répliqué par son intention de dissoudre, en cas de victoire aux législatives, toutes « *les organisations d’ultragauche et d’ultradroite* », en marge d’une visite au salon de l’armement Eurosatory, qui se déroule au Parc des expositions Paris-Nord-Villepinte (Seine-Saint-Denis). « *A la différence du gouvernement, a ajouté le président du RN, nous n’avons jamais eu de mansuétude à l’égard de milices qui perturbent les manifestations.* »

Sur un autre front politique, la dissolution du mouvement Les Soulèvements de la Terre, après les violents heurts à Sainte-Soline (Deux-Sèvres), lors d’une manifestation contre les mégabassines, en mars 2023, avait également été demandée par M. Darmanin. Mais elle avait été annulée par le Conseil d’Etat en novembre. ■

ANTOINE ALBERTINI

En Nouvelle-Calédonie, des législatives « irréelles », qui aggravent les divisions

A dix jours du premier tour, le scrutin semble bien loin des préoccupations des habitants

NOUMÉA - correspondant

Mercredi 19 juin, les rideaux de fer des magasins de la capitale de Nouvelle-Calédonie se sont baissés en fin de matinée, et les habitants de Nouméa ont massivement quitté le centre-ville dans des embouteillages, laissant derrière eux des rues aussi désertes qu’aux premiers jours des violentes émeutes contre la réforme du corps électoral, mi-mai. Un mouvement de peur, qui fait suite à l’annonce de l’arrestation, le matin même, de Christian Tein, le leader de la cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), à l’origine de la mobilisation contre le projet de réforme, qui a fait neuf morts, dont deux gendarmes, et, au bas mot, 1,5 milliard d’euros de dégâts. L’Union calédonienne (UC), le parti dont la CCAT est l’émanation, a appelé au calme, mais les forces de l’ordre ont érigé une forteresse de métal autour du siège de la gendarmerie, où se déroulent sa garde à vue ainsi que celles de dix autres interpellés.

Dans ce contexte, la tenue des élections législatives, les 30 juin et 7 juillet, semble totalement « *irréelle* » à Guillaume Denis, Néo-Calédonien croisé dans les em-

bouteillages. « *C’est vraiment la dernière de mes préoccupations* », confie le père de famille, qui se demande « *quand est-ce que le calme va enfin revenir* ».

Du côté des états-majors, la crise que traverse la Nouvelle-Calédonie rebat bon nombre de cartes. Va-t-elle favoriser les extrêmes ? Ou « *réveiller la majorité silencieuse, plus encline au dialogue* », comme veut le croire Philippe Dunoyer (Calédonie ensemble, groupe Renaissance), député sortant de la 1^{re} circonscription ? Elle a en tout cas fait voler en éclat la fragile alliance de toutes les droites, qui avait permis à Renaissance d’emporter les deux sièges de députés de l’archipel, en 2022.

Aucune investiture donnée
Nicolas Metzdorf (Génération NC, groupe Renaissance), député de la seconde circonscription, a décidé de venir chasser sur les terres de Philippe Dunoyer, dans un duel fratricide entre candidats macronistes. M. Metzdorf se présentera dans la 1^{re} circonscription, pour laisser ses chances dans la 2^{de} à Alcide Ponga, président du Rassemblement-Les Républicains. Même le parti présidentiel refuse de se mouiller. Le message a été passé par le conseiller outre-

mer de l’Elysée : aucune investiture ne sera donnée. De quoi laisser perplexes dans le parti de Philippe Dunoyer, Calédonie ensemble, qui saluait encore, mardi, la lettre ouverte d’Emmanuel Macron aux Néo-Calédoniens, appelant à la responsabilité des élus. Un texte qui, selon Calédonie ensemble, « *s’inscrit résolument dans la perspective du dialogue, du consensus et de la paix, ce dont nous nous félicitons* ».

De son côté, Nicolas Metzdorf critique « *un courrier inadapté, compte tenu de la situation en Nouvelle-Calédonie* ». L’élu, qui dit avoir appelé le président de la République au sujet de ce courrier, envoyé mardi, explique qu’il a « *toujours précisé [être] d’abord un élu calédonien et que, si Emmanuel Macron prenait un mauvais chemin, [il] n’aurait[t] aucun problème à le dire et à le dénoncer* ». M. Metzdorf fera campagne sans investiture, tandis que M. Dunoyer a obtenu celle d’Horizons, le mouvement d’Edouard Philippe, dont l’investissement dans le dossier néo-calédonien, lorsqu’il était premier ministre, avait été très apprécié localement.

Chez les indépendantistes aussi, le scrutin du 30 juin ne fait que jeter un peu plus de lumière sur des

fractures béantes. Samedi 15 juin, le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), mis au défi par les militants de la CCAT, plus radicaux, n’a pas réussi à tenir son congrès extraordinaire. Résultat, il n’a pu ni s’expliquer sur la manière de poursuivre le dialogue avec l’Etat – les plus modérés étant pour un accord global avec le gouvernement, les autres pour une remise à plat des revendications et l’indépendance pure et simple –, ni désigner des candidats.

Pourtant, dimanche, deux candidatures ont été déposées au nom de l’UC, membre du FLNKS. Celles d’Emmanuel Tjibaou, le fils du leader assassiné en 1989, Jean-Marie-Tjibaou, dans la 2^{de} circonscription, et d’Omayra Naisseline, belle-fille d’une autre figure indépendantiste aujourd’hui disparue, Nidoïsh Naisseline. Une surprise pour Charles Washetine, l’un des porte-parole du Palika, l’autre composante avec l’UC du FLNKS : « *On ne sait rien de leur programme, de leur position sur l’avenir institutionnel*. » Quant au dialogue avec l’Etat, qu’appelle tant de ses vœux le président de la République, « *il est de fait en pause à cause de ces législatives qu’a voulues* », souligne M. Washetine. ■

CHARLOTTE MANNEVY

Le RN définitivement condamné dans l’affaire des kits de campagne
La Cour de cassation a confirmé, mercredi 19 juin, le jugement d’appel condamnant le Rassemblement national (RN), dans l’affaire dite des kits de campagne, à une amende de 250 000 euros. Dix personnes physiques et morales étaient poursuivies dans ce dossier, jugé une première fois en 2019. Le parti de Marine Le Pen était accusé d’avoir eu recours à un montage financier complexe destiné à détourner au profit du microparti Jeanne les remboursements de frais de campagne accordés à ses candidats aux législatives de 2012 afin de constituer un « trésor de guerre » pour les campagnes futures, en favorisant au passage des entrepreneurs proches du RN, dont Frédéric Chatillon, ancien membre du GUD.

Le « grand bazar » de la valse des étiquettes

Les candidatures dissidentes ou hors alliances brouillent le jeu et illustrent la décomposition des partis

Après une première semaine de campagne marquée par les revirements et les coups d'éclat, liés aux tractations des partis pour investir des candidats dans un délai très court, le ministère de l'intérieur a dévoilé, mardi 18 juin, la liste des 4 011 candidats en lice pour le scrutin des 30 juin et 7 juillet. Soit un tiers de candidatures en moins qu'en 2022 (6 290). La dissolution surprise d'Emmanuel Macron a eu pour effet de réduire drastiquement le nombre de candidatures dans les 577 circonscriptions, faute de temps pour les plus petits partis mais aussi du fait de la concentration des candidatures liées aux coalitions formées au niveau national.

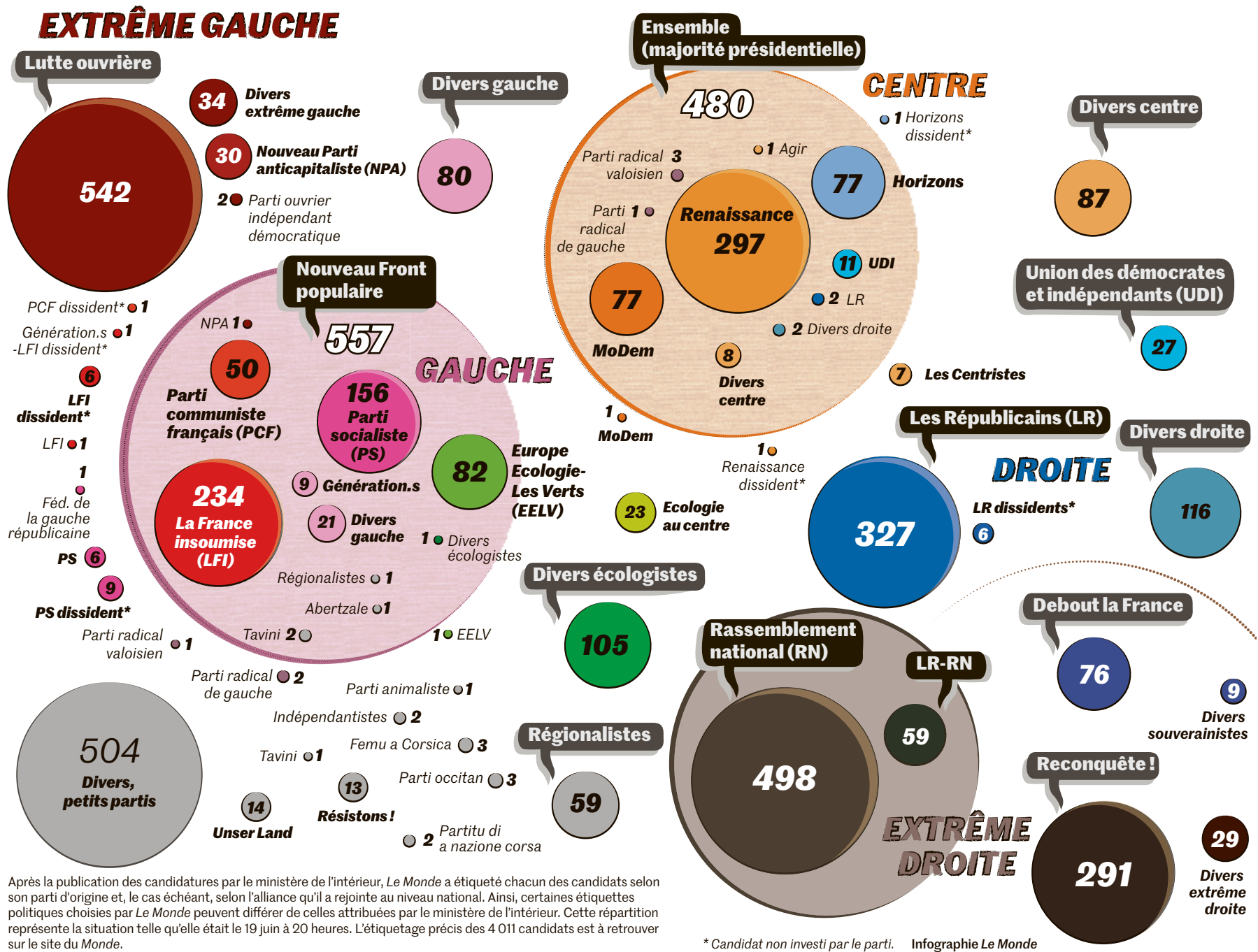
La convocation de ces législatives anticipées a fait émerger une nouvelle tectonique des plaques entre les différentes forces politiques. À gauche, le Nouveau Front populaire (NFP), cet accord électoral conclu en quatre jours réunit aussi bien l'ancien président de la République socialiste François Hollande, La France insoumise (LFI) de Jean-Luc Mélenchon que le triple candidat à la présidentielle du Nouveau Parti anticapitaliste, Philippe Poutou. Une alliance à marche forcée face au péril de l'extrême droite, après une campagne des élections européennes à couteaux tirés entre les gauches.

À droite et à l'extrême droite, le surgissement d'une alliance entre le Rassemblement national (RN) et le président des Républicains (LR), Eric Ciotti, a fait vaciller la formation héritière du gaullisme mais également Reconquête!, le parti d'Eric Zemmour, face à la tentative avortée d'une alliance avec Marine Le Pen et ses élus.

Figure repoussoir
Au sein du camp présidentiel, la perspective d'une perte d'autonomie du bloc central, coincé entre deux forces polarisantes, celles de l'union de la gauche et du RN, pousse les soutiens d'Emmanuel Macron à s'émanciper de son autorité, le chef de l'État étant devenu une figure repoussoir. « Les lignes politiques ont plus bougé en sept jours qu'en sept ans », souligne Raphaël Llorca, expert associé à la Fondation Jean Jaurès.

Cette dissolution a pour effet principal de fragmenter un peu plus un système partisan dominé, selon l'expression du politiste Rémi Lefebvre, par les « partis personnels » depuis 2017 (Renaissance autour d'Emmanuel Macron, LFI et Jean-Luc Mélenchon, le RN et Marine Le Pen...). Avec ce paradoxe : l'offre politique a beau avoir

Plus de 4 000 candidats pour 577 circonscriptions dessinent un paysage politique éclaté



été simplifiée, avec la consécration de trois blocs aux visions du monde antagonistes, les nouvelles alliances électorales et les positionnements fluctuants noués lors de cette campagne – la plus courte de la Ve République – rendent difficile la compréhension du jeu électoral. « Aux législatives, les électeurs ne connaissent pas les candidats. Ce sont vraiment des élections lors desquelles on vote et on se repère principalement sur des étiquettes et des labels », souligne Jean-Yves Dormagen, professeur de science politique à l'université de Montpellier et président du laboratoire d'étude de l'opinion Cluster 17.

Ces derniers jours, dans des enquêtes qualitatives auxquelles a

participé M. Llorca, une expression est revenue à plusieurs reprises dans la bouche des différents sondés : « C'est le grand bazar. » « Cette dissolution, plutôt que d'apporter de la clarification, nourrit la confusion et élève le coût d'entrée à la compréhension du système politique », avance l'essayiste.

Dans les Hauts-de-Seine, où le premier ministre, Gabriel Attal, brigue un troisième mandat de député, la coalition présidentielle (Renaissance, MoDem, Horizons) réunie sous la bannière « Ensemble pour la République », a conclu une alliance locale avec LR pour former un « arc républicain » contre les « extrêmes ». Mais le parti, déchiré entre les pro-Ciotti et les membres du « canal histori-

que », soutient finalement deux candidats rivaux, investis contre M. Attal. Ailleurs, face au discrédit de l'étiquette LR, certains députés sortants de droite se sont résolus à faire campagne en se revendiquant « divers droite ». Semblant échapper aux secousses de la dissolution, le RN veut, lui, s'im-

poser en « pôle de stabilité » de la vie politique française.

Le ministère de l'intérieur classe les candidats LR-RN sous l'étiquette « union de l'extrême droite » tandis que l'ensemble des candidats du NFP sont étiquetés « union de la gauche », selon un nuancier qui recense 24 étiquettes, contre 65 pour le réélectage effectué par Le Monde.

« Libres »
Au niveau local, ces étiquettes sont parfois mises à distance tant elles sont l'objet de dissensions. Comme en 2022, avec l'étiquette de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), des députés sortants refusent d'arborer l'étiquette du Nouveau Front

populaire sur leurs affiches ou leurs tracts, par crainte d'un effet repoussoir lié à La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon auprès d'une partie de l'électorat social-démocrate. « Une partie de l'électorat va se déterminer principalement pour un bloc, et une autre fraction d'électeurs beaucoup plus informée, politisée mais minoritaire, fera des distinctions à l'intérieur des blocs », estime Jean-Yves Dormagen. En Meurthe-et-Moselle, le député sortant Dominique Potier est bien recensé par le ministère de l'intérieur sous l'étiquette « union de la gauche », mais il refuse d'arborer le logo du Nouveau Front populaire pour ne pas s'aliéner les électeurs modérés face au RN, qu'il a battu en 2022.

En Seine-Saint-Denis, les dissidents Raquel Garrido et Alexis Corbière, évincés des investitures de LFI, sont étiquetés « divers gauche » par Beauvau mais revendiquent leur appartenance au NFP. Comme la plupart des candidats du camp présidentiel, Clément Beaune, à Paris, ou Olivier Véran, en Isère, ne veulent pas subir l'impopularité du chef de l'État. L'image du président de la République a disparu de leurs affiches de campagne.

Les deux ex-ministres investis par Renaissance se déclarent « libres » et affirment leur identité sociale-démocrate, alors qu'ils sont menacés par des concurrents « insoumis » ou socialistes. « Ceux qui connaissent bien leur circonscription savent ce qui marche ou ne marche pas auprès des électeurs, ce qui est acceptable ou ce qui ne l'est pas », souligne M. Lefebvre. Reste à savoir si le scrutin du 30 juin leur donnera raison. ■

Un enjeu de survie pour les « petits partis »

DIMANCHE 9 JUIN, 20 heures. L'euphorie règne au rassemblement du nouveau parti écologiste Equinoxe, lors de l'annonce des résultats des élections européennes : avec 0,2 % des suffrages, les militants se réjouissent d'un score « encourageant » pour une première candidature. Mais les célébrations sont vite écourtées. À 21 heures, le chef de l'État annonce la dissolution de l'Assemblée nationale et des législatives anticipées, prenant de court des petits partis, essorés par la campagne.

Quelques jours pour présenter des candidats, un programme... « C'est un vrai challenge pour nous, qui n'avons pas de salariés et qui ne pouvons compter que sur la bonne volonté, la bonne dynamique de nos équipes et nos bénévoles », raconte Marine Cholley, porte-parole d'Equinoxe. Et l'enjeu financier est de taille. Pour ces mouvements, disposant de moyens limités, les élections euro-

péennes représentaient déjà un lourd tribut. Ainsi, le Parti animaliste a dépensé 1,3 million d'euros et obtenu 2 % des suffrages le 9 juin, alors que seuls ceux ayant obtenu 3 % des voix se font rembourser leurs dépenses de campagne par l'État. L'essentiel des frais ont servi à payer l'impression des professions de foi et des bulletins de vote.

La charge a poussé certains partis vers la sortie pour cette campagne express, qui demande des moyens considérables. Si Jean Lassalle (Alliance rurale, 2,3 % aux européennes) se présente dans les Pyrénées-Atlantiques, Florian Philippot (Les Patriotes, dont la liste L'Europe, ça suffit ! a obtenu 0,9 % le 9 juin), ne se lance pas. Le Parti animaliste non plus. « C'est un crève-cœur, explique sa vice-présidente, l'avocate Hélène Thouy. On est un petit parti, qui n'a que quatre salariés en contrat à durée indéterminée, et qui repose essentiellement sur le bénévolat, avec des mem-

bres qui travaillent par ailleurs. On s'est beaucoup questionnés mais on ne pouvait pas leur demander ça après la campagne très prenante des européennes. »

Des résultats de ces législatives dépendent le visage politique de l'Assemblée et l'attribution des financements publics aux partis politiques. Le score obtenu par le Parti animaliste lors des législatives de 2022 (1,1 %) lui avait par exemple permis d'obtenir un financement public de 90 000 euros annuels pendant cinq ans. Et l'accès au financement est conditionné au nombre de parlementaires élus et au nombre de voix obtenues. Pour être éligible, un parti doit obtenir au moins 1 % des voix dans au moins 50 circonscriptions. « On a bon espoir, pense Marine Cholley, du parti Equinoxe. On n'y va pas seuls. Pour les petits partis, il y a la possibilité de se mettre ensemble pour présenter plus de candidats et pouvoir espérer obtenir des financements. »

Prises séparément, les petites formations politiques ne représentent qu'une infime part du gâteau électoral – entre 0 % pour les 749 voix de la liste Démocratie représentative, jusqu'au demi-million d'électeurs de Jean Lassalle, aux européennes. Mises bout à bout, elles représentent tout de même un score cumulé de 10 % des suffrages à ce scrutin. Pour les grosses formations, impossible d'ignorer ces 2407296 millions d'électeurs qui se sont éloignés des partis « historiques ». Le Nouveau Front populaire l'a bien compris, en décidant de s'allier avec le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), à l'extrême gauche. Mais tous les petits partis n'ont pas vocation à servir de marchepied aux principales formations politiques. Le respect du pluralisme politique étant l'un des moteurs d'adhésion de leurs militants. ■

NATHAN GOMBERT
ET MATHILDE GÉRARD

MARIAMA DARAME



Quelles solutions pour remédier à la crise du logement ?

QUESTIONS DE CAMPAGNE Souvent oublié, le sujet est cette fois abordé par l'ensemble des grandes forces politiques. Avec de vrais clivages

Une fois n'est pas coutume, le logement, souvent escamoté, fait partie des thèmes de la campagne en vue des élections législatives des 30 juin et 7 juillet. Y compris au sein de la majorité sortante, largement accusée de n'avoir pas su répondre à la crise profonde du secteur : Emmanuel Macron a déclaré, mercredi 12 juin, faire son « *mea culpa* » sur l'accès au logement des jeunes. Si les politiques s'en saisissent, c'est parce que la situation s'est détériorée : la cherté des logements, doublée de la hausse des taux

d'emprunt immobilier, a fait s'effondrer la construction et la vente, et bloqué de nombreux aspirants propriétaires dans le parc locatif. La création de logements sociaux a chuté, alors que 2,6 millions de ménages sont en attente, un record. Les difficultés à se loger sont accrues par la progression des résidences secondaires et des locations touristiques, alimentant un sentiment de déclassement. Les programmes des différents camps n'accordent pas la même importance à cette crise. Celui du Nouveau Front populaire est, de loin, le plus fourni et le seul à y

**LE PROGRAMME
DU NOUVEAU FRONT
POPULAIRE EST,
DE LOIN, LE PLUS
FOURNI, ET LE SEUL
À Y AFFECTER
D'IMPORTANTS
MOYENS**

affecter d'importants moyens, au risque d'être accusé d'irréalisme. Le camp présidentiel y consacre l'un des huit points de sa plateforme, et une nouvelle taxe. Les Républicains (LR) promettent « *une vraie politique du logement* », marquée par une baisse de la fiscalité. Le Rassemblement national (RN), qui n'a pas encore publié de programme, n'en fait pas une priorité, même si le patron du parti, Jordan Bardella, interrogé sur le sujet sur France 2, mardi 18 juin, a cité quelques mesures. Sur le fond, de nombreux points communs se font jour. LR et RN

s'accordent à soutenir les propriétaires, un marqueur traditionnel de la droite. Ils veulent supprimer l'interdiction progressive de mise en location des passoires thermiques, que le gouvernement a déjà allégée pour les petites surfaces, car elle « *tue le marché locatif* ». Ces deux partis ont défendu, ces derniers mois, les généreuses niches fiscales accordées aux loueurs de meublés touristiques et de meublés, que la majorité sortante et la gauche étaient en passe d'aligner sur la location longue durée. LR entend baisser les impôts sur les revenus locatifs, « *pour remettre des logements sur le marché* ». Autre faveur aux plus aisés : la résidence principale serait exonérée de l'impôt sur la fortune immobilière (IFI), ainsi que de l'impôt sur la fortune financière, que le RN compte substituer à l'IFI.

« Alléger les normes »
Il s'agit aussi, pour LR, de « *protéger les propriétaires contre les mauvais payeurs et les squatteurs* », ce que fait déjà la loi du 27 juillet 2023 de Guillaume Kasbarian, devenu depuis ministre du logement. LR et le RN avaient voté ce texte critiqué par la Défenseure des droits et par les rapporteurs spéciaux de l'ONU. Le Nouveau Front populaire prévoit d'abroger cette loi « *antisquat* », préférant « *sécuriser les propriétaires et les locataires* » en créant une garantie universelle des loyers. La gauche préconise d'encadrer les loyers dans toutes les zones tendues. Les pistes de relance de la production de logements varient. LR a proposé au printemps d'assouplir l'objectif, fixé par la loi en 2021, d'atteindre le zéro artificialisation nette des terres d'ici à 2050, qui réduit les possibilités d'étalement urbain et contribue à renchérir les prix du foncier. C'est aussi l'une des « *urgences* » du RN, indique Frédéric Falcon, député sortant de l'Aude et référent du parti sur le logement : « *Plus largement, nous souhaitons alléger les normes et les possibilités de recours, qui pèsent sur la construction* ». Des objectifs que partagent LR et un récent projet de loi du gouvernement. Le Nouveau Front populaire préfère encadrer les prix du foncier – une mesure qui avait fait consensus lors du Conseil national de la refondation consacré au logement. Le camp présidentiel réitère sa promesse de créer

35 000 logements étudiants et le RN remet à plus tard son projet d'en construire 100 000 en cinq ans. La gauche annonce 200 000 logements publics par an, durant cinq ans, ce qui coûterait 10 milliards d'euros, selon le chiffrage de l'ex-députée socialiste de Tarn-et-Garonne Valérie Rabault. La gauche entend aggraver les sanctions contre les communes urbaines qui ne respectent pas leurs obligations de construction de logements sociaux, fixées par la loi Solidarité et renouvellement urbains (SRU). Elle prend le contre-pied du gouvernement, qui s'appropriait à assouplir ce dispositif, tandis que LR, et surtout le RN, voulaient en profiter pour aller plus loin. A défaut de pouvoir donner aux Français la priorité pour l'accès au logement social – cela nécessiterait de réviser la Constitution –, le RN souhaite en priver ceux qui ont « *un casier judiciaire long comme le bras* », a indiqué Jordan Bardella. L'actuel ministre du logement s'était déclaré « *ouvert* » à une telle idée, début mai. Tous les partis comptent encourager l'accession à la propriété. Pour les macronistes, cela passe par une exonération des frais de notaire pour les jeunes qui achètent des logements coûtant moins de 250 000 euros. LR ne précise pas la modalité retenue, tandis que la gauche veut rouvrir le prêt à taux zéro à tous les ménages primo-accédants. Côté RN, Frédéric Flacon préfère « *ne pas s'avancer* » sur l'idée, issue du programme de 2022, d'un prêt à taux zéro jusqu'à 100 000 euros, accordé sans conditions de ressources aux ménages dont la moyenne d'âge est inférieure à 30 ans et dont l'un des membres au moins est français. La rénovation des logements n'est abordée que par deux camps. Celui d'Emmanuel Macron promet « *un fonds de rénovation de 300 000 logements pour les classes moyennes* », financé par une taxe sur les rachats d'actions par les grandes entreprises, tandis que la gauche s'engage en faveur d'un renforcement des aides à tous les ménages pour l'isolation complète de leur logement. Enfin, le Nouveau Front populaire se distingue par sa volonté de répondre à la hausse du nombre de sans-abri, en renforçant l'hébergement d'urgence et sans exclure la réquisition de logements vides. ■

CLAIRE ANÉ

A Quiberon, les « volets fermés » nourrissent un vote de « colère »

Dans la presqu'île, 66 % des logements sont des résidences secondaires. Saisonnières et habitants locaux sont exclus du marché

REPORTAGE

LA TRINITÉ-SUR-MER, QUIBERON ET SAINT-PIERRE-QUIBERON (MORBIHAN) - envoyée spéciale

Le soleil vient enfin de se lever, et le parking accolé à l'église du cœur de Saint-Pierre-Quiberon (Morbihan), à quelques pas du port, commence à se remplir. Parmi les automobilistes, une Quiberonnaise d'origine. Elle revient volontiers sur les résultats des élections européennes du 9 juin, qui ont placé la liste du Rassemblement national (RN) de Jordan Bardella largement en tête sur la presqu'île. « *Je m'en réjouis*, lance la quinquagénaire, qui se faire appeler Cheyenne. *La raison ? Le trop-plein d'immigrés, qui ont tout, il n'y a plus rien pour nous. Et bien sûr les problèmes de logement et le prix de l'essence.* » Cheyenne a vendu, il y a cinq ans, son appartement dans une maison de famille de Quiberon et est partie vivre dans l'arrière-pays, à une heure de là, à Saint-Jean-Brévelay. « *Mon but c'est de revenir à Quiberon, mais c'est compliqué pour l'instant vu les prix, j'attends de trouver le logement idéal* », dit-elle. Dans la commune de Quiberon, le RN a obtenu 30,4 % des voix, et à

Saint-Pierre-Quiberon, en entrée de la presqu'île, 28,3 %. De quoi provoquer surprise et incompréhension parmi les équipes municipales. « *Ce n'est pas lié à une situation interne à Quiberon, ici il n'y a pas d'insécurité, de stress quotidien. Nous sommes sur un territoire à bonheur. On est très chanceux* », estime Gildas Quendo, premier adjoint (sans étiquette) de la mairie de Quiberon. Les difficultés d'accès au logement peuvent-elles être un des moteurs du vote en faveur de l'extrême droite en Bretagne, et notamment sur le littoral, où la masse des résidences secondaires a créé une pénurie et fait monter les prix de l'immobilier ? C'est une évidence pour Fanny Chappé, maire (divers gauche) de Paimpol (Côtes-d'Armor) et conseillère régionale de Bretagne chargée du logement : « *C'était écrit, on ne peut pas se loger chez nous, cela génère de la colère, et la colère se traduit souvent par un vote RN.* » Nil Caouissin, élu Union démocratique bretonne (parti breton classé à gauche) au conseil régional de Bretagne, note que « *le logement a été très peu présent dans la campagne et dans les programmes* ». « *Pourtant, le sujet crée du*

ressentiment dans la population, ajoute-t-il. Les gens ont l'impression de ne plus pouvoir vivre chez eux, et la tension immobilière se diffuse dans les terres. Il y a une très forte déconnexion entre la population et les élus sur le sujet. »

7 200 habitants, 70 000 en été
A Quiberon, les chiffres interpellent : 66 % des logements sont des résidences secondaires, et, selon la mairie, les prix de vente vont de 7 000 à 10 000 euros le mètre carré. Le nombre de locations saisonnières de type Airbnb a explosé depuis cinq ans : la commune en compte désormais 1 200, pour seulement 2 800 résidences principales. Si bien que la presqu'île compte à l'année 7 200 habitants, mais 70 000 en été, entre le 10 juillet et le 15 août, soit dix fois plus. « *L'été, on est dans le surtourisme, il y a des voitures partout, il faut deux heures pour sortir de la presqu'île, se désespère la propriétaire d'une boutique de tuniques et de sandales, à Saint-Pierre-Quiberon. Le week-end de l'Ascension, ça a été l'horreur, j'ai même cru que la presqu'île allait s'effondrer.* » Croisé avec son sac de courses au Super U, Marin (qui, comme les autres témoins, n'a souhaité don-

ner que son prénom), 25 ans, barman depuis cinq ans dans un café en bord de mer, a cherché pendant un an avant de trouver un 37 mètres carrés loué 600 euros hors charges. « *Depuis des années, beaucoup de maisons se construisent ou sont rachetées par des non-locaux, qui n'habitent pas à l'année sur la presqu'île, et qui ont un autre portefeuille que le nôtre, dit-il. Nous, on ne peut pas se permettre d'acheter ne serait-ce qu'un studio, alors que je suis en CDI.* » Installée depuis plus de vingt ans dans une maison blanche avec un petit jardin, au milieu d'un entre-lacs d'impasses où les habitations ne cessent de pousser, Claudine, 82 ans, originaire de Normandie, a été surprise par le vote de la presqu'île en faveur du RN. « *Les Bretons ne sont pas de ce côté-là, s'étonne-t-elle. Mais il y a tellement de constructions qui se montent, en particulier depuis le Covid, ils en ont marre, ils disent : "Ils sont en train de détruire notre presqu'île, alors qu'on manque déjà d'eau".* » Dans le sud de la presqu'île, Nathalie, 53 ans, originaire de Quiberon, patronne d'une petite blanchisserie, met le doigt sur l'ambivalence des Quiberonnais. « *Les touristes nous font vivre, ce*

n'est pas qu'on ne les aime pas, mais il devrait y avoir un plafonnement du prix des maisons », déclare-t-elle. « *La plupart des forces vives ici habitent dans un logement social, dont moi* », poursuit-elle. Derrière la carte postale de Quiberon, ses plages, ses petits ports, ses maisons blanches aux volets bleus bordés d'hortensias, « *la classe moyenne, les commerçants ont du mal à accéder au logement, il y a une longue liste d'attente pour un logement social, et une partie de la population est précaire*, prévient Jérôme Bourserie, directeur général des services à la mairie de Quiberon. *Beaucoup de jeunes de Quiberon vont s'installer à l'extérieur de la presqu'île, à au moins 20 kilomètres* ». L'idéal serait, selon lui, de rééquilibrer le ratio entre les résidences principales et secondaires. « *Mais comment faire ? La loi ne le permet pas*, souligne-t-il. *La communauté de communes réfléchit tout de même à limiter le nombre de meublés de tourisme qu'un propriétaire peut détenir.* » A 20 kilomètres de là, à La Trinité-sur-Mer – où est né Jean-Marie Le Pen –, une poignée de Bretons d'adoption, ayant acheté une maison secondaire sur le littoral avant de s'y installer à la retraite, tentent

d'apporter des solutions temporaires. Leur association, Les Volets ouverts, cherche à remplir les résidences secondaires en basse saison, en mettant en relation leurs propriétaires et des familles ou de jeunes actifs à la recherche d'un logement, au moins dix mois par an, de septembre à juin. « *En vivant ici à l'année, nous avons été choqués de voir tous ces volets fermés, nous n'en avions pas conscience auparavant. C'est triste. A La Trinité, il n'y a plus de boulanger, plus de boucher, juste une petite supérette, et les écoles ont du mal à vivre* », témoigne Marie, l'une des fondatrices de l'association, qui, en deux ans, a permis de dépanner une vingtaine de familles. En 2022, de nombreuses manifestations ont été organisées en Bretagne, pour dénoncer la crise du logement, avec le slogan « *une maison pour chacun* ». « *On a fini par arrêter, d'abord parce qu'il n'y avait pas de réponse politique en face, ensuite parce que parmi les gens avec qui je manifestais, il y avait un discours de rejet vis-à-vis de l'extérieur, des Parisiens, des immigrés, des vieux*, raconte Nil Caouissin. *On a préféré couper les ponts.* » ■

VÉRONIQUE CHOCRON



Après l’affaire du viol à Courbevoie, le camp présidentiel s’en prend à Jean-Luc Mélenchon

En pleine campagne des législatives, des candidats Renaissance ont accusé le leader de LFI de favoriser la montée de l’antisémitisme

Mélenchon en prison ! », scande la foule réunie sur le parvis de l’Hôtel de ville de Paris. Mercredi 19 juin en fin d’après-midi, plusieurs centaines de personnes étaient rassemblées pour condamner l’antisémitisme, à la suite de la mise en examen, la veille, de trois adolescents âgés de 12 à 13 ans, dans le cadre d’une information judiciaire ouverte des chefs « de viol aggravé, agression sexuelle aggravée, tentative d’extorsion, atteinte à l’intimité de la vie privée, menace de mort, violences et injures, ces deux dernières infractions étant aggravées par leur commission à raison de l’appartenance de la victime à une religion ». Ils sont soupçonnés d’avoir agressé une fille de 12 ans de confession juive, le 15 juin, à Courbevoie (Hauts-de-Seine).

En moins de quelques minutes, ce rassemblement, à l’appel du collectif contre l’antisémitisme Nous Vivrons, fondé en réaction aux prises de position de La France insoumise (LFI) au lendemain de l’attaque terroriste du Hamas contre Israël le 7 octobre, a viré à l’expression de haine contre le leader des « insoumis », Jean-Luc Mélenchon, et ses alliés du Nouveau Front populaire (NFP). Sur la petite estrade montée au milieu de la place, des figures de la majorité sortante ont pris la parole pour effectuer un lien entre le fait divers – l’enquête est toujours en cours – et le bloc des gauches, à moins de deux semaines du premier tour des élections législatives du 30 juin, et du second tour le 7 juillet.

« Après les mots incendiaires, il y a des incendies ! », a tonné le garde des sceaux, Eric Dupond-Moretti, entouré des députés Renaissance de Paris, Sylvain Maillard, Astrid Panosyan, Benjamin Haddad, Clément Beaune et David Amiel, tous candidats aux législatives. Avant de cibler M. Mélenchon : « Chacun doit se souvenir des mots qui ont été prononcés il y a peu de temps : Yaël Braun-Pivet, dont on dit qu’elle est allée “camper en Israël”, ou le fameux “résiduel”, quand c’est une explosion d’actes antisémites en France. » « Vos propos récurrents alimentent la haine qui mène au pire », a encore lancé le ministre de la justice au fondateur de LFI, sur X.

« Un contexte inflammable »
Références à des propos de M. Mélenchon, sur son blog, le 2 juin, lorsqu’il a estimé que « l’antisémitisme reste résiduel en France ». Et à ceux, en date du 22 octobre, lorsqu’il avait dénoncé le déplacement de la présidente de l’Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, en Israël. Elle « campe à Tel-Aviv pour encourager le massacre » à Gaza, avait-il écrit, suscitant à chaque fois des réactions indignées. « Il faut être sans complaisance avec ceux qui ont de la complaisance, et il y en a eu beaucoup trop ces derniers temps ! », condamne à son tour l’ancien ministre de l’éducation nationale Jean-Michel Blanquer. Le président de l’Union des étudiants juifs de France, Samuel Lejoyeux, s’est lui indigné que « des partis jusque-là républicains se soient alliés avec ceux qui ont engendré cette haine ». Comprendre : le Parti socialiste, les écologistes et les communistes ont

M. MÉLENCHON A FAIT PART DE SA « SOLIDARITÉ » ET A APPELÉ À CE « QU’ON NE TRANSFORME PAS CE CRIME EN SPECTACLE MÉDIATIQUE »

eu tort de nouer un accord avec LFI pour les législatives. Pendant ce temps, le public hurle « les gauchos dehors », « Hollande, ordure » ou encore « la gauche complice ». A son tour, l’ex-ministre et député sortant de Paris, Clément Beaune, déplore « un contexte inflammable alimenté tous les jours par des incendiaires qui ont fait de l’antisémitisme une forme de variable d’ajustement, voire de commerce électoral ».

Invité de TF1 mercredi 19 juin au soir, le premier ministre, Gabriel Attal, a appelé « les responsables politiques à mettre des digues sur la question de l’antisémitisme ». « Assez des discours qui banalisent, assez des propos qu’on tolère, qui installent dans le pays un climat mortifère », a-t-il lancé, rappelant que, depuis l’attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre, « l’antisémitisme a repris de la vigueur » en France.

La gauche s’était pourtant rapidement positionnée pour condamner les faits survenus à Courbevoie. Dès mercredi 19 juin matin, M. Mélenchon s’est dit « horrifié par ce viol » et tout « ce qu’il met en lumière concernant le conditionnement des comportements masculins criminels dès le jeune âge, et du racisme antisémite ». Le leader de LFI a fait part de sa « solidarité » envers la victime, appelant à ce « qu’on ne transforme pas ce crime, ni la souffrance qu’il engendre, en spectacle médiatique ».

Les partenaires de LFI au sein du Nouveau Front populaire ont tous rappelé que la lutte contre l’antisémitisme doit être une priorité. Cible de nombreuses attaques de la part de LFI lors de la campagne des européennes, le candidat soutenu par le Parti socialiste, Raphaël Glucksmann, ne veut pas mettre « la poussière sous le tapis ». « Ça montre une chose : l’explosion de l’antisémitisme, qui est tout sauf résiduel dans notre société et qui doit être combattu d’arrache-pied », a-t-il affirmé mercredi, lors d’un déplacement à Marseille.

Plus tôt dans la journée, Marine Le Pen avait également profité de la situation pour viser LFI. « La stigmatisation des juifs depuis des mois par l’extrême gauche à travers l’instrumentalisation du conflit israélo-palestinien est une véritable menace pour la paix civile », a déclaré la dirigeante du Rassemblement national sur X.

Quant à Emmanuel Macron, en conseil des ministres, il a demandé à la ministre de l’éducation nationale, Nicole Belloubet, qu’« un temps d’échanges » soit organisé « dans les prochains jours » dans les écoles sur le racisme et l’antisémitisme. ■

ROBIN D’ANGELO
ET THIBAUD MÉTAIS

Viol et injures antisémites : le récit du calvaire d’une fille de 12 ans

Trois adolescents ont été mis en examen, mardi, après le drame survenu à Courbevoie samedi, qui suscite une vive émotion

Que s’est-il passé, samedi 15 juin, à Courbevoie (Hauts-de-Seine) ? Mardi 18 juin, trois adolescents âgés de 12 à 13 ans ont été mis en examen, dans le cadre d’une information judiciaire ouverte des chefs « de viol aggravé, d’agression sexuelle aggravée, de tentative d’extorsion, d’atteinte à l’intimité de la vie privée, de menace de mort, de violences et d’injures, ces deux dernières infractions étant aggravées par leur commission à raison de l’appartenance de la victime à une religion ». Ils sont soupçonnés d’avoir agressé une fille de 12 ans de confession juive. Un fait divers qui suscite une vive émotion de la communauté juive et une condamnation unanime de la classe politique.

Le récit du « calvaire » de cette adolescente, selon le terme utilisé par les policiers dans leur procès-verbal (PV), dont *Le Monde* a eu connaissance, est insoutenable. Ce document retrace les déclarations recueillies à chaud de la victime et les constatations opérées par les fonctionnaires de police sur le lieu des faits allégués.

Les faits remontent donc au samedi 15 juin, lorsque S. (toutes les initiales ont été modifiées), qui aura 13 ans dans un mois, quitte le domicile familial pour retrouver son ami R., sur le coup de 15 heures. Les deux jeunes gens passent près de deux heures ensemble dans un parc de Courbevoie avant que le garçon ne raccompagne son amie dans un square situé près de son domicile. C’est à ce moment que S. croise trois autres garçons, à peine plus âgés qu’elle pour deux d’entre eux.

P., qui paraît être le meneur du petit groupe, lui ordonne de rester avec eux et, devant le refus de S., qui redoute que ses parents ne s’inquiètent en raison de son retard, se montre plus pressant. Il lui saisit alors le bras et l’entraîne vers un vaste bâtiment de 1000 mètres carrés, une crèche désaffectée, où le « calvaire » va commencer. Selon le récit de l’adolescente, P. commence par lui poser des questions sur sa religion – sa famille est de confession juive – et lui demande notamment pourquoi elle l’aurait « cachée ». « Elle disait vouloir se protéger afin d’éviter toute agression », notent, dans leur PV, les fonctionnaires, qui retournent sur les lieux le soir même en compagnie de la victime. Les premiers coups se mettent à pleuvoir. Les premières insultes aussi. « Sale juive », assure-t-elle entendre.

Toujours d’après le récit consigné par les policiers, elle est jetée à terre, ses cheveux sont tirés, un briquet est allumé près de sa joue, puis un sac qui contient ses documents d’identité est brûlé et une bouteille d’eau est vidée sur le corps – sur place, les enquêteurs de la police technique et scientifique ont retrouvé une bouteille et des débris calcinés. Déshabillée « de force », elle est alors violée à plusieurs reprises. Après quoi, écrivent encore les policiers, le jeune garçon qui apparaît tout au long du récit comme le chef du trio « a menacé de mort la victime si elle parlait à la police » et lui a fixé rendez-vous le lendemain, à 16 heures, en lui ordonnant de lui remettre une somme de 200 euros, « sinon il allait lui arriver malheur ainsi qu’à sa famille ».

S., selon son récit, regagne alors le domicile familial aux alentours

de 18 h 30, une heure et demie après que sa mère a donné l’alerte en composant le numéro de police secours. Elle a été prise en charge médicalement. « Lors de leur interrogatoire de première comparution, a expliqué le parquet de Nanterre dans un communiqué, rendu public mercredi 19 juin, les trois mineurs ont fait de brèves déclarations spontanées, exprimant des regrets vis-à-vis de la victime sans aborder leur implication dans les faits. »

« Très jeune âge des auteurs »

Ce « drame » plonge la communauté juive dans « l’horreur », réagit le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), Yonathan Arfi. « Ce qui me frappe, dit-il, c’est la façon dont les juifs de France sont assignés à Israël. Ce qui me frappe, c’est le très jeune âge des auteurs, poursuit le président du CRIF. Ce qui me frappe, c’est que certains discours politiques ont fait des juifs des cibles légitimes. Aujourd’hui, la haine d’Israël sert de carburant très assumé à l’antisémitisme et ce sont les plus jeunes générations qui sont les plus perméables. »

CES FAITS « SORDIDES » INTERVIENNENT ALORS QUE LES ACTES ANTISÉMITES ONT FLAMBÉ EN FRANCE AU PREMIER TRIMESTRE

Ce rajeunissement de l’antisémitisme est un phénomène que l’IFOP et la Fondation pour l’innovation politique ont relevé dans leur étude intitulée « Radiographie de l’antisémitisme 2024 ». Publiée en avril, elle révèle que le sentiment qu’il est justifié de s’en prendre à des juifs en raison de leur soutien à Israël s’élève à 35 % chez les 18-24 ans contre 18 % chez les 35-49 ans, par exemple.

« Lorsque des responsables politiques mènent une campagne pendant des mois sur la question palestinienne en utilisant l’antisémitisme, qui conduit à l’antisémi-

tisme, ça imprime chez les jeunes et désormais chez les enfants », estime Elie Korchia, le président du Consistoire central, en évoquant la campagne pour les élections européennes de La France insoumise. Mercredi 19 juin, Jean-Luc Mélenchon s’est dit « horrifié par ce viol à Courbevoie et tout ce qu’il met en lumière concernant le conditionnement des comportements masculins criminels dès le jeune âge, et du racisme antisémite ».

Ces faits « sordides » interviennent alors que les actes antisémites ont flambé en France au premier trimestre. Selon les statistiques du gouvernement, « 366 faits antisémites » ont été recensés entre janvier et mars, en hausse de 300 % par rapport aux trois premiers mois de l’année 2023. En janvier, le CRIF avait rapporté une forte augmentation des actes antisémites en France, qui ont été multipliés par quatre en un an, passant de 436, en 2022, à 1 676, en 2023, avec une « explosion » après le 7 octobre, date de l’attaque terroriste du Hamas en Israël. ■

ANTOINE ALBERTINI
ET LOUISE COUVELAIRE

À LIRE AVANT DE VOTER !

AQUILINO MORELLE
LA PARABOLE DES AVEUGLES
Marine Le Pen
aux portes de l'Élysée

www.grasset.fr www.facebook.com/editionsgrasset www.twitter.com/editionsgrasset

Grasset

Les 15 et 16 juin, à Cholet : de dos, Alain Le Moullec dans la chapelle du couvent Saint-François ; Clara Gabard et Tanguy Fonteneau au centre commercial L'Autre Faubourg ; Blanche Ponsire, aide-soignante, montrant son téléphone. AXELLE DE RUSSÉ POUR « LE MONDE »



A Cholet, le basculement des catholiques

LA TENTATION DU RN Les fidèles pourraient voter pour le parti d'extrême droite, au grand dam du clergé local

CHOLET (MAINE-ET-LOIRE) -
envoyé spécial

Ce dimanche matin, après la messe qui vient de se tenir dans la chapelle du couvent Saint-François, à Cholet (Maine-et-Loire), l'encens se dissipe doucement. Les paroissiens s'égaillent. Jean Ortmans, 53 ans, s'attarde dans l'oratoire attendant. Le médecin aime cette église installée dans l'ancien carmel, un peu à l'écart du centre-ville. « Chaleureuse », elle accueille des fidèles « de tout âge et de toute condition sociale, qui se mêlent dans la fraternité, et sans jugement ». La chapelle était pleine ce matin-là. « Pourtant, nous sommes aujourd'hui minoritaires à Cholet... », glisse-t-il. Terre chrétienne de toute éternité, coincée entre la Bretagne et la Vendée, le Choletais compte en effet beaucoup de « sans-religion ».

Jean Ortmans est minoritaire à un autre titre : il est de ces catholiques pratiquants qui ont longtemps résisté à la tentation de l'extrême droite. Mais les temps changent. « J'ai des patients catholiques qui ont voté Rassemblement aujourd'hui [RN] pour la première fois, alors qu'ils étaient macronistes », raconte le médecin. Ils m'en parlent beaucoup. C'est la première fois que je vois les gens aussi anxieux. Lui-même, qui n'a « jamais voté pour le RN », reconnaît qu'il tangué. « Aujourd'hui, ça ne me dérangerait pas », finit-il par admettre. « Je constate que les macronistes sont plus violents que le RN, justifie-t-il. Je ne peux pas voter pour quelqu'un qui professe la haine, ou pour un moralisateur. On nous a assez reproché de l'être, nous, les cathos. » « Les moralisateurs », pointe-t-il, ce sont les gens qui gouvernent aujourd'hui. »

Les législatives anticipées, décidées dimanche 9 juin par le chef de l'Etat, mettent les catholiques pratiquants sur des charbons ardents. Enfin, les « vrais ». Un sondage, réalisé le 9 juin par l'IFOP

« J'AI L'IMPRESSION
QUE LA FRANCE
A 13 ANS, UNE ADO
QUI DEMANDE
QUE ÇA CHANGE,
MAIS NE SAIT PAS
CE QU'ELLE VEUT »

MATTHIEU LEFRANÇOIS
prêtre à l'église
Notre-Dame de Cholet

pour La Croix montre que l'ensemble des « catholiques pratiquants » (occasionnels et réguliers) ont basculé aux européennes : ils ont voté à 32 % pour le RN et à 10 % pour Reconquête!. Ils n'étaient que 18 % en 2019. Mais ceux qui vont à la messe régulièrement rechignent : seuls 18 % ont voté RN et 10 % Reconquête!.

La peur s'exprime sans fard

Cholet est emblématique. On s'y est toujours méfié des extrêmes. Au premier comme au second tour de la présidentielle de 2002, Jean-Marie Le Pen avait rassemblé moitié moins d'électeurs qu'ailleurs. En 2022, Emmanuel Macron a fait 38,2 %, dès le premier tour, et presque 73 % au second. Mais, aux européennes, le 9 juin, le RN a pris la tête, avec 23,4 % des voix, devant Renaissance (21,2 %). Moins qu'au niveau national, certes, mais à Cholet, c'est un séisme. En 2019, le RN était arrivé troisième, loin derrière les macronistes. Fine mouche, le maire, Gilles Bourdouleix (divers droite), a annoncé, le 11 juin, être candidat pour les législatives avec le soutien du RN et d'Eric Ciotti, toujours président du parti Les Républicains (LR).

Le basculement ne se fait pas sans douleur. Alain Le Moullec, 62 ans, a, lui aussi, participé à la messe au couvent Saint-François. « On est perdus, souffle-t-il. On cherche le choix raisonnable. Dans

trois semaines, je vote sur la ligne de crête. Et je ne suis pas sûr d'avoir bonne conscience après... » La gauche propose « un projet destructeur pour la société », pense-t-il. Emmanuel Macron « ne sait pas où il va » et LR « n'existe plus. Or, il faut choisir des gens qui pourront agir », c'est-à-dire majoritaires. Le RN, donc ? « Il n'est pas compétent en économie », soupire M. Le Moullec. Mais « s'il va chercher des technocrates pour gérer la situation », lui, qui n'a « jamais voté RN », concède désormais que « ce n'est pas exclu ».

Pour MM. Ortmans et Le Moullec, sur le sujet de la fin de vie, « l'euthanasie, c'est non négociable ». Et la question sociale compte aussi. « La gauche défend plus les bobos que les personnes fragiles. Et la droite, une mondialisation qui écrase les plus faibles », attaque le premier. Il explique travailler dans un établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes. « Je suis effrayé de voir comment le système de santé est détruit », déplore-t-il, se disant incapable de voter Macron. Ces affaires, on les retrouve aussi chez les catholiques non pratiquants, même si eux votent déjà en nombre pour l'extrême droite : 42 % le 9 juin, selon le sondage IFOP. Ces croyants « de loin », on en croise beaucoup le samedi après-midi, au centre commercial L'Autre Faubourg à la sortie de Cholet.

Arrivée entre deux averses, Blanche Ponsire est aide-soignante. « De gauche », elle votera « probablement » RN aux législatives. « Je n'ai jamais été en accord avec eux », tient-elle à préciser, mais elle veut sanctionner les gouvernants « qui passent leur temps à déconstruire les services publics ». Après vingt ans d'hôpital, elle a cessé pendant un temps son activité professionnelle, parce « qu'elle n'en pouvait plus », dit-elle d'une voix blanche de colère. On n'a plus les moyens de soigner correctement, et l'on finit par être maltraitants. »

Les non-pratiquants parlent aussi beaucoup de sécurité. Clara

Gabard et son compagnon ont une petite vingtaine d'années. « J'hésite », reconnaît la jeune femme, inquiète à l'idée que le droit à l'avortement puisse être remis en cause par le RN. « Dans nos campagnes, constate-t-elle, il est passé partout. Parce que les gens en ont marre. Il y a des histoires que l'on n'entendait pas avant : trafic d'armes, drogue, et même des viols. » Le 27 mai, l'agression au couteau d'une enseignante à Chemillé-en-Anjou (Maine-et-Loire) a fait grand bruit dans le Choletais.

Pour les électeurs qui viennent de basculer, la peur s'exprime sans fard. Dimanche matin, en sortant de l'église Notre-Dame, qui accueille les vieilles familles bourgeoises du centre-ville, Danielle Gautier, 79 ans, l'admet : « J'ai été LR pendant des lustres. Mais là, je vais voter RN. Je suis très très inquiète pour la France. » Mme Gautier a vécu cinquante ans à Grenoble. « Une ville perdue, tranche-t-elle. A la fin, je n'osais même plus aller au cinéma. » Son fils habite à Toulouse. « Mes petits-enfants sont dans une école privée, Dieu merci. Mais on se demande toujours s'ils vont rentrer le soir... », dit-elle, effrayée.

Lors de l'office, l'un des prêtres était camerounais. Des baptêmes

ont été célébrés, dont celui d'une femme noire qui, en larmes, a remercié la communauté de l'accueillir. Danielle Gautier a applaudi, comme les autres. Cela ne l'empêche pas de considérer, comme beaucoup de Choletais, qu'« il y a trop d'immigrés ». Elle n'est « pas raciste ». Ce qui la gêne, « ce sont ceux qui sont là pour bénéficier des avantages, quand des personnes âgées ne peuvent plus faire trois repas par jour... »

« Immigration incontrôlée »

C'est la rencontre avec « un mendiant de plus de 70 ans » qui fut « le déclencheur » du basculement d'Arthur Augereau, 19 ans, catholique pratiquant, passé de la droite au RN. C'est lors d'une randonnée de scouts en Touraine, en 2023, qu'il a discuté avec le sans-abri. « Il a servi la France comme militaire, raconte le jeune homme. Malgré cela, pour les aides sociales, il passe après les gens « fraîchement débarqués », comme il disait. » Il décide de militer au RN. Mais une question surgit : « En votant RN, est-ce que je serai un mauvais chrétien ? » Il cite l'Evangile selon saint Matthieu : « J'étais un étranger et vous m'avez accueilli. » « Pas forcément », conclut le jeune homme. « La motiva-

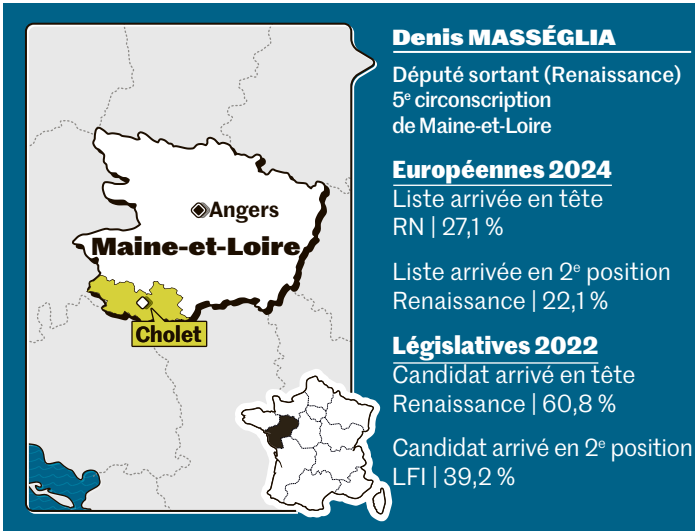
tion du vote RN n'est pas le mépris et la peur de l'autre », plaide-t-il. Ce à quoi il s'oppose est « l'immigration incontrôlée qui se fait aux dépens de certains Français ».

Pourtant, le discours des prêtres choletais est sans ambiguïté. Après la messe célébrée en l'église Saint-Louis-Marie-Grignon-de-Monfort, dans un quartier périphérique qui jouxte la cité Jean-Monnet, le père Christian Alain prend quelques instants. « Ce soir, j'ai été tonique dans mon homélie, sourit-il. J'ai rappelé que ce que propose le RN est habité par la peur et la méfiance. Or, l'Evangile repose sur la confiance et l'accueil de l'autre, dont le migrant. »

Ce curé de gauche assure qu'il ne veut pas « revenir à une période où les prêtres faisaient de la politique ». Mais il admet que « c'est la première fois qu'il est autant mobilisé... On ne peut pas se cacher ». Le père Matthieu Lefrançois, qui officie à l'église Notre-Dame, tient le même discours. « Il y en a un paquet, chez les catholiques, qui ont fait le choix du RN », constate-t-il, se disant « désarçonné » par leurs arguments : « Ils veulent "du changement"... J'ai l'impression que la France a 13 ans, une ado qui demande que ça change, mais ne sait pas ce qu'elle veut. »

« Ces prêtres se trompent sur le RN, juge le jeune Arthur Augereau. Ils en ont une vision caricaturale. On n'est pas une bande de racistes. » André Cerqueus, 68 ans, renvoie la balle. Paroissien de Saint-Louis-Marie-Grignon-de-Monfort, militant socialiste, lui ne compte pas basculer. Comme beaucoup de fidèles de cette paroisse populaire, qui jettent un regard scandalisé quand on leur demande s'ils ont voté pour l'extrême droite. « L'idéologie du RN est en contradiction avec l'Evangile, affirme M. Cerqueus. Certains de ces électeurs chrétiens ne s'en rendent pas compte, mais ils font gravement erreur. D'autres adhèrent vraiment à ses idées et, à mon avis, ils trahissent l'Evangile. » ■

BENOÎT FLOC'H



Le président russe, Vladimir Poutine, et son homologue nord-coréen, Kim Jong-un, à Pyongyang, le 19 juin.

GAVRIIL GRIGOROV/VIA REUTERS



TOKYO - correspondance

N é de l'urgence de la guerre en Ukraine, le rapprochement spectaculaire opéré entre la Russie et la Corée du Nord doit désormais s'inscrire dans la durée, et dans la logique de confrontation de blocs qui fait de l'Occident un ennemi commun. C'est le message qui a été envoyé par la visite de Vladimir Poutine, mercredi 19 juin, à Pyongyang, où le président russe a été accueilli avec un appareil exceptionnel.

La principale traduction de cet engagement commun est la conclusion, inattendue, d'un « traité de partenariat stratégique global ». Si le contenu de ce document est secret, son statut est en soi supérieur aux précédents textes liant les deux pays, qui remontent à 1961, 2000 et 2001. M. Poutine en a par ailleurs dévoilé le point le plus substantiel lors d'une courte déclaration à la presse à l'issue des cérémonies officielles : *« Le traité (...) prévoit, entre autres, une assistance mutuelle en cas d'agression contre une partie du traité »*, a précisé le président russe. L'accord similaire signé en 2019 entre Moscou et la Mongolie ne prévoit par exemple, lui, que de simples *« consultations »* en cas d'agression.

Vladimir Poutine a explicitement lié la conclusion de ce traité au contexte de guerre en Ukraine. Citant l'accélération des livraisons d'armes occidentales à l'Ukraine, et notamment la fourniture de missiles de longue portée et d'avions de combat, le chef du Kremlin a prévenu : *« Dans ce contexte, et dans le cadre du document que nous avons signé, nous n'excluons pas le développement de notre coopération militaro-technique avec la République populaire démocratique de Corée. »*

Le retour de « l'axe du mal »

Cette précision est probablement plus importante encore que les engagements de défense mutuels. Jusqu'à présent, Moscou n'avait en effet jamais mentionné ouvertement une telle coopération, qui contrevient aux sanctions de l'ONU et qui était jusque-là considérée comme un aveu de faiblesse.

C'est bien pourtant le besoin criant de munitions ressenti par l'armée russe qui a motivé le rapprochement avec la Corée du Nord, laquelle a saisi l'occasion pour sortir du profond isolement dans lequel elle est cantonnée. Les livraisons d'obus (de calibres et de conception compatibles avec les armes utilisées par Moscou) sont désormais un secret de Polichinelle. Les estimations des services de renseignement américains et sud-coréens évoquent jusqu'à 5 millions d'obus transportés par cargo, et des dizaines de missiles, dont certains ont été identifiés lors du bombardement de villes ukrainiennes.

Les déclarations de Vladimir Poutine laissent entendre que cette coopération pourrait s'intensifier, voire s'institutionnaliser. Des accords pour la production conjointe de différents équipements ne sont pas non plus à exclure. Un tel scénario suscite la *« profonde inquiétude »* de Washington, selon les déclarations de la Maison Blanche faites avant l'arrivée de M. Poutine dans la péninsule. Le conseiller à la sé-

curité sud-coréen, Chang Ho-jin, prévenait de son côté, sur la chaîne Yonhap News TV, que *« certaines limites ne doivent pas être franchies »*.

Les Américains et leurs alliés régionaux craignent les conséquences du rapprochement russo-coréen non seulement pour le front ukrainien, mais aussi sur les équilibres en Asie de l'Est. Le concept d'« axe du mal », né sous la présidence de George W. Bush, a même fait son retour dans les cercles de réflexion à Washington, dès lors que l'Iran, voire la Chine, s'ajoutent à cet attelage.

C'est précisément dans ce cadre de confrontation mondiale que les deux dirigeants ont eux-mêmes mis en scène leur proximité. Dans une tribune publiée au moment de l'arrivée de Vladimir Poutine par le quotidien nord-coréen *Rodong Sinmun*, le président russe avait évoqué la construction d'une nouvelle *« architecture de sécurité eurasiatique »*, pendant de celle qu'il entend imposer en Europe. L'agence nord-coréenne KCNA comparait de son côté les liens bilatéraux à *« une forteresse stratégique pour la justice, la paix et la sécurité internationales »* et à *« un moteur pour accélérer la construction d'un nouveau monde multipolaire »*.

Autrement dit, il ne serait plus question d'une simple alliance de

Le besoin criant de munitions ressenti par l'armée russe a motivé le rapprochement avec la Corée du Nord

circonstance entre deux Etats soucieux de démentir leur statut de paria, et de combler les carences de leur économie (obus contre pétrole, à gros traits), mais d'un bloc constitué qui revendique une position de champion du Sud global. Les deux parties ont également insisté sur l'ancienneté de leur relation, née de la lutte de la libération de la péninsule du joug japonais en 1945, pour mieux en souligner la solidité.

Ce vernis idéologique et historique a été renforcé par la pompe de la visite, écourtée toutefois par le retard de Vladimir Poutine, arrivé dans la capitale nord-coréenne après 2 heures, heure locale. Le président russe a été accueilli de nuit à l'aéroport de Sunan par Kim Jong-un, à bord de l'Aurus Senat, la limousine blindée fabriquée en Russie offerte en 2023 à M. Kim. Le Russe ne s'était pas rendu en Corée du Nord depuis 2000, quand le pays était dirigé par le père de l'actuel dirigeant, Kim Jong-il.

Des coopérations tenues secrètes

Les médias russes ont mis à profit ce retard pour passer en boucle les images du centre de Pyongyang pavoisé de portraits géants du président russe et de messages de bienvenue. Kim Jong-un a plus tard qualifié Vladimir Poutine de *« meilleur ami »* de son pays. Les deux hommes ont défilé sous les vivats d'une foule, debout à bord d'une Mercedes, cette fois à toit ouvrant.

Tout autant que les livraisons d'armes à Moscou, la question des contreparties obtenues par Pyongyang, outre les paiements en devises et les livraisons de pétrole et de nourriture, inquiète les Occidentaux. En plus de l'accord de partenariat stratégique, les parties ont signé deux documents formels : l'un sur la

La Chine craint que l'activisme russe n'encourage les provocations déstabilisatrices de Pyongyang

construction d'un pont sur le fleuve frontalier Tumen ; l'autre sur des coopérations dans le domaine de la santé.

Mais les coopérations les plus sensibles sont tenues secrètes. Certes, Moscou a promis, en septembre 2023, de s'opposer à la prolongation des sanctions onusiennes *« adoptées dans un contexte géopolitique complètement différent »* et a ensuite, fin mars, torpillé le travail de la mission de supervision desdites mesures. Pour autant, le Kremlin ne semble pas encore prêt à s'affranchir ouvertement de ces obligations internationales.

Rien ne filtre, par exemple, sur l'éventuel envoi de travailleurs nord-coréens en Russie, une démarche elle aussi interdite par l'ONU. Les entreprises russes ne cachent pourtant pas leur intérêt pour cette main-d'œuvre bon marché, déjà utilisée par le passé, et qui pourrait compenser le lourd déficit constaté sur le marché du travail russe.

Rien n'a été dit, surtout, d'une assistance technique russe dans des domaines de pointe, civils ou militaires, en particulier dans les domaines spatial et balistique. Le sujet s'était imposé de manière spectaculaire lorsque Vladimir Poutine avait choisi, en septembre 2023, de recevoir son interlocuteur au centre spatial Vostotchny, dans l'Extrême-Orient russe.

Depuis, les services de renseignement sud-coréens accusent la Russie d'avoir dépêché à Pyongyang des spécialistes. Moscou aurait déjà aidé le Nord à améliorer sa technologie spatiale, permettant la mise en orbite, en novembre 2023, de son premier satellite espion. Le nucléaire est un autre tabou qui inquiète les Occidentaux.

Dans le même temps, estimait dans son éditorial du 17 juin le quotidien sud-coréen *Korea Times*, *« la Corée du Nord, en raison de ses difficultés économiques, ne semble pas disposer d'un levier important pour inciter la Russie à aller plus loin »* que les prudentes offres qui auraient déjà été faites. Les possibilités de la voir obtenir une aide à la mise au point d'un sous-marin nucléaire lanceur d'engins restent minces.

Etonnant satisfecit donné à Séoul

« C'est pourtant l'objectif majeur du plan quinquennal sur la défense dévoilé en 2021 », souligne Cheong Seong-chang, de l'institut sud-coréen Sejong. Hiromi Kamoshita, de l'université japonaise Konan, estime que la Corée du Nord pourrait toutefois obtenir des données sur l'utilisation de ses missiles en Ukraine : *« de quoi améliorer leurs performances »*.

Le 6 juin, à l'ouverture du Forum économique de Saint-Petersbourg, M. Poutine a même adressé un étonnant satisfecit à Séoul en saluant *« l'absence de russophobie dans la collaboration avec le gouvernement sud-coréen, ajoutant : il n'y a pas non plus de livraisons d'armes à la zone de conflit. Nous apprécions grandement. »* Ce constat omet de rappeler que Séoul vend massivement des armes aux Occidentaux afin qu'elles soient livrées à Kiev. A la même époque, le premier vice-premier ministre russe, Dmitry

Visite au Vietnam

Vladimir Poutine est arrivé jeudi 20 juin à Hanoï, où il a été accueilli par To Lam, le nouveau président vietnamien. Le dirigeant russe devrait également rencontrer le secrétaire général du Parti communiste, Nguyen Phu Trong, le responsable politique le plus puissant du pays. La Russie souhaite maintenir *« une coopération étroite et efficace »* dans les domaines de l'énergie, de l'industrie, de la technologie, de l'éducation, de la sécurité et du commerce, a déclaré mercredi l'ambassadeur de Russie au Vietnam Gennady S. Bezdetko, selon les médias officiels vietnamiens. Hanoï et Moscou, le plus grand fournisseur d'armes du Vietnam, entretiennent des relations diplomatiques depuis 1950. Cette année marque les trente ans d'un traité établissant des *« relations amicales »* entre les deux pays.

Chernyshenko, avait de son côté évoqué la réouverture des liaisons aériennes avec la Corée du Sud.

Une autre limite au rapprochement entre Moscou et Pyongyang est à chercher du côté de Pékin. Si la Chine se satisfait de voir Moscou prendre à sa charge une partie du fardeau que constitue le soutien à l'économie nord-coréenne, et si elle appuie toute initiative fragilisant les positions américaines dans la région, elle craint aussi que l'activisme russe n'encourage les provocations déstabilisatrices de Pyongyang. Pékin a notamment signalé à de nombreuses reprises son inquiétude devant la légèreté avec laquelle la Russie manie la thématique nucléaire. ■

PHILIPPE MESMER ET
BENOÎT VITKINE (À PARIS)

Ukraine : la russification des écoliers en zone occupée

Un rapport de Human Rights Watch documente la « rééducation » infligée aux élèves par la Russie

Dans la ville de Melitopol, occupée par les troupes russes, un élève qui parlait ukrainien à l'école a été conduit par les autorités sur des dizaines de kilomètres, un sac sur la tête, jusqu'à une région isolée. Abandonné sur place, il a dû rentrer chez lui à pied, tout seul, en guise de punition. Les occupants ont aussi harcelé et menacé des parents de détention, de lourdes amendes et de la perte de la garde de leurs enfants s'ils ne les inscrivaient pas dans des écoles « russes » ou s'ils leur faisaient suivre le programme d'enseignement ukrainien en ligne. « *Ils vont de maison en maison pour vérifier* », a témoigné une Ukrainienne de la région de Zaporijia occupée. Certains ont caché leur progéniture pour tenter d'échapper aux représailles.

Ces intimidations et mesures de rétorsion sont documentées par Human Rights Watch (HRW) dans un rapport fouillé publié jeudi 20 juin sur « *la russification forcée du système scolaire dans les territoires ukrainiens occupés* ». Ce document lève le voile sur les violations commises par les autorités russes en matière d'éducation, tant dans les zones anciennement occupées de la région de Kharkiv que dans celles de Kherson, de Zaporijia, de Donetsk et de Louhansk, toujours sous occupation russe.

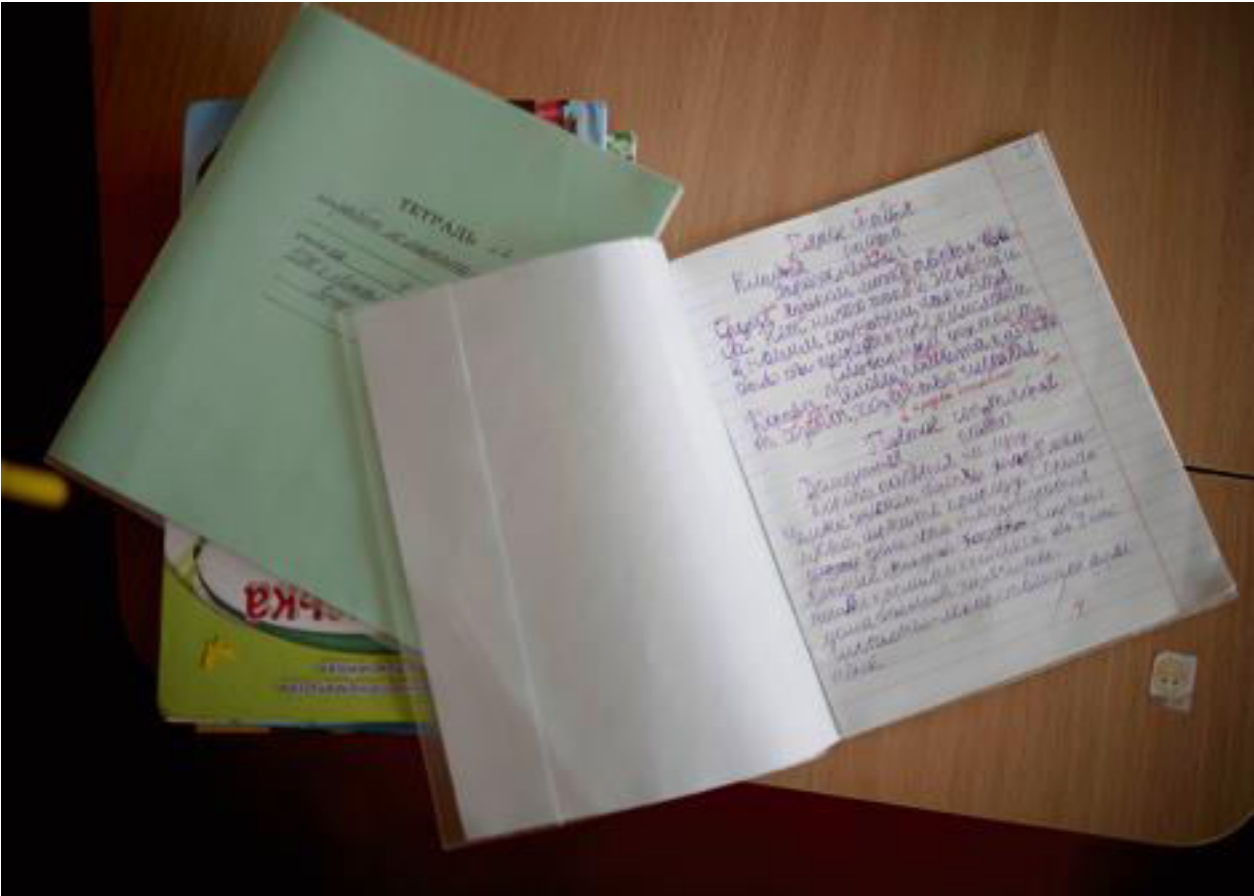
« Etat néonazi »

Les experts ukrainiens estiment que 1 million d'enfants en âge scolaire vivent actuellement dans des territoires contrôlés par la Russie, dont 458 000 rien qu'en Crimée. Selon le ministère de l'éducation, au début de l'année scolaire 2023-2024, environ 80 000 d'entre eux étudiaient le programme ukrainien en ligne, malgré le risque de représailles. L'éducation en ligne reste toutefois très difficile dans les zones occupées puisque, dès leur arrivée, les troupes de Moscou ont coupé tous les fournisseurs de télécommunications non russes. Les écoles « russifiées » ont quant à elles des classes et des heures d'enseignement très limitées, un personnel insuffisant et souvent pas d'électricité, ont témoigné auprès de HRW des enseignants et des parents d'élèves.

Signe de l'importance stratégique de la « rééducation » forcée des enfants ukrainiens, le gouvernement russe a alloué 46 milliards de roubles (environ 490 millions d'euros) pour financer « l'éducation patriotique » en 2024, dont 270 millions de roubles pour l'Armée de la jeunesse – Iounarmia, une organisation créée par le ministère russe de la défense dès 2015 en Russie et désormais active en Ukraine – qui

Sur le cahier d'un élève, près de Kharkiv, le 4 janvier 2023, il est écrit : « Avec la langue russe, on peut faire des miracles. »

RAFAEL YAGHOBZADEH POUR « LE MONDE »



Des écoliers ayant exprimé de façon pacifique leur opposition à l'occupation russe ont été battus

prépare les enfants à rejoindre l'armée et diffuse la propagande anti-ukrainienne.

Dans les écoles ukrainiennes sous occupation, la langue et les programmes scolaires ukrainiens ont été supprimés et remplacés par le programme scolaire et la langue russes, rapporte l'ONG. Les enfants sont endoctrinés par la propagande du Kremlin. Les manuels d'histoire et les cours qui leur sont dispensés décrivent ainsi leur pays sous son gouvernement actuel comme un « *Etat néonazi* » et falsifient l'histoire pour justifier l'invasion russe. Celle-ci est présentée comme une « *opération spéciale de maintien de la paix* » et falsifient l'histoire pour justifier l'invasion russe. Celle-ci est présentée comme une « *opération spéciale de maintien de la paix* » et falsifient l'histoire pour justifier l'invasion russe. Celle-ci est présentée comme une « *opération spéciale de maintien de la paix* » et falsifient l'histoire pour justifier l'invasion russe.

les régions ukrainiennes de Donetsk et de Louhansk.

Des écoliers ayant exprimé de façon pacifique leur opposition à l'occupation ont été battus. L'enseignante Hanna Bout raconte qu'à Melitopol « *ils ont changé les drapeaux pour celui de la Russie le 25 février [2022]. Nous avons protesté contre l'occupation jusqu'au 18 mars, date à laquelle ils ont du-*

rement frappé les manifestants. Ils ont battu une jeune fille de moins de 18 ans et lui ont cassé des côtes parce qu'on lui avait peint un drapeau ukrainien sur la joue ». L'enseignante s'est ensuite enfuie vers l'ouest de l'Ukraine.

Une formation militaire a également été introduite dans le programme scolaire, avec des « *cours paramilitaires* » comprenant l'utilisation de différents types d'armes. Au cours de l'année scolaire 2023-2024, des écoles secondaires auraient formé des garçons à l'utilisation de fusils d'assaut et de grenades à main, selon HRW. Les écoles et les camps d'été ont aussi soumis des enfants dès l'âge de 6 ans, y compris des filles, à un entraînement militaire et à une vaste propagande. Les occupants exigent, en outre, que les écoles secondaires leur envoient la liste

des élèves âgés de 18 ans et plus pour les enrôler dans les forces armées russes.

S'ils refusent de collaborer, les enseignants ukrainiens sont persécutés. Dans la région de Kharkiv, où environ 15 000 des 80 000 enseignants de la région ont vécu sous occupation entre mars et septembre 2022, les Russes ont eu recours à la coercition, à la détention, aux mauvais traitements, aux coups et aux électrochocs pour les obliger à participer ou à soutenir la mise en place du système éducatif russe.

Crime de collaboration

A Izium, Tetiana (elle n'a donné que son prénom), professeure de mathématiques et représentante du syndicat des enseignants, a raconté comment le chef du département d'éducation a essayé de la

forcer en débarquant chez elle avec des militaires : « *Si un gars avec un AK-47 vient chez toi et te demande de venir à l'école, c'est compliqué* [de dire non]. *Mais j'ai refusé.* » Dans la région de Kharkiv, une « *petite minorité* » du personnel éducatif a accepté de travailler avec les autorités d'occupation, note HRW.

Selon l'ONG, la façon dont les autorités ukrainiennes ont puni le personnel éducatif pour collaboration n'a « *pas toujours été conforme aux exigences du droit international* ». L'Ukraine a institué le crime de collaboration en temps de guerre en mars 2022. Après la libération d'une partie des territoires occupés, Kiev a soumis le personnel éducatif à une forme de contrôle de sécurité obligatoire, connue sous le nom de « *filtration* », puis à des sanctions administratives et des poursuites pénales.

Au 15 mars, les tribunaux ukrainiens avaient rendu 1168 verdicts dans des affaires pénales liées à des accusations d'« *activités de collaboration* », selon les données de la Mission de surveillance des droits de l'homme des Nations unies en Ukraine. Sur ce total, trente-cinq concernent des directeurs d'école ou leurs adjoints, des employés de l'administration universitaire et des employés des « *départements éducatifs* » dans les territoires occupés. Ils ont été reconnus coupables de « *mise en œuvre des normes éducatives de la Russie* » ou « *propagande dans les établissements d'enseignement* » – la moitié par contumace. Tous se sont vu interdire d'occuper certains postes, et la plupart ont été condamnés à des peines de un à dix ans d'emprisonnement.

Human Rights Watch appelle les autorités ukrainiennes à « *ne pas pénaliser les enseignants des territoires occupés uniquement parce qu'ils dispensent un enseignement aux enfants, selon le programme scolaire russe* ». L'ONG presse surtout la Russie de « *cesser immédiatement les tentatives visant à russifier le système éducatif* ». ■

FAUSTINE VINCENT

L'ouverture de négociations d'adhésion à l'UE approuvée

Le processus pour l'Ukraine et la Moldavie pourra commencer officiellement à partir du 25 juin

BRUXELLES - bureau européen

Les Etats membres de l'Union européenne sont désormais tous d'accord. Les Vingt-Sept doivent valider, vendredi 21 juin, lors d'un conseil des ministres de l'économie, le cadre des négociations d'accession de l'Ukraine et de la Moldavie à l'Union européenne (UE). Les conférences d'adhésion avec ces deux pays, qui lanceront officiellement le processus, se tiendront officiellement mardi 25 juin, selon la présidence belge de l'UE.

Alors que la guerre continue de faire rage en Ukraine et que l'aide militaire occidentale y arrive au compte-gouttes, cet engagement est très important pour son président, Volodymyr Zelensky, qui réclamait depuis janvier un signe clair aux Vingt-Sept. En décembre 2023, les chefs d'Etat et de gouvernement s'étaient entendus pour ouvrir ces négociations, après la sortie opportune de la salle du conseil du premier ministre hongrois, Viktor Orban, opposé à cette décision. Il fallait que Kiev satisfasse encore à une série de conditions sur la lutte contre la corruption ou la protection des minorités, qui ont depuis été remplies, selon la Commission.

Ce processus s'ouvre très opportunément quelques jours avant que la Hongrie prenne la prési-

dence semestrielle du Conseil de l'Union européenne, à partir du 1^{er} juillet. Mardi 18 juin, Janos Boka, le ministre hongrois des affaires européennes, a indiqué qu'il ne serait pas envisageable d'ouvrir des chapitres de négociations avec l'Ukraine ces six prochains mois. « *La Hongrie a été constructive sur ce dossier, car elle ne souhaitait pas à avoir à le gérer*, relève Engjellushe Morina, spécialiste du sujet au Conseil européen pour les relations internationales, un centre de recherche. *Elle souhaite se concentrer sur l'élargissement de l'UE aux Etats des Balkans occidentaux.* »

L'absence de soutien hongrois devrait pas poser problème dans l'immédiat. Après le 25 juin, la Commission devra évaluer l'alignement de l'ensemble de la législation ukrainienne sur celle de l'Union, qui va des questions de l'Etat de droit à l'ensemble de législations sur le marché unique, l'agriculture, l'énergie, etc. Trente-cinq chapitres, couvrant l'ensemble de ces secteurs, feront l'objet de pourparlers. Kiev devra se conformer à chacun d'eux.

Cette première étape peut prendre jusqu'à un an, comme cela a été le cas pour l'Albanie. « *C'est seulement après cette phase que le Conseil sera appelé à prendre des premières décisions pour ouvrir les négociations sur des sous-ensembles de chapitres de négocia-*

tions », rappelle un diplomate européen, soit bien après la présidence hongroise. Ensuite, les Vingt-Sept devront valider à l'unanimité chaque étape vers l'adhésion, au bas mot soixante-dix votes, tous pris à l'unanimité, soit autant d'occasions pour un Etat membre de mettre son veto.

« Eviter tout big bang »

« *Jusqu'à présent, le processus a été très politique, et particulièrement rapide*, rappelle M^{me} Morina. *Désormais, les Etats membres seront bien plus exigeants vis-à-vis de Kiev. Malgré la guerre, l'Ukraine ne devrait pas bénéficier de traitement préférentiel.* » Plus l'Ukraine avancera dans ses réformes et négociations, plus ce sera difficile. D'autant que si la Hongrie lui est hostile aujourd'hui, demain d'autres Etats pourraient prendre le relais. « *Le nouveau gouvernement néerlandais, mené par l'extrême droite, est peu ouvert à tout nouvel élargissement. De surcroît, les prochaines élections en France ou en Autriche pourraient aboutir à des exécutifs hostiles à une entrée de l'Ukraine* », souligne Sébastien Maillard, conseiller spécial de l'Institut Jacques Delors.

Par rapport aux autres candidats, la situation de l'Ukraine reste unique. En guerre, le pays est actuellement partiellement occupé. « *La question du territoire de*

l'Ukraine ne se posera pas pendant les négociations. Ce sujet n'interviendra qu'une fois l'essentiel des chapitres clos, dans plusieurs années », précise une source bruxelloise. D'ici là, une solution au conflit pourrait avoir été trouvée.

Mais l'intégration d'un pays de 40 millions d'habitants, disposant d'un puissant secteur agricole, d'une des plus puissantes armées du continent, mais d'un niveau économique bien éloigné de la moyenne européenne, ne va pas de soi. L'Ukraine, qui reste le pays le plus pauvre du continent, pourrait revendiquer l'ensemble des fonds de cohésion de l'Union européenne. Une perspective qui rebute nombre de capitales. « *La prochaine Commission devrait poursuivre son travail sur des entrées plus douces et graduelles des pays candidats au sein de l'Union, afin d'éviter tout big bang*, souligne M. Maillard. *Les Balkans bénéficient déjà de l'itinérance européenne en matière de téléphonie*

mobile, par exemple. L'Ukraine, avec la guerre, a déjà obtenu la suppression des droits de douane sur ses produits agricoles et est déjà associée à certaines politiques sectorielles, comme dans l'énergie. »

Pour Kiev, l'ouverture formelle des négociations est une victoire symbolique. Mais le pays attend davantage dans l'immédiat. Sur le plan militaire, les Européens lui ont promis des armements, des avions et des systèmes de défense aérienne qui tardent à arriver en nombre. Si chaque Etat membre y travaille, ils se trouvent parfois face à des blocages internes à l'Union, concernant notamment la Facilité européenne pour la paix, ce fonds européen doté de près de 17 milliards d'euros qui finance les transferts d'armes. La Hongrie bloque toujours le versement au profit des Etats membres de plus de 6 milliards d'euros.

De même, les Vingt-Sept n'arrivaient pas à s'entendre, mercredi, sur de nouvelles sanctions contre la Russie. Centré sur la lutte contre le contournement des sanctions, ce quatorzième paquet prévoit de viser les institutions financières de pays tiers, les filiales étrangères d'entreprises européennes ou les armateurs qui violent ou aident à violer les sanctions. L'objectif est néanmoins d'obtenir un accord avant la fin du mois. ■

PHILIPPE JACQUÉ

LOI DU 2 JANVIER 1970 - DECRET D'APPLICATION N° 72-678 DU 20 JUILLET 1972 - ARTICLES 44

QBE EUROPE SA/NV, sis Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets - 92913 Paris La Défense Cedex (RCS NANTERRE 842 689 556), succursale de QBE EUROPE SA/NV, dont le siège social est à 37, Boulevard du Régent, 1000 BRUXELLES - BELGIQUE, fait savoir que, la garantie financière dont bénéficiait la :

MR. STOUPNITZKY LAURENT EI
15 Rue Daumier
75016 PARIS
RCS: 380 611 079

depuis le 01/01/2004 pour ses activités de :
TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET
FONDS DE COMMERCE cessera de porter effet trois jours francs après publication du présent avis. Les créances éventuelles se rapportant à ces opérations devront être produites dans les trois mois de cette insertion à l'adresse de l'Etablissement garant sis Tour CBX - 1 Passerelle des Reflets - 92913 Paris La Défense Cedex. Il est précisé qu'il s'agit de créances éventuelles et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité ou l'honorabilité de la MR. STOUPNITZKY LAURENT E.I.

En Afrique, l’armée française finalise sa réorganisation militaire

Paris envisagerait une forte réduction de ses effectifs sur plusieurs bases du continent

Après des mois d’allers-retours avec l’ensemble des pays d’Afrique où l’armée française a des implantations militaires, l’exécutif s’apprête à clore d’importantes discussions à propos des effectifs permanents qui y sont déployés. Un travail intimement lié au rapport que doit rendre, d’ici au mois de juillet, Jean-Marie Bockel, l’envoyé spécial d’Emmanuel Macron pour l’Afrique, mais aussi à la première visite, en France, de Bassirou Diomaye Faye, le nouveau président du Sénégal – où la France conserve plusieurs emprises – à l’occasion du Forum mondial pour la souveraineté et l’innovation vaccinales, jeudi 20 juin.

D’après des éléments publiés par l’Agence France-presse et *Africa Intelligence*, les 17 et 18 juin, l’option qui tient la corde est celle d’une forte réduction de la présence militaire française dans l’ensemble de ses bases sur le continent, en Côte d’Ivoire, au Gabon, au Tchad, ou au Sénégal, à l’exception de Djibouti. Une centaine d’hommes et de femmes seulement pourraient ainsi être maintenus à Libreville (contre 350 aujourd’hui), à Dakar (contre 350), à Abidjan (600 aujourd’hui) et environ 300 à N’Djamena (contre 1 000 actuellement).

Des chiffres que l’Elysée, en première ligne sur ce dossier, n’a pas confirmés, mais qui correspondent à l’arbitrage pris par le chef de l’Etat, en décembre 2023, lors d’un conseil de défense, après la fin du processus de désengagement du Niger des troupes françaises, dans la foulée du coup d’Etat survenu à l’été 2023. Alors que certaines baisses d’effectif ont déjà eu lieu en pratique, ces chiffres correspondent au choix d’une « voie médiane » : en décembre 2023, il avait été aussi présenté l’option, à Emmanuel Macron, de fermer complètement des bases.

« Pas de tabou »

Le chaînon manquant à cette réorganisation d’ampleur pour les armées, après dix ans de lutte contre le terrorisme opérée avec 5 000 soldats (hors forces spéciales) répartis dans tout le Sahel, demeure l’avenir de la coopération militaire avec Dakar. Le nouveau président sénégalais, M. Faye, élu en mars, et son premier ministre, Ousmane Sonko, affichent tous les deux des positions très souverainistes, en défiance avec la France et son implantation militaire dans le pays.

Mi-mai, à l’occasion d’une conférence sur les relations entre l’Afrique et l’Europe, aux côtés du chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, M. Sonko avait ainsi solennellement déclaré que « la volonté du Sénégal » est de « disposer de lui-même », « laquelle volonté est incompatible avec la présence durable de bases militaires étrangères », même si cela ne « ne remet pas en question les accords de défense ».

Le calendrier des discussions avec le Sénégal, peu avancées, pourrait du coup être désynchronisé du reste des évolutions du dispositif militaire français en Afrique. « Il n’y a pas de tabou », « ce sera du cas par cas », concède une source militaire française alors que la diplomatie française

Ces bases sont devenues l’un des carburants du rejet de la France et de son passé colonial sur le continent africain

apparaît prête à des infléchissements notables sur le cas particulier de ses emprises à Dakar. « Les effectifs ont vocation à être variables. Le nombre de soldats présents pourra évoluer dans le temps », rappelle aussi cette source, au sujet de l’ensemble des autres bases françaises en Afrique.

Après les départs forcés du Mali et du Burkina Faso en 2022, puis du Niger en 2023, sous la pression de coups d’Etats, les armées ont fait leur aggiornamento sur l’Afrique et acté la fin d’un modèle. Après d’intenses discussions, et malgré des réticences dans certains corps, le projet n’est plus, aujourd’hui, officiellement, de s’accrocher à ces anciennes bases, devenues l’un des carburants du rejet de la France et de son passé colonial sur le continent, tout en étant instrumentalisé par la Russie.

Vision plus agile

L’ambition de l’état-major des armées, désormais, est d’essayer de maintenir un minimum d’effectifs là où cela est possible, afin de pouvoir facilement remonter en puissance en cas de crise, ou de déployer de manière intermittente une offre de formation militaire si le pays est demandeur. Il s’agit là d’une vision plus agile et malléable de la planification militaire, qui intègre les enjeux de compétition stratégique et d’influence désormais débridée sur le continent, aux côtés de la Russie, de la Chine ou encore de la Turquie.

Alors que le dispositif français en Afrique était découpé en plusieurs états-majors aux zones de compétence difficilement lisibles, un arrêté publié le 24 avril a d’ores et déjà donné naissance à un nouvel état-major consacré à l’Afrique afin de mettre en œuvre cette réorganisation. Ce commandement pour l’Afrique (CPA), en projet depuis de longs mois, sera opérationnel en septembre et a été confié au général Pascal Ianni, ancien conseiller « Afrique » au cabinet militaire de Florence Parly (2017-2022).

Ce CPA s’inspire du modèle de la création, en octobre 2023, d’un état-major consacré à l’Europe. Installé au sein de la caserne Kléber, à Lille, et baptisé commandement terre pour les opérations aéroterrestres en Europe, ce dernier se consacre à l’entraînement des forces et au commandement de toutes les opérations en Estonie (où environ 300 militaires français sont déployés), en Roumanie (entre 800 et 1 000 soldats) ou encore à la formation des soldats ukrainiens en Pologne.

Reste à savoir si cette redéfinition de la présence militaire française en Afrique, censée s’adosser à la reconstruction de partenariats plus larges dans le domaine civil (aide au développement, échanges culturels, etc.) portés par le rapport Bockel, ne sera pas emportée par la tempête provoquée par la dissolution de l’Assemblée nationale le 9 juin. ■

ÉLISE VINCENT

Nouvelle hausse de la tension à la frontière israélo-libanaise

L’armée de l’Etat hébreu et le Hezbollah, engagés depuis huit mois dans un face-à-face de basse intensité, agitent la menace d’une guerre ouverte

JERUSALEM - envoyé spécial

La confrontation très codifiée, de basse intensité, entamée il y a plus de huit mois, entre l’armée israélienne et le Hezbollah, va-t-elle dégénérer en guerre ouverte ? Les deux parties semblent l’envisager et en agitent la menace avec une force inédite. Dans une allocution télévisée, mercredi 19 juin, le chef du Hezbollah libanais, Hassan Nasrallah, a promis de frapper en profondeur le territoire israélien en cas d’ouverture des hostilités par l’Etat hébreu. « L’ennemi sait parfaitement que nous nous sommes préparés au pire (...) Il sait qu’aucun lieu (...) ne sera protégé contre nos missiles et nos drones », a-t-il tonné, rappelant avoir à sa disposition des « listes de cibles » en Israël que les armes du Parti de Dieu pourraient viser, incluant potentiellement des infrastructures et des zones habitées.

Etendant le registre de ses menaces, Hassan Nasrallah a aussi déclaré inclure Chypre dans ses cibles potentielles. « Une ouverture des aéroports et des bases chypriotes à l’ennemi israélien pour cibler le Liban signifierait que le gouvernement chypriote est partie prenante de la guerre », a martelé Hassan Nasrallah.

Ces déclarations incendiaires répondent à un durcissement rhétorique du côté de l’Etat hébreu. Mardi, l’armée israélienne avait annoncé que « des plans opérationnels pour une offensive au Liban » venaient d’être « approuvés et validés ». Le ministre des affaires étrangères israélien, Israel Katz, avait ajouté : « Nous sommes très proches du moment où nous déciderons de changer les règles du jeu contre le Hezbollah et le Liban. Dans une guerre totale, le Hezbollah sera détruit et le Liban sera touché durement. »

Le lendemain, une réunion aux allures de conseil de guerre réunissant les principaux dirigeants de l’armée s’est tenue au siège du commandement nord de l’armée israélienne, en présence du ministre de la défense, Yoav Gallant. Ce dernier, dès le mois de mai, prédisait un « été chaud » sur ce que, en Israël, on nomme le « front nord », laissant planer la menace du déclenchement d’une intervention militaire au Liban.

« Imposer leur propre rythme »

Même si une attaque de but en blanc paraît peu vraisemblable, les observateurs estiment que le moment de vérité approche. Le Hezbollah présente son action militaire contre Israël, déclenchée le 8 octobre 2023, comme une riposte à la guerre que mène l’Etat hébreu à Gaza. La désescalade à la frontière israélo-libanaise a comme condition préalable la fin des hostilités dans l’enclave palestinienne. Si les négociations en vue d’un cessez-le-feu piétinent, une petite fenêtre d’opportunité est peut-être sur le point de s’ouvrir, qui permettrait au Parti de Dieu de se désengager de la confrontation sans se dédire.

« D’ici quelques semaines, l’armée devrait terminer l’opération à Rafah et se retirer en partie de Gaza, expliquait, début juin, une source sécuritaire israélienne. Ce sera le moment important : soit le Hezbollah considère que nous avons mis un terme au plus gros de nos opérations militaires et accepte de discuter d’un plan de paix, soit ce sera la guerre. Nous sommes prêts à mener une opération militaire très brève, très intense, pour établir une zone tampon le long de la frontière, qui nous permettrait de faire revenir les populations du Nord [d’Israël] en toute sécurité », note cette source en référence aux 60 000 Israéliens que les tirs ont obligés à évacuer leur domicile.

Cette analyse ne constitue pas la ligne officielle. Les « plans opérationnels » adoptés mardi n’ont du reste pas été rendus publics. Mais ce schéma est, à quelques détails près, celui qui circule actuellement dans les cercles sécuritaires. Il inquiète de nombreux observateurs, qui redoutent que le « conflit limité » ne soit une chimère, et ne finisse par déboucher sur une guerre régionale.

Même si aucune décision d’entrer en guerre ne semble avoir été prise à ce stade par le pouvoir israélien, la tactique de la surenchère accroît le risque d’une bascule dans un conflit de grande ampleur. Selon Selin Uysal, chercheuse invitée au Washington Institute for Near East Policy, « les deux parties ont adopté la même approche, qui consiste à vouloir conserver la main sur la dynamique de l’escalade, en imposant leur propre rythme ». Un jeu particulièrement dangereux, mais dont aucun des acteurs ne veut sortir. Comme le résume crûment une source étrangère bien informée, à propos du ministre de la défense israélien : « Yoav Gallant veut bien négocier avec le Hezbollah, à condition de garder un revolver sur sa tempe. »

Selon des sources concordantes, la hiérarchie militaire israélienne est désormais acquise à l’idée d’une entrée en guerre au Liban si aucun accord n’est trouvé dans les

Le chef du Hezbollah a promis de frapper en profondeur le territoire israélien si l’Etat hébreu ouvre les hostilités

Des figures de la diaspora palestinienne appellent à une refonte de l’OLP

Plusieurs initiatives visent à créer une nouvelle direction, réunifiant le Fatah et le Hamas

AMMAN - envoyée spéciale

L’immobilisme de l’Autorité palestinienne (AP), totalement aphone malgré huit mois de guerre à Gaza, et la stérilité du dialogue entre le Fatah et le Hamas, ont poussé de nombreuses figures de la diaspora palestinienne à engager une réflexion sur les moyens de faire émerger une nouvelle direction, réunifiée et plus en phase avec la population. « Il est sot de croire qu’il y aura des négociations sans le Hamas pour l’après-guerre à Gaza ou pour un Etat palestinien indépendant, prévient ainsi, dans sa maison d’Amman, Taher Al-Masri, ancien premier ministre de la Jordanie (1991). Ce n’est pas que cela me plaise, mais la réalité dicte cette analyse, car le Hamas jouit d’une forte popularité. Les Palestiniens sont las des conférences de paix qui n’ont mené à rien. » Membre de l’élite jordanienne, issu d’une famille de notables palestiniens de Naplouse, ce vétéran de la politique n’en revient pas de la violence de la guerre menée par l’armée israélienne à Gaza. Il n’entrevoit « pas de fin proche ».

Comme plusieurs centaines de figures arabes locales, M. Al-Masri a apporté son soutien, en décem-

bre 2023, à un texte émanant d’un petit groupe de Jordaniens, dont une partie est originaire de Cisjordanie, mobilisé sur les affaires palestiniennes. Cet appel met en garde contre le risque d’une « nouvelle Nakba » (« catastrophe »), une référence au déplacement forcé de 700 000 Palestiniens à la création de l’Etat d’Israël en 1948. Il exhorte à la création d’une structure « transitoire » unitaire, « incluant le Hamas et le Fatah [à couteaux tirés depuis 2007] », forme de prémisses à un élargissement de l’Organisation de libération de la Palestine (OLP), la maison mère du nationalisme palestinien.

Cette initiative a été « très mal reçue par [le président de l’AP] Mahmoud Abbas et sa clique », rapporte l’ex-ministre Mohamad Halaïqah, l’un des auteurs de l’appel. Bien qu’il soit inaudible face aux bombardements à Gaza, M. Abbas reste l’interlocuteur privilégié du pouvoir hachémite, hostile au Hamas.

« Nous observons les plans pour le “jour d’après” esquissés par les diplomates arabes et internationaux. L’AP n’a pas d’influence et le Hamas ne gouvernera jamais seul à Gaza comme avant le 7 octobre 2023. Nous avons besoin d’une structure qui représente les Palestiniens : une

OLP revitalisée, alors que M. Abbas en a fait un corps mort », explique l’analyste politique Oraib Rantawi, également à l’origine de l’appel de décembre 2023. Lui et ses amis ont rencontré des cadres politiques du Hamas en exil au Qatar, des membres du Fatah de Cisjordanie de passage à Amman et des diplomates européens en Jordanie.

« Leadership palestinien unifié »

D’autres initiatives prônant l’unité et l’intégration du Hamas – et d’autres factions – dans l’OLP ont émergé depuis l’automne, dans les territoires palestiniens et au sein de la diaspora. En février, lors du deuxième forum annuel pour la Palestine à Doha, co-organisé par l’Institut d’études palestiniennes et le Centre arabe – structure fondée par l’ex-député arabe israélien Azmi Bishara, exilé au Qatar – l’idée de tenir une « conférence nationale palestinienne » a été lancée. Cette plate-forme permettrait de « fédérer les différentes initiatives et de réunir des Palestiniens de diverses tendances, des islamistes aux libéraux, afin d’élaborer un leadership palestinien unifié », estime, depuis Amman, Mouïh Al-Taher, membre du comité préparatoire. Le projet prévoit deux réunions,

prochaines semaines avec le Hezbollah. « Ils s’entraînent depuis un moment pour cette guerre », note un observateur étranger, qui nuance toutefois : « Ils ont besoin de plus de troupes pour pouvoir envisager une offensive, et il leur faut donc, en gros, retirer deux divisions de Gaza pour en ajouter deux dans le Nord, avant de pouvoir envisager une opération. »

La préparation aérienne, en revanche, est fin prête. « Israël dispose de suffisamment de moyens pour mener des frappes d’ampleur, dans une première phase, même sans l’appui des Américains », note la source étrangère. Depuis des années, l’armée et les services de renseignement israéliens ont travaillé sur leurs propres « listes de cibles » : installations du Hezbollah, stocks de munitions et infrastructures. Seulement, même si des frappes très violentes précédaient une opération au sol très ciblée, destinée à établir une zone tampon, le Hezbollah aurait le temps de déclencher des tirs de représailles.

Le Parti de Dieu dispose d’un arsenal de roquettes et de missiles, dont certains guidés, susceptible de saturer les défenses anti-aériennes israéliennes. Ses forces ont tiré environ 5 000 projectiles de l’autre côté de la frontière depuis le 8 octobre 2023. Selon les spécialistes, en cas de conflit ouvert avec Israël, le groupe pourrait hausser sa puissance de feu à 3 000 tirs par jour. Il faudrait alors procéder, côté israélien, à des choix difficiles : donner la priorité, en matière de protection antiaérienne, à certains sites, et donc en exposer d’autres. Selon un sondage du Jewish People Policy Institute rendu public le 16 juin, 62 % des Israéliens juifs soutiennent l’idée d’une attaque du Hezbollah en ayant recours à « toute la force [de l’armée] ». ■

JEAN-PHILIPPE RÉMY

l’une pour les Palestiniens des territoires occupés, en Cisjordanie, l’autre pour ceux de la diaspora, envisagée dans un pays arabe. Aucune date n’est annoncée.

Ce plan suscite là encore l’ire de l’AP. Ceux qui combattent cette entreprise voient la main du Qatar derrière – ce que M. Al-Taher réfute – en raison de l’influence de M. Bishara dans sa préparation. « L’idée d’une OLP élargie est ancienne, nuance un diplomate palestinien. La logique veut que le Hamas, comme force politique et sociale influente, soit intégré à l’OLP. Mais cela sert aussi ses intérêts : c’est un moyen d’obtenir une reconnaissance extérieure. » Le mouvement islamiste, qu’Israël a juré d’écraser, est classé terroriste par Washington et l’Union européenne.

Malgré l’hostilité de l’AP, une soixantaine de participants, dont Mustafa Barghouti (indépendant) et Ahmad Ghoneim (proche de Marwan Barghouti, cadre du Fatah incarcéré en Israël depuis 2002), se sont réunis le 12 juin, à Ramallah, pour discuter d’une revitalisation de l’OLP et du projet de conférence. « Le but n’est pas de remplacer l’OLP, mais de lui donner une nouvelle impulsion », assure M. Al-Taher. ■

LAURE STEPHAN

Le cas du Sénégal reste le chaînon manquant à cette réorganisation d’ampleur pour les armées

Climat : les progrès « encourageants » de la France

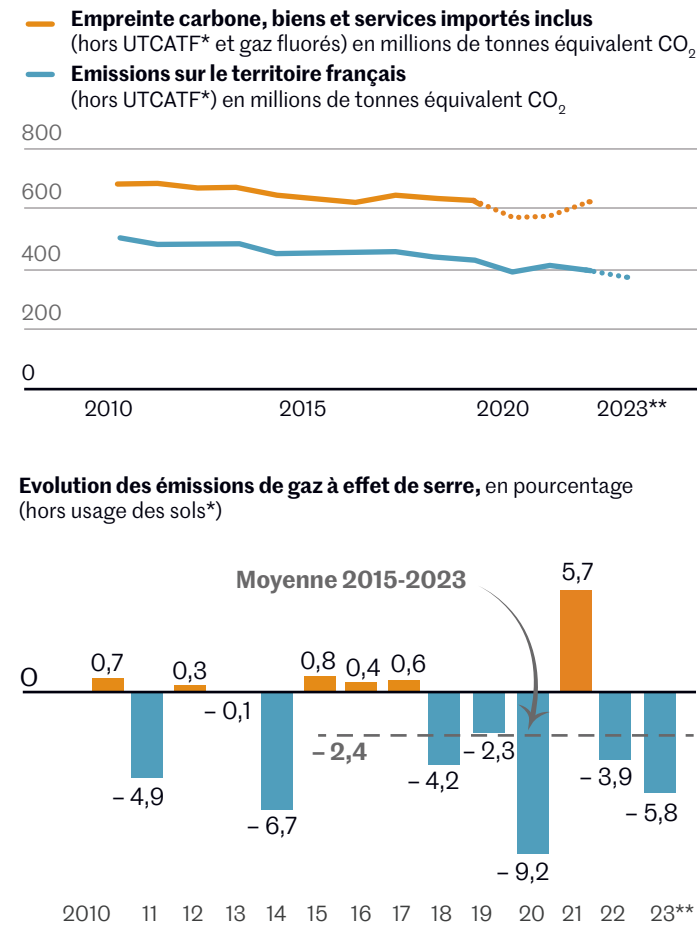
Le Haut Conseil pour le climat juge « accessibles » les objectifs de réduction des émissions carbonées d’ici à 2030

Il y a du mieux, mais il faut encore progresser. Le Haut Conseil pour le climat (HCC), qui publie son sixième rapport annuel, jeudi 20 juin, juge pour la première fois que les objectifs climatiques de la France pour 2030 sont « accessibles », à condition de maintenir dans la durée les efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre, les investissements verts et de préserver les forêts.

L’instance indépendante estime en revanche que les politiques actuelles, malgré des « avancées significatives », sont « insuffisantes » pour atteindre la neutralité carbone en 2050. Parmi ses 65 recommandations, elle appelle en outre le gouvernement à renforcer les mesures d’adaptation à une crise climatique dont les impacts s’aggravent dans le pays, jugeant que les populations ne sont pas suffisamment protégées.

« Beaucoup de fragilités »
« La France est désormais dans une position favorable, et non plus dans le rattrapage des retards du passé. On n’est pas encore sur la bonne trajectoire, mais on peut y arriver, c’est encourageant », explique la climatologue Corinne Le Quéré, présidente du HCC, dont le mandat prend fin le 24 juin et qui a décidé de cesser ses fonctions à ce poste. « Il reste beaucoup de fragilités, alors que le gouvernement vise trop le court terme », prévient-elle toutefois. Le rapport ne l’aborde pas, mais le sort de la transition écologique est suspendu aux résultats des élections législatives anticipées, alors qu’une accession du Rassemblement national au pouvoir ferait fortement reculer l’action climatique.

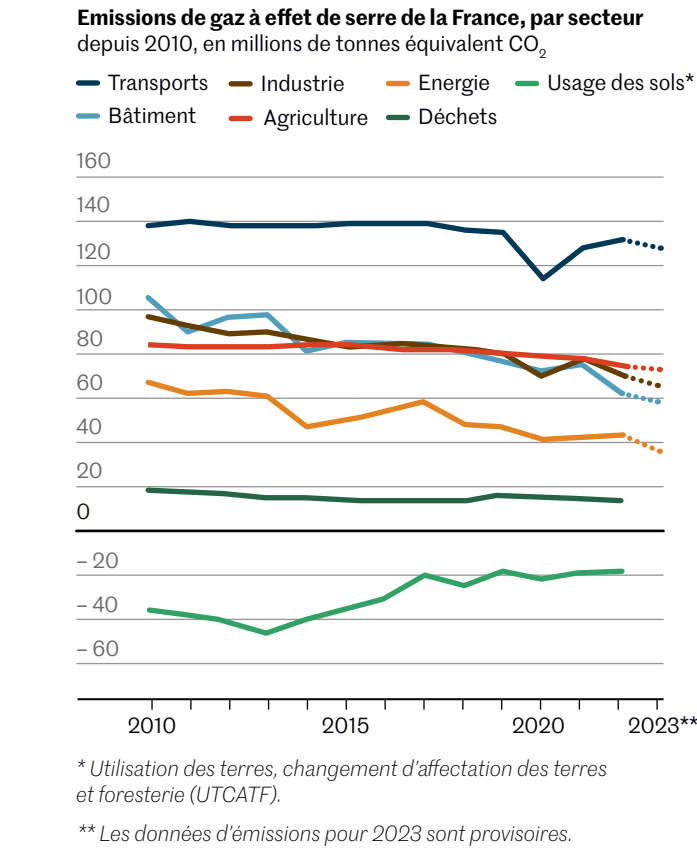
Dans l’immédiat, la France peut se prévaloir d’une accélération du rythme de baisse des émissions,



que les douze experts de l’institution appellent de leurs vœux depuis leur premier rapport, en 2019. Les rejets carbonés bruts (n’incluant pas l’absorption des puits de carbone) ont reculé de 5,8 % en 2023, soit plus de deux fois plus que la réduction moyenne entre 2019 et 2022. Au moins un tiers de cette baisse s’explique par des facteurs conjoncturels, en particulier un retour à la normale de la production des centrales nucléaires. Les deux tiers

restants n’ont pas pu être analysés précisément et correspondent donc « à la valeur maximale attribuable aux politiques publiques », précise le HCC. Dans tous les cas, 2023 est dans les clous, même sans ces effets conjoncturels.

« Problème avec les sols »
Grâce à ces bons résultats, le budget carbone (plafond d’émissions) sur la période 2019-2023 devrait être respecté pour les émissions brutes. En revanche, il devrait être dépassé pour les émissions nettes, qui incluent les puits naturels, en mauvais état. La quantité de CO₂ stockée par les forêts est aujourd’hui relativement stable, après avoir fortement diminué sur la période 2013-2017, mais ce puits demeure fragilisé par le changement climatique (sécheresses, incendies). « Il y a aussi un problème avec les sols, en particulier la conversion des prairies en cultures, qui s’accompagne d’émissions importantes », prévient l’ingénieur agronome Jean-François Soussana, membre du HCC. L’ins-



Infographie : Le Monde • Sources : Haut Conseil pour le climat

tance appelle à une stratégie ambitieuse pour les forêts et pour favoriser le stockage du carbone dans les sols agricoles.

Le rythme de baisse des émissions brutes entre 2019 et 2023 se rapproche, « sans toutefois encore l’atteindre », de celui qui est nécessaire pour tenir les objectifs français d’une réduction des rejets de 50 % d’ici à 2030 par rapport à 1990, découlant des nouvelles cibles européennes. Pour les émissions nettes en revanche, la France doit encore accélérer de 30 %. Ces chiffres ne concernent que les émissions territoriales. L’empreinte carbone des Français, qui inclut la pollution liée aux importations de biens et services depuis l’étranger, est 1,6 fois plus élevée, et atteint 9,2 tonnes équivalent CO₂ par an et par habitant.

Les politiques publiques, si elles produisent des « résultats », restent « inégales » selon les secteurs, prévient le HCC. Les transports, le plus polluant avec 34 % des rejets carbonés, ont entamé une trajectoire de décarbonation mais doi-

vent désormais tripler leur baisse d’émissions après avoir pris beaucoup de retard. Le déploiement des voitures électriques et des bornes de recharge « est en bonne voie, même si beaucoup d’entreprises ne respectent pas leurs obligations de verdissement des flottes », remarque Corinne Le Quéré. En revanche, le HCC n’a pas observé de report de la voiture vers d’autres modes de transport.

Dans l’agriculture (20 % des émissions), les politiques ont été marquées, ces douze derniers mois, par un « recul de l’action publique climatique » et ont « contribué à verrouiller la production agricole dans des modèles intensifs en émissions », estime le HCC, évoquant les réponses à la crise agricole ou encore le plan de reconquête de la souveraineté de l’élevage.

Après l’industrie (17 % des émissions), le bâtiment (16 %) poursuit sa décarbonation, mais à un rythme insuffisant. Le gouvernement continue de soutenir les « monogestes » de rénovation,

Le HCC appelle à un « changement d’échelle » dans la politique d’adaptation aux impacts du dérèglement climatique

notamment une électrification des modes de chauffage, qui fait baisser les émissions à court terme, au détriment d’une isolation globale des bâtiments nécessaire pour atteindre la neutralité carbone. Les aides publiques ont augmenté, mais les coupes budgétaires qui les ont rabotées « ont envoyé des signaux difficiles à suivre pour les acteurs », regrette Corinne Le Quéré. Dans l’énergie (10 % des émissions), la stratégie du gouvernement, axée sur le nucléaire et insuffisamment sur les renouvelables, fait peser un risque de manquer d’électricité décarbonée à l’horizon 2035.

Siles objectifs pour 2030 sont désormais atteignables, le Haut Conseil met en garde contre des « risques de recul » entraînés par des « dérives de calendrier » au niveau du cadre d’action publique. Le gouvernement a ainsi plus d’un an de retard dans la publication des feuilles de route relatives à l’énergie et au climat, en dépit d’obligations législatives. Ces délais, au-delà du manque de visibilité pour les acteurs, « fragilisent la crédibilité de la politique climatique de la France », insiste encore l’instance.

Le Haut Conseil appelle, enfin, à un « changement d’échelle » dans la politique d’adaptation aux impacts du dérèglement climatique. Les « efforts commencent à être institutionnalisés », mais l’adaptation reste « disparate et peu opérationnelle » et, surtout, le « décalage se creuse » entre les mesures prises et les besoins des populations. « Les aléas climatiques s’intensifient plus rapidement que les moyens mis en œuvre », note Corinne Le Quéré, rappelant que des limites à l’adaptation ont déjà été atteintes localement, comme dans les territoires fréquemment inondés ou dans les centaines de communes privées d’eau potable lors des étés 2022 et 2023. ■

AUDREY GARRIC

Réduction des émissions, adaptation : les arbitrages suspendus

Le sort de la stratégie nationale bas carbone et du plan national d’adaptation au changement climatique dépend de l’issue des législatives

Ce sont des documents stratégiques pour permettre à la France de lutter contre la crise climatique et de s’y adapter. Depuis le début de l’année, leur présentation a été repoussée semaine après semaine en raison de priorités considérées comme plus urgentes et d’une frilosité du gouvernement à incarner la transition écologique. Désormais, le sort de la stratégie nationale bas carbone et du plan national d’adaptation au changement climatique (Pnacc) est très incertain, car dépendant du résultat des élections législatives anticipées. *Le Monde* s’est procuré les dernières versions de ces feuilles de route cruciales, tant elles touchent toutes les dimensions de la vie des Français.

Le gouvernement devait soumettre à consultation publique, à partir du 13 juin, la troisième version de la stratégie nationale bas carbone, un document de 142 pages dont les arbitrages sont achevés de longue date. Il s’agit de montrer comment la France peut baisser ses émissions de gaz à effet de serre non plus de 40 %, mais

de 50 % entre 1990 et 2030, une conséquence de la nouvelle ambition climatique européenne. Les rejets carbonés doivent ainsi être réduits d’environ 5 % par an entre 2022 et 2030, contre 2 % en moyenne de 2017 à 2022. Un « effort considérable », indique le gouvernement, malgré les bons résultats de 2023 (- 5,8 %). Pour y parvenir, le gouvernement détaille son « plan de bataille » secteur par secteur. Dans les transports, premier émetteur, il souhaite une baisse de 30 % des rejets carbonés entre 2021 et 2030, un effort colossal, alors que les émissions ont jusqu’à présent stagné. Il mise notamment sur une forte hausse des véhicules électriques (deux tiers des ventes de véhicules neufs) et des transports en commun (+ 25 %) ou encore sur un doublement du fret ferroviaire et du réseau de pistes cyclables d’ici à la fin de la décennie.

Dans l’agriculture, où les rejets carbonés doivent baisser de 13 %, le gouvernement retient également des hypothèses ambitieuses : 21 % de grandes cultures en

bio, le doublement des surfaces de légumineuses entre 2020 et 2030, une baisse de la consommation de protéines animales... Les bâtiments doivent réduire leurs émissions de 53 %, grâce au remplacement de 75 % des chaudières au fioul d’ici à 2030, à l’installation d’un million de pompes à chaleur d’ici à 2027 et à une hausse des aides pour les rénovations « d’ampleur », afin de concerner 600 000 maisons et logements par an en 2030.

« Créer un réflexe »
L’industrie doit baisser ses émissions de 42 % grâce à l’utilisation d’électricité, d’hydrogène décarboné ou au captage-stockage du CO₂. Les objectifs pour le secteur de l’énergie (- 36 %) sont centrés autour du déploiement des énergies renouvelables et du nucléaire.

L’ensemble de ces objectifs concernent les émissions brutes de la France, c’est-à-dire sans tenir compte de l’absorption du CO₂ par les puits de carbone comme les forêts. L’autre cible que le gouvernement évoquait jusqu’alors

« Le Monde » s’est procuré les dernières versions de ces feuilles de route qui touchent toute la vie des Français

n’apparaît pas dans le projet de stratégie nationale bas carbone : une réduction de 55 % des émissions nettes (en intégrant les puits) d’ici à 2030, soit l’objectif européen. Selon des « calculs provisoires », la France ne pourrait prétendre qu’à une baisse de 51 % en net. Le projet de stratégie nationale bas carbone s’arrête en 2033, la suite devant encore faire l’objet d’arbitrages.

Le gouvernement devait également présenter son troisième plan national d’adaptation au changement climatique, contenant cinquante-deux mesures –

dont huit n’étaient pas totalement arbitrées dans la version du projet datant du 22 avril (post-réunion interministérielle) que *Le Monde* a consultée. Il s’agit de préparer la France à un réchauffement climatique qui atteindrait 4 °C à la fin du siècle dans l’Hexagone, ce qui ne constitue « pas un renoncement » à la réduction des émissions. Jusqu’à 500 000 logements menacés par le recul du trait de côte d’ici à 2100, environ un milliard d’euros de pertes pour l’agriculture chaque année à horizon 2050... C’est un « défi considérable », reconnaît le gouvernement, qui présente le nouveau Pnacc comme une « stratégie publique systémique » pour « créer un réflexe » de l’adaptation dans la société. Il a vocation à être révisé tous les cinq ans.

Parmi les principales mesures, le document prévoit la création d’un fonds d’adaptation individuel, dès 2025, pour aider financièrement les ménages à prévenir les phénomènes de retrait-gonflement des argiles liés aux sécheresses. Ce fonds serait financé par une partie de l’augmentation de

la surprime d’assurance Cat Nat (catastrophes naturelles) prévue pour 2025. Au total, le plan prévoit de mobiliser 200 millions d’euros supplémentaires pour la prévention collective et individuelle des risques naturels, en plus du fonds Barnier et du Fonds vert, afin d’arriver à 1 milliard d’euros pour l’adaptation d’ici à 2027. Le Pnacc prévoit par ailleurs d’inciter les assureurs à maintenir une offre assurantielle « à tarif abordable » sur l’ensemble du territoire.

Il s’agira aussi de mieux intégrer le « confort d’été » lors de la rénovation des logements, de renforcer les mesures de prévention mises en place par les employeurs lors des fortes chaleurs, d’augmenter la résilience des exploitations agricoles et celle des infrastructures et des services de transport. L’Etat veut également « montrer l’exemple » en ne finançant plus « des investissements non ou mal adaptés ». Le document n’aborde quasiment pas les pistes de financement de ces mesures et ne donne pas de gages sur leur pérennité. ■

AU. G.

Trafic : une maire entre complicité et désarroi

L'ex-élue de Canteleu, accusée d'avoir facilité le trafic de drogue local, a été entendue mercredi lors de son procès

Mélanie Boulanger, 47 ans, a toujours baigné dans la politique : à 18 ans, elle était déjà conseillère municipale. Fille de l'ancien maire de Longueville-sur-Scie (Seine-Maritime), elle est devenue celle (Parti socialiste) de Canteleu, 14 000 habitants en périphérie de Rouen, en 2014.

Hasbi Colak, 41 ans, a toujours été dans la restauration : à 20 ans, ce fils d'immigrés turcs né à Canteleu ouvrait le Show Kebab, situé pile entre la cité rose et la cité verte, deux quartiers pauvres de la ville dont il connaît tous les habitants, pour avoir grandi avec eux ou pour les avoir aujourd'hui encore comme clients.

S'il a été « casté », comme a dit son avocat Jérémie Kalfon, comme conseiller municipal en 2008, puis comme adjoint chargé du commerce en 2014, c'est pour ça : faire le lien avec les quartiers difficiles. « Ce lien, je suis le seul élu de Canteleu à l'avoir », dit-il. Son restaurant est « un peu devenu une annexe de la mairie », et lui, un relais privilégié à la fois pour Mélanie Boulanger et pour les habitants des cités, y compris pour la fratrie Meziani, qui contrôle le trafic de drogue local depuis des décennies.

Mélanie Boulanger et Hasbi Colak, qui ont par ailleurs entretenu une relation extraconjugale, dont ils ont nié qu'elle ait eu un impact sur l'affaire, comparaissent devant la 13^e chambre du tribunal correctionnel de Bobigny pour « complicité » de ce trafic. Ont-ils, par diverses interventions, favorisé l'activité des Meziani et de leurs associés ? Ou bien ont-ils fait comme ils pouvaient pour maintenir la paix sociale à Canteleu ?

« Changer les méthodes »

« Complicité de trafic de stupéfiants » : l'énoncé brut de cette accusation, particulièrement infamante pour des élus de la République, masque une réalité nuancée, apparue à l'audience, mardi 18 et mercredi 19 juin, lors des interrogatoires des deux prévenus.

« Je suis détruite », a soufflé, mercredi, l'ancienne maire, clamant son innocence, en sanglots. Aujourd'hui, je n'ai plus rien à perdre, j'ai déjà été tellement salie. » Début de réhabilitation : les débats lui ont été plutôt favorables et ont permis d'écarter deux des principaux éléments à charge retenus contre elle pendant l'instruction.

Il lui était reproché d'avoir voulu reporter après les élections municipales de mars 2020 la pose

L'ancienne maire socialiste de Canteleu (Seine-Maritime), Mélanie Boulanger, et son avocat Arnaud de Saint-Remy arrivent au palais de justice de Bobigny, le 27 mai.

JEAN-BAPTISTE QUENTIN / LE PARISIEN/MAXPPP



d'une caméra de vidéosurveillance sur un point de deal – accusation reposant sur les seuls souvenirs du commissaire du secteur. Mélanie Boulanger, qui n'avait pas d'opposant à ce scrutin, a expliqué que ladite caméra avait été installée dès novembre 2019, et démolie le jour même ; puis qu'un technicien venu pour la réinstaller en décembre en avait été empêché par les trafiquants, qui avaient envoyé le malheureux à l'hôpital ; et que la caméra avait, finalement, été installée en janvier 2020.

Mélanie Boulanger était aussi soupçonnée d'avoir réclaté à ce même commissaire de réduire le nombre de contrôles dans sa ville. En février 2020, furieux à la suite d'un vaste contrôle qu'ils avaient jugé humiliant, les Meziani s'étaient rendus au Show Kebab et avaient appelé Mélanie Boulanger depuis le téléphone de Hasbi Colak pour lui demander d'intervenir auprès de la police.

La défense s'est fait un plaisir d'énumérer les appels à l'aide envoyés en vain aux préfets, aux ministres, à l'Elysée même

Récit du commissaire à la barre : « Le lendemain, on a eu une conversation au téléphone, elle m'a dit : "Il faudrait changer les méthodes." »

– Mais a-t-elle parlé de la quantité de contrôles ?, a demandé M^e Kalfon, avocat de Hasbi Colak.

– Moi, par « changer les méthodes », j'ai compris : moins de contrôles de ce style, moins de présence policière sur Canteleu. »

Cette interprétation a été accueillie avec perplexité.

Reste l'accusation contre Mélanie Boulanger, dont l'audition devait s'achever jeudi, d'avoir transmis aux Meziani, par l'intermédiaire de Hasbi Colak, des informations concernant des contrôles de police à venir. « Du bluff », ont répondu en chœur les deux prévenus, suscitant à leur tour une certaine perplexité. A les entendre, il s'agissait de faire croire aux trafiquants qu'il y aurait « du bleu à Canteleu » pour qu'ils cessent, au moins temporairement, leur trafic. « Vous compensez l'absence de police par la peur de la présence policière », a résumé M^e Kalfon.

« Vous êtes bonne pâte en fait »

Le cas de son client est un peu plus délicat : deux éléments susceptibles de caractériser une « complicité par aide ou assistance » constituent des boulets au pied de Hasbi Colak. D'abord, il a prêté sa voiture à un proche des Meziani, qui s'est rendu avec en

région parisienne pour chercher dix kilos de cocaïne. Ensuite, il a usé de son statut pour permettre à des trafiquants d'obtenir des logements sociaux dans lesquels, selon le président du tribunal, « on coupait de la cocaïne et de l'héroïne à longueur de journée ».

« Peut-être que ça m'a dépassé, peut-être que j'ai fait des choses pour les Meziani que j'aurais pas dû faire », a fini par reconnaître Hasbi Colak, qui assure avoir ignoré ce qui se tramait dans ces appartements, ou avec son véhicule : « La personne à qui je l'ai prêté m'avait dit : "Je vais faire un déménagement." C'est un Berlingo, on peut transporter beaucoup de choses dedans. » Le président : « Vous êtes bonne pâte en fait. – En gros, c'est ça. »

Perplexité, là encore. Après avoir entendu Mélanie Boulanger et Hasbi Colak, l'impression qui domine est celle d'une maire et un adjoint livrés à eux-mêmes dans une commune parasitée par des

trafiquants avec lesquels il faut composer. La défense s'est fait un plaisir d'énumérer les appels à l'aide envoyés en vain aux préfets, aux ministres de l'intérieur successifs, à l'Elysée même, transformant fréquemment ce procès en celui de l'incurie de l'Etat envers les élus locaux. « On s'est sentis désemparés », a dit Hasbi Colak. Seuls. » Reste aussi, au bout de ces deux jours d'interrogatoire, le sentiment désespérant d'un combat sans fin face au trafic de stupéfiants. « Allez faire un tour à Canteleu aujourd'hui. Il y a plus de points de deal qu'auparavant », a lancé Hasbi Colak. Et ce, alors que tout le clan Meziani a été arrêté.

« Vous êtes en train de nous dire qu'on n'arrivera jamais à empêcher les jeunes de dealer ? », lui a demandé le président. Autre question, de M^e Kalfon : « Dans une ville comme Canteleu, c'est quoi la solution ? » Réponse, désabusée, évidente : « Y en a pas. » ■

HENRI SECKEL

Au moins sept personnes briguent la direction de Sciences Po

Le dépôt des candidatures s'est achevé mercredi. La plupart ont un profil universitaire, deux étant directeur et ex-directeur d'un IEP

Qui prendra la direction de Sciences Po le 20 septembre ? L'échéance est encore lointaine, mais les candidatures sont closes depuis ce mercredi 19 juin. Le processus de désignation interne prévoit qu'une commission ad hoc se penche sur les dossiers et arrête le 1^{er} juillet une short list de candidats qu'elle auditionnera le 5 septembre. Ce renouvellement de la direction intervient dans un contexte de convalescence de l'institution après une crise sans précédent liée à la mobilisation contre la guerre à Gaza.

Secouée par la démission, le 13 mars, de son directeur, Mathias Vicherat, renvoyé avec sa compagnie devant le tribunal correctionnel pour violences conjugales, l'école est depuis administrée par Jean Bassères, ancien patron de Pôle emploi. A la surprise d'une

majorité de membres de la communauté Sciences Po, au mois d'avril, celui-ci a fait appel aux forces de l'ordre par deux fois afin d'évacuer l'établissement où des étudiants se mobilisaient en soutien des Palestiniens.

« Silence médiatique »

Dans cette atmosphère inflammable, le secret des candidatures a été bien gardé, l'école se refusant à communiquer les noms des postulants. Selon les informations du Monde, qui a identifié au moins sept candidats, une majorité présente un profil universitaire qui se détache du parcours plus politique des énarques Mathias Vicherat et ses prédécesseurs, Frédéric Mion et Richard Descoings.

Parmi eux, le directeur de l'institut d'études politiques (IEP) d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), Rostane Mehdi, et l'ancien direc-

teur de l'IEP de Lille Pierre Mathiot. Egalement candidats, la doyenne de l'école des affaires internationales de Sciences Po, Arancha Gonzalez, le professeur de droit à l'université Paris-Cité Pierre-Berlioz, et l'agrégé d'histoire et anthropologie François-Xavier Petit (déjà candidat en 2021). Lui aussi dans la course en 2021, l'économiste professeur à l'Ecole supérieure de commerce de Paris et haut fonctionnaire François Perret est à nouveau en lice et appelle notamment à « un droit d'inventaire sur les précédents directeurs qui ont creusé le déficit de Science Po ».

François Perret et Juliette Méadel, ancienne secrétaire d'Etat et magistrate à la Cour des comptes, sont les seuls à être passés par l'Ecole nationale d'administration après leurs études à Sciences Po. Juliette Méadel indique au Monde vouloir « défendre un pro-

jet autour de l'excellence académique et de l'accompagnement complet des élèves ». Pierre Mathiot confie, quant à lui, vouloir privilégier le « silence médiatique » durant le processus de recrutement.

Cités à plusieurs reprises dans la presse, les ex-ministres Jean-Michel Blanquer, Najat Vallaud-Belkacem, Rima Abdul-Malak, Clément Beaune, Agnès Buzyn et Aurélien Rousseau ont confirmé au Monde ne pas être candidats. Après avoir hésité, l'ancien premier ministre italien Enrico Letta a également renoncé.

« Signature intellectuelle »

Candidate « maison » puisqu'elle dirige depuis 2022 l'Ecole des affaires internationales, la juriste Arancha Gonzalez, 55 ans, pense pouvoir « être utile à un moment où l'établissement cherche une nouvelle impulsion ».

Professeur de droit public, Rostane Mehdi se fait fort d'avoir relevé l'IEP d'Aix-en-Provence après le scandale des faux diplômes causé par son prédécesseur, Christian Duval. A 58 ans, M. Mehdi n'affiche « pas de projet de carrière » mais un « souci de voir à la direction de Sciences Po un universitaire expérimenté, seul capable de créer un nouvel élan fédérateur et de dessiner les contours d'une stratégie de sortie de crise efficace ».

« Il est important qu'on sache qui est et où est Sciences Po, quelle est vraiment son identité aujourd'hui », pose le professeur de droit privé Pierre Berlioz, 47 ans, ex-conseiller au cabinet du garde des sceaux Jean-Jacques Urvoas. Ancien directeur de l'Ecole de formation professionnelle des barreaux, il a aussi conçu une école de formation à l'audit pour les commissaires aux comptes. Il voit notam-

ment dans le développement de la formation continue un « ferment », avec le « potentiel extraordinaire » dont dispose Sciences Po.

Pour sa part, l'historien François-Xavier Petit, ancien conseiller de Michel Sapin et de François Rebsamen au ministère du travail, spécialiste du numérique et de ses effets sociaux, et fondateur, avec l'Ecole 42, de Matrice, un centre d'innovation, de technologie et d'imaginaires, souhaite que Sciences Po « tourne la page business school et affirme une signature intellectuelle européenne propre pour forger les modèles des trente prochaines années ».

Le candidat finalement choisi par les instances de gouvernance de l'école à l'issue de deux votes, les 19 et 20 septembre, devra alors être adoubé par un décret du président de la République. ■

SOAZIG LE NEVÉ

Le dealeur de Villejuif, l’attentat en Espagne et l’ombre de l’Iran

Fin 2023, Alejo Vidal-Quadras, un responsable politique espagnol, a échappé à une tentative d’assassinat à Madrid. Il a aussitôt accusé le régime iranien. Le principal suspect, un délinquant du Val-de-Marne, a été arrêté, le 6 juin, aux Pays-Bas. La police française le cherchait depuis bientôt deux ans dans le cadre d’une affaire de « narchomicide » dans le Val-d’Oise

ENQUÊTE

De l’homme qui a tenté de l’assassiner, il n’a jamais vu le visage. A peine a-t-il entendu sa voix. Alejo Vidal-Quadras s’apprêtait à rentrer chez lui après sa promenade habituelle au parc du Retiro, l’un des plus beaux de Madrid, lorsqu’une silhouette dans son dos a prononcé ces mots : « *Hola señor.* »

A 13 h 30, ce jeudi 9 novembre 2023, la rue Nuñez de Balboa était noire de monde. Ce haut responsable politique espagnol de 78 ans, qui fut vice-président du Parlement européen avant de fonder le parti d’extrême droite Vox, était à quelques pas de l’entrée de son immeuble. « *Je me suis retourné, et j’ai fait un geste qui m’a sauvé la vie*, raconte-t-il au Monde. *J’ai incliné la tête.* » L’ombre dans son dos a appuyé sur la gâchette : la balle de 9 mm Parabellum qui aurait dû lui fendre le crâne a traversé sa mâchoire de part en part. Des passants se sont aussitôt précipités pour venir en aide au responsable politique qui chancelait sur la chaussée. Un homme a ôté sa veste et l’a appuyée sur ses plaies pour endiguer l’hémorragie en attendant l’arrivée des secours. Alejo Vidal-Quadras a ensuite passé seize jours à l’hôpital, où il a subi une reconstruction faciale. Quelques semaines plus tard, quand les enquêteurs espagnols sont venus l’interroger chez lui, il n’a pas hésité une seconde : il a accusé le régime iranien d’être derrière sa tentative d’assassinat.

Alejo Vidal-Quadras n’a perçu que deux mots et le claquement d’une détonation avant de s’effondrer. Mais des passants ont décrit son assaillant. Vêtu d’une veste bleue et coiffé d’un casque de moto, le tireur s’est enfui à bord d’un scooter Yamaha noir sur lequel l’attendait un complice avant de s’évaporer dans les rues de Madrid.

Grâce aux images de la vidéosurveillance, le deux-roues a été retrouvé deux heures plus tard, entièrement calciné, dans une zone industrielle de la périphérie de Fuenlabrada, à une vingtaine de kilomètres au sud de Madrid. Il gisait sur la chaussée comme un squelette carbonisé. Mais les flammes n’avaient pas suffi à effacer son numéro de châssis, et les enquêteurs ont rapidement fait le lien avec un individu contrôlé deux jours plus tôt à bord du même scooter. Il s’agit d’un ressortissant tunisien qui a grandi et qui vit en France, à Villejuif précisément, dans le Val-de-Marne. Il s’appelle Mehrez Ayari.

CHAMP DE Tournesols

Au siège de la police judiciaire de Versailles, la révélation de l’identité du principal suspect de l’attentat de Madrid est une déflagration. Mehrez Ayari est un de leurs « clients ». Voilà plus d’un an qu’ils cherchent à le localiser pour l’arrêter dans une affaire d’un tout autre genre : le Tunisien est soupçonné du meurtre d’un petit dealeur de cannabis commis quinze mois plus tôt, en août 2022, dans le Val-d’Oise. La veille de la tentative d’assassinat de Vidal-Quadras, les enquêteurs de la brigade criminelle avaient justement obtenu que la juge d’instruction de Pontoise chargée de leur dossier émette un mandat d’arrêt international contre le fugitif.

Quand les enquêteurs espagnols les ont sollicités en urgence, deux jours après l’attentat madrilène, pour leur apprendre que

l’homme qu’ils recherchaient venait de tirer sur un haut dignitaire politique en plein jour dans les rues de la capitale espagnole, les enquêteurs de la Crim’ n’en sont pas revenus. A leurs yeux, Mehrez Ayari était un délinquant multirécidiviste de moyenne envergure. Son casier est certes émaillé de quarante-sept mentions, mais il s’agit pour l’essentiel de délits mineurs : il n’avait ni l’ampleur ni le profil d’un tueur à gages à la solde de l’Iran.

L’étonnant parcours et l’ascension météorique de ce dealeur francilien, devenu en quelques mois un criminel recherché par les polices du monde entier, ont finalement été interrompus il y a deux semaines aux Pays-Bas, après près de deux ans de cavale. Selon les informations du Monde, Mehrez Ayari a été arrêté sous une fausse identité le 6 juin à Haarlem, près d’Amsterdam, par les policiers néerlandais, tandis qu’il s’apprêtait, précise une source proche de l’enquête, à commettre un nouveau meurtre à connotation « *politique* ».

Pour démêler les fils de cette affaire hors norme aux ramifications internationales, il faut remonter un peu plus d’un an avant l’attentat de Madrid, en 2022. Tout commence à l’aube d’un jour d’été, par un banal appel anonyme aux pompiers signalant un homme aviné sur la chaussée. Le 10 août 2022, à 5 h 59 précisément, une voix hésitante contacte le 18 :

« *Pompiers, bonjour !*
– *Bonjour, heu... Je faisais du vélo... Et j’ai vu un monsieur qui avait l’air un peu... ivre mort, je ne sais pas, il ne bougeait pas, alors... J’ai pensé vous appeler...*
– *D’accord, sur quelle commune, monsieur ?*
– *C’était rue du Cimetière, à Neuville-sur-Oise [Val-d’Oise].* »

L’opératrice du 18 alerte les pompiers du Val-d’Oise, en prenant soin de leur glisser que le « *requérant* » qui vient de l’appeler « *n’a pas l’air très net* »... Très vite, les secours dépêchés sur place rappellent : « *Le corps est au milieu d’un champ, en début de raideur cadavérique, les doigts recroquevillés, recouverts de sang.* » La permanence de la brigade criminelle de la police judiciaire de Versailles est aussitôt réveillée et envoyée sur les lieux.

A 9 heures, les policiers arrivent dans ce gros village de deux mille habitants niché dans une boucle de l’Oise. En face du petit cimetière s’étend un premier champ de tournesols dans lequel ils découvrent une trottinette électrique abandonnée. Puis, quelques dizaines de mètres plus loin, une image qui marquera tous les protagonistes de ce dossier, baptisé « l’affaire “Tournesols” » par les enquêteurs : un cadavre gît sur le dos au milieu des plants d’hélianthes qui l’entourent comme une ronde de soleils jaunes.

A côté du corps, deux énormes pierres ensanglantées. Le tee-shirt de la victime est maculé de sang et de terre. Ses chaussures et son téléphone portable ont disparu. Le médecin légiste estime l’heure de sa mort entre 23 h 30 et 1 h 30 et conclut qu’il a probablement été massacré à coups de pierres.

La victime est rapidement identifiée. Il s’appelle Alexandre B., un Neuvilleois de 27 ans, titulaire d’un bachelor de marketing digital et qui travaillait comme webmaster dans l’entreprise de son père. Pourquoi ce jeune homme a-t-il été tué aussi sauvagement ? La perquisition menée dans le coquet pavillon familial où il vivait avec ses parents apporte un début de réponse. Dans sa chambre, les policiers découvrent 2 kilos de résine de cannabis, 3,6 kilos d’herbe stockée dans

des bocaux, une balance de précision et 6 550 euros en liquide.

A la sortie du lycée, Alexandre B. avait monté un petit trafic de cannabis indépendant, loin des grandes centrales des points de deal. D’abord confidentiel, son commerce au détail, réputé pour la qualité de ses produits certifiés, a peu à peu fleuri sur les réseaux sociaux, au point qu’il avait fini par attirer des clients venus de toute l’Île-de-France. Un succès marketing et commercial que le jeune homme vivait comme un « *accomplissement* », selon un de ses amis. Le chemin du cimetière, où il avait l’habitude de se rendre en trottinette, était son point de vente habituel.

Grâce à un minutieux travail de téléphonie, les policiers de la Crim’ vont bientôt isoler trois suspects potentiels. Ils s’aperçoivent que la ligne qui a contacté le 18 vers 6 heures du matin avait déjà borné aux abords de la rue du Cimetière entre minuit et 1 heure, soit à l’heure du crime. Et que deux autres lignes téléphoniques l’ont accompagnée durant ces deux trajets nocturnes à travers l’Île-de-France.

ENGRENAGE INFERNAL

Les enquêteurs identifient le requérant « *à l’air pas très net* ». Il s’agit d’un certain Mehrez Ayari, alors âgé de 36 ans, un Tunisien titulaire en France d’une carte de résident. Il n’habite pas dans le Val-d’Oise, mais à l’autre bout de la région, à Villejuif. A son casier, de nombreuses mentions pour trafic de stupéfiants, escroqueries, extorsions, vols avec armes, faux documents, violences ou encore menaces de mort, qui lui ont valu de passer en tout et pour tout deux ans et huit mois derrière les barreaux.

Le meurtre d’Alexandre B. serait-il un « *carottage* » qui a dégénéré ? Trois jours plus tôt, les deux autres passagers du convoi mortel, Karim B. et Youcef T., avaient été interpellés au domicile de ce dernier, à Bobigny, à la suite d’un renseignement désignant cette adresse comme un lieu de stockage alimentant le trafic de cannabis d’une cité de la ville. Libérés en raison d’un vice de procédure, Karim et Youcef avaient malgré tout perdu les 8 kilos de cannabis saisis par les policiers dans l’appartement.

Les deux hommes et Mehrez Ayari ont-ils cherché à se refaire en tentant de braquer le petit dealeur de la rue du Cimetière, après l’avoir contacté sur les réseaux sociaux en se faisant passer pour des clients ? C’est aujourd’hui la piste privilégiée par les enquêteurs de la brigade criminelle de Versailles. Mais dans le sillage des faits, les trois suspects du meurtre se sont évaporés, laissant les limiers de la Crim’ à leurs questions.

Le 7 novembre 2023, décision est prise de faire bouger le dossier, en lançant des perquisitions chez les proches des fugitifs. Ils se rendent notamment dans une barre d’immeubles de Villejuif, où vit la famille Ayari. Ils tirent un des frères de Mehrez du sommeil et le placent en garde à vue.

Très vite, des tas de papiers déposés sur sa table de nuit ou dans la commode de sa chambre attirent leur attention. Il s’agit de relevés bancaires de Mehrez, sur lesquels figurent des versements du revenu de solidarité active (RSA) et des reçus de « *mandats cash* » : les quelque 500 euros du RSA du fugitif ont été systématiquement retirés par un proche pour lui être transférés dans des bureaux tunisiens, marocains puis espagnols. Les policiers de la Crim’ tombent des nues : ils pensaient que leur suspect s’était

planqué en Tunisie, où il s’était enfui en passant par Nice quatre jours après le meurtre d’Alexandre B.

Entendu avenue de Paris, à Versailles, le grand frère s’enferme dans ses dénégations : il peine à dire la dernière fois où il a vu Mehrez, dans quel pays il se trouve ni ce qu’il y fait. Chauffeur VTC ? Dealeur ? En tout cas pas meurtrier : « *On peut faire des petites bêtises, des petits larcins, comme dans ma jeunesse. Je connais bien mon frère, ce n’est pas possible qu’il puisse tuer quelqu’un.* » Alors oui, la famille a bien constaté sa disparition depuis une grosse année, mais ils l’imaginaient en cavale pour une histoire de cambriolage. A l’issue de son audition, l’aîné de la fratrie est laissé libre.

Mais dans son téléphone, les policiers de la Crim’ vont retrouver plusieurs éléments intrigants. D’abord, un message de son frère Mehrez, daté du 14 octobre 2023, soit trois semaines avant la tentative d’assassinat de M. Vidal-Quadras : « *Salem frérot appelle moi quand t’es là je vais voir pour un calibre à Rotterdam [Pays-Bas].* » Mais surtout une vidéo de repérage, envoyée par un numéro néerlandais, où l’on voit l’homme politique espagnol au milieu d’une manifestation, une dizaine de jours avant l’attentat dont il a été victime.

Le 9 novembre 2023, à 1 300 kilomètres de la cellule de la Crim’ de Versailles de laquelle son frère est sorti la veille, un homme – suspecté d’être Mehrez Ayari – tire sur Alejo Vidal-Quadras. Il rate son contrat et s’enfuit, mais les policiers espagnols remontent rapidement le commando. Le 21 novembre 2023, ils arrêtent l’acheteur de la moto et une délinquante de Malaga. Le 17 janvier 2024, c’est un Vénézuélien qui est interpellé tandis qu’il tentait de passer la frontière entre son pays et la Colombie. Le 30 avril, la police espagnole annonce l’arrestation d’une femme impliquée « *dans le financement et la préparation de l’attentat contre Alejo Vidal-Quadras* ». Elle a été arrêtée aux Pays-Bas.

De nombreuses pistes explorées par la police espagnole mènent aux Pays-Bas, et plus précisément à l’un des plus puissants groupes criminels européens : la Macro Maffia, un cartel de narcotrafiquants de sinistre réputation qui règne sur l’Europe du Nord et que les enquêteurs espagnols soupçonnent d’avoir organisé la tentative d’assassinat du responsable politique.

Mais un rouage de cet engrenage infernal échappe encore aux policiers : quand et comment Mehrez Ayari serait-il entré en contact avec ce cartel de drogues ? Etait-il





déjà un soldat de la Mocre Maffia avant le meurtre d'Alexandre B. ? Un simple fugitif aux abois ayant accepté un contrat pour financer sa cavale ? Les accusations d'Alejo Vidal-Quadras contre le régime iranien soulèvent surtout une question abyssale : pourquoi un cartel spécialisé dans le trafic de drogues agirait-il pour le compte d'un Etat étranger ?

Ce groupe criminel, dont les membres sont en majorité issus de la communauté marocaine installée aux Pays-Bas, s'est imposé au fil des décennies comme un acteur incontournable du trafic de cannabis puis de cocaïne en Europe du Nord en faisant profiter les cartels sud-américains de ses entrées dans les ports d'Anvers (Belgique) et de Rotterdam. Fidèle à sa devise « *Wie praat, die gaat* » (« Celui qui parle mourra »), il sème la terreur aux Pays-Bas, multipliant exécutions et règlements de comptes.

Son audace et son appétit sans limites l'ont aussi conduit, ces dernières années, à sortir du cadre du narchomicide. La Mocre Maffia a assassiné deux journalistes, un avocat, intimidé des juges et des médias, et est allée jusqu'à menacer les plus hautes personnalités de l'Etat néerlandais, comme le premier ministre, Mark Rutte, ou la princesse héritière, Amalia. Sa figure la plus crainte, Ridouan Taghi, a ainsi été condamnée le 27 février 2024 à la réclusion à perpétuité, à l'issue d'un procès qui aura tenu les Pays-Bas en haleine pendant près de six ans, pour avoir commandité de nombreux meurtres.

« JE CRAINS ENCORE POUR MA VIE »
Mais ces homicides étaient tous liés aux activités criminelles du cartel. Alejo Vidal-Quadras n'avait, a priori, rien à voir avec l'univers du narcotrafic. La Mocre Maffia aurait-elle agi pour le compte de l'Iran, comme il l'affirme ? Il existe en tout cas des précédents. Selon les services de renseignement néerlandais, ce groupe criminel a déjà offert ses services au régime iranien. En janvier 2019, le ministre des affaires étrangères avait ainsi affirmé que Téhéran était responsable du meurtre de deux opposants iraniens, exécutés aux Pays-Bas en 2015 et 2017 par des tueurs à gages de la Mocre Maffia.

Trois mois après sa tentative d'assassinat, en février 2024, Alejo Vidal-Quadras a publiquement réitéré ses accusations contre le régime des mollahs. « *Je n'ai aucun doute sur le fait qu'il s'agit du régime iranien. L'Iran a une longue tradition d'activités terroristes extraterritoriales contre les dissidents et les étrangers qui les soutiennent* », a déclaré l'ancien

vice-président du Parlement européen lors d'une conférence de presse. « *Pour moi, il est évident que cet attentat a été commandité par Téhéran. Mais c'est une chose d'avoir une certitude, une autre de le prouver judiciairement*, explique-t-il au Monde. *Je me suis distingué de façon publique durant toute ma carrière comme l'un des principaux soutiens de la résistance iranienne, le mobile ne fait à mes yeux aucun doute. Je crains encore pour ma vie, la menace est toujours là* », s'inquiète l'ancien parlementaire, aujourd'hui protégé par des officiers de sécurité à chacun de ses déplacements en Espagne ou à l'étranger.

Tout au long de ses quinze années passées comme député au Parlement européen (1999-2014), Alejo Vidal-Quadras a en effet été un allié précieux de l'opposition iranienne. Son engagement auprès du Conseil national de la résistance iranienne, une coalition de groupes dissidents basée en France, dont les plus connus sont les Moudjahidin du peuple, lui avait d'ailleurs valu, en octobre 2022, un an avant l'attentat, d'apparaître en bonne place dans une liste noire des ennemis du régime iranien publiée par Téhéran.

Selon le quotidien espagnol *El Pais*, le parti d'extrême droite Vox, qu'il a fondé en 2014, a en outre reçu des fonds de la dissidence iranienne. En épluchant ses comptes pour les élections européennes de mai 2014, les journalistes se sont aperçus que 80 % de la campagne avaient été financés par 146 dons d'opposants iraniens, pour un total de 800 000 euros. Alejo Vidal-Quadras, qui était alors le président et la tête de liste du parti, a confirmé ces versements au Monde, évoquant des « *dons légaux de particuliers* » émanant de dissidents en exil.

Si l'hypothèse d'un crime d'Etat perpétré par un cartel de drogues peut à première vue sembler déroutante, elle ne surprend pas les experts du régime iranien. « *Téhéran est un spécialiste de la sous-traitance et recourt régulièrement à des groupes criminels pour éliminer des opposants à l'étranger. Il offre en retour asile et protection à leurs dirigeants* », explique Jason Brodsky, un chercheur spécialiste de l'Iran et « *policy director* » de United Against Nuclear Iran, une association américaine à but non lucratif œuvrant contre la nucléarisation de l'Iran.

« *Les autorités des pays concernés vont bien arrêter quelques opérationnels, mais ça remonte rarement plus haut. Cette utilisation des réseaux mafieux leur offre ainsi un "plausible denial", la possibilité de nier leur implication de façon plausible. Le bénéfice est largement supérieur au coût* », développe-t-il.

Y compris lorsque ces attentats échouent, comme celui qui a visé M. Vidal-Quadras ? « *Les projets d'assassinat d'Etat exécutés par des opérationnels négligents sont un grand classique*, poursuit-il. *Ce qui compte, c'est le "fear factor" : même si l'opération est un échec, le régime iranien insuffle la peur parmi ses opposants à l'étranger et leurs soutiens occidentaux.* »

INFORMATEUR DU FBI
Rares sont les interlocuteurs contactés par *Le Monde* à avoir accepté de s'exprimer sur ce dossier brûlant. « *C'est une affaire extrêmement sensible, car un Etat est potentiellement impliqué et il y a de possibles répercussions diplomatiques, même si nous n'avons à ce stade pas de preuves formelles d'une implication de l'Iran* », confie au Monde une source proche de l'enquête. Contactée à plusieurs reprises, l'ambassade d'Iran à Paris n'a pas donné suite.

Si la piste de l'attentat politique se confirme, Alejo Vidal-Quadras serait le premier homme politique européen victime d'une tentative d'assassinat commanditée par Téhéran. Mais il existe de nombreux précédents d'attentats déjoués ayant visé des responsables occidentaux. L'un d'entre eux, retentissant, s'est déroulé de l'autre côté de l'Atlantique. Selon les révélations faites en août 2022 par le ministère de la justice américain, John Bolton, l'ancien conseiller à la sécurité nationale de l'administration Trump, a lui-même échappé à une tentative d'assassinat fin 2021.

Selon les détails de l'enquête rendus publics, l'instigateur du complot était un Iranien de 45 ans, Shahram Poursafi, qui cherchait des contacts sur les réseaux sociaux au prétexte qu'il préparait un livre sur le haut fonctionnaire néoconservateur. Au fil de ses recherches, l'espion iranien, qui serait membre des gardiens de la révolution, les puissants services secrets de la République islamique, était tombé pour son plus grand malheur sur un informateur du FBI, à qui il avait demandé de lui trouver un tueur à gages. Un prix est convenu, autour de 300 000 dollars (environ 279 000 euros). Des repérages sont réalisés, une échéance est même arrêtée : avant la fin de l'année 2021.

Le FBI déjoue l'attentat, et le ministère de la justice accuse publiquement Téhéran : « *Ce n'est pas la première fois que nous découvrons des complots iraniens visant des Américains sur le territoire national, et nous travaillerons sans relâche pour les empêcher.* » Là encore, l'opération impliquait une sous-traitance à des réseaux criminels, pré-

« JE ME SUIS DISTINGUÉ DURANT MA CARRIÈRE COMME L'UN DES PRINCIPAUX SOUTIENS DE LA RÉSISTANCE IRANIENNE, LE MOBILE NE FAIT À MES YEUX AUCUN DOUTE »

ALEJO VIDAL-QUADRAS
ancien vice-président du Parlement européen

cise Jason Brodsky, sur le « *même schéma* » que l'attentat contre M. Vidal-Quadras : « *Un des individus impliqués dans ce complot était un Mexicain lié à un cartel.* » Comme à chaque fois qu'il a été mis en cause dans ce type d'affaires, l'Iran a démenti toute implication.

Depuis le 6 juin et l'arrestation aux Pays-Bas de Mehrez Ayari, le délinquant de Villejuif suspecté d'être devenu un tueur à gages à la solde de l'Iran, les polices européennes font la queue pour l'interroger. Il y a d'abord les Néerlandais, qui l'ont interpellé dans le cadre d'une nouvelle affaire de tentative de meurtre à connotation politique aux Pays-Bas, dernier chapitre de la vertigineuse fuite en avant du fugitif. Mais aussi les services espagnols, pressés de l'entendre à propos de l'attentat contre Alejo Vidal-Quadras.

A l'autre bout de la file d'attente, la brigade criminelle de la police judiciaire de Versailles attendra son tour : Mehrez Ayari ne devrait être mis en examen que dans l'affaire « *Tournesols* » : le meurtre du jeune Alexandre B. pour un « *carottage* » qui aurait mal tourné. ■

LORRAINE DE FOUCHER
ET SOREN SEELOW

CULTURES MONDE.



En partenariat avec
Le Monde

du lundi
au vendredi
11H – 12H

Julie Gacon

Mélanie Chalandon



L'esprit
d'ouverture

En pleine fièvre électorale, Bruxelles vise le déficit français

A quelques jours du premier tour des législatives, la Commission européenne va lancer une procédure pour déficits excessifs contre la France et six autres pays. C'est un échec pour Emmanuel Macron, qui a fait de la rigueur budgétaire un de ses marqueurs

BRUXELLES - bureau européen

Certes, c'était attendu. Mais, en ouvrant la voie, mercredi 19 juin, à une procédure pour déficit excessif contre la France, la Commission européenne s'immisce, bien malgré elle, dans la campagne hexagonale, à moins de deux semaines du premier tour des élections législatives anticipées. Alors que la période préscrutin voit fleurir les promesses de nouvelles dépenses dans tous les camps, sa décision relancera le débat sur les critères de Maastricht. « *Cela ne signifie pas un "retour à la normale", car nous ne vivons pas des temps normaux, et certainement pas un "retour à l'austérité", car ce serait une terrible erreur* », affirme le commissaire européen à l'économie, Paolo Gentiloni.

La Belgique, l'Italie, la Hongrie, Malte, la Slovaquie et la Pologne sont aussi épinglés, mais la France est l'un des Etats membres dont les comptes sont les plus dégradés. Pour Emmanuel Macron, qui avait fait du sérieux budgétaire l'une de ses marques de fabrique, c'est un désaveu. En juin 2018, le président avait emporté une victoire politique sur ce terrain, puisque la France était sortie de neuf ans de procédure pour déficits excessifs. Six ans plus tard, c'en est fini. Pour protéger les entreprises et les ménages face à la crise due au Covid-19, en 2020, puis à l'explosion des prix de l'énergie, après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022, Paris a ouvert les vannes des dépenses. Dans le même temps, les Vingt-Sept ont suspendu et réformé le pacte de stabilité et de croissance, qui a repris du service en 2024.

Les critères, au nom desquels le déficit public ne doit pas dépasser 3 % du produit intérieur brut (PIB) quand la dette doit rester contenue sous 60 % de la richesse nationale, n'ont pas disparu. Mais des flexibilités ont

été introduites. Si les pays hors des clous font des réformes de nature à doper la croissance, ils peuvent avoir plus de temps pour se mettre en règle : sept ans au lieu de quatre.

Les négociations entre les Vingt-Sept sur ces aménagements ont été difficiles et la portée de cette réforme en est sortie amoindrie. L'Allemagne, qui trouvait ces assouplissements laxistes, a obtenu que les pays sous procédure pour déficits excessifs soient contraints de réduire de 0,5 point de PIB par an leur déficit. La France a gagné du temps, puisque jusqu'en 2027, année de la prochaine présidentielle, cette obligation est allégée.

La Commission doit désormais proposer aux Etats membres d'ouvrir une procédure pour déficits excessifs contre la France lors d'une prochaine réunion des ministres des finances, probablement le 16 juillet. Mais ce n'est qu'une formalité, la France ne respectant aucun des critères budgétaires des traités européens. Son déficit public représentait 5,5 % du PIB en 2023, loin du plafond de 3 %, et ce ratio, selon la Commission, devrait atteindre 5,3 % en 2024 et 5 % en 2025. La dette devrait passer de 110,6 % de la richesse nationale en 2023 à 112,4 % en 2024 et 113,8 % en 2025, bien au-delà du critère de 60 %.

TRAJECTOIRE BUDGÉTAIRE

Une période de négociations entre Paris et Bruxelles s'ouvre et durera jusqu'à la fin de l'année. Vendredi 21 juin, la Commission transmettra à la France deux propositions de trajectoire budgétaire – sur quatre et sur sept ans – pour qu'elle se mette en règle avec le pacte de stabilité et de croissance. Le gouvernement français devra présenter un plan de retour à un déficit inférieur à 3 % du PIB avant le 20 septembre. Après quoi, la Commission rendra son évaluation finale en novembre, qui devra ensuite être validée par les Etats membres en décembre.

Si la France ne respectait pas ses engagements, elle pourrait se voir sanctionner, à

LA BELGIQUE, L'ITALIE, LA HONGRIE, MALTE, LA SLOVAQUIE ET LA POLOGNE SONT AUSSI ÉPINGLÉES, MAIS LA FRANCE EST L'UN DES ÉTATS MEMBRES DONT LES COMPTES SONT LES PLUS DÉGRADÉS



Le commissaire européen à l'économie, Paolo Gentiloni, le vice-président de la Commission européenne, Valdis Dombrovskis, et le commissaire européen à l'emploi et aux droits sociaux, Nicolas Schmit, à Bruxelles, le 19 juin. NICOLAS LANDEMAR/AF

partir de juin 2025 et à raison de 0,05 % de son PIB par semestre. Dans le passé, malgré ses contre-performances budgétaires, elle ne s'est jamais vu infliger la moindre amende. Pas plus qu'aucun autre Etat membre. Mais, assure-t-on à la Commission et dans les capitales, la réforme du pacte de stabilité prévoit des pénalités moins importantes pour qu'elles puissent justement être appliquées.

A Paris, on s'est préparé à l'ouverture de la procédure pour déficits excessifs. En avril, le gouvernement a présenté un programme de stabilité et de réforme, qui prévoit une baisse du déficit public sous les 3 % du PIB à l'horizon 2027. A Bercy, on assure que cette trajectoire tient compte de toutes les flexibilités offertes par le nouveau pacte de stabilité et qu'il n'est donc pas possible de prendre plus de temps pour y arriver. « *Ce sont ces flexibilités qui nous permettent de revenir sous les 3 % en 2027 et non plus vite, comme la plupart des autres pays de la zone euro* », y affirme-t-on.

Une chose est sûre, le gouvernement veut éviter, en pleine campagne électorale, d'être taxé d'une trop grande orthodoxie budgé-

taire. Au risque que ce soit l'UE qui, encore, soit accusée d'imposer des règles trop strictes.

« *Quel que soit le gouvernement, il devra présenter à la fin une stratégie de moyen terme qui colle avec les principes du nouveau pacte de stabilité et de croissance* », explique-t-on à Bercy. Pour l'heure, le Rassemblement national comme le Nouveau Front populaire proposent, peu ou prou, de revenir sur la réforme des retraites ou du marché du travail, préconisées par la Commission. L'alliance des gauches veut pour sa part s'extraire des règles budgétaires européennes.

Dans le viseur des agences de notation, la France a déjà vu l'écart de taux d'intérêt entre l'Allemagne et la France se creuser, à son désavantage, depuis que M. Macron a annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale, le dimanche 9 juin. « *Cela représente un coût annuel de 800 millions au bout d'un an, de 4 milliards au bout de cinq ans et de 9 à 10 milliards au bout de dix ans* », indique Bercy. Mercredi 19 juin, le CAC 40 a baissé après l'annonce de la Commission. ■

VIRGINIE MALINGRE

Les marchés renvoient Paris à son rang de mauvais élève du budget

En cas de crise financière, la Banque centrale européenne a les moyens d'intervenir. Elle exclut toutefois de le faire pour l'instant

Après les tensions qui ont suivi l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, les marchés financiers sont revenus à un calme précaire, malgré les interrogations sur l'issue des élections législatives et les doutes sur les finances publiques.

La surprise de la décision d'Emmanuel Macron a laissé des traces : mercredi 19 juin, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris accusait un repli de 5,4 % par rapport à son niveau du vendredi 7 juin, avant les élections européennes, et l'écart de rendement entre les obligations d'Etat françaises et allemandes était proche de 0,8 point de pourcentage contre moins de 0,5 point avant le scrutin. Cet écartement du « spread » franco-allemand, qui mesure la prime de risque exigée par les investisseurs pour détenir des titres émis par Paris, ne traduit pas pour autant un renchérissement marqué des coûts de finance-

ment de la France, ni une désaffection des investisseurs pour la dette qu'elle émet. A 3,16 %, le rendement des obligations françaises à dix ans est à peine supérieur à son niveau du début du mois et la demande lors de la dernière émission de l'Agence France Trésor, qui gère la dette et la trésorerie de l'Etat, a été près de trois fois et demie supérieure à l'offre.

Il reste que cet épisode a écorné l'image du pays, notamment dans l'esprit des investisseurs étrangers, qui détiennent plus de 53 % de la dette de l'Etat. « *La France a longtemps fait partie des meilleurs élèves de la zone euro. Aujourd'hui, elle est non seulement passée sous la moyenne de la classe, mais elle figure parmi les derniers. La situation de la dette et du déficit français est préoccupante* », résume Nicolas Forest, directeur des investissements de Candriam, gestionnaire d'actifs filiale de l'américain New York Life Investments.

Ce constat partagé pourrait bouleverser la hiérarchie des emprunteurs au sein de la zone euro. « *Est-ce que l'on peut imaginer que l'Italie s'endette moins cher que la France à un horizon de cinq ou dix ans ? Ça n'est pas impossible, même si l'Italie n'a pas non plus réglé tous ses problèmes* », dit François Rimeu, stratège chez Crédit Mutuel Asset Management.

Référence à l'Italie

La référence à l'Italie revient chez la plupart des observateurs, y compris pour estimer comment évoluerait une France dirigée par le Rassemblement national, l'un des scénarios jugés probables par les analystes en dehors de toute considération politique. La politique menée par le gouvernement de Giorgia Meloni depuis son accession au pouvoir à Rome a de quoi rassurer, en matière de finances publiques. « *Le programme qu'avait proposé Giorgia*

Meloni [la présidente du conseil italien] *avant de prendre le pouvoir était extrêmement déficitaire*, rappelle David Taieb, directeur des investissements en actifs cotés chez Sienna Investment Managers. *Ensuite, les audits qu'elle a menés, les discussions qu'elle a eues, notamment avec les autorités européennes, l'ont amenée à conclure qu'il y avait un certain nombre de choses qu'elle ne pouvait pas faire.* »

De quoi laisser espérer une « melonisation » du programme du RN, ce qui explique que le programme de ce dernier préoccupe moins les investisseurs interrogés que celui du Nouveau Front populaire. Au moins en attendant l'automne, lorsque le gouvernement, quel qu'il soit, présentera son projet de budget pour 2025. « *Les marchés ne font pas de politique : ce qui les inquiète, c'est que l'instabilité politique mène à un blocage du processus de consolida-*

tion budgétaire », estime Vincent Juvyns, stratège de J.P. Morgan Asset Management. Cette inquiétude incite à n'exclure aucune hypothèse, y compris celle d'une intervention de la Banque centrale européenne (BCE) pour ramener le calme sur les marchés si besoin.

L'institution s'est en effet dotée d'un outil taillé sur mesure pour ce type de situation : le « Transmission Protection Instrument » ou TPI, qui lui permettrait d'acheter, sans limites, de la dette sur les marchés pour empêcher une « fragmentation » de la zone euro, soit une évolution des conditions de financement des pays membres que ne justifierait pas la situation de leur économie, autrement dit une hausse des taux liée à une attaque spéculative qui aurait un effet de contagion dans la zone euro.

Créé en 2022 après une forte augmentation des primes de risque sur les emprunts d'Etat ita-

liens, le TPI n'a jamais été utilisé à ce jour. Et l'économiste en chef de la BCE, Philip Lane, a laissé entendre, lundi 17 juin, dans un entretien à Reuters que l'évolution des rendements français ne justifiait pas d'y recourir, notant que les récents mouvements de marché ne constituaient « *pas une dynamique désordonnée pour le moment* ». L'utilisation de cet outil aurait un prix pour le pays aidé puisqu'elle impliquerait des contreparties en matière de rigueur budgétaire et d'évolution de la dette publique.

« *Le TPI, c'est un peu la force de dissuasion nucléaire de la BCE : il est là pour ne pas être utilisé et pour dissuader les marchés d'aller tester les limites*, résume M. Juvyns. *La BCE a montré par le passé qu'elle était capable d'activer ce type de mécanisme. Elle pourrait donc intervenir, mais on est encore très loin du seuil de crise.* » ■

MARC ANGRAND



Une mégacure d'austérité préconisée par la BCE

À LONG TERME, le retour aux objectifs budgétaires officiels de l'Union européenne (UE) nécessiterait une vaste cure d'austérité, selon un article de recherche publié mercredi 19 juin par la Banque centrale européenne. Au total, pour revenir à une dette publique de 60 % du produit intérieur brut (PIB) d'ici 2070, les vingt pays de la zone euro devraient, en théorie, réduire de façon structurelle leurs dépenses de 5 % du PIB, en commençant dès 2025. Une telle consolidation budgétaire n'est pas sans précédent, souligne l'article, mais ne s'est produite dans l'histoire qu'après une grave crise des finances publiques.

Les calculs comprennent deux dimensions. La première est la simple prise en compte des finances publiques déjà détériorées des pays de la zone euro. Après la crise de la zone euro, la pandémie de Covid-19 et le choc de l'inflation, de nombreux pays, dont la France, sont très loin de l'objectif officiel d'une dette publique de 60 % du PIB, comme l'exigent les traités européens.

Défis de long terme

Pour atteindre cette limite d'ici à 2070, il faudrait une baisse des dépenses publiques de 2 % du PIB par an en moyenne. La Slovaquie, l'Italie et la France, avec plus de 4 % de consolidation nécessaires, sont les trois pays les plus exposés, selon ce calcul.

A ce dérapage actuel, largement documenté, s'ajoutent trois défis de long terme, qui vont sévèrement peser sur les finances publiques, selon l'étude. Le premier est l'immense bombe démographique, avec le vieillissement de la population et la baisse de

la natalité. Cela va alourdir le coût des retraites et des systèmes de santé. Pour faire face, les dépenses publiques devraient augmenter de 1,4 % du PIB, selon l'étude. La France est l'un des pays les moins exposés de ce point de vue, tandis que l'Espagne (3 % de dépenses supplémentaires), la Belgique (2 %) et l'Allemagne (presque 1,5 %) sont parmi les plus fragiles.

Economies drastiques

Le second défi est le retour de la guerre en Europe. Pour atteindre l'objectif de l'OTAN d'un budget de la défense atteignant 2 % de PIB, les pays de la zone euro devraient augmenter leurs dépenses de 0,5 % du PIB. Là encore, la France est moins exposée, étant déjà presque à l'objectif officiel.

Le troisième défi est le changement climatique. L'article part de l'hypothèse que l'UE honorera sa promesse de « zéro émission nette » d'ici à 2050, permettant de limiter le réchauffement à 2 °C. D'une part, cela nécessiterait une hausse des dépenses de 0,4 % de PIB par an. D'autre part, la hausse des événements climatiques extrêmes aurait un coût important, atteignant 2 % du PIB par an d'ici à 2032 pour les huit pays les plus touchés.

L'étude conclut à un coût budgétaire total d'environ 5 % de PIB par an, allant de presque 10 % pour la Slovaquie à moins de 1 % pour l'Estonie. Plusieurs nations européennes majeures seraient contraintes à des économies drastiques : l'Espagne et la Belgique (autour de 8 %), l'Italie (près de 7 %) et la France (un peu moins de 6 %, soit l'équivalent d'un tiers du budget de l'Etat). ■

ÉRIC ALBERT

Privatiser l'audiovisuel public, l'idée du RN qui alarme le secteur

En cas de victoire, le parti veut céder Radio France et France Télévisions

Chaque jour de la campagne électorale qui passe apporte son lot d'hypothèses sur les projets du Rassemblement national (RN), en cas de victoire aux législatives, pour l'audiovisuel public. Dès le lundi 10 juin, le porte-parole du RN et député du Nord Sébastien Chenu confirmait que l'objectif de son parti restait identique à celui qu'il défendait lors de l'élection présidentielle de 2022, à savoir la privatisation.

La perspective provoque des sueurs froides à France Télévisions et à Radio France, les deux sociétés visées en priorité, mais aussi chez les producteurs et le milieu de la création audiovisuelle en général. « *Aucun pays européen ne s'est risqué à privatiser l'audiovisuel public* », rappelle une tribune signée par quarante et une organisations professionnelles fustigeant un « *projet dangereux pour les Français* » et pour « *ce pilier de notre démocratie et de notre culture* ».

Elle suscite aussi quelques doutes du côté des chaînes privées, dont le cours en Bourse n'a pas tardé à décliner. Après avoir atteint un niveau plancher vendredi 14 juin (7,45 euros par action pour TF1, soit une baisse de 16 % par rapport au vendredi 7 juin, et 12,04 euros pour M6, soit -12 % en cinq jours), les valeurs ont remonté, sans avoir retrouvé leur niveau d'avant les européennes.

À TF1, on préfère garder le silence sur le sujet, afin de ne pas « *participer au débat politique* ». « *Nous ferons valoir nos analyses sectorielles à l'issue de l'élection au gouvernement qui sera en place* », indique-t-on. De même, l'Association des chaînes privées (groupes TF1, M6,

Altice et Canal+), actuellement présidée par Rodolphe Belmer, le directeur général de TF1, ne s'invite pas non plus dans le débat. Mais tout le secteur s'accorde sur un principe : on n'accueille pas davantage de convives à partager un gâteau qui rétrécit quand on ne souhaite pas maigrir.

Au sein d'une des chaînes privées, les responsables ont fait les comptes. D'un côté, un budget de France Télévisions qui avoisinerait les 3 milliards d'euros dans quelques années (aujourd'hui, il est de 2,4 milliards). De l'autre, des recettes publicitaires qui devraient passer de 3,5 milliards en 2022 à 3,1 milliards en 2030, d'après une étude de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) et publiée en 2023. Dans ces conditions, « *la privatisation serait une catastrophe. A moins de diviser le nombre de chaînes par deux* ».

Conditions aux acquéreurs

Côté RN, on assume la privatisation sans se montrer précis. Lundi 17 juin, Damien Toumi, candidat RN de la Somme, a assuré sur France Bleu Picardie que « *des chaînes comme France 2 ou France 3 (...) seront privatisées* ». À l'entendre, son parti souhaite « *conserver à la fois RFI et France 24, qui représentent la France et l'étranger, mais aussi Arte, Franceinfo et les radios France Bleu, qui permettent de garder une proximité* ».

Une affirmation que corrige le cabinet de Marine Le Pen : à part France Médias Monde (France 24, RFI et MCD), sur lequel le parti souhaite garder la main, le reste serait

« **Notre objectif, c'est de renforcer l'audiovisuel français face aux plates-formes comme Netflix** », assure un député RN sortant

proposé à la vente, « *même les antennes locales de France 3 et France Bleu* ». « *Nous ne sommes pas contre l'audiovisuel public, et nous n'allons pas faire ça à la hache* », assure un député RN sortant, qui envisage de garder une chaîne, afin de « *la dédier à l'histoire et à l'éducation, ce qui devrait déjà être le cas* ». Mais « *notre objectif, reprend-il, c'est de garder notre souveraineté audiovisuelle, et de renforcer l'audiovisuel français face aux plates-formes comme Netflix* ».

Cet argument, TF1 et M6 le brandissaient en 2022, lorsque les deux groupes ambitionnaient de fusionner. Fin mai, le député RN de l'Oise Philippe Ballard a déposé une proposition de loi afin que les chaînes privées puissent en acquérir de nouvelles plus facilement. Car malgré la baisse tendancielle du marché publicitaire de la télévision, et tandis que celui du numérique ne cesse de progresser (d'où le lancement récent des plates-formes TF1+ et M6+), l'écran du salon continue d'attirer les convoitises. Pour preuve, les dossiers déposés par TF1, mi-mai, auprès de l'Arcom, afin d'obtenir deux autorisations supplémen-

taires de diffusion dans le cadre de la procédure d'attribution de quinze fréquences de la TNT.

Alors que le RN précisera son programme dans les prochains jours, l'entourage de M^{me} Le Pen ajoute que des conditions seront posées aux éventuels acquéreurs. « *Quand on vendra France 3, on pourrait mettre, dans les obligations, la nécessité de garder des antennes locales. On verra l'échelon : départemental, régional...*, explique ainsi Renaud Labaye, le bras droit de l'ancienne candidate à la présidentielle. *Ce que l'on garde, c'est une radio pour passer des messages d'urgence, et une voix de la France à l'étranger* ». Afin de pouvoir s'adresser à tous les Français en cas de crise majeure, l'Etat avait conservé jusqu'en 2017 la diffusion de France Inter en grandes ondes. Depuis leur disparition, plusieurs antennes, et non une seule, sont susceptibles d'être mobilisées dans ce cas de figure.

En marge de sa venue sur RTL, le mardi 11 juin, Jordan Bardella a pris soin d'assurer aux dirigeants du groupe M6 que la privatisation n'était pas, à ce stade, une priorité. Il n'a pas dit si la pérennisation du budget de l'audiovisuel public, menacé par la fin de la redevance et l'absence de solution au-delà du 31 décembre prochain, en constituait une autre. « *A priori, on va vers la budgétisation* », reconnaît notre député RN. Soit un financement susceptible d'être réactualisé, plutôt à la baisse, chaque année : un scénario plus plausible que celui de la privatisation, mais aussi moins inquiétant pour les chaînes privées. ■

AUDE DASSONVILLE

Régulation de l'IA : bataille à Bruxelles entre créateurs de contenus et acteurs de la tech

La transparence des données utilisées par l'intelligence artificielle cristallise les tensions

Où en est la bataille entre les grands fabricants de modèles d'intelligence artificielle (IA) et les ayants droit de contenus sur le front de la régulation ? Mercredi 19 juin a eu lieu à Bruxelles la première réunion du Comité de l'IA (AI Board) créé par le règlement européen AI Act pour associer les Etats-membres de l'Union européenne à la mise en œuvre de ce texte qu'ils ont approuvé début février.

Mais, pour l'instant, les discussions sur l'application de la mesure la plus contestée pendant la négociation de ce texte (la transparence sur les contenus utilisés pour entraîner les modèles d'IA) sont loin d'avoir abouti. Et le bras de fer entre industriels de l'IA et créateurs de contenus continue.

La description du type d'informations que le fabricant devra fournir sur les textes ou images utilisés pour entraîner ses modèles n'est pas attendue avant le « *printemps 2025* », pour une mise en œuvre de la mesure attendue en juillet ou en août, précise un fonctionnaire de la Commission européenne. « *La réflexion est en cours* », explique-t-on tout en notant que ce point n'est pas à ce stade la « *priorité numéro un* » : la Commission vient de créer officiellement le « bureau de l'IA », placé au sein de la direction du commissaire au marché intérieur, Thierry Breton, et chargé de la supervision de ce vaste texte.

Trente de ses agents ont été recrutés et 140 sont attendus d'ici à

la fin 2024. La Commission est aussi occupée sur les premières mesures à mettre en application : sous six mois, l'interdiction de certains usages de l'IA, dont l'identification biométrique en temps réel sauf pour les forces de l'ordre, sous certaines conditions ; ou encore les standards à utiliser pour évaluer performances et risques liés aux grands modèles d'IA.

Difficile mise en pratique

La question de la transparence des données d'entraînement est scrutée de près par les fabricants d'IA et les ayants droit. En effet, elle a fait l'objet d'une rude bataille de plusieurs mois, avant d'aboutir à un compromis politique : l'AI Act prévoit que les industriels doivent fournir un « *résumé suffisamment détaillé* » des contenus utilisés, mais aussi que leur droit au « *secret des affaires* » sera pris en compte. En effet, les industriels de l'IA, dont les start-up françaises comme Mistral, soutenues par la France, avaient argué que trop de transparence les forcerait à révéler leurs méthodes de fabrication à leurs concurrents.

Comment mettre en pratique cette disposition ? « *Un résumé détaillé, c'est un oxymore. Je m'interroge sur le caractère opérationnel de la mise en œuvre de la mesure* », explique Pierre Petillaud, directeur général de l'Alliance pour la presse d'information générale, qui, sans attendre, a demandé début juin l'ouverture de négociations sur la rémunération

des articles et images utilisés pour l'entraînement des modèles, dans un courrier adressé à 25 fabricants, dont OpenAI, Google, Mistral ou Meta. « *Il faut trouver un juste milieu* » entre la volonté des ayants droit et celle des industriels de l'IA, estime Thomas Courbe, le directeur général des entreprises au ministère de l'économie, qui représente la France au Comité de l'IA. « *Il y a un travail à faire pour détailler la mise en pratique des résumés suffisamment détaillés* », ajoute-t-il. *C'est pour cela que le gouvernement a confié deux missions sur le droit d'auteur au Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique. Ces propositions nourriront nos positions au niveau européen.* »

La première de ces missions concerne la mesure de l'AI Act, et son résultat est attendu « *fin 2024* », et la seconde les modèles d'affaires

envisageables pour l'utilisation des contenus dans l'IA, « *courant 2025* », explique la juriste spécialiste du droit d'auteur Alexandra Bensamoun, qui coordonne les deux études. Ces travaux pourraient être évoqués lors du sommet de l'IA à Paris début février 2025 et dont un des thèmes de travail inclut le droit d'auteur.

D'ici là, certains ayants droit demandent déjà à la nouvelle Commission d'aller plus loin : « *Même avec une vraie mise en œuvre de l'AI Act, nous n'aurons qu'une solution temporaire à un problème bien plus large, si on ne règle pas les ambiguïtés du cadre légal existant* », ont plaidé fin avril dans une lettre douze organisations de créateurs de contenus, demandant un nouveau texte législatif qui compléterait l'AI Act et la directive de 2019 sur le droit d'auteur. ■

ALEXANDRE PIQUARD

L'Association pour la danse contemporaine met au concours un poste de

Directrice/Directeur artistique et général-e 100%

La directrice/le directeur assurera la gestion de l'ADC ainsi que la conception et l'organisation de la saison chorégraphique.

Lieu de travail — Pavillon ADC — Genève

Entrée en fonction — 1^{er} juin 2025

Délai de candidature — 22 août 2024

Annonce complète — www.pavillon-adc.ch



PERTES & PROFITS | AGRICULTURE
PAR PHILIPPE ESCANDE

Chine-Malaisie : la diplomatie du durian

Sa carapace le dispute à son odeur dans l'extravagance. Une coque brune hérissée de grosses pointes qui cache de grosses graines recouvertes d'une chair onctueuse et fruitée. Le durian, c'est le fruit roi en Asie du Sud-Est – si ce n'était son odeur, qui l'interdit dans les transports publics tant elle est insupportable : un mélange de vieille chaussette, de té-rébenthine, d'excrément de porc, voire de vomi, selon les variétés et la maturation.

Les Chinois en raffolent, mais il est cher car importé en quasi-totalité. A tel point qu'il est devenu un signe statutaire pour la classe moyenne, au même titre qu'un bon vin. Selon *The Economist*, la variété haut de gamme Musan King, cultivée en Malaisie, peut coûter jusqu'à 60 euros pièce.

Autant dire que quand le premier ministre chinois, Li Qiang, a atterri à Kuala Lumpur, en début de semaine, le gouvernement malais a sorti le tapis rouge et s'est empressé de signer avec Pékin un accord ouvrant la voie à l'exportation libre de durians frais vers l'empire du Milieu.

Particulièrement courtisée

Un tel accord avait déjà été signé avec les voisins thaïlandais, vietnamiens et indonésiens. Puis Li Qiang, après ce dessert odorant, s'est attaqué à d'autres plats plus classiques : achèvement d'une ligne de train qui pourrait conduire à la Chine, accord sur

les technologies de production et sur l'économie numérique. Rien de plus naturel, la Malaisie est devenue une plaque tournante industrielle incontournable et son premier partenaire commercial est de loin la Chine.

Comme le Vietnam, la péninsule malaise est courtisée par les industriels occidentaux, et notamment américains... pour contourner la Chine. Intel investit des milliards de dollars pour développer ses usines de semi-conducteurs sur l'île de Penang. En Asie du Sud-Est, on pratique ce que les Vietnamiens appellent la diplomatie du bambou, à la fois forte et très flexible. Joe Biden est reçu au Vietnam avec les mêmes honneurs que Vladimir Poutine, qui vient d'y atterrir ce 20 juin.

La région entend être la grande gagnante de la nouvelle mondialisation qui se dessine. La Malaisie a d'ailleurs fait part de son intention d'intégrer le club des BRICS, comprenant Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud, et qui réunit maintenant plus d'une dizaine de pays. Les Américains savent que cette proximité avec Pékin trouve ses limites avec les nombreux contentieux sur les zones de mer de Chine, illustrés encore par l'arraisonnement de bateaux philippins par les militaires chinois, révélé ce mercredi 19 juin. Comme lorsque l'on mange le durian, il faut parfois se pincer le nez pour rester à table et déguster ce fruit si crémeux. ■

Comment Huawei a survécu au bannissement occidental

La firme chinoise s'est réinventée par la diversification et l'innovation

La marque a réintégré le top 4 des fournisseurs de smartphones avec 15,5 % de part de marché

L'accès à des composants de pointe et à la suite logicielle de Google (Chrome, Drive, Gmail, Maps, etc.). Et la marque a disparu des classements mondiaux. « Dans le domaine de l'électronique grand public, l'expérience est essentielle, l'absence de services Google en particulier est problématique », admet un responsable européen de la marque. Ses ventes se sont d'autant plus effondrées que pour ménager ses finances elle a dû vendre sa sous-marque Honor. En mai, encore, de nouvelles mesures de rétorsion ont été prises à Washington empêchant à Qualcomm et Intel de fournir à Huawei leurs meilleurs semi-conducteurs.

Chiffre d'affaires en hausse

Attaqué, Huawei l'a aussi été sur son autre activité, la fourniture d'infrastructures télécoms, qui constitue à ce jour 51 % de ses revenus. Washington a réussi à persuader plusieurs de ses alliés de restreindre ou de cesser toute collaboration avec le groupe chinois. Une vingtaine de pays occidentaux ont obtempéré comme le Japon, le Canada, l'Australie, ou en Europe, la France, le Royaume-Uni... Pour autant, Huawei reste de loin le premier acteur du sec-

teur avec 30 % de part de marché. Sur son dernier exercice fiscal, l'entreprise a présenté un chiffre d'affaires en hausse de 10 %, à hauteur de 100 milliards de dollars (93,16 milliards d'euros) pour un bénéfice de 13 milliards de dollars en progression de 144 %. Sa meilleure performance des quatre dernières années. Et l'entreprise a démarré l'année 2024, pied au plancher, avec un bénéfice net en progression de 564 % (2,7 milliards de dollars).

Cette résilience du groupe tient pour beaucoup à sa capacité de continuer à innover. Il a consacré près de 25 % de ses revenus à la recherche et développement en 2023, soit 23 milliards de dollars. Et, en septembre 2023, il a dévoilé de nouveaux smartphones équipés de puces gravées en 7 nanomètres, soit un degré de perfectionnement que les sanctions américaines visaient précisément à empêcher. La sortie de ces appareils a permis à Huawei de se repositionner comme un des acteurs majeurs dans son marché intérieur. Au premier trimestre 2024, la marque a réintégré le top 4 des fournisseurs de smartphones avec 15,5 % de part de marché, non loin de Vivo (17,4 %), Honor (16,1 %) et Apple (15,7 %), mais avec une croissance de 70 %.

Le groupe a, par ailleurs, réussi, selon un rapport daté du jeudi 30 mai du cabinet Counterpoint, à s'emparer du titre de premier constructeur mondial de téléphones pliables, devant Samsung, qui a pourtant été la première marque à populariser ce type de produits. Désormais Huawei occuperait 35 % de part de marché contre seu-

lement 23 % pour le groupe de Séoul sur ce segment naissant mais en forte augmentation (+ 49 % au premier trimestre).

Le groupe ne désespère pas de voir son bannissement se terminer, bien que les sanctions qui le frappent fassent l'objet aux États-Unis d'un consensus. Huawei continue par ailleurs à diversifier ses activités, principalement à destination de son marché intérieur, où elle est présente dans les secteurs de l'énergie, de l'automobile électrique, du cloud et de l'intelligence artificielle. « Les sanctions ont limité la capacité de Huawei à pénétrer les marchés américain et européen, mais l'ont incité à mettre les bouchées doubles pour assurer son autonomie technologique », constate Thomas Husson du cabinet d'études Forrester. « Malgré le consensus sur la menace chinoise partagé par les responsables démocrates et républicains aux États-Unis, il y a des voix qui s'élèvent pour dire que les sanctions pénalisent des entreprises américaines », note Julien Nocetti, chercheur à l'Institut français de relations internationales.

La question se pose, par exemple, pour Apple dont la Chine est le deuxième plus grand marché. En visite à Pékin en mars, Tim Cook, son patron a insisté sur « la relation symbiotique » entre la marque à la pomme et l'empire du Milieu. Et ce alors même qu'en réponse aux sanctions américaines, Pékin a donné consigne en septembre aux employés des administrations de ne plus se présenter au travail avec un appareil de la firme américaine. ■

VINCENT FAGOT

Centre-Val de Loire : deux sous-traitants auto ferment leur site

Les usines des équipementiers Pullflex et Impériales Wheels cessent la production d'ici à la fin de l'année, 236 salariés sont concernés

BLOIS - correspondant régional

Depuis l'annonce, on est encore sous le choc. Il nous a fallu neuf jours pour commencer à en parler à l'extérieur », se justifie Murielle Tassaert, 43 ans, coordinatrice logistique et secrétaire du comité social et économique (CSE) de Pullflex, à Saint-Martin-le-Beau (Indre-et-Loire). Elle se remémore mille fois la scène, à la fois brutale et aseptisée. Le 10 juin, le directeur général Europe de ce fabricant de garnitures pour l'industrie automobile, son directeur des ressources humaines et le responsable de l'usine ont convoqué les représentants des 56 salariés.

« Ils nous ont demandé de nous asseoir et ont lancé un diaporama bien ficelé sur l'histoire de l'entreprise, sa gamme de produits, les conséquences du Covid-19, de la guerre en Ukraine, du coût de l'énergie... Puis les deux dernières diapos ont présenté un « transfert d'activité » et un « planning des prochaines réunions ». On s'est tous regardés. A aucun moment, ils n'avaient prononcé le mot « fermeture », comme s'ils n'assumaient pas. »

L'ensemble des salariés se sont finalement fait expliquer que leur usine allait cesser de produire d'ici à la fin de l'année, faute de rentabilité. Ce petit sous-traitant de Renault et Stellantis, installé à 20 kilomètres de Tours, fabrique depuis 1968 les mousses de garni-

ture qui, cachées sous de la feutrine, habillent l'habitacle. Les salariés étaient encore 280 il y a vingt ans, avant que les commandes ne se délitent, peu à peu. Ce qu'il reste de la production – une dizaine de millions d'euros de chiffre d'affaires annuel – sera délocalisé en Eure-et-Loire, en Slovaquie et au Portugal, où Howa, la maison mère nipponne, est présente.

Ultime commande

« Ici, on est tous à peu près au smic. On n'a jamais rien réclamé pour ne pas causer de tort aux repreneurs successifs, et voilà le résultat », résume M^{me} Tassaert. Ici, le RN a remporté 33,5 % des suffrages aux dernières élections européennes, un peu plus que la moyenne nationale (31,4 %). Candidat à sa réélection, Daniel Labaronne (Rennaissance, Indre-et-Loire), est allé parler aux ouvriers. Il dit avoir appelé Bercy et veut agir pour que le PSE soit généreux. Maxime Maintier, son rival LR, peste contre ces « constructeurs automobiles qui affichent d'excellents résultats tout en tournant le dos aux ouvriers français ». Il réclame « une droite sociale, qui saura lutter contre le dumping social ». Les salariés ont refusé une rencontre avec le candidat Reconquête !.

À Diors (Indre), les 180 ouvriers d'Impériales Wheels, le dernier fabricant français de jantes aluminium, s'apprentent à connaître un sort similaire. La direction s'était déclarée en cessation de paie-

ments auprès du tribunal de commerce le 22 février 2024... la quatrième fois en dix ans. Une audience était prévue jeudi 20 juin, mais aucune offre de reprise n'a été déposée, ce qui rend le placement en liquidation judiciaire inéluctable. Cette fin est d'autant plus amère que les salariés devaient reprendre l'activité dans dix jours dans leurs nouveaux locaux, au Poinçonnet.

Il y a deux ans, l'entreprise avait reçu 60 millions d'euros de la région, de l'Etat et de l'Union européenne pour moderniser la ligne de production. Cette semaine, l'ultime commande a été honorée. Une vingtaine d'ouvriers se sont photographiés autour de la toute dernière jante, fraîchement peinte et usinée, tout en brandissant un drapeau tricolore et en souriant pour la postérité. Aux dernières élections européennes, à Diors, le RN atteignait 47,5 %.

Pour ces salariés, une nouvelle vie, loin de l'univers automobile, est à construire. Les plus jeunes pourraient retrouver un emploi rapidement. Les plus vieux vivront jusqu'à l'âge de la retraite. « On en a qui ont répété la même tâche pendant vingt ans, habitent au village et n'ont pas le permis de conduire », explique Muriel Tassaert, la secrétaire du CSE chez Pullflex. « La DRH leur parle déjà de cellule de reclassement, d'actions de formation, d'aide à la mobilité. Pour eux, c'est vertigineux. » ■

JORDAN POUILLE



PODCASTS
Le goût de M

INSTAGRAM
@M_magazine

EN VENTE DÈS DEMAIN

Des médicaments génériques sur la sellette

Bruxelles demande la suspension de centaines de produits, dont la conformité est mise en doute

Casse-tête en vue pour les Etats membres de l'Union européenne (UE). La Commission européenne a notifié aux Vingt-Sept la suspension des autorisations de mise sur le marché de plusieurs centaines de médicaments génériques commercialisés sur le continent. Bruxelles, qui se fonde sur un avis émis par l'Agence européenne des médicaments (EMA), invoque « l'insuffisance des preuves concernant la fiabilité des données d'essai », en particulier des études de bioéquivalence, qui visent à démontrer qu'un médicament générique libère la même quantité de substance active dans l'organisme que le médicament de référence qu'il copie.

Les laboratoires pharmaceutiques sont sommés d'y mettre bon ordre au plus vite en fournissant de nouvelles données scientifiques conformes aux exigences de qualité européennes. Problème : la liste des médicaments notifiés, à laquelle aucun Etat membre n'échappe, est longue. L'EMA compte près de 2250 références touchées, l'Allemagne arrivant en tête avec 208 références, devant les Pays-Bas (188), le Portugal (112) et la France (98).

En pratique, le chiffre est plus réduit, nombre d'entre elles concernant un même médicament vendu sous des présentations (gélules, comprimés, injections, poudre à diluer...), des dosages et dans des pays différents. Ainsi, pour la France, l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) recense tout compte fait 72 génériques affectés.

Mettre en péril

Malgré tout, refaire des études de bioéquivalence nécessite du temps, et l'injonction de la Commission pourrait mettre en péril l'équilibre déjà précaire de l'approvisionnement en produits de santé sur le continent. Faut-il retirer de la vente les génériques listés, au risque de créer des pénuries de médicaments déléteres pour les patients, ou maintenir sur le marché ces produits aux dossiers réglementaires non conformes en attendant leur régularisation ? Bruxelles laisse le choix à chaque Etat membre de décider, produit



par produit de la conduite à suivre, en donnant la possibilité de reporter la suspension de deux ans pour les génériques jugés « d'une importance cruciale au niveau national », et dont les alternatives existantes pourraient ne pas être disponibles en quantités suffisantes.

L'Hexagone n'a pas encore tranché. L'ANSM doit se prononcer sur les 72 génériques identifiés en France avant le 24 juin. Parmi les traitements sur la sellette figurent plusieurs antirétroviraux, utilisés dans le traitement de l'infection par le VIH (sida), des antidiabétiques (metformine, sitagliptine, vildagliptine), des anticancéreux ciblant des cancers du sein, du pancréas ou du sang, des antipileptiques (topiramate, la cosamide), mais aussi des génériques de l'olanzapine, indiqués dans les troubles bipolaires et la schizophrénie, de la betahistine (contre les vertiges) ou encore du propofol, un anesthésique courant à l'hôpital, et du tadalafil, copie du médicament de référence Cialis, connu pour ses effets similaires au très populaire Viagra.

L'autorité de santé indique qu'« il n'y a pas de risque identifié pour les patients traités par l'un de ces médicaments », dont beaucoup sont commercialisés depuis de nombreuses années. L'agence est actuellement en train d'évaluer la situation au cas par cas en concertation avec les laboratoires pharmaceutiques. Une grande partie des principaux génériques opérant sur le territoire, dont Biogaran, Viatris, Sandoz, Arrow ou EG Labo, ont au moins un médicament inscrit sur la liste de l'EMA. Informés de la procédure européenne depuis plusieurs mois, certains ont toutefois d'ores et déjà soumis les résultats de nouvelles études de bioéquivalence. Les éventuelles suspensions pourraient, en conséquence, être moins nombreuses qu'anticipées.

Inspection de routine

La décision de Bruxelles frappe par l'importance du nombre de médicaments et de laboratoires pharmaceutiques (plus d'une centaine de génériqueurs, petits

ou grands, sur tout le continent). Comment l'expliquer ? Pour cela, il faut remonter au point de départ en Inde, dans les bureaux de Synapse Labs.

L'histoire débute en novembre 2020. L'agence espagnole du médicament mène alors une inspection de routine dans les locaux de la société indienne, installée à Pune dans la région du Maharashtra. Le sous-traitant ne fabrique pas de médicaments, mais il fournit pour les laboratoires pharmaceutiques, dont de très nombreux industriels vendant leurs traitements en Europe, des services de recherche et développement allant de la conduite d'essais cliniques à la réalisation d'études de pharmacovigilance ou de bioéquivalence.

A ce titre, l'entreprise est donc soumise aux contrôles des autorités sanitaires des différents pays dans lesquels ses clients opèrent. Ces dernières peuvent ainsi venir s'y assurer que les prestations effectuées respectent les normes internationales de bonnes pratiques.

Lors de sa visite en 2020, le gendarme du médicament espagnol relève cependant des irrégularités « jetant de sérieux doutes sur la validité et la fiabilité des données des études » dans les dossiers de bioéquivalence examinés de 2009 à 2019, note un rapport de l'EMA. Une nouvelle inspection du sous-traitant indien en novembre 2022 confirme les observations constatées deux ans plus tôt. L'agence espagnole alerte alors l'Agence européenne des médicaments le 27 juin 2023.

S'ensuivent plusieurs mois d'échanges entre l'autorité de

Les laboratoires pharmaceutiques sont sommés de fournir au plus vite de nouvelles données scientifiques

LES CHIFFRES

70

C'est, en pourcentage, la part des génériques dans les ventes annuelles de médicaments en Europe. En France, 4 boîtes de médicaments délivrées sur 10 sont des génériques

72

C'est le nombre de médicaments génériques concernés en France par une possible suspension de leur autorisation de mise sur le marché

- 30

C'est, en pourcentage, la différence de prix, en moyenne, dans l'Hexagone entre un médicament générique et le médicament de référence qu'il copie. Un écart générateur d'importantes économies pour l'Assurance-maladie

santé de l'UE et Synapse Labs, au cours desquels l'EMA examine minutieusement les dossiers litigieux, avant de recommander, le 21 mars, la suspension des autorisations de mise sur le marché d'une partie des génériques testés par Synapse Labs qui sont commercialisés en Europe. Deux mois plus tard, le 24 mai, l'avis de l'EMA se transforme finalement en injonction de la Commission européenne.

L'affaire met surtout en exergue une faiblesse bien connue de l'industrie pharmaceutique, à savoir sa forte dépendance à quelques gros fournisseurs ou prestataires mondiaux, aux différents maillons de la chaîne du médicament. A l'image de la fabrication de principes actifs, concentrée pour certaines molécules très consommées, dans les mains d'une poignée d'industriels. Pour éviter l'écueil, certains laboratoires diversifient leurs sources. Mais cela a un coût que tous ne veulent pas, ou parfois ne peuvent pas, assumer. ■

ZELIHA CHAFFIN

ÉNERGIE

Des salariés du nucléaire se mettent en grève

Des salariés du secteur de l'énergie se sont mis en grève, jeudi 20 juin, à la suite de l'appel de la CGT, notamment dans plusieurs centrales nucléaires d'EDF, contre un projet de réforme de la grille des salaires de la branche, a appris l'AFP. Ces actions visent à faire pression sur une séance de négociations prévue jeudi et à dénoncer des premiers niveaux de rémunération « en dessous du smic », a indiqué la CGT. - (AFP)

AUTOMOBILE

Les ventes d'hybrides progressent en Europe

Les ventes de voitures particulières hybrides ont continué à progresser en Europe en mai, tandis que les autres motorisations reculent, selon les chiffres publiés jeudi 20 juin par l'Association européenne des constructeurs automobiles. Les véhicules à essence et diesel représentent désormais moins de la moitié des ventes sur le continent, alors que les hybrides ont atteint 29,9 % des ventes en mai (+ 16,2 % en un an). Les électriques représentent 12,5 % du marché, en net recul sur un an (- 12 %). - (AFP)

Danone compte sur le vieillissement pour se relancer

Le groupe agroalimentaire français dévoile sa nouvelle stratégie, qui fait la part belle à la nutrition médicale

En mars 2022, Antoine de Saint-Affrique, fraîchement nommé à la tête de Danone, dévoilait son plan stratégique. A cette occasion, la communauté financière avait été conviée à Evian-les-Bains (Haute-Savoie), aux sources historiques de l'entreprise agroalimentaire. Et le nouveau directeur général mettait en exergue une innovation : une bouteille d'Evian avec des bulles.

De la tradition à la modernité. Près de deux ans plus tard, cap est mis sur les Pays-Bas et le futur. Les investisseurs ont, en effet, été invités à visiter, mercredi 19 juin, le centre de recherche d'Utrecht avant de prendre, le lendemain, le chemin d'Amsterdam, pour une présentation stratégique. Un choix qui n'a rien d'anodin, sachant que les équipes scientifiques réunies en Hollande se focalisent sur la nutrition spécialisée, infantile et médicale.

Or, M. de Saint-Affrique a décidé de faire des boissons nutritionnelles destinées aux gens âgés ou malades un des moteurs de développement de Danone. Un fer de lance de sa stratégie pour assurer une croissance rentable, dont il

dessine une nouvelle étape. En 2022, le directeur général du groupe connu pour ses marques Activia, Alpro, Actimel ou Volvic avait, en présentant son plan « Renew Danone », conforté le fleuron du CAC 40 sur ses trois métiers : les produits laitiers et d'origine végétale, les eaux en bouteille et la nutrition spécialisée.

Risques de dénutrition

Le premier reste toujours le cœur du leader mondial du yaourt. Il représente la moitié de son chiffre d'affaires qui a atteint 27,6 milliards d'euros en 2023. La nutrition spécialisée pèse pour sa part 8,3 milliards d'euros, dont 40 % pour ses applications médicales.

Antoine de Saint-Affrique évoque l'Inde ou l'Asie du Sud-Est comme de possibles territoires de conquête

Mais son taux de croissance (6,7 %) et sa marge opérationnelle (20,8 %), comparée aux 12,6 % du groupe, font miroiter de belles perspectives. D'autant que Danone mise sur le vieillissement de la population mondiale pour dopper le marché. Il se propose d'étouffer une gamme de produits adaptés comme les Fortimel, un complément nutritionnel oral hyperprotidique et hyperénergétique aromatisé pour lutter contre les risques de dénutrition.

Le groupe évoque d'autres pistes qui pourraient soutenir sa croissance. Comme celle de la consommation hors domicile. Ou encore l'extension de ses zones d'activité géographique. Il évoque l'Inde ou l'Asie du Sud-Est comme de possibles territoires de conquête. Dans ce contexte, Antoine de Saint-Affrique a donné quelques perspectives financières aux investisseurs. Il table sur une croissance annuelle à données comparables comprise entre 3 % et 5 % sur la période 2025-2028. Et fixe comme objectif une croissance plus rapide du résultat opérationnel courant. Mais rien n'est dit sur la marge opérationnelle.

Le directeur général de Danone estime qu'il a construit des bases solides au sein du groupe pour entamer cette nouvelle phase de croissance. En effet, en deux ans, il l'a restructuré et s'est séparé de près de 10 % de son chiffre d'affaires. Sans avoir parfois toute la maîtrise des opérations.

Ainsi, la guerre en Ukraine a précipité la décision de sortir de Russie. Mais le piège russe s'est refermé sur Danone et sa filiale de produits laitiers et végétaux, qui représentait 6 % de son chiffre d'affaires et 7200 salariés, est finalement passée entre les mains d'un proche de Vladimir Poutine. Solder une aventure d'une trentaine d'années dans ce pays lui aura coûté 1,2 milliard d'euros.

Vague de cessions

Le groupe agroalimentaire français a également dû provisionner dans ses comptes, en 2023, une perte de plus de 400 millions d'euros liée à la vente des marques de produits laitiers biologiques Horizon Organic et Wallaby aux Etats-Unis au fonds d'investissement américain Platinum Equity. Ces marques étaient en-

trées dans le périmètre du numéro un mondial du yaourt lors de l'acquisition de la société WhiteWave en 2017 pour un coûteux chèque de 11,7 milliards d'euros. Ces différentes dépréciations ont fait fondre le résultat net. Après avoir été divisé par quasiment deux en 2022, à 959 millions d'euros, il s'est encore érodé en 2023, à 881 millions d'euros.

Après cette vague de cessions, à laquelle s'ajoute celle de Michel & Augustin à l'italien Ferrero, Danone se dit prêt à considérer des acquisitions qui renforceraient son modèle. Il a ainsi récemment jeté son dévolu sur deux petites sociétés de nutrition médicale, l'une en Pologne, Promedica, l'autre aux Etats-Unis, Functional Formularies. Des signes tangibles de ses nouvelles priorités. « Le Danone d'aujourd'hui n'est plus celui d'il y a deux ans. Les bases sont en place pour que la science, les consommateurs et les patients soient véritablement au cœur d'une entreprise toujours plus en phase avec sa mission unique, centrée sur la santé », conclut M. de Saint-Affrique. ■

LAURENCE GIRARD

VICHY (ALLIER) - envoyée spéciale

Sous l’immense voûte en bois du Palais du lac, le silence semble écraser les 145 personnes assises, immobiles, de part et d’autre des 36 tables en PVC. Des rideaux couleur bordeaux leur masquent la vue sur l’Allier et la rive droite de Vichy, la ville où se déroulent traditionnellement les oraux du certificat d’aptitude au professorat d’éducation physique et sportive, le Capest ; autrement dit, l’ultime étape avant de devenir « prof d’EPS ».

Voilà cinquante-deux ans que la cité thermale et ses 26 000 habitants accueillent ces épreuves. Chaque année, tout au long du mois de juin, les candidats s’y succèdent, sur une durée de quatre à six jours chacun, pour passer leurs cinq oraux. Dès la publication des listes des étudiants admissibles, fin avril, c’est la ruée sur les logements à louer, campings inclus. Le soir, au bord de l’Allier, des petits groupes de jeunes prennent place en terrasse pour commenter leurs performances du jour.

Les installations de la ville, sa situation géographique centrale et sa capacité hôtelière en font le lieu idéal pour recevoir les quelque 4 000 personnes concernées par le concours : les candidats, mais aussi les membres du jury (311 cette année), les accompagnateurs (parents, amis et même enseignants) ou encore des futurs candidats, en première année de master Staps (la filière universitaire préparant au Capest), soucieux de repérer les lieux en prévision de l’année suivante.

En ce mois de juin, ils sont 1 310, dont un tiers de femmes, issus d’universités publiques et privées, à « passer Vichy », comme ils disent. Parvenus au terme de cinq années d’études, ils ont franchi, en mars, le cap escarpé des deux épreuves écrites (de cinq heures chacune), qui ont laissé les 2 700 autres concurrents sur le carreau. Reste le dernier obstacle : les oraux.

« Début de l’épreuve ! » A peine le signal résonne-t-il dans le Palais du lac – un ancien garage à bateaux reconverti en salle d’examen – que le bourdonnement des voix emplit l’espace de 4 500 mètres carrés. A chaque table, deux jurés font face à un candidat un peu endimanché. « Tenue correcte exigée », préviennent les panneaux d’affichage à l’extérieur. En retrait de 1 mètre environ derrière le concurrent, un « auditeur » tord le cou pour tenter de saisir des bribes d’échange. Mais la consigne est stricte : interdiction d’approcher. Comme pour tous les concours, les oraux sont ouverts au public, chacun peut y assister en spectateur. A l’extérieur, des accompagnateurs mais aussi de futurs concurrents de la session 2025 attendent pour suivre l’oral de leur choix.

« N’ALLEZ JAMAIS SEULS À VICHY ! »

Les épreuves débutant à 7 heures, certains se sont levés à l’aube pour ne rien rater. Alors qu’il commence à pleuvoir, Hugo – seuls les pré-noms des étudiants et de leurs proches sont cités –, 21 ans, en master 1 à Rouen, prend son mal en patience : plus de place pour assister à l’oral portant sur un cours d’athlétisme, il devra attendre le tour suivant. « Nos professeurs nous ont fortement conseillé de venir, explique-t-il. Pour nous familiariser avec le lieu et le fonctionnement afin d’être plus sereins l’année prochaine. » Les chiffres donnent la mesure du défi à relever : la filière enseignement de l’EPS attire de 3 500 à 5 000 candidats par an ; en moyenne, seul un sur quatre réussit le concours. En 2023, 28 % des étudiants venus à Vichy ont vu leurs efforts couronnés de succès dès leur première participation, 33 % des candidats étaient des redoublants. Pour la session 2024, les résultats sont attendus à partir du 21 juin.

L’épreuve la plus redoutée a peu à voir avec le sport : c’est l’« oral 3 », commun à tous les concours de recrutement des enseignants en collège et lycée. L’idée, après un entretien dit « de motivation », est de soumettre le candidat à deux « mises en situation professionnelle » afin d’évaluer son aptitude à « s’approprier les valeurs de la République, ainsi que les exigences du service public ». Exemple de « situation » pour la session 2024 : « Vous êtes professeur d’EPS dans un lycée professionnel, trois élèves mettent du temps à sortir des vestiaires, un de leurs camarades vous explique qu’ils terminent de faire leur prière... »

La plupart des étudiants s’avouent souvent décontenancés par ces questions liées à la laïcité, aux différentes formes de harcèlement ou à la transidentité. Bien sûr, ils se sont déjà frottés à l’enseignement au cours de stages en



ANTOINE MOREAU DUSAULT

Le marathon des profs d’EPS

Chaque année, depuis 1972, Vichy accueille des milliers d’étudiants pour les oraux du certificat d’aptitude au professorat d’éducation physique et sportive, l’un des concours les plus sélectifs de l’éducation nationale

établissement et ont pris en charge seuls une classe durant leur dernière année de master, mais ils restent encore un peu « verts ». Selon les formateurs et les membres du jury, il n’y a pas de réponse type ; l’essentiel est que le candidat montre sa connaissance du cadre légal, sa capacité à travailler avec le reste de l’équipe pédagogique et, surtout, à s’adapter.

Au Palais du lac, les candidats planchent maintenant sur l’oral concernant leur discipline de prédilection. Cheveux bruns tirés en arrière, blazer noir, Léa, 22 ans, en Staps à Marseille, semble sourde au brouhaha : concentrée, elle doit, pendant une heure, analyser et commenter la vidéo d’une leçon de danse avec des élèves de 1^{re} face aux deux jurés, un homme et une femme, en s’aidant de la tablette mise à sa disposition. Elle a eu trois heures pour se préparer. Comment améliorer le geste de l’élève ? Quel suivi pédagogique envisager ? Que faire pour adapter le cours à une classe de 6^e ? Elle est mitraillée de questions. Sous la table, ses talons aiguilles martèlent le sol au rythme des réponses.

Au bout d’une heure, le second signal est donné : « Fin de l’épreuve ! » En sortant de la salle, Léa se dit plutôt sereine. A l’extérieur, sa mère, Karine, l’attend, fébrile : « Alors ? » Au

LA FILIÈRE
ÉDUCATION
PHYSIQUE ET
SPORTIVE ATTIRE
DE 3 500 À
5 000 CANDIDATS
PAR AN ;
EN MOYENNE,
SEUL UN SUR
QUATRE RÉUSSIT
LE CONCOURS

ton de sa voix, on sent que les derniers jours ont été éprouvants. « Elle était très tendue », soupire cette Avignonnaise. Agente administrative, elle a pris une semaine de congé, loué un appartement à Vichy. « C’est un budget, dit-elle, 350 euros, mais je voulais deux chambres pour que Léa se sente dans les meilleures conditions possibles. » A Vichy, il n’est pas rare de croiser d’autres parents qui, comme Karine, s’emploient à gérer les courses, la cuisine, à faire le chauffeur, à panser, à rassurer, suivant le conseil prodigué aux étudiants par leurs formateurs : « N’allez jamais seuls à Vichy ! »

Les enseignants de Staps, souvent très engagés dans le suivi de leurs étudiants, viennent parfois eux-mêmes, sur leur temps libre et leurs deniers, « coacher » leurs protégés. Ainsi, Valérie Amic, enseignante en escalade et pédagogie didactique à l’UFR Staps de l’université Paris-Descartes, essaie d’être présente une ou deux semaines chaque année. « On mange, on dort, on respire Capest pendant ces journées très denses pour les étudiants », confie-t-elle.

On serait presque tenté de sourire : ce n’est tout de même pas médecine, ou Polytechnique... Pourtant, il faut bien se rendre à l’évidence : les futurs professeurs d’EPS sont sou-

mis à rude pression durant ces journées comportant cinq épreuves – trois oraux, deux examens pratiques de sport –, quand les étudiants d’autres disciplines (maths, français, langues...) n’en passent que deux, et qui plus est, dans une ville de l’académie à laquelle est rattachée leur université. A cela s’ajoute un enjeu crucial : l’aboutissement, pour ces jeunes, d’un cursus dont l’unique but est, depuis leur choix d’orientation, de devenir enseignant en EPS, ce qui n’est pas forcément le cas des autres étudiants.

Avant d’atteindre le Graal, le parcours n’a rien de simple. Au programme : sciences sociales et scientifiques (biologie, anatomie, physiologie, biomécanique...), sciences humaines (psychopédagogie, sociologie), sans oublier des cours d’histoire de l’EPS, les stages (avec rapport à la clé) et une langue étrangère. Si le sport ne représente qu’un tiers des enseignements, la plupart des étudiants sont inscrits en club et, souvent, s’entraînent les soirs, les week-ends. Bref, l’EPS n’est jamais un choix par défaut, mais un projet de longue haleine.

On songe alors à certains épisodes, heureux ou malheureux, de corde à nœuds, de lancer de javelot ou de piscine de nos années collège et lycée, et à nos enseignants à l’immuable survêtement. Avaient-ils bénéficié du même enseignement que les générations actuelles ? « Mais oui ! », s’exclame Agnès Pacquelin, la soixantaine, professeure de savate-boxe française à Paris-Descartes. Ces études offrent un haut niveau d’exigence depuis longtemps, nous sommes d’ailleurs les enseignants les mieux formés, nous connaissons parfaitement tous les stades du développement de l’élève. »

« DUALISME CARTÉSIEN »

Cette femme dynamique, qui a « passé [s]on Vichy » en 1985 et en a été plusieurs fois membre du jury, s’interrompt : deux de ses protégés sortent de l’oral. Celle que ses étudiants ont surnommée « Maman boxe » court aux nouvelles. A Hugo, boxeur mince et rigolard, qui peine à masquer son angoisse derrière ses blagues, elle martèle : « Tu es légitime, allez, répète : “Je suis légitime, je mérite d’être là.” » « Légitimité » : le terme revient en permanence dans la bouche des uns et des autres. Même si les choses ont beaucoup évolué, le professeur d’EPS souffre du cliché tenace du « prof chrono-sifflet-ballon ». « Il y a toujours eu un dualisme cartésien entre le corps et l’esprit débouchant sur l’idée, ancrée dans la société, qu’“après tout” on n’est “que” prof d’EPS », analyse Guillaume Dietsch, enseignant en Staps à l’université Paris-Est-Créteil et coauteur d’Une histoire politique de l’EPS. Du XIX^e siècle à nos jours (De Boeck Supérieur, 2022).

Comme pour tenter d’effacer ce stigmate de l’image d’un « enseignant de seconde catégorie », les études de la filière comportent une partie importante d’histoire de la discipline, les distinguant une nouvelle fois des autres facultés. En mars, les 3 310 candidats présents aux épreuves écrites ont eu cinq heures pour démontrer « comment les enseignants d’éducation physique et sportive ont promu les valeurs du sport depuis 1936 ». Vaste entreprise...

« Notre discipline a constamment besoin de rappeler d’où elle vient et qu’elle s’est battue pour gagner sa place dans l’enseignement, avance Adrien, qui a troqué le costume (« prêté par le beau-frère de ma sœur ») contre un short et des claquettes. Au risque d’en faire un peu trop parfois. » Ce jeune homme de 21 ans est installé avec deux copains de l’université de Toulouse au camping Les Acacias, non loin du Palais du lac. Adrien a préféré quitter la Seine-et-Marne pour intégrer le master 2 à Toulouse, où il habite « à cinq minutes de vélo de la fac », car les transports vers son université parisienne lui prenaient trop de temps, au détriment de ses études et de ses entraînements de triathlète. Sur la table du « salon », dans le petit bungalow que partagent les trois garçons pour 350 euros la semaine, un tapis de repasage et un fer, « pour les chemises ».

La tenue, « cela fait partie d’un cérémonial que nous tentons de maintenir », précise Carole Sève, la présidente du jury. « Les règles sont très strictes, parfois même un peu trop, concède-t-elle en souriant, mais cela participe du côté initiatique. Et, dans l’imaginaire des professeurs d’EPS, ça représente vraiment quelque chose. » Tous évoquent avec nostalgie « leur » Vichy, un rite de passage vécu comme une épreuve mais aussi un adoubement, signant l’entrée dans le monde du travail en même temps que dans l’âge adulte ; et, surtout, un « socle commun », disent-ils, contribuant à souder encore davantage la tribu des profs d’EPS. ■

VALÉRIE LÉPINE



en vente
actuellement

En kiosque



Dès mercredi 19 juin



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Magazine

Nos services

Lecteurs

Abonnements

Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71
de 9 h à 18 h (prix d'un appel local)

Le Carnet du Monde

carnet@mpublicite.fr

POUR DÉPOSER AU MONDE VOS DOCUMENTS CONFIDENTIELS

www.sourcerys.fr





Le Carnet

Vous pouvez nous faire
parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
*(en précisant impérativement
votre numéro de téléphone
et votre éventuel numéro
d'abonné ou de membre
de la SDL)*

soit sur le site :
<https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet
reviendra vers vous
dans les meilleurs délais
pour vous confirmer
la parution.

 carnet@mpublicite.fr

<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Naissance

Clémentine Phi Yen

est très heureuse d'annoncer la naissance de sa petite sœur,

Liv My Anh,

à Paris, le 7 juin 2024.

Valériane et Vincent,
ses parents
ainsi que
Rosine et David CAMROUX,
ses grands-parents,
partagent cette immense joie.

Décès

Nous avons la grande tristesse d'annoncer que

Jean-Claude BARBION,

nous a quittés le lundi 17 juin 2024.

Vanessa et Xavier Barrier,
Jennifer Barbion,
Prune Barbion et Franck Mongodin,
ses enfants,
Julien et Caroline Dubreuil,
ses beaux-enfants,
Bethsabée, Lila, Ondine, Noam,
Oscar, Lilly et Shiloh,
ses petits-enfants,

vous proposent de nous réunir une dernière fois autour de lui pour une cérémonie religieuse qui aura lieu le mardi 25 juin, à 14 h 30, en l'église Saint-Germain, 4, place Charles de Gaulle, à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).

L'inhumation aura lieu au cimetière de Morainvilliers, rue de la Fosse Rouge, à Morainvilliers (Yvelines), où il reposera pour l'éternité auprès de son épouse,

France BARBION-RITTE.

« Quand on aime les gens,
ils meurent bien sûr.
C'est-à-dire qu'ils s'absentent
un petit peu.
Jamais personne de ceux
que j'ai aimés n'est mort. »
Georges Brassens.

Tina Bernachon-Irisarri,
son épouse,
Justine, Augustin et Eugénie Bernachon,
ses enfants
et leurs conjoints,
Catherine et Pierre Baillet,
sa sœur et son beau-frère,
Ignacio et Katy Irisarri, Txen Irisarri,
Pilar de la Béraudière, Miguel et Alma Irisarri,
ses beaux-frères et belles-sœurs,
Ses neveux et nièces,

ont l'immense tristesse de faire part du décès du

docteur Patrice BERNACHON,

survenu le 14 juin 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée par le père Mikel Epalza, aumônier des marins, ce vendredi 21 juin, à 16 heures, en l'église Saint-François-Xavier de Socoa (Pyrénées-Atlantiques).

Une soirée musicale sera donnée en son souvenir au mois de septembre Maison Nattier.

tina.bernachon@free.fr

Pierre-Alexandre et Lidiane, Marianne et Anne, Stella et Cyril, Myrtô et Alma, Aris et Salomé, Mariana, Gabriel, Suzanne, Sabine, Sophie et David et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de leur père, grand-père, frère et oncle,

Samuel Lazare BLIMAN,
enfant caché pendant la guerre,
professeur d'université,

survenu le 17 juin 2024, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

Ils rappellent le souvenir de son épouse,

Méry LIBERMAN
(1931-2019)

et de ses parents,

Izrael Jankiel BLIMAN
(1900-1942?)

arrêté le 14 mai 1941, interné à Beaune-la-Rolande, déporté sans retour le 28 juin 1942

et

Chawa SZTEJN,
épouse BLIMAN
(1906-1994)

qui, au 15, rue du Clos, Paris 20^e, n'ouvrit pas la porte à la police française le 16 juillet 1942.

Ils expriment leur profonde reconnaissance à toutes les personnes qui, à l'hôpital et à la maison, prirent soin de lui avec une immense et inlassable humanité.

Les obsèques auront lieu le mercredi 26 juin, à 10 h 30, au cimetière parisien de Bagneux.

La présidente de l'université de Lorraine,
Le doyen de la Faculté de médecine de Nancy,
Le professeur Marc Braun,
Le Club des professeurs honoraires,
La communauté universitaire et hospitalière,
Le personnel BIATSS,
Les étudiants,

ont la très grande tristesse de faire part du décès,

M. le professeur Jacques BORRELLY,
professeur des Universités,
praticien hospitalier en chirurgie thoracique et en anatomie,

survenu le 15 juin 2024.

Les obsèques seront célébrées ce vendredi 21 juin, à 10 heures, en l'église d'Heillecourt (Meurthe-et-Moselle).

Nos pensées vont à son épouse, ses enfants, ses petits-enfants et toute sa famille.

Sa famille

a la douleur de faire part du décès de

Claudine CERON,
née ROCHE,

dans sa cent unième année, le 18 juin 2024, à Sornac, en Corrèze.

Georges (†) et Monique Chaboud-Rasson,
ses parents,
Christian Chaboud et Luise Donner,
Alain et Suzi Chaboud,
ses frères et belles-sœurs,
Victor, Louise, Lorraine, Léonard, Matthew, Peter, Yannick et Kiri,
ses neveux et nièces,
Hélène Lagrange et Delphine Rateau,
ses belles-sœurs,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

François CHABOUD,

survenu le 5 juin 2024, à Paris, à l'âge de cinquante-sept ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce vendredi 21 juin, à 14 h 30, en l'église Saint-Léon, 1, place du Cardinal Amette, Paris 15^e.

La famille de

M. Patrice CHEVALLIER,

a le regret d'annoncer son décès, survenu le 13 juin 2024, à Erquy, à l'aube de ses soixante-dix-huit ans.

Diplômé de l'ENA promotion Thomas More, il sera notamment directeur de cabinet des ministres Roger Quillot, Paul Quilès et conseiller auprès de Jean Auroux. Tant comme président du FIAP-Jean Monnet que comme responsable au Secours Catholique, il aura partagé ses engagements entre combats politiques et vie associative.

Les obsèques ont été célébrées à Erquy, dans l'intimité familiale.

Emmanuel et Rodolphe Chevallier, ses enfants,
Sébastien, Thibault et Gabriel Chevallier, ses petits-enfants,
Juliette et Maxime Chevallier Giantsios, ses arrière-petits-enfants,
Patricia Lisette, sa nièce,
et ses enfants, Axel et Ambre, Parents et alliés,

ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel de

M. Bernard CHEVALLIER,
commandeur de l'ordre des Arts et des Lettres, conservateur général honoraire du patrimoine,

survenu à Paris 19^e, fauché brutalement par une voiture, dans sa quatre-vingt-unième année.

Le service religieux sera célébré le lundi 24 juin 2024, à 17 heures, en la chapelle de la fondation Eugène-Napoléon, 254, rue du Faubourg Saint-Antoine, Paris 12^e.

Un registre sera mis à disposition.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité, le mercredi 26 juin, dans le village familial en vallée Bance (Eure).

Au lieu de fleurs et couronnes, il aurait souhaité des dons à la société des Amis de Malmaison.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Suresnes.

Antoine,
son fils,
Julie,
sa petite-fille
Et ses proches,

ont la tristesse d'annoncer la disparition de

Anne DAVOT,
née DUQUESNOY,
journaliste,

survenue le 15 juin 2024, à Courbevoie, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques auront lieu le 26 juin, à 14 heures, à Maison-Ponthieu, dans la Somme.

Une soirée en son honneur sera également organisée à son domicile, au 2, chemin des Roses, à Suresnes (Hauts-de-Seine), le 29 juin, à partir de 18 heures.

Julien et Alex, Marianne, Anouche, Cécile, Zoé, Salomé
Et toute sa famille,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Dominique DELPRAT,

survenu le 16 juin 2024, jour des grands hommes si important pour lui, dans son paradis avec le soleil et le Mont-Blanc.

Vous pourrez vous recueillir au funérarium d'Ugine, le lundi 24 juin, à 14 heures.

Ce moment sera suivi d'une cérémonie laïque, à 14 h 30.

Dom sera ensuite inhumé, au cimetière de Saint-Nicolas-la-Chapelle.

Vous serez ensuite conviés à une collation, au « plano07 ».

Sandrine Girbal,
sa compagne,
Marie-José et Alain Jaubert,
ses tante et oncle,
Aurélia Jaubert, Chrystel Jaubert, Frédéric Fleischer, Naomi Fleischer, Tsipora Fleischer, Muriel Chemin, Carine Chemin,
ses cousins et cousin
Et tous ses fidèles amis,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de notre cher

Balthazar GIBIAT,
historien, journaliste,

survenu le 14 juin 2024.

L'inhumation aura lieu ce vendredi 21 juin, à 14 h 30, au cimetière marin de Tréboul, à Douarnenez.

La famille Grosjean,
Tous ses amis,

font part du décès de

Maxime GROSJEAN,

survenu à Bourg-en-Bresse, le 15 juin 2024, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Ses funérailles auront lieu le lundi 24 juin, à 13 heures, au crématorium de Viriat (Ain).

pauline.a.grosjean@gmail.com
elise.grosjean.eg@gmail.com

Isabelle,
son épouse,
Lavinia,
sa fille
Et toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Dominique JAILLARD,
professeur d'histoire des religions à l'université de Genève,

survenu le 14 juin 2024, à Genève.

La cérémonie sera célébrée le samedi 22 juin, à 10 h 30, en l'église de Ceyzérieu (Ain).

Cet avis tient lieu de faire-part.

2, rue de la Charrière,
01350 Culoz-Béon.

Anne, Pierre-Charles, Hélène et son conjoint,
ses enfants,
Cédric, Adrien, Victor,
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès, survenu dans sa quatre-vingt-neuvième année, de

Irène MARIEN,
née DENARIEZ.

Une cérémonie aura lieu en l'église Sainte-Marie-Madeleine de Montchauvet (Yvelines), ce vendredi 21 juin 2024, à 10 heures.

Téhéran. Londres. Zellik. Bruges. Ostende. Los Angeles. Orlando. Gentilly. Gesvres. Saint-Germain-sur-Ille.

Parvin, Agnès, Manoucher, Dariush, Yvonne,
Ses autres neveux et nièces,
Ses petits-neveux et petites-nièces
Et toute la famille,

font part du décès de

Shapour MOHTASHAMI,

survenu le 16 juin 2024, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Une cérémonie d'adieu aura lieu le lundi 24 juin, à 13 h 30, à la maison mortuaire de l'hôpital Paul-Brousse, 12-14, rue Paul-Vaillant-Couturier, à Villejuif (Val-de-Marne).

La famille remercie toutes les personnes qui s'associeront à sa peine.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les urnes de

Raymond Camille Auguste MOLARD
(1902-1990)

et de son épouse,

Lucie,
née DEVOILLE
(1901-1986),

seront inhumées dans le caveau familial du cimetière de la Villette, Paris 19^e, ce vendredi 21 juin 2024, à 15 h 30, lors d'une cérémonie intime.

Hélène Nguyen,
son épouse,
Ses enfants
et leurs conjoints,
Ses huit petits-enfants,
Sa famille
Et ses amis,

ont la tristesse d'annoncer le décès du

docteur Pierre NGUYEN,
ancien chef de service de pédopsychiatrie du centre hospitalier d'Argenteuil,

survenu le 15 juin 2024, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

La crémation aura lieu le mardi 25 juin, à 11 heures, au crématorium de Rosières-près-Troyes (Aube).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Paris.

Claire,
Caroline, Jérémie, Benjamin, Cyril, Emmanuelle, Gaëlle, Pablo, Noa, Mathis, Léna, Lou, Maé, Mila, Marvin,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Marcel PAPPO,
dit Papouch,

survenu le 12 juin 2024.

Il restera auprès de nous à Bellevue.

La famille
Et les amis,
de

Michel VANDESTIEN,
artiste et décorateur cinéma et théâtre,

ont la tristesse de faire part de son décès, survenu le samedi 15 juin 2024, à Roubaix, à l'âge de soixante-quatorze ans.

Anniversaire de décès

Un an déjà,

Philippe SEILER,

le 21 juin 2023, nous quittait.

Il restera toujours dans nos cœurs.

Laurette,
sa maman,
Carine et Marc,
sa sœur et son beau-frère,
Noémie, Sacha, Tom et Nina,
ses nièces et neveux,
Sa famille
Et ses nombreux amis.

Souvenir

Paris.

Olivier Henri BONNEROT,

décédait le 20 juin 2023.

In memoriam.

Un événement heureux doit être partagé !



Le Monde

Le Carnet

Pour toute information :
carnet@mpublicite.fr
Prix à la ligne : 24,60 € TTC.



Jean-Paul Montanari, dans son bureau, à L'Agora, cité internationale de la danse, à Montpellier, le 10 juin.
CÉLINE ESCOLANO/SAIF IMAGES

ENTRETIEN

Aux commandes du festival Montpellier Danse depuis 1983, Jean-Paul Montanari, 76 ans, figure bâtitseuse du paysage chorégraphique contemporain, signe une 44^e et ultime édition aussi attractive que solide, valorisant les univers d’auteurs, comme le Britannique Wayne McGregor, le Japonais Saburo Teshigawara ou le Français Ange-lin Preljocaj.

Cette 44^e édition est celle de votre départ en tant que directeur du festival. Dans quel esprit l’avez-vous conçue ?

J’avais la volonté de revenir à la création, de soutenir les artistes, qui en ont de plus en plus besoin. Montpellier est l’un des rares en-droits où l’on coproduit encore massivement les œuvres. Cette édition est quasi exclusivement composée de créations d’artistes. Et quand je parle de création, c’est comme la recherche en médecine. L’artiste plonge dans l’inconnu, invente de nouveaux ges-tes, de nouveaux rapports à l’es-pace. Curieusement, je suis beau-coup allé chercher à l’étranger. Il faut dire que je laboure toujours le même champ : celui de l’écri-ture, de moins en moins présente chez nous. C’est donc le cosmo-politisme qui préside cette année – c’est-à-dire le fait de se nourrir de plusieurs cultures. D’ailleurs, il y a trois villes dans lesquelles je vais souvent pour me ressourcer et trouver de nouveaux artistes : Marrakech [Maroc], Tel-Aviv [Israël] et Montréal [Canada]. Mais j’ai la sensation, comme un écrivain écrit toujours la même œuvre, d’imaginer toujours un peu le même festival.

Il n’y a curieusement pas d’image sur les affiches pour présenter cette édition. Pour quelle raison ?

J’ai élaboré cette programmation avec mon équipe dans un état d’esprit un peu différent. Comment travailler normale-ment alors que la guerre est à nos frontières ? Il y a un affaiblisse-ment du monde occidental, comme d’ailleurs de la démocra-tie. La danse contemporaine, elle aussi, qui est une invention occi-dentale, perd son essence pour céder la place à une esthétique mon-dialisée à la TikTok, invention chi-noise diabolique. Il n’y a donc pas

« Le corps est un lieu de résistance à l’idéologie »

A l’occasion de sa dernière édition en tant que directeur, Jean-Paul Montanari revient sur l’évolution de la danse depuis qu’il a pris les commandes du festival Montpellier Danse, en 1983

d’image pour cette édition. Rien que des lettres sombres sur fond blanc pour parler du deuil.

Quelles sont aujourd’hui les caractéristiques de la scène chorégraphique, selon vous ? L’emprise des réseaux a-t-elle changé fondamentalement la donne artistique ?

Ce qu’on a appelé la « danse contemporaine », depuis les an-nées 1980, n’existe plus. Son his-toire est en train de s’achever. Je compare cela au Nouveau Roman, qui a inventé une nouvelle ma-nière d’écrire, puis s’est épuisé. Depuis, nous sommes revenus à quelque chose de beaucoup plus classique, à la Zola, avec aussi l’in-trusion de l’écriture journalisti-que dans la littérature. L’esthét-i-que qu’on voit notamment sur les réseaux sociaux, qui travaillent sur le sympa, l’agréable, le côté clubbing et dance floor, fait des ra-vages. D’intérieur, le geste est de-venu extérieur. Et c’est sans doute le prix que paie la danse à vouloir devenir populaire. Aujourd’hui, 90 % des productions sont des

spectacles de divertissement, avec la complicité de certains médias et des réseaux sociaux, ces poisons de l’époque. Les politiques, par ailleurs, sont friends de ces inter-ventions faciles et gratuites dans les rues. Et pourquoi pas ! Sauf que ces animations assèchent les bud-gets pour la recherche. Et la danse qu’on peut appeler « savante » a tendance à se réduire...

Vous avez toujours défendu l’écriture et êtes resté réfrac-taire à la fameuse non-danse, qui, à partir des années 1990, s’est éloignée du mouvement dansé traditionnel pour intégrer d’autres disciplines. Où en êtes-vous, aujourd’hui ?

Dans les années 1970, je ne suis allé vers la danse, moi qui étais tourné vers le théâtre et le texte, que parce qu’elle était un langage du corps et possédait une écri-ture. Ses grands auteurs sont Merce Cunningham, Dominique Bagouet, William Forsythe... J’ai cru, notamment grâce à eux, que la danse était un art majeur parce qu’elle écrivait le monde. Comme

dans la littérature ou la peinture, l’écriture et le style sont fonda-mentaux. Il y a encore des choré-graphes, comme Angelin Preljo-caj et Ohad Naharin, qui conti-nuent à me passionner. Mais il est vrai que, ce qui m’intéresse, c’est le corps, et que la non-danse, aussi intelligentes soient, par exemple, les déconstructions de Jérôme Bel, m’a laissé au bord de la route.

Au regard du théâtre et du texte, comment la question du sens est-elle véhiculée par la danse ?

La danse ne travaille pas avec le sens, ni avec l’idéologie d’ailleurs. Le corps est un lieu de résistance à l’idéologie, contrairement au théâtre, notamment dans les an-nées 1970, où des personnalités comme Jean-Pierre Vincent, Ro-ger Planchon ou Patrice Chéreau, que je suivais et admirais, étaient vraiment politiques. Comme dans elle, propose une autre lecture, qui a souvent à voir avec le désir et sa jubilation. Lorsque j’ai découvert *Roméo et Juliette*, de Maurice Bé-jart, en 1967, au Festival d’Avignon, c’est un monde de beauté qui était là et qui a depuis disparu. Le beau geste est devenu bourgeois, selon certains, et nous vivons actuelle-ment dans une esthétique de la laideur. Le positif a été remplacé par le négatif et la mort.

Quels sont les chocs artistiques qui ont impulsé votre amour des chorégraphes ?

Alors que Françoise Hardy vient de mourir, je me suis souvenu que, en 1962, j’avais 15 ans et je ve-nais d’arriver à Lyon d’Algérie, où je suis né. Je me suis beaucoup identifié à elle pendant quatre ou cinq ans. J’étais fou de cette fille et de ses chansons. Je peux encore les chanter, tant je les connaissais par cœur. Elle a joué un rôle parti-

« Le beau geste est devenu bourgeois, selon certains, et nous vivons dans une esthétique de la laideur »

culier dans ce que je suis devenu. Je crois qu’elle est la matrice de l’amour que j’ai ensuite voué aux créateurs. Un amour qui s’est nourri de l’échange. Je pense à Emanuel Gat, à Raimund Hoghe mais aussi à Anne Teresa De Keer-smaeker, à Sharon Eyal, à Ma-thilde Monnier et bien d’autres... que j’ai suivis avec assiduité et fi-délité. On a accueilli ici leurs pre-mières œuvres et coproduit quasi toutes les suivantes. Comme dans une histoire d’amour, il faut être deux. L’artiste et l’institution s’unissent à un moment donné, même s’il faut aussi laisser la li-berté d’explorer d’autres univers.

Comment définiriez-vous la façon dont vous fonctionnez, comme programmateur ?

Je suis un passeur, mais j’ai un don naturel et particulier pour tomber amoureux des artistes et de leur univers. Il suffit souvent de quelques minutes devant un spectacle pour que je sache im-médiatement que je vais l’aimer. Je n’ai aucune hésitation et je ne me trompe presque jamais. Je ne transige pas non plus avec mon désir. Lorsque j’ai démarré le festi-val avec Dominique Bagouet, qui l’a fondé en 1981, en même temps que le premier centre chorégra-phique [celui de Montpellier], c’est bien parce que ma relation avec lui était celle de l’amour pour son

travail. Oui, je peux véritable-ment parler d’amour, sans que ce soit charnel pour autant. Et mon travail de passeur est donc de convaincre le public qu’on ne peut pas vivre sans ces choré-graphes, et qu’il lui manquera quelque chose s’il ne voit pas un-tel ou untel. Avec soixante mille spectateurs annuels aujourd’hui en moyenne pour le festival et la saison, je pense que je les ai sou-vent convaincus.

Le hip-hop a le vent en poupe, avec la présence de la breakdance aux Jeux olympi-ques Paris 2024. Vous avez été l’un des premiers à la tête d’institutions à inviter cette danse dans les théâtres. Quel est aujourd’hui votre point de vue sur ce mouvement ?

Le hip-hop est devenu une danse codée, tournée vers le di-vertissement. Cela ne va pas nous empêcher de l’aimer. Certains chorégraphes, comme Mourad Merzouki ou Kader Attou, ont construit une œuvre. En février, Mourad a battu des records, au Corum de Montpellier, avec qua-tre représentations archipleines, soit huit mille spectateurs, pour sa pièce *Zéphyr*. Je le surnomme le « nouveau Béjart ». D’ailleurs, le maire de Montpellier, Michaël Delafosse [PS], a assisté au specta-cle, et se souvenait que, lorsqu’il avait 17 ans, il avait assisté à une œuvre en plein air de Béjart sur la place de la Comédie. L’idée est née de proposer à Mourad, pour la clôture de la 45^e édition, de mettre en scène une énorme perfor-mance au même endroit.

Les programmations semblent s’élaborer de plus en plus vite. Pour quelle raison ?

Oui, cela va de plus en plus vite, et ça commence à ressembler aux contraintes de l’opéra, où il faut ré-server des chanteurs au moins trois ans à l’avance. La concu-rrence devient rude entre les pro-grammateurs pour avoir les meilleurs, ceux qui ont du talent, autrement dit ceux qui cherchent et qui trouvent. Si on veut tel ou tel artiste, il faut le saisir au passage et lui dire qu’il sera à Montpellier deux ou trois ans plus tard. Ils sont peu nombreux ceux qui me tou-chent, comme Raimund Hoghe, qui a réussi à me bouleverser pen-dant quatorze ans, ou Emanuel Gat, dont les pièces sont très bien écrites, construites et grand public aussi par-dessus le marché. Les maîtres William Forsythe ou Jiri Kylian ne créent plus, les autres, comme Merce Cunningham ou Trisha Brown, sont morts.

La question de votre succes-sion est ouverte. Parallèle-ment, le départ concomitant de Christian Rizzo, directeur du Centre chorégraphique national de Montpellier-Occi-tanie, le 31 décembre, comme vous, pose-t-il le débat sur la fusion des deux lieux ?

Oui, la question de la fusion est sur la table. Quarante-cinq ans après la création du Centre choré-graphique national et du festival, la nécessité de réinventer les institutions, qui ne correspondent plus aussi bien aux besoins d’aujourd’hui, ni à la société ac-tuelle, me semble juste. Montpel-lier, comme capitale de la danse, est aussi l’endroit le mieux placé pour tenter de trouver de nouvel-les solutions institutionnelles à un autre environnement. Mais faut-il aller jusqu’à fusionner les deux institutions ? Je ne sais pas... ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ROSITA BOISSEAU

Montpellier Danse, du 22 juin au 6 juillet. Montpellierdanse.com

Marina Hands exalte la rage de Pirandello

Au Vieux-Colombier, à Paris, la comédienne met en scène « Six personnages en quête d’auteur »

THÉÂTRE

Électrique, convulsive et de bout en bout conflictuelle: la mise en scène que signe Marina Hands de *Six personnages en quête d’auteur*, de Luigi Pirandello est l’exact reflet de ce que renvoie d’elle-même d’ordinaire la pensionnaire de la Comédie-Française lorsqu’on la voit jouer (ici, elle ne monte pas sur scène).

Ne serait-ce que pour cette concordance absolue entre le tempérament de feu d’une actrice et la tonalité tout aussi incendiaire de sa représentation, il faut se rendre au Théâtre du Vieux-Colombier, à Paris. On y prend la mesure de ce que veut dire la nécessité quand elle alimente pour de bon une création. Marina Hands a l’absolu en ligne de mire. Il arrive que son spectacle se brûle les ailes au feu de ses intensités. Mais on ne peut pas lui reprocher de se claquemurer dans la tiédeur.

Chaude et rude ambiance, donc, au Vieux-Colombier, d’autant que la scène aménagée en bi-frontal place les acteurs presque à portée de toucher du spectateur. Gros plans sur leurs visages, leurs moues et la sueur qui perle, tous ces détails qui font d’eux des corps en présence et pas des abstractions. La représentation s’installe assez vite sur les crêtes de l’excès (cris, larmes, colères), au risque d’y rester coincée et de ne plus pouvoir en descendre. Les comédiens, tous excellents, tiennent cette note en altitude. Un tour de force. Mais, du côté du public, ce

niveau élevé de voltage peut entraîner un réflexe autoprotecteur, une sorte d’envie de rester à distance de la surcharge émotionnelle et de la dépense énergétique qui survolent le plateau.

La metteuse en scène entre dans le labyrinthe déployé par Pirandello en n’occultant rien de son potentiel corrosif. Il est tout de même question, dans cette fable écrite en 1921, d’une relation sexuelle tarifée entre un beau-père et sa belle-fille, du silence coupable de la mère, du suicide d’un enfant. Là où d’autres mises en scène s’attacheraient (à juste titre) au propos métathéâtral de l’auteur (notamment son chassé-croisé réflexif entre fiction et réalité), Marina Hands dissèque l’humain. Quitte à sacrifier la portée métaphysique de la pièce (qui mélange spectral et tangible), le spectacle met au jour avec une vraie brutalité le délitement monstrueux d’une famille ainsi que l’illusion d’un théâtre qui se croit capable de rivaliser avec le réel.

Traduite par Fabrice Melquiot, *Six personnages en quête d’auteur* (dont le titre programmatique est



Thierry Hancisse, Adrien Simion, Clotilde de Bayser et Guillaume Gallienne, au Théâtre du Vieux-Colombier, à Paris, le 30 mai. CHRISTOPHE RAYNAUD DE LAGE/COLLECTION COMÉDIE-FRANÇAISE

l’un des plus beaux du répertoire) raconte la confrontation entre une troupe d’acteurs au travail et des personnages surgis du néant. On comprend peu à peu que ces spectres en mal d’incarnation forment une famille dévastée. Assis dans les gradins, ils interrompent une pseudo-répétition durant laquelle un metteur en scène éreinté (Guillaume Gallienne) tente de diriger deux interprètes récalcitrants (Claire de La Rue du Can et Nicolas Chupin) avec l’aide de sa régisseuse (Coralie Zahonero).

Nœud de relations toxiques

Sortant de leur anonymat, les personnages interviennent. Il s’agit d’une tribu recomposée: un père (Thierry Hancisse), sa femme (Clotilde de Bayser), leur fils (Adrien Simion), et les trois enfants qu’eut la femme avec un amant. Deux sont mutiques, la troisième (Adeline d’Hermey) parle d’autant plus fort qu’elle est celle par qui s’annonce l’atroce vérité: l’acte sexuel avec le beau-père. Pirandello a construit

une nasse nauséuse dont personne ne sortira indemne.

Pour les acteurs qui jouent les « personnages », la partie n’est pas simple. Comment donner à entendre ce nœud enchevêtré de relations toxiques? Ce concentré d’affects est si peu dilué qu’on a parfois l’impression d’entendre parler une langue étrangère, compacte, indémêlable, d’où parviennent des éclats fulgurants. Si la plainte portée par Adeline d’Hermey perce l’opacité, on aimerait parfois pouvoir s’éloigner de ce qui se dit et se montre, prendre du champ, s’abs-

traire pour cesser de subir de plein fouet le flux de rage qui s’exprime. La mise en scène surexpressive ne le permet pas. Marina Hands joue le tout pour le tout.

Il faut attendre le second temps de la représentation, c’est-à-dire la prise en main du drame des personnages par le metteur en scène, pour que la trame accède à la limpidité. Les regards se concentrent alors sur le rôle incarné par Guillaume Gallienne. Un homme qui s’extirpe de sa morosité pour renouer avec une vitalité synonyme de désir. Le co-

médien, qui s’est fait une tête à la Jean-Luc Godard, lunettes noires, voix traînante, barbe de trois jours et mine épuisée, renaît de ses cendres. Pourquoi? Parce qu’en retrouvant le goût du théâtre au spectacle de la tragédie, il retrouve aussi le goût de la vie. ■

JOËLLE GAYOT

Six personnages en quête d’auteur, de Luigi Pirandello, mise en scène de Marina Hands. Théâtre du Vieux-Colombier, Paris 6^e. Jusqu’au 7 juillet. Comedie-francaise.fr

L’actrice a l’absolu en ligne de mire. Il arrive que son spectacle se brûle les ailes au feu de ses intensités

Au Conseil d’Etat, Daniel Buren raconte l’histoire de ses « colonnes »

Du troisième étage du palais qui abrite le Conseil d’Etat, la vue est imprenable sur le Palais-Royal, le ciel de Paris et, si on se penche, apparaissent les célèbres 260 colonnes de marbre striées de noir et blanc. Dans la salle de réception, l’invité du jour, en ce mardi 18 juin, n’a pas toujours été persona grata. Au mitan du premier septennat de François Mitterrand, en 1985, Daniel Buren faisait figure d’épouvantail pour les tenants du classicisme. Le ministre de la culture de l’époque, Jack Lang, dont les fenêtres donnaient sur la cour d’honneur transformée en un affreux parking, avait décidé de lancer un concours pour la réaménager.

Face à Alain Seban, conseiller d’Etat et ancien président du Centre Pompidou, qui l’accueille, et aux jeunes magistrats, l’artiste conte la controverse qui s’est levée alors, et le bras de fer judiciaire, dont le Conseil fut juge et partie. Sans plus d’émotion que cela, Daniel Buren parle d’un autre temps, où l’art contemporain était encore une provocation. Affaire de goût, affaire politique aussi puisque le Conseil d’Etat est à l’époque dominé par des figures conservatrices, voire réactionnaires, tel Alain de La-coste Lareymondie, qui prend la tête du combat au nom de la défense du patrimoine. « J’ai cru qu’une commande publique me protégeait, glisse Daniel Buren aux éminents juristes. On n’est pas aussi protégé que ça... »

Quand les « anti-colonnes » s’organisent, pétitionnent, la justice administrative est saisie. Les architectes des Bâtiments de France ayant rendu un avis négatif, le ministère de la culture a-t-il le droit de passer outre? Alors que les travaux sont lancés, le tribunal administratif de Paris ordonne leur interruption en février 1986. En appel, le Conseil d’Etat confirme la décision le mois suivant, quatre jours avant les élections législatives organisées le 16 mars.

Quand Jacques Chirac devient premier ministre de cohabitation et nomme François Léotard au ministère de la culture, les conservateurs croient avoir gagné la partie et sauvé leur cher parking, partagé avec les huiles du Conseil constitutionnel, de la Comédie-Française et du ministère de la culture.

Contre toute attente, le nouveau ministre de droite confirme les choix de son prédécesseur de gauche. « Outre la menace d’une action de Daniel Buren devant le tribunal de grande instance pour atteinte à son droit moral, François Léotard avait été informé que le coût de la remise en état était aussi important que la poursuite des travaux », précise, en aparté, Alain Seban.

Dans la salle, jeunes maîtres des requêtes, auditeurs et conseillers d’Etat sont tout ouïe. « La maison, qui était très homogène socialement, s’est beaucoup diversifiée, décontractée », fait valoir Alain Seban. « Personne n’envisagerait deux secondes de remettre en question les “colonnes” », murmure l’un d’eux. Les questions fusent. « Votre vision de l’art a-t-elle changé en quarante ans? Referiez-vous la même chose au Palais-Royal? » « Il y a toujours beaucoup d’autres possibilités », répond Buren. « Que pensez-vous du 1 % artistique? », demande un autre, en référence à cette procédure imposant des commandes artistiques dans le cadre des projets de construction publics. « Magnifique idée, mais 99 % des résultats sont nuls », réplique le maestro avec son franc-parler habituel. « Est-ce que la gloire des “colonnes” vous embarrasse? », conclut Alain Seban. « Je n’y pense pas trop. » ■

ROXANA AZIMI

EN 1985, BUREN FAISAIT FIGURE D’ÉPOUVANTAIL POUR LES TENANTS DU CLASSICISME

CHOREGIES
D’ORANGE
2024

MALANDAIN BALLET
BIARRITZ

LES SAISONS

MALANDAIN / GUIDO - VIVALDI

VENDREDI 12 JUILLET / 21H30

THÉÂTRE ANTIQUE
D’ORANGE

18 > 100 €

04 90 34 24 24

www.choregies.fr

© BUREN BUREN / LICENCES: L'U 2021 ORANGE ET L'U 2021 ORANGE / DESIGN GRAPHIQUE: WWW.ATELIERE.MARIEBALLOIS.COM

Les visions horribifiques de l’Indonésie, selon Joko Anwar

Le cinéaste produit et réalise « Nightmares and Daydreams », sur Netflix

NETFLIX
À LA DEMANDE
SÉRIE

Passer un peu de temps sur la page d’accueil de Netflix, c’est se tenir au centre du *food court* d’une galerie marchande. Entouré de propositions plus ou moins appétissantes, plus ou moins écœurantes, dominées par une poignée de cuisines nationales, on garde l’espoir de découvrir un fast-food pas comme les autres, une autre palette de goûts et de couleurs. Si, en quête d’une soirée différente, vous apercevez sous le logo rouge, entre les cohortes de collégiens coréens, de policiers français et de tueurs en série américains, la forme évanescence de spectres indonésiens – c’est-à-dire si vous tombez par hasard sur *Nightmares and Daydreams* (sinon, tapez le titre dans le moteur de recherche), vous avez gagné.

Conçue par le réalisateur Joko Anwar, qui se fit remarquer il y a une dizaine d’années dans les festivals avec *Modus Anomali* avant de devenir le champion du box-office indonésien, *Nightmares and Daydreams* (« cauchemars et rêveries », les premiers jouissent d’une confortable majorité) met au travail les créatures de l’au-delà dans la réalité d’une société convulsée par les inégalités.

L’argent en fil conducteur

Parce que la série adopte la forme d’une anthologie dont les récits voyagent à travers les strates de la société indonésienne et les dernières décennies de l’histoire de l’Etat-archipel, parce qu’Anwar en a confié la réalisation à de jeunes collègues (à en juger par leur filmographie succincte), se réservant le seul finale, *Nightmares and Daydreams* réserve son lot de frustrations. Mais on trouvera matière à frissonner et à s’étonner jusque dans ses errements. S’il faut trouver un fil conducteur à ces histoires qui courent d’un bidonville au pied d’une décharge titanesque jusqu’aux beaux quartiers de Djakarta, c’est



Ario Bayu, dans la série « Nightmares and Daydreams ». NETFLIX

l’argent. Celui qui manque au chauffeur de taxi du premier épisode, *Crève-cœur*, pour s’occuper de sa mère dont la raison s’en va ; celui qu’a gagné la romancière en panne d’inspiration de *Poèmes et souffrance* prête à tout pour rééditer un succès éphémère, celui qu’espère gagner le couple de chiffonniers de *L’Enfant fatal* en adoptant un enfant aux pouvoirs terrifiants.

Joko Anwar est l’auteur ou le coauteur de tous les scénarios, et l’on devine au fil des épisodes d’autres obsessions, à commencer par le bon usage des pouvoirs du cinéma. *Contrechamp* raconte l’histoire d’un ancien ouvrier de cinéma (et l’on s’aperçoit au passage que, dans l’imaginaire ici mis en œuvre, cette position est enviable sur l’échelle sociale) qui a perdu son emploi après la fermeture de la salle où il déchirait les tickets. Réalisé par Randolph Zaini, *Contrechamp* se situe du côté des rêveries, avec ces allers-retours qu’opère le héros entre le présent brutal où sa belle-famille le persécute et l’Éden perdu de la salle de projection où les spectateurs le saluent respectueusement.

Au gré des épisodes, le passé se fait moins idéal, et les cauchemars reprennent le dessus. Dans *Poèmes et souffrance*, un personnage sexagénaire évoque en passant l’« *ordre nouveau* » du régime de Suharto (1968-2008), fondé sur l’élimination de centaines de milliers d’opposants.

Orphelin maléfique

Situé une vingtaine d’années après les massacres de 1965, l’épisode *La Rencontre*, réalisé par Ray Farandy Pakpahan, a pour misérable protagoniste Wayu, un pêcheur dont le village est menacé de destruction par des bandes armées commanditées par des promoteurs touristiques. Dans le rôle principal, Lukman Sardi est magnifique de désespoir et d’impuissance, jusqu’à ce qu’une vision céleste vienne l’arracher à sa condition de damné de la terre.

Récit contemporain, *L’Enfant fatal*, dirigé par Tommy Dewo, offre une variation sur le thème du couple de miséreux qui paie très cher la réalisation de ses vœux. La mise en scène du quotidien d’habitants d’un bidonville terrorisés par le propriétaire de leur taudis,

épuisés par le travail quotidien dans la puanteur d’une décharge, relève du réalisme social, que vient briser l’irruption de l’orphelin angélique mais (peut-être) maléfique mentionné plus haut.

On finit par s’apercevoir que *Nightmares and Daydreams* n’est pas tout à fait une anthologie, comme le signifient les apparitions récurrentes de certains personnages d’un épisode à l’autre, de plus en plus fréquentes, qui ne laissent pourtant pas présager le tour de passe-passe du dernier épisode, celui qu’a dirigé Anwar. Il n’est bien sûr pas question d’en dévoiler le mécanisme, il suffit de dire que cette pirouette ramène ce portrait sombre d’un pays ravagé par l’inégalité du côté de la fiction et du spectacle. Aussi horribifiques soient-ils, ils sont aussi un moyen de supporter l’insupportable. ■

THOMAS SOTINEL

Nightmares and Daydreams, série créée par Joko Anwar, avec Ario Bayu, Marissa Anita, Lukman Sardi, Nirissa Ayidi (Indon., 2024, 7 × 46 à 62 minutes). En intégralité sur Netflix.

Michel Foucault, les métamorphoses d’un philosophe pop

Quarante ans après sa mort, un portrait est consacré à l’auteur de « Surveiller et punir »

FRANCE 5

VENDREDI 21 JUIN – 23 H 40
DOCUMENTAIRE

C’est la part d’ombre, ou plutôt de lumière, de l’auteur de *Surveiller et punir* (Gallimard, 1975) qu’entreprend de nous montrer Lise Baron pour les 40 ans de la disparition de cette icône de la French Theory que fut Michel Foucault (1926-1984). C’est donc en pleine lumière, celle de Californie, que démarre le documentaire.

Nous sommes en 1975, Michel Foucault est au volant, en route pour la Death Valley, deux jeunes Américains sur la banquette arrière, du LSD dans la boîte à gants. Ainsi va la vie à 100 à l’heure – « *une fulgurance* », « *une œuvre unique* », « *un roman initiatique pop* », dit le commentaire – de « *l’un des intellectuels les plus lus et commentés dans le monde* ». Qui finira par se crasher en juin 1984 sur le mur du sida.

Une vie qui débute à Poitiers, dans une famille bourgeoise où l’on est chirurgien de père en fils. Le jeune Paul-Michel choisira, lui, de prendre la plume, « *comme mon père maniait le bistouri* », dira-t-il plus tard. Chez les Foucault, la dissection est un art. Lui la portera à des sommets rarement atteints.

Dénoncer la norme

Attiré très tôt par les garçons, le cadet des Foucault veut « *comprendre, comprendre les autres, peut-être aussi se comprendre lui-même, (...) cette angoisse de la différence, cette injonction de la norme* », dit le commentaire en voix off. Une norme qu’il ne cessera de dénoncer, de dé-

Il anticipera très tôt l’impact de l’audiovisuel pour faire de la philosophie un art du combat

construire, de disséquer, donc. Pour gérer son mal-être, le jeune homme « *en appellera très tôt aux philosophes : Kant, Hegel, Marx, Platon et Aristote* ». Et à la psychanalyse, s’inscrivant aux séminaires de Lacan à Sainte-Anne entre 1953 et 1963.

Michel Foucault, le philosophe et le poisson rouge déroule les « métamorphoses successives » de l’intellectuel engagé, qui ne cessa de sortir de sa tour d’ivoire de penseur, ancré dans son siècle. Il anticipera très tôt l’impact de l’audiovisuel pour faire de la philosophie un art du combat.

Les images d’animation mixées à celles d’archives illustrent bien comment le « philosophe psychédélique » parviendra à rendre l’aride philosophie presque accessible au plus grand nombre, dans les *swingin’ sixties*.

En 1966, son deuxième livre, *Les Mots et les Choses* (Gallimard), dans lequel il revendique, à la télévision sur le plateau de Pierre Desgraupes (1918-1993), « *une archéologie de ce qui nous est contemporain* », va devenir, « *avec la jupe Courrèges, l’un des accessoires indispensables pour des vacances branchées* », dit le commentaire, dont on ne sait pas trop quelle est la part d’ironie...

Du lycée Henri-IV (de Poitiers puis de Paris) au Collège de France, en passant par les universités d’Uppsala (Suède), de Varsovie, de Clermont-Ferrand, le philosophe engagé – et parfois enragé – se penchera très tôt sur la folie. Celle des hommes et celle de la société, qui en fit au siècle des Lumières une maladie mentale pour mieux « *mettre en place l’ordre bourgeois* », dénonce-t-il dans *Histoire de la folie à l’âge classique* (Plon, 1961).

Un « *cas archétypal de l’intellectuel absolu et jeune : hors du temps* », écrira *Le Monde* à la parution du livre, en juillet 1961. ■

PASCAL GALINIER

Michel Foucault, le philosophe et le poisson rouge, de Lise Baron (Fr., 2024, 53 min).

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 24 - 144

PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l’ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

SOLUTION DE LA GRILLE N° 24 - 143

HORIZONTALEMENT I. Espagnolette. II. Saignera. Ohm. III. Curie. Sial. IV. Arétin. Usera. V. Misas. Asseau. VI. PS. Tsé-tsé. Bm. VII. Esse. Tréteau. VIII. Tenus. Eut. Cr. X. Tuerai. Rêche. X. Erosion. Sues.

VERTICALEMENT 1. Escampette. 2. Saurisseur. 3. Pires. SNEO. 4. Agitateurs. 5. Gneiss. Saï. 6. Ne. Et. Io. 7. Ors. Atre. 8. Laiusseur. 9. Assettes. 10. Tôlée. Cu. 11. Th. Rabâche. 12. Empaumures.

HORIZONTALEMENT

I. A vu passer Jacob, Gris, Braque et bien sûr *Les Demoiselles d’Avignon*. **II.** Cité d’Abraham. Ecrit et monté par Alfred. **III.** Petits débuts sur les planches. Attaquait les bestioles et l’environnement. **IV.** Approfondis la question. Début oratoire. **V.** Multiplié dans les rires et les pleurs. A quarante pour les gens d’actions. Donna comme certain. **VI.** Plume de la Botte. Rassemble les matières. Bout de métal. **VII.** Boissons anglaises. Déchet à évacuer. **VIII.** A moitié rien. Sépare les deux Vexin. Mis à mal en travaillant. **IX.** Appel futurif et souvent amoureux. Lâché sur le coup. **X.** Qui décroissent, mêlent et organisent.

VERTICALEMENT

1. Ne garantit pas l’étanchéité, mais comble un vide. **2.** Du Tyrol ou de Styrie. **3.** Participe au choix. Ouvre l’œil. Doubé romain. **4.** Fait entrer son taureau dans les églises. On y mange vite et pas bien. **5.** Réfléchit avant d’agir. Peut se faire et disparaître d’un coup de fer. **6.** Rend aussitôt la pareille. **7.** Pourront être approuvées. Belle hollandaise au confluent de l’Aa. **8.** Evite les blocages. Champion aux poings et aux points. Conjonction. **9.** Précède le su. Qui est arrivé mais il est souvent négatif et nul. **10.** A suivre. Amateur de lentilles. **11.** Emplira de senteurs marines. Frais au petit matin. **12.** Organisés pour suivre la pratique et les habitudes.

SUDOKU

N°24-144

8	9	2	4	7	1	5	3	6
3	1	7	2	6	5	8	9	4
5	6	4	9	3	8	2	1	7
1	2	6	5	4	7	9	8	3
4	5	8	1	9	3	7	6	2
9	7	3	8	2	6	4	5	1
7	8	1	6	5	4	3	2	9
2	3	5	7	1	9	6	4	8
6	4	9	3	8	2	1	7	5

Difficile

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu’une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

Chaque jeudi, le meilleur de la presse étrangère

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international

CETTE FRANCE QUI VOTE RN

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124 610 348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d’un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l’étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d’information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40 Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l’accord de l’administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

publicité

Directrice générale
Elisabeth Cialdella

ACPM

PRINTED IN FRANCE

67-69, avenue
Pierre-Mendès-France
75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L’Imprimerie, 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
Eutrophisation : P_{Tot} = 0,0083 kg/tonne de papier

Microvoyages sur la ligne 11 du métro parisien

Mis en service le 13 juin,
le prolongement entre Les Lilas
et Rosny-sous-Bois permet
de découvrir un cinéma Art déco
ou une piscine tournesol

VOYAGE

Cités-jardins, pavillons des années 1930 ou 1970 couverts de glycine et de roses, jardins plantés de palmiers ou d'oliviers et sentiers de randonnée... entre les stations Mairie des Lilas et Rosny-Bois-Perrier, le nouveau terminus de la ligne 11 du métro parisien, la Seine-Saint-Denis ressemble à un rêve de douce banlieue. Une société tranquille, où le café ne coûte que 1,10 euro au comptoir, où les bistrots du coin s'appellent Le Train de vie ou Au chat blanc, où les tables dressées pour le déjeuner donnent sur une rue calme. Un monde enfoui de petits commerces, une sellerie, une retouche, etc.

Cette description du département le plus pauvre de France vous semble exagérément idyllique? Admettons. Mais on ne devrait jamais négliger le plaisir du microvoyage. Inauguré jeudi 13 juin, le prolongement enrichit la ligne 11, jusqu'à présent la troisième plus courte du réseau parisien, de 5,4 kilomètres supplémentaires, d'une connexion avec le RER E, et de six stations desservant quatre nouvelles communes de Seine-Saint-Denis – Romainville, Montreuil, Noisy-le-Sec et Rosny-sous-Bois. Outre qu'elle facilite les déplacements de dizaines de milliers de riverains, l'extension ouvre la voie, pour le prix d'un ticket de métro, à de nouvelles explorations.

Le secteur se caractérise par l'abondance de ses espaces verts, résultat de la géographie locale. *« Le parcours de la ligne 11 traverse d'ouest en est la butte de Romainville, qui s'étend du quartier de Belleville, à Paris, à Rosny-sous-Bois »*, rappelle Loïc Boissier, auteur d'une carte intitulée *Voyage au bout de la ligne 11* (Les Voix urbaines, 6,90 euros).

« Ce plateau, qui culmine à 130 mètres, est bordé d'éperons rocheux sur lesquels sont bâtis trois des seize forts composant la ceinture de défense de Paris. Au pied des pentes assez abruptes étaient creusées des carrières. Certaines d'entre elles ont été transformées en espaces verts depuis longtemps, comme les Buttes-Chaumont ou le cimetière du Père-Lachaise. D'autres sont encore à aménager », explique le cartographe.

Ainsi, à moins d'une demi-heure porte à porte de la place du Châtelet, le visiteur accède à plu-

**A moins d'une
demi-heure
de la place
du Châtelet,
le visiteur accède
à plusieurs
parcs apaisants**

sièurs parcs apaisants, beaucoup moins fréquentés que ceux des berges de Seine ou de Belleville. La Corniche des forts, qui réunit plusieurs parcs juxtaposés, couvre au total 64 hectares. Etablie sur une ancienne carrière de gypse à la végétation devenue luxuriante, la partie centrale a été aménagée en 2021.

Les écologues y ont repéré des chauves-souris, des hérissons et des écureuils. Si un bois naturel, sanctuarisé, demeure fermé au public, le nouvel espace vert comprend un sentier forestier, une grande prairie, des jardins familiaux et des jeux pour les enfants. La passerelle d'observation, cheminement en bois jeté en travers de la nature, est conçue pour ne pas entraver la pousse des arbres, tout en offrant un poste privilégié sur la zone d'écopâturage, domaine des moutons.

D'un promontoire surgit un panorama boisé, dominé par la tour hertzienne dite « de Romainville », qui, du haut de ses 141 mètres, fait figure de phare de la banlieue est. L'édifice, consacré à l'émission radio et télévisée, est situé dans l'enceinte du fort de Romainville, mais se trouve en réalité sur le territoire de la commune des Lilas, ce que ne manque jamais de rappeler cette municipalité, y compris sur les panneaux d'information touristique.

Piste de vélocross pour enfants

Qu'importent ces rivalités, les deux villes vantent pareillement leur cadre de vie. Le cœur de Romainville se vit comme un village où se mêlent des histoires parallèles. Autour de la mairie, reliquat d'un ancien château, se tiennent l'élégante église Saint-Germain-l'Auxerrois, des stèles à la mémoire de la résistante communiste Danielle Casanova et du militant antifasciste Ernst Thälmann, sans oublier La Signature des artisans, boulangerie qui semble faire l'unanimité. D'une terrasse dominant le cimetière étagé, le panorama embrasse toute la banlieue nord. Au loin ap-



Au parc de loisirs de la Corniche des forts, à Romainville (Seine-Saint-Denis), le 6 juin. FLORIAN THÉVENARD POUR « LE MONDE »

paraissent le tarmac de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, les hangars, la tour de contrôle, les avions qui atterrissent et qui décollent.

Un peu plus bas se tient le parc de Romainville, en pente douce, qui promet, lui, une vue vers l'ouest. A Montreuil, à une grosse vingtaine de minutes à pied de la nouvelle station de métro La Dhuy, nommée d'après l'aqueduc qui passe juste au-dessous et alimentait autrefois Paris en eau potable, voici le parc Montreuil, 18 hectares de grands arbres et de parterres fleuris, égayés par une vaste mare rectangulaire et une piste de vélo-cross destinée aux enfants.

Au centre du parc trône une maison bourgeoise qui abrite le Musée de l'histoire vivante. Inauguré en 1939 par trois personnalités communistes, dont Jacques Duclos, alors député de la circonscription, le musée consacre l'histoire sociale souvent négligée de cette commune populaire. L'exposition qui s'y tient jusqu'au 29 décembre, « Sport en banlieue parisienne », rappelle le prestige des grands prix cyclistes, des tournois de boxe ou des matchs de football dans la culture ouvrière. Les bustes de Karl Marx et de Jean Jaurès y sont revêtus de chasubles de marathonnien, tandis qu'un panneau raconte les Olympiades ouvrières qui se tinrent entre 1925 et 1937, sous l'égide de l'URSS, « pour célébrer l'amitié, la fraternité et la solidarité entre les peuples (...)». *Seule l'Internationale, comme hymne, y retentit* ».

Sur le chemin du retour vers la station La Dhuys, par le sentier de petite randonnée PR9 qui serpente dans les rues tranquilles, c'est une tout autre ambiance que ménage le golf de Rosny-sous-Bois, neuf trous, greens impeccables, clubs bien rangés, et même un restaurant, Le Birdie, avec vue sur le parcours et plats raffinés.

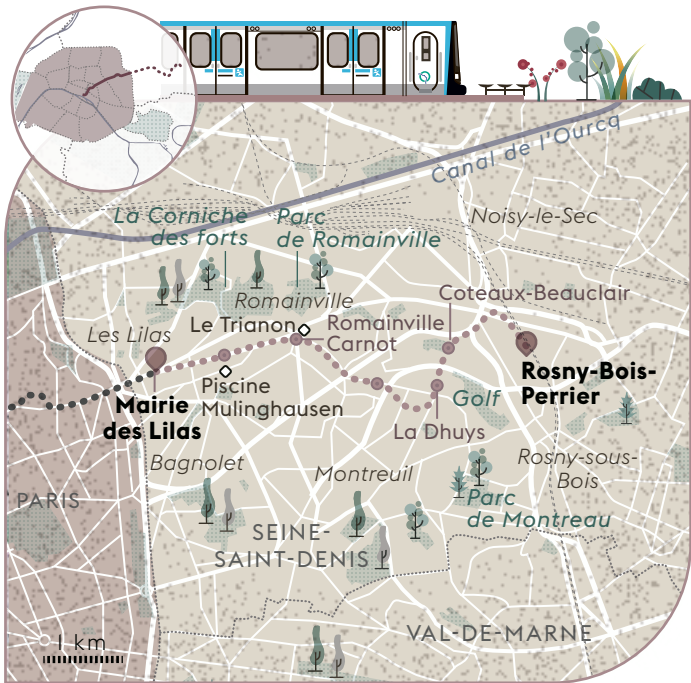
Les territoires desservis par la nouvelle «11» ne sont pas seulement prétextes à sorties bucoliques. La ligne dessert ainsi la piscine tournesol Raymond-Mulighausen, héritage des années 1970, aux Lilas; le centre hospitalier André-Grégoire, à Montreuil; la librairie Les Pipelettes ou le théâtre L'Annexe, à Romainville. Devant la station Romainville-Carnot, voici le cinéma Le Trianon, à la programmation art et essai. La salle de style Art déco est connue pour avoir abrité le tournage de l'émission «La Dernière Séance», présentée entre 1982 et 1998 par Eddy Mitchell.

En devenant une « grande ligne », la « 11 » a été modernisée. Les vieilles rames de 1959, comprenant quatre voitures et pouvant accueillir jusqu'à 450 passagers, ont progressivement cédé la place à des véhicules articulés de cinq rames conçus en 2014, d'une capacité de 560 personnes.

Des voitures certes plus confortables, mais pas vraiment moins bruyantes. Après la station La Dhuyts, pour rejoindre le terminus situé quarante mètres plus bas et adoucir la pente très raide qui y mène, les voies doivent sortir de terre. Le viaduc de 600 mètres, œuvre de l'architecte Marc

Mimram, repose sur quarante-deux piles en acier. Au milieu de cette descente spectaculaire trône la station Coteaux-Beauclair, transparente dans son habit de verre. Une vision de modernité absolue, loin des clichés sur la Seine-Saint-Denis. ■

OLIVIER RAZEMON



Claire Andrieu

« L'étiquette Nouveau Front populaire fait appel à l'imaginaire plutôt qu'à l'histoire »

L'historienne revient sur la mémoire du Front populaire, formé en 1936 par crainte d'une prise du pouvoir par l'extrême droite, aujourd'hui évoquée par les partis de gauche rassemblés au sein d'une liste commune

ENTRETIEN

Professeure émérite d'histoire contemporaine à Sciences Po Paris, Claire Andrieu travaille sur l'engagement politique en France de la fin du XIX^e siècle à nos jours. Elle a notamment publié *Pour l'amour de la République. Le Club Jean Moulin, 1958-1970* (Fayard, 2002), *Le Programme commun de la Résistance. Des idées dans la guerre* (L'Erudit, 1984) et *Tombés du ciel. Le sort des pilotes abattus en Europe, 1939-1945* (Tallandier, 2021).

En choisissant de baptiser leur liste d'union « Nouveau Front populaire », les partis de gauche renvoient directement au Front populaire, qui a remporté les élections législatives de 1936. Dans quelle mesure ce parallèle historique est-il juste ?

Cette étiquette vaut comme signe de ralliement et comme message d'espoir, deux signaux nécessaires face à la perspective d'une arrivée au pouvoir de l'extrême droite. Mais il s'agit d'un appel à l'imaginaire du Front populaire plutôt qu'à son histoire. Certes, le Front populaire de 1936 est né du choc provoqué par l'éméute du 6 février 1934, qui a fait quinze morts et a été perçue par la gauche comme une tentative de prise du pouvoir par l'extrême droite. C'était principalement l'Action française qui avait appelé à manifester place de la Concorde, face à l'Assemblée nationale.

De la même façon, le Nouveau Front populaire s'est formé en réaction à la victoire du Rassemblement national [RN] aux élections européennes. Mais la comparaison terme à terme s'arrête là. Alors que, dans les années 1930, il a fallu près de deux ans entre l'apparition de l'idée d'une union des partis de gauche et la publication du programme du Front populaire en janvier 1936, le Nouveau Front populaire a été acté, a désigné ses candidats et a publié son programme en six jours.

Quelles ont été les étapes qui ont mené à la victoire de la gauche en 1936 ?

Le Front populaire vient d'en bas. Une véritable volonté populaire a poussé à l'union des gauches. Le 12 février 1934, six jours après l'éméute, deux cortèges, l'un à l'appel du PCF [Parti communiste fran-

çais], l'autre de la SFIO [Section française de l'Internationale ouvrière, nom du Parti socialiste d'alors], fusionnent « à la base » aux cris de : « Unité, unité ! » Diverses tentatives de rapprochement échouent ensuite, jusqu'à ce qu'en juin 1934, sur les consignes du Komintern [l'Internationale communiste], le PCF accepte d'engager les discussions de parti à parti. Un pacte d'unité d'action est conclu entre socialistes et communistes. En octobre, l'expression « front populaire » apparaît dans *L'Humanité*.

Mais la dynamique unitaire est portée par ce que nous appelons aujourd'hui la « société civile », des comités d'intellectuels, comme le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, des syndicats, des associations comme la Ligue des droits de l'homme ou le Mouvement Amsterdam-Pleyel. Ces organisations se réunissent avec les partis de gauche pour organiser à Paris et en province ce qui allait être l'immense manifestation unitaire du 14 juillet 1935. C'est ainsi que le programme du Rassemblement populaire, négocié pendant des mois, est signé non seulement de trois partis (PCF, SFIO et radicaux), mais aussi par les principaux syndicats (CGT, non communiste, et CGTU, communiste) et une centaine d'associations. Publié en janvier 1936, ce programme n'est pas né d'une simple discussion d'états-majors de partis.

En outre, il y a un débat qui a été épargné à la gauche de 1936, c'est celui sur le sionisme, un mouvement qui rencontrait peu d'écho dans la France assimilationniste de la III^e République. Mais l'antisémitisme n'était pas absent à gauche. La propagande communiste laissait même filtrer par moments un venin antisémite, sous couvert de la dénonciation de liens supposés entre Léon Blum et le milieu bancaire. Ces agressions verbales dépassaient de loin en violence celles que l'on connaît aujourd'hui. Mais elles ont pris fin à partir de l'été 1934. Au soir du 3 mai 1936, le Front populaire l'emporte, avec 58 % des voix. Il va durer deux ans, du premier gouvernement Léon Blum (juin 1936-juin 1937) au second (mars-avril 1938).

Comment la représentation du Front populaire dans l'imaginaire de la gauche s'est-elle construite ?

Ce qu'évoque le Front populaire dans l'imaginaire de la gauche, ce sont des photos et des films de liesse populaire, d'occupations pacifiques d'usines, de paniers de victuailles passés par-dessus les murs, de bals au son de l'accordéon, de départs à bicyclette des premiers congés payés, immortalisés par les clichés de Cartier-Bresson, Doisneau, Capa, Thérèse Bonney... Une mémoire positive relayée par les paroles de Léon Blum au procès de Riom, en 1942 : quand les juges de Vichy accusent le Front populaire d'avoir sapé la France, il parle au contraire d'« embellie » pour le peuple français. C'est cette belle image qui s'est pérennisée, alors que la réalité qu'elle recouvrait a été éphémère, comme l'expliquent les historiens Michel Margairaz et Danielle Tartakowsky (*Le Front populaire*, Larousse, 2009) ou encore Jean Vigreux (*Histoire du Front populaire*, PUF, 2022). Car, très vite, le Front populaire doit affronter des réalités difficiles – la dévaluation, l'inflation, la guerre d'Espagne.

Le Front populaire a-t-il été évoqué lors d'autres moments ou tentatives d'union de la gauche ?



L'ADHÉSION PARTISANE N'A PLUS LE MÊME SENS AUJOURD'HUI. LA VOLATILITÉ POLITIQUE DES ÉLECTEURS ET LE DÉCLIN DES PARTIS TRANSFORMENT LA VIE POLITIQUE EN UN ESPACE ALÉATOIRE



YANN LEGENDRE

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, très peu. Certes, Léon Blum, dans sa prison, en août 1942, suggère la formation d'un rassemblement populaire, et *Le Populaire*, journal clandestin, reprend cet appel en juin 1943. Mais, dans les têtes des résistants, c'est l'amertume du délitement du Front populaire qui domine, après la succession du pacte germano-soviétique et du vote des pleins pouvoirs à Pétain par une bonne partie des socialistes en juillet 1940. Surtout, l'heure est à l'union nationale. Inspiré par les gauches, le programme du Conseil national de la Résistance est signé dans la clandestinité par tous les partis, y compris de droite.

Le Front populaire n'est pas non plus évoqué en 1968, ni par les gauchistes, qui prônent la révolution et pas l'unité, ni par la « deuxième » gauche réunie au stade Charléty par Pierre Mendès France. Adopté en juin 1972, le programme commun de gouvernement ne fait pas non plus référence au Front populaire. Il réunissait pourtant les trois mêmes partis. Seules les deux préfaces au texte du programme, respectivement de Georges Marchais et de François Mitterrand, le mentionnent, sans plus. Même si François Mitterrand, après la refondation du Parti socialiste, en 1971, a porté par moments un chapeau à large bord imité de celui de Léon Blum, et même s'il a cité en passant « le Front populaire et la Libération » dans quelques discours, le souvenir de 1936 a été peu mobilisé.

Ce ne serait donc pas la dimension politique, ou sociale, de 1936 qui est convoquée par la gauche actuelle ?

Le Front populaire appartient à l'ancien monde, à un mode d'expression politique dans l'espace public qui n'existe plus. C'était un vaste mouvement social, des manifestations énormes où les ouvriers et les employés venaient en groupes et non pas individuellement sous le coup d'une émotion. Adhérer à un parti de gauche, c'était appartenir à des structures qui offraient une vie associative, des loisirs, de la culture, le plus souvent une adhésion syndicale. Cette structuration et cet ancrage social créaient une stabilité qui favorisait la discipline collective. L'adhésion partisane n'a plus le même sens aujourd'hui, la volatilité politique des électeurs et le déclin des partis transforment la vie politique en un espace aléatoire. On peut être à la fois adhérent CGT et voter

Rassemblement national. S'ajoute à cela le monde parallèle des réseaux sociaux, qui offrent un nouvel espace public favorisant l'individualisation et la personnalisation de l'engagement politique. Cela rend la comparaison avec 1936 fragile.

En outre, il y avait alors une croyance fondamentale, inexistante aujourd'hui, dans la possibilité d'un progrès, dans un futur qui devait advenir et qui était encore incarné par l'URSS, malgré la terreur stalinienne. Nombreux, à gauche, étaient ceux qui croyaient à l'unité prolétarienne, avec une image héroïsée et messianique de la classe ouvrière. Partagée par les intellectuels, cette vision persistera jusque dans les années 1970. Elle a joué un rôle dans les unions de la gauche de 1936 à 1972. C'est en son nom que la CGT et la CGTU se sont réunifiées en 1936. Encore en 1981, les deux tiers des ouvriers votaient à gauche.

Aujourd'hui, les migrations Sud-Nord ont transformé la sociologie du vote. Parmi les votants, les cadres forment le groupe le plus nombreux de l'électorat du PS, et plus de la moitié des ouvriers et 40 % des employés ont voté RN. Même s'il reste l'inconnue des abstentionnistes, le Nouveau Front populaire ne repose pas sur le même espoir qu'antan. A moins qu'un autre grand récit ne surgisse de l'épisode actuel ?

En 1936, la menace fasciste et nazie planait sur l'Europe. En 2024, c'est celle de la Russie poutinienne. N'y a-t-il pas là un parallèle ?

Oui et non. Bien sûr, l'« antifascisme » était un mot d'ordre commun – ce qui n'est pas le cas aujourd'hui de l'« antipoutinisme », loin de là. Mais, en 1936, ni l'Italie fasciste ni l'Allemagne nazie n'étaient encore perçues comme des menaces immédiates. A gauche, le nazisme était même euphémisé au nom de l'hostilité au traité de Versailles. N'oublions pas que la SFIO a pleinement approuvé les accords de Munich en 1938, par pacifisme. C'est la rébellion franquiste en Espagne, en juillet 1936, qui a fragilisé le Front populaire, un peu comme le fait l'Ukraine aujourd'hui. Alors que le PCF réclamait qu'on aide massivement les républicains espagnols et qu'il soutenait les Brigades internationales, la SFIO était partagée. Le ministre Pierre Cot a envoyé discrètement avions et aide financière, alors que le gouvernement défendait la « non-intervention ». ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
ANTOINE REVERCHON

La dissolution, décidée dimanche 9 juin par un Emmanuel Macron plus solitaire et vertical que jamais, a plongé le pays dans la sidération, avant de déclencher une mobilisation inattendue des forces de gauche pour tenter d'empêcher le pire. Le Nouveau Front populaire, son programme commun et ses candidatures uniques, sont le résultat inespéré de ce sursaut collectif. Pourtant, depuis son officialisation, un sujet empoisonne les débats et apparaît comme le principal point faible sur lequel ses adversaires ont pris : l'antisémitisme et la position française face à la situation en Israël et à Gaza.

Ce talon d'Achille du Nouveau Front populaire, s'il est instrumentalisé *ad nauseam* par ses détracteurs, ne peut pas être écarté d'un revers de main, car c'est un sujet essentiel et même existentiel pour une gauche précisément rassemblée aujourd'hui au nom de ses plus hautes valeurs.

En tant qu'historien spécialiste du conflit israélo-palestinien, en tant qu'avocat luttant contre les atteintes aux droits de l'homme, contre l'antisémitisme et toutes les formes de racisme, en tant que citoyens ayant voté aux élections européennes pour la liste Parti socialiste-Place publique, nous voudrions poser ici quelques constats, rappels et principes afin que ce débat piégé cesse de parasiter une campagne électorale si brève et si décisive, et pour que d'autres enjeux puissent s'y épanouir.

Résurgence incontestable

Non, l'antisémitisme n'est pas « *résiduel* » en France, il explose. Le ministère de l'intérieur indique que le nombre d'actes antisémites est passé de 436 en 2022 à 1 676 en 2023, soit une multiplication par quatre. C'est après les massacres terroristes du 7 octobre [2023] et le début de la riposte israélienne à Gaza que ce déchaînement a été constaté, avec une moyenne de 500 actes antisémites par mois fin 2023, contre cinquante en moyenne lors des mois précédents, selon le Conseil représentatif des institutions juives de France. Clairement, le contexte tragique au Proche-Orient a donc été le carburant mortifère d'une haine antijuive débridée.

La gauche, aujourd'hui rassemblée pour contrer la menace xénophobe du Rassemblement national [RN], ne peut se détourner de ce combat prioritaire, il y va de la cohérence du Nouveau Front populaire et de sa justification même.

Non, il n'y a pas d'équivalence entre l'antisémitisme contextuel, populiste et électoraliste instrumentalisé par certains membres de La France insoumise, et l'antisémitisme fondateur, historique et ontologique du Rassemblement national,

Arié Alimi et Vincent Lemire
L'antisémitisme de gauche
est instrumentalisé
pour décrédibiliser
le Nouveau Front populaire

Il n'y a pas d'équivalence entre l'antisémitisme contextuel, populiste et électoraliste, utilisé par certains membres de La France insoumise, et l'antisémitisme fondateur, historique et ontologique du RN, affirment l'avocat et l'historien

nal, qui défend la préférence nationale, dénonce les ressortissants binationaux et attaque l'« anti-France » depuis toujours et avec constance. Le premier, nous devons le combattre pied à pied, programme à l'appui, sans baisser les yeux, en prenant les électeurs à témoin pour démontrer que l'antisémitisme est la négation même de nos valeurs communes. Le second, nous devons le battre, dans les urnes et dans l'urgence, pour éviter que la France ne renie son identité républicaine en renouant avec les pires pages de son histoire.

L'histoire, justement, nous rappelle quelques vérités dérangeantes : en janvier 2012, Marine Le Pen participait, tout sourire, au bal annuel organisé à Vienne par la « corporation pangermaniste », notoirement néonazie. On nous dira qu'elle n'avait pas encore finalisé son relooking, soit. En 2022, elle célébrait les 50 ans du Front national et ceux qui, en 1972, avaient su garder allumée la « flamme de la nation ».

Cette année-là, le vice-président du parti lepéniste était un ancien milicien chasseur de juifs pendant l'Occupation, son trésorier un ancien Waffen-SS et le bras droit de Jean-Marie Le Pen un négationniste assumé, éditeur du livre *Six millions de morts, le sont-ils réellement ?*

Histoires nauséabondes mais anciennes ? Oui et non : ces dernières années, les prestataires des marchés de communication du RN se nommaient toujours Frédéric Chatillon et Axel Lousteau, anciens militants du Groupe Union Défense [dont la dissolution devait être « proposée » à Emmanuel Macron, a annoncé Gérard Darmanin, le ministre de l'intérieur, le mercredi 19 juin] et piliers des manifestations néofascistes et néonazies à Paris. C'est en cela que Serge Klarsfeld, figure de l'antinazisme, fait naufrage en appelant à voter RN plutôt que pour le Nouveau Front populaire : oublieux de l'histoire, il nourrit la gros-

sière mais superficielle « dédialisation » du parti lepéniste.

La délicate équation historique face à laquelle on se trouve aujourd'hui peut finalement se résumer ainsi : la menace du RN est immédiate, concrète et brutale ; le Nouveau Front populaire est la seule alternative électoralement crédible pour éviter qu'un parti ouvertement xénophobe ne prenne le contrôle de nos institutions ; l'antisémitisme de gauche connaît une résurgence incontestable ; cet antisémitisme est instrumentalisé pour décrédibiliser le Nouveau Front populaire ; instrumentalisation qui renforce la menace du RN. Comment sortir de cette boucle mortifère et y a-t-il des précédents historiques dont on pourrait s'inspirer ?

Oui : en 1936, pour contrer la menace fasciste imminente, Léon Blum décide de s'allier avec le Parti communiste français, alors largement poreux à cet antisémitisme de gauche, et à son secrétaire général, Maurice Thorez, qui, quatre ans plus tard, traitera « *Blum le bourgeois* » de « *répugnant reptile* », « *aux doigts longs et crochus* ». On en frissonne, tant cet antisémitisme anticapitaliste, idéologiquement assumé et construit, est sans commune mesure avec les égarements antisémites actuellement perceptibles au sein de La France insoumise.

LE CONTEXTE TRAGIQUE
AU PROCHE-ORIENT
EST LE CARBURANT
MORTIFÈRE
D'UNE HAINE
ANTIJUIVE DÉBRIDÉE

Laurent Joly et Marie-Anne Matard-Bonucci Il est naïf
de minimiser le danger de l'arrivée du RN au pouvoir pour les juifs

Les deux historiens réagissent avec « stupeur », « tristesse » et « incrédulité » à la déclaration de Serge Klarsfeld justifiant son vote pour l'extrême droite

Les déclarations récentes de Serge Klarsfeld qualifiant le Rassemblement national [RN] de « *parti projuifs* » qui « *soutient l'Etat d'Israël* » et justifiant un vote éventuel pour cette formation face à un candidat La France insoumise [LFI] suscitent stupeur et tristesse chez nombre d'historiennes et d'historiens dont nous sommes. Est-il besoin de rappeler le rôle considérable qu'a joué Serge Klarsfeld pour la connaissance des mécanismes et de la responsabilité de Vichy dans la déportation des juifs ? La stupeur est redoublée d'incrédulité lorsque l'on a travaillé soi-même sur ces sujets.

On ne reviendra pas ici sur ce qui motive la déclaration de Serge Klarsfeld : qu'il y ait eu des prises de position plus qu'ambiguës, sinon antisémites, dans les rangs de LFI ne fait aucun doute, à commencer par certaines affir-

mations de son leader. Que ces prises de position soient le résultat d'un calcul électoraliste en direction d'un électorat arabomusulman ou de préjugés plus enracinés ne change rien à leur gravité. Pour autant, minimiser le danger que représenterait aujourd'hui l'arrivée d'une extrême droite au pouvoir, pour les juifs et pour l'ensemble des minorités, est naïf et dangereux.

On pourrait critiquer la posture, bien peu universaliste, qui consiste à choisir un parti politique uniquement en fonction du soutien déclaré à une minorité. On pourrait également expliquer que la « mue » du RN en un parti respectable reste superficielle et que celui-ci n'a jamais véritablement condamné l'héritage historique dont il est issu, comme l'ont maintes fois rappelé politistes et historiens et historiennes de l'extrême droite.

En se posant en « défenseurs autoproclamés des juifs de France », les dirigeants du RN ne veulent pas seulement faire sauter le dernier verrou de la dédialisation. Dans une posture symétrique à l'antisionisme affiché de quelques dirigeants de LFI, ils tentent de séduire un électorat tétanisé par un antisémitisme dont la résurgence inquiétante prospère sur fond de conflit israélo-palestinien.

Forme d'aveuglement

Pourtant, céder à cette tentation ne peut être qu'une forme d'aveuglement consistant à ignorer le lien intime entre xénophobie et antisémitisme, amplement documenté par les travaux de Serge Klarsfeld lui-même. Faut-il rappeler que la plupart des politiques antijuives contemporaines ont été précédées de mesures à l'encontre des étrangers et que, en dé-

pit de différences initiales souvent affichées par les Etats persécuteurs entre juifs dits « nationaux » et juifs étrangers, les discriminations finirent par se généraliser ?

L'histoire montre que les accusations antijuives, les « antisémythes » [néologisme inventé par Marie-Anne Matard-Bonucci], sont susceptibles d'être remobilisées lorsque certains acteurs y voient une utilité politique. Faut-il rappeler que les associations antiracistes dites universalistes ne concevaient pas la lutte contre l'antisémitisme sans prise en compte de toutes formes de racisme ? A l'opposé, le communautarisme et la concurrence des mémoires, encouragés aussi bien par l'extrême droite Soral-Dieudonné que par le parti des Indigènes de la République, font le lit des hostilités identitaires.

Faut-il rappeler que les extrêmes droites, quand bien même el-

On en frissonne, mais peut-on pour autant regretter la victoire antifasciste et les conquêtes politiques et sociales de 1936 ? Peut-on même soupçonner Blum de naïveté, lui qui a souffert de toutes les formes d'antisémitisme et qui les a combattues toute sa vie ?

Engagements précis

Il faut au contraire se hisser à hauteur de sa lucidité pour résoudre l'équation qui nous est imposée. Par la concertation d'abord : parce que le Nouveau Front populaire est une coalition de forces diverses, la pédagogie qui l'inspire permet de faire progresser l'ensemble de ses partenaires et a abouti à des engagements précis : dans le contrat de législation qu'ils ont signé, les candidats du Nouveau Front populaire condamnent les « *massacres terroristes du Hamas* », appellent à la « *libération des otages* », soulignent que « *la parole et les actes racistes, antisémites et islamophobes se propagent dans toute la société* » et proposent un « *plan interministériel pour prévenir et lutter contre l'antisémitisme en France, notamment à l'école* ».

Par l'inspiration, ensuite, qui peut traverser les frontières. Et s'il faut évoquer ici les Israéliens et les Palestiniens, alors que ce soit non pas pour en importer le conflit, mais plutôt pour s'inspirer d'un précédent positif : en 2021, pour empêcher la prise de pouvoir par l'extrême droite en Israël, la gauche et le centre droit ont fait alliance, pour la première fois dans l'histoire du pays, avec le parti islam-conservateur de Mansour Abbas, Palestinien de nationalité israélienne, avec lequel les désaccords étaient pourtant nombreux.

Ce jour-là, les partenaires de ce compromis historique ont protégé le pays d'un péril imminent : l'arrivée au pouvoir d'une extrême droite raciste, ethnonationaliste et suprémaciste, qui depuis a réussi à s'emparer du gouvernement, précipitant son pays et la région tout entière dans l'abîme. L'histoire nous regarde. Elle peut aussi nous inspirer. ■

Arié Alimi est avocat, vice-président de la Ligue des droits de l'homme. Il vient de publier *Juif, français, de gauche... dans le désordre* (La Découverte, 144 p., 14 €) ; Vincent Lemire est professeur d'histoire à l'université Gustave-Eiffel, ancien directeur du Centre de recherche français à Jérusalem. Il a publié *Israël/Palestine. Anatomie d'un conflit* avec Thomas Snégaroff (Les Arènes, 136 p., 17 €)

Laurent Joly est historien, directeur de recherches au CNRS, et Marie-Anne Matard-Bonucci est historienne, professeure à Paris-VIII

Claire Sécaïl Certains médias ont activement contribué à la polarisation de la société

La disqualification de la gauche est le ciment d'une coproduction médiatique entre le pouvoir macroniste et le groupe du milliardaire ultraconservateur Vincent Bolloré, affirme l'historienne des médias

L'appétit de l'argent et l'indifférence aux choses de la grandeur avaient opéré en même temps pour donner à la France une presse qui, à de rares exceptions près, n'avait d'autre but que de grandir la puissance de quelques-uns et d'autre effet que d'avilir la moralité de tous. Il n'a donc pas été difficile à cette presse de devenir ce qu'elle a été de 1940 à 1944, c'est-à-dire la honte de ce pays. »

L'éditorial du journaliste et résistant Albert Camus paru dans *Combat* le 31 août 1944, qui établit un continuum entre la presse de la fin de la III^e République et la presse collaborationniste de la seconde guerre mondiale, résonne aujourd'hui avec acuité. Malgré les différences évidentes de contexte politique et médiatique, la société française des années 1930 et celle des années 2020, confrontées à la poussée de l'extrême droite, traversent une crise non seulement politique, mais également morale, dont certains médias, parce qu'ils ont activement contribué à la polarisation de la société, ne peuvent s'exonérer.

Dans les années 1930, la polarisation politique entre blocs de gauche et de droite avait favorisé l'extrême droitisation d'une presse déjà conservatrice et le renouveau d'un journalisme pamphlétaire de plus en plus fasciné par les modèles autoritaires de l'Italie fasciste ou de l'Allemagne nazie. Dans un paysage infor-



NOTRE PAYSAGE MÉDIATIQUE CORRESPOND À UNE SÉDIMENTATION DE RENONCEMENTS POLITIQUES, JOURNALISTIQUES ET CIVIQUES

mationnel dominé par une presse écrite d'opinion de tradition littéraire, ces journaux avaient violemment porté la charge contre des « ennemis » identifiés : la gauche communiste, la République, les juifs...

Dans les années 2020, la polarisation médiatique, qui s'est accélérée depuis une décennie, est d'autant plus dangereuse qu'elle profite d'une redoutable combinaison de facteurs socioculturels. Il y a d'abord le noyau dur de la polarisation du débat public : l'écosystème informationnel érigé par Vincent Bolloré depuis sa prise de contrôle du groupe

Canal+, en 2015. Mise au pas de la critique au sein des rédactions, suppression des émissions d'enquête et de satire, multiplication de programmes conversationnels en rupture avec le principe d'honnêteté de l'information, dévoiement du pluralisme interne des courants de pensée et d'opinion : on connaît les jalons du travail idéologique qui a réussi à imposer un agenda libéralo-conservateur, devenu surtout libéralo-réactionnaire depuis la « séquence Zemmour » (2019-2022).

Les études du cas Fox News le montrent bien : la polarisation médiatique est un levier d'action pour renforcer la polarisation de la société, condition nécessaire au basculement ou au maintien du rapport de force politique à l'occasion d'une échéance électorale. La disqualification de la gauche est le ciment de la coproduction médiatique entre le pouvoir macroniste et les artisans d'une « union des droites » autour de Vincent Bolloré. Les coulisses de ces jeux d'influence sont aujourd'hui révélées au grand jour : le responsable d'un parti gaulliste orchestrant son ralliement à l'extrême droite avec le milliardaire, un conseiller élyséen annonçant la dissolution à un présentateur de CNews avant le premier ministre, etc.

Sur les plateaux bolloréens, la diabolisation d'une gauche radicale a remplacé l'antibolchevisme de l'entre-deux-guerres, d'autant plus facilement que la stratégie de conflictualisation mise en œuvre par La France insoumise pour gagner en visibilité a progressivement alimenté les polémiques sur les comportements politiques. Le bouc émissaire érigé en figure de l'« anti-France » est musulman comme il fut juif avant-guerre, subissant les mêmes amalgames racistes alimentés par ceux qui profitent aujourd'hui des peurs face au terro-

risme islamiste et cherchent à faire oublier l'antisémitisme virulent de l'extrême droite identitaire. Mais il y a des différences, qui montrent le danger actuel. Car si l'extrême droitisation médiatique des années 1930 a conduit à cet « avilissement de la moralité de tous » dont parle Camus, ce sont les circonstances spécifiques de la guerre qui ont porté cette extrême droite au pouvoir en juin 1940. Après le 21 avril 2002, le sursaut de la société, médias y compris, avait réaffirmé avec clarté la nécessité de la digue républicaine. Aujourd'hui, alors que l'extrême droite peut prétendre accéder au pouvoir par les urnes, une partie des médias s'accommode d'une indifférenciation entre des forces politiques démocratiques et cette extrême droite qui menace les démocraties en s'attaquant aux droits et aux libertés.

« Donneur de leçons »

Comment en sommes-nous arrivés là ? La montée du populisme est une première explication. La « bataille culturelle » du populisme de droite a profité du récit d'un populisme de gauche pour capter d'autres segments de la population, notamment l'électorat populaire, ce que n'avait pas réussi à faire l'extrême droite médiatique des années 1930.

Une seconde raison renvoie à la responsabilité de médias au-delà de l'écosystème Bolloré dans la normalisation de l'extrême droite. Les indices d'une polarisation par capillarité s'accumulent depuis quelques années à travers l'aculturation aux formats bolloréens : faire passer pour du pluralisme la réduction des opinions à une confrontation toujours plus antagoniste et binaire ; effacer l'identité « extrême » d'invités politiques ou de chroniqueurs d'ex-

trême droite (désormais récurrents), alors qu'il existe des catégories objectives d'affiliation à cette famille politique. L'audiovisuel public n'est pas en reste, lorsqu'il réduit l'antenne d'humoristes érigés en « gauchistes », quitte à sacrifier le symbole de liberté qu'ils incarnent.

Face à la nature exclusive et autoritaire de l'extrême droite, le cordon sanitaire se joue dans la société comme dans les médias. La société française, plurielle et complexe, n'est pas ce que l'écosystème polarisé Bolloré veut en présenter. A la Libération, personne n'aurait songé à traiter l'intellectuel Camus de « donneur de leçons », comme le font aujourd'hui les populistes contre toute parole d'exigence morale (éthique du journalisme, qualité du débat public, refus de l'essentialisation).

La moralisation nécessaire de l'écosystème médiatique ne renvoie pas aux sensibilités subjectives des personnes, mais aux normes de conduite qu'une communauté professionnelle a érigées et aux pratiques collectives qui, par intérêt ou confort, peuvent s'éroder. Notre paysage médiatique actuel correspond à une sédimentation de renoncements politiques, journalistiques et civiques. Au fond, à notre apathie contemporaine quant à ce que requiert la culture démocratique, aussi précieuse que fragile. ■

Claire Sécaïl est chercheuse CNRS au Centre de recherche sur les liens sociaux (Cerlis/université Paris Cité) et historienne des médias. Elle a notamment écrit « Touche pas à mon peuple » (Seuil, 84 p., 5,90 €)

Claude Dargent Les législatives, une étape dans le processus de reconstruction de la gauche

L'examen des bases sociales et idéologiques des électorats LFI et PS aux élections européennes confirme leur compatibilité, analyse le politiste

La conclusion d'une alliance électorale entre les partis de gauche a surpris, semble-t-il, le camp macroniste, qui tablait sur la division des partis qui la composent. Mais cette union va-t-elle être effective dans les urnes ? Voilà qui pose la question des deux « gauches irrécconciliables ».

En 2016, cette expression de Manuel Valls renvoyait déjà moins à

un diagnostic qu'à un souhait de son auteur. Elle occulte un constat majeur : l'union des forces de gauche n'a jamais été un chemin tranquille. On aurait tort d'oublier les divergences notoires qui séparaient les socialistes de leurs partenaires dans les alliances passées. C'est flagrant s'agissant du Front populaire de 1936, du tripartisme à la Libération et de la victoire de Mitterrand en 1981.

Très lié à Moscou, le Parti communiste français était alors un partisan résolu de la nationalisation de pans entiers de l'économie. On en conviendra, cela n'est pas une configuration plus facile que l'alliance avec un parti comme La France insoumise (LFI) – la démocratie interne y rencontre des limites sérieuses...

Quant à la coalition emmenée par Lionel Jospin en 1997, elle était baptisée « gauche plurielle » pour bien montrer sa diversité – avec l'émergence d'une force écologiste qui exprime également, à sa manière, une forme de radicalité. Pourtant, ces divergences n'ont pas empêché la conclusion de ces alliances, ni même leur victoire et l'exercice du pouvoir pour une période plus ou moins longue.

Une dynamique et des pertes

Qu'en est-il dans le paysage politique d'aujourd'hui ? Personne n'a oublié les divisions de la Nupes depuis 2022. Elles n'ont pas été contournées dans l'accord annoncé le 13 juin, qui définit des positions claires. Surtout, le poids relatif de LFI sera de toute évidence réduit chez les députés élus le 7 juillet. Arguant du score obtenu par Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle de 2022 (22 %) face au résultat calamiteux de la candidate socialiste Anne Hidalgo (1,8 %) et aux performances modestes des candidats écologiste et communiste, LFI avait obtenu 350 circonscriptions sur 577, et davantage d'élus que toutes les autres formations de la Nupes réunies. La liste emmenée aux européennes par Raphaël Glucksmann a réussi à inverser le rapport de force. La prééminence de LFI (229 circonscriptions) dans les investitures du

Nouveau Front populaire est donc fortement réduite.

Au demeurant, l'examen des bases sociales et idéologiques des électorats LFI et socialiste aux élections européennes confirme leur compatibilité. Du point de vue des classes sociales, on a assisté sur le dernier demi-siècle à ce qu'on peut appeler un grand retournement électoral. Alors que les classes populaires votaient jadis à gauche et les classes moyennes et supérieures à droite, c'est l'inverse aujourd'hui. Globalement, 35 % des cadres, professions intermédiaires et indépendants ont voté à gauche aux européennes, contre seulement 28 % des ouvriers et employés, selon un sondage réalisé par l'IFOP le 9 juin. Cette inversion est massive chez les électeurs socialistes et écologistes, tandis que LFI a continué de convaincre un peu plus les catégories populaires (12 %) que les actifs plus privilégiés (10 %). Mais que les électorats de formations politiques distinctes soient partiellement différenciés ne constitue pas un handicap. Et l'avantage de LFI dans les catégories populaires



LES QUATRE ALLIANCES DE GAUCHE QUI SONT PARVENUES AU POUVOIR ÉTAIENT TOUTES EMMENÉES PAR UN SOCIALISTE

peut d'ailleurs constituer un atout face au Rassemblement national (RN), quand on sait qu'un ouvrier sur deux a voté pour la liste menée par Jordan Bardella.

D'autant que, d'un point de vue idéologique, les électorats socialiste et LFI ne sont pas si éloignés. La même enquête établit que, si la quasi-totalité des Français qui ont voté aux européennes affirment que la santé était une thématique déterminante pour choisir leur candidat, les électeurs LFI, socialistes et écologistes se différencient sur leurs autres préoccupations majeures. Ainsi, ils placent bien plus bas la lutte contre le terrorisme, la délinquance et l'immigration clandestine que le RN, Les Républicains et les macronistes. Et ils sont bien plus préoccupés par la question du pouvoir d'achat et des prix de l'énergie – davantage toutefois chez les électeurs LFI que dans les autres formations de gauche. Il y a là une revendication des catégories populaires que la nouvelle alliance doit entendre si elle veut faire pièce au RN – ce qui semble être le cas au vu du programme qu'elle vient d'adopter.

Enfin, on aurait garde d'oublier la question de l'antisémitisme, dont une enquête de l'IFOP conduite en mars a montré une prévalence plus forte à l'extrême gauche. La condamnation claire dont font l'objet les actes de cette nature – reliés à juste titre au racisme et à l'islamophobie – dans l'accord conclu par la nouvelle alliance devrait apaiser les inquiétudes légitimes exprimées sur ce sujet.

Le Nouveau Front populaire peut-il alors envoyer davantage de députés à l'Assemblée nationale que la Nupes en 2022 ? Compte tenu de ces différents éléments,

on peut le penser. D'autant que l'hypothèse de l'accès du RN au pouvoir est un puissant facteur de mobilisation pour des électeurs qui s'étaient réfugiés ces dernières années dans l'abstention.

Le Nouveau Front populaire parviendra-t-il à obtenir une majorité ? C'est beaucoup plus douteux. L'union, si elle recèle une dynamique, entraîne en contrepartie des pertes sur ses marges. Surtout, la victoire requiert l'incarnation d'un candidat au poste de premier ministre. Or rien n'a été décidé en la matière : l'hypothèse Jean-Luc Mélenchon n'est donc pas explicitement écartée, ce qui est évidemment un facteur de démobilitation pour une partie de l'électorat. On aurait tort d'oublier pourtant que les quatre alliances électorales de gauche qui sont parvenues au pouvoir en France au XX^e siècle étaient toutes emmenées par un socialiste : ce n'est probablement pas un hasard.

Mais, dans le temps court d'une campagne aussi brève, on n'est jamais à l'abri d'une surprise. En tout cas, ces élections constitueront à l'évidence une étape dans le processus de reconstruction de la gauche – parallèle à la fermeture, semble-t-il amorcée, de la parenthèse macroniste. ■

Claude Dargent est professeur en science politique à l'université Paris-VIII-Vincennes à Saint-Denis, chercheur au Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris, et chercheur associé au Cevipof, le Centre de recherches politiques de Sciences Po

Derrière le succès annoncé du Labour, l'ombre de l'extrême droite

ANALYSE

Britanniques et Français sont convoqués aux urnes presque en même temps : le 4 juillet pour les premiers, les 30 juin et 7 juillet pour les seconds, dans le cadre d'élections législatives anticipées des deux côtés de la Manche. Les similitudes s'arrêtent là. Dans un étonnant renversement de situation entre France et Royaume-Uni, alors que la politique hexagonale a pris un tour chaotique et vertigineux avec la décision surprise d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale, la britannique semble s'éloigner des rives du populisme et entrer dans des eaux plus calmes, résolument attachées à l'Etat de droit.

A en croire les sondages – ils se sont souvent trompés lors des précédents scrutins, mais indiquent tous la même direction depuis des mois –, le Labour est aux portes du pouvoir. Les électeurs ont l'air décidés à sanctionner lourdement les conservateurs, lassés par leurs promesses non tenues du Brexit, les scandales de l'ère Boris Johnson, l'expérience budgétaire irresponsable de Liz Truss (40 milliards de livres, soit 47 milliards d'euros, de baisses d'impôts non financées) et le mandat sans inspiration de Rishi Sunak.

A deux semaines du scrutin, les médias nationaux s'interrogent moins sur l'éviction de ce dernier de Downing Street, considérée comme acquise, que sur l'ampleur de la victoire à gauche. Le Labour fera-t-il aussi bien que le New Labour de Tony Blair aux élections

de 1997, ou encore mieux, en raflant jusqu'aux deux tiers des postes de députés à la Chambre des communes ? Avec un slogan tenant en un mot – « *Change* », « changement » – et une priorité – le retour à la stabilité politique et économique –, Keir Starmer, le chef de file du Labour, a promis de se débarrasser des éléments les plus choquants de l'héritage du gouvernement conservateur. La politique d'expulsion des demandeurs d'asile vers le Rwanda devrait être abandonnée.

Forts accents conservateurs

Le Labour n'a pour autant rien à voir avec le Nouveau Front populaire, formé en France pour barrer la route au Rassemblement national. Il se situe plus à droite : M. Starmer insiste sur son patriotisme, la sécurité, et entend renforcer les effectifs des douanes ou « *contrôler correctement les niveaux* » de migration nette. Sur le plan économique, le programme du Labour a même de forts accents conservateurs, promettant de ne pas augmenter la TVA ou l'impôt sur les revenus, insistant sur la nécessaire discipline budgétaire et limitant ses promesses d'investissement dans les services publics à celles qui peuvent être financées sans augmenter la dette publique.

Depuis qu'il a pris les rênes du Labour, début 2020, Keir Starmer a délibérément marginalisé son prédécesseur Jeremy Corbyn et ses partisans à l'aile gauche du parti. Il revendique de l'avoir transformé en une formation « probusiness » et Rachel Reeves, sa probable future ministre des finances, n'hésite

pas à évoquer la mémoire de l'ex-ministre conservatrice Margaret Thatcher, jusqu'alors repoussoir ultime de la gauche. Au-delà de la réalité financière dans laquelle se trouve le pays – une croissance atone, une dette et un déficit publics importants, il y a des raisons tactiques à ce positionnement « *Tory-lite* » (« tory modéré ») du Labour.

Aux élections législatives de 2010, la gauche avait perdu en partie pour n'avoir pas su enrayer la crise financière. Par ailleurs, la presse tabloïd, toujours très puissante, est majoritairement à droite et reste obsédée par les baisses d'impôts. Cette stratégie ultra-prudente de M. Starmer, couplée à l'absence de promesses d'envergure, se révélera probablement efficace pour conquérir le pouvoir. A plus long terme, elle n'est pas sans danger. Après quinze années de coupes budgétaires et de sous-investissements, les services publics britanniques ne parviennent plus à faire face : les toits des écoles menacent de s'effondrer, les routes sont couvertes de nids-de-poule, le service de la santé, le National Health Service, manque de personnel, de matériel, et a besoin d'une réforme structurelle. Le sentiment que le pays est « *brisé* » est très répandu dans la population. Le Labour parie sur le retour de la croissance pour réinvestir dans ces services tout en tenant sa ligne budgétaire rigoureuse.

Mais si elle n'est pas au rendez-vous, que choisira un futur cabinet Starmer : augmenter les impôts contre ses promesses initiales ou décider de nouvelles coupes budgétaires dans des ministères déjà à l'os ? La déception et le

cynisme des électeurs risquent d'être proportionnels à leurs attentes.

Pour le parti de gauche, la marche est très haute : la confiance des Britanniques dans leurs politiques est déjà historiquement basse, selon une étude du National Centre for Social Research parue le 12 juin. Selon ce sondage détaillé, 45 % des personnes interrogées ne font « *presque jamais* » confiance aux gouvernements pour mettre l'intérêt supérieur du pays avant leurs calculs partisans.

Or, Nigel Farage se tient en embuscade. L'ex-dirigeant du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) et désormais président du parti d'extrême droite Reform UK a, pour la première fois, de bonnes chances de se faire élire à la Chambre des communes et il rêve de faire « *bouger les plaques tectoniques* ». Cet homme aux propos sans filtre a déjà dynamité la vie politique britannique en étant le premier, dans les années 2000, à prôner le Brexit. Habile manipulateur des frustrations britanniques, prônant le rejet de la migration, il compte poursuivre son œuvre, pourquoi pas en récupérant ce qui peut l'être du parti conservateur après sa défaite.

Déjà, des tories comme Suella Braverman, ex-ministre de l'intérieur de Rishi Sunak, lui font des appels du pied pour venir diriger le parti de Winston Churchill et de John Major après les élections du 4 juillet. Le pire n'est pas certain, mais le Royaume-Uni n'en a pas fini avec la menace populiste. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX
(LONDRES, CORRESPONDANTE)



CHRONIQUE

PAR ANTOINE REVERCHON

Une alternative postcoloniale

La vague historiographique des études « postcoloniales » a concentré l'attention sur les peuples colonisés par les Européens, et sur les puissances coloniales elles-mêmes. Mais elle a laissé à l'écart les Etats non européens restés indépendants malgré trois siècles d'expansion des empires européens – sauf le Japon, mais pour en raconter l'accès au statut d'empire colonial par imitation de l'Occident.

Quatre historiens, réunis le 6 juin à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) lors d'une journée d'étude, « Empires, après-empires et capitalisme en perspective globale », organisée par Alessandro Stanziani, rompent avec cette perspective en montrant que la persistance de la souveraineté de ces Etats – Chine, Ethiopie, Japon, Empire ottoman, Perse (Iran), Siam (Thaïlande) – n'est pas sans rapport avec la remise en cause actuelle de la domination des démocraties occidentales sur le système international.

Dans le recueil de communications *Unconquered States. Non-European Powers in the Imperial Age* (Oxford University Press, non traduit, à paraître en 2024), Houchang Chehabi (université de Boston) et David Motadel (London School of Economics) montrent comment ces Etats, à l'inverse de ceux d'Amérique latine (empires aztèque, inca) et d'Afrique (royaume du Kongo et empire du Mali), ont conservé leur indépendance, en adoptant l'armement et l'organisation militaire des Européens, en participant aux relations diplomatiques commerciales, en développant l'éducation et la culture dans leur propre langue.

Certes, au prix d'abandons de souveraineté et d'une soumission à la domination économique des puissances impérialistes (Lénine les qualifia de « *semi-colonies* »), ces Etats conservent ainsi les bases qui leur permettront, après la décolonisation, de rejoindre la communauté des Etats indépendants. Et surtout, lors-

que vint le temps de la « démondialisation », de s'appuyer sur ce passé glorieux pour se poser comme les champions d'un nouvel ordre mondial défiant la domination de l'Occident – quitte, pour certains, à légitimer l'autoritarisme de leur régime.

Il n'y avait rien d'inéluctable à ce que la décolonisation mène à la création d'une foule d'Etats-nations et à la nostalgie de vieux empires. C'est ce que montrent Jane Burbank et Frederick Cooper (New York University) dans *Post-Imperial Possibilities. Eurasia, Eurafica, Afroasia* (Princeton University Press, 2023, non traduit), en pointant deux alternatives.

D'une part, des fédérations d'Etats indépendants placés sur un pied d'égalité au moins politique – y compris avec l'ancienne puissance coloniale (le projet d'Union française de 1946 à 1958, le Commonwealth) – au nom de la complémentarité des cultures, des valeurs et des économies (Eurafrique), ou une solidarité et une coopération entre Etats africains et asiatiques comme celles prônées à Bandung (Indonésie) par le mouvement des non-alignés, dont l'héritage se lit dans les programmes de l'Organisation des Nations unies (Africasie).

Culturellement indépendantes

Mais la « capture » des nouveaux Etats par les élites postcoloniales qui y trouvent un terrain de pouvoir et de rente, la domination économique des anciennes métropoles, la division du monde par la guerre froide mettent un terme à ces projets : ce sont bien les Etats-nations qui l'emportent.

Un autre projet connaîtra un destin qui n'est pas encore tranché. L'empire colonial russe, lui, s'est dissous, en 1917 et en 1991, donnant naissance à une foule d'Etats-nations. A ces deux moments s'est manifesté le projet d'une reconstitution d'un empire « eurasiatique », débarrassé de l'influence occidentale pour se référer aux valeurs et au mode de gouvernance de l'Empire mongol (excellamment décrit par Marie Favereau dans *La Horde*, Perrin, 2023) : des nations culturellement indépendantes, mais soumises à une autorité administrative, militaire et fiscale unique.

Ce concept, promu dans les cercles nationalistes russes des années 1920, se retrouve dans la conception poutinienne de la Russie à imposer aux peuples de l'ancien empire une autre voie que celle de l'Occident. ■

L'EUROPE EN RETARD D'UNE GUERRE

LIVRE



BIENVENUE EN ÉCONOMIE DE GUERRE !

de David Bavezez
(Novice,
204 p., 19,90 €)

Dans le monde capitaliste, il existe des règles d'airain. En temps de paix, l'économie est tirée par la demande des consommateurs, tandis qu'en période de guerre, les cartes sont rebattues et l'accent doit être mis sur l'économie de l'offre, notamment pour éviter les goulots d'étranglement au niveau mondial. Dans *Bienvenue en économie de guerre !* (Novice, 204 p., 19,90 euros), David Bavezez, investisseur vivant entre Hongkong et Paris, invite les pays européens à s'adapter à ce changement d'époque, sous peine d'être broyés entre les Etats-Unis et la Chine qui s'affrontent sur les terrains économique, technologique et idéologique.

C'est pour contrecarrer ce risque que l'essayiste prend la plume. Il a l'assurance de ceux qui appartiennent au village global, les « *anywhere* », à l'aise partout et qui s'opposent aux « *somewhere* » (les locaux), décrits par le journaliste économique britannique David Goodhaert, dans son best-seller

Les Deux Clans. La nouvelle fracture mondiale (Les Arènes, 2019). Mais, depuis trois ans, la faille s'est élargie. « *2022 est une année de profonde rupture* » qui « *marque la clôture du cycle de trente ans, commencé en 1989, avec la chute du mur de Berlin* », analyse-t-il.

Risque de « yéménisation »

Deux événements majeurs se sont en effet produits cette année-là. Le premier, pleinement ressenti par les Européens, est l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février. Le second, plus difficile à décrypter, s'est tenu en octobre : le 20^e congrès du Parti communiste chinois a assis le pouvoir sans partage de Xi Jinping à la tête du pays. Il a aussi renforcé du contrôle du parti sur l'économie et l'initiative privée.

Face à cette seconde guerre froide entre les Etats-Unis et la Chine, l'Europe – qui a fait jusqu'à présent le dos rond – est aujourd'hui menacée de « yéménisation », néologisme né du sort peu enviable du Yémen, devenu un terrain d'affrontement entre l'Arabie saoudite et l'Iran.

Notre continent a pourtant les moyens de réagir, estime l'auteur, à condition de tirer les leçons du passage à une économie de guerre qui provoque, entre autres effets, une forte instabilité monétaire. L'inflation devenue plus structurelle lamine le pouvoir d'achat de la population européenne, nourrissant un fort mécontentement social et une vague de populisme. Pour s'adapter, David Bavezez propose un nouveau triptyque politique ESG (« énergie, sécurité, guerre ») en lieu et place de celui mis en avant par les défenseurs de la planète (« environnemental, social, gouvernance ») qui dicte la feuille de route de l'Union à 27.

Volontairement provocateur, l'auteur cherche surtout à susciter un large débat d'idées. Et face à la guerre hybride que l'Europe subit, il plaide aussi pour une alliance renforcée entre dirigeants économiques et géopolitistes européens, ces deux professions qui s'ignorent volontiers, alors que leurs compétences partagées permettraient au Vieux Continent de relever la tête. ■

ALAIN BEUVE-MÉRY

L'ignominie n'a pas d'âge

PAR SERGUEI



IL N'Y AVAIT RIEN D'INÉLUCTABLE À CE QUE LA DÉCOLONISATION MÈNE À LA CRÉATION D'UNE FOULE D'ÉTATS-NATIONS



Les stratèges pourraient évoquer le théorème du magasin de porcelaine : ce que vous cassez vous appartient. En 2002, le secrétaire d'Etat Colin Powell (1937-2021) avait utilisé la formule pour tenter de dissuader George W. Bush d'envahir l'Irak – l'opération faisait partie de la réponse américaine aux attentats du 11 septembre 2001.

Powell mettait en garde le président : « *vous cassez [le régime], vous devenez propriétaire [du pays]* », soit 25 millions de personnes à administrer dans un climat d'hostilité. Bush n'a pas écouté son ministre. En mars 2003, les Etats-Unis ont mis à bas le régime de Saddam Hussein, sans savoir comment le remplacer. Ils ont pris possession de l'Irak, provoqué une guerre civile entre Irakiens, redonné vie au djihadisme – sous la forme de l'organisation Etat islamique – et, ce faisant, déstabilisé la zone pour une génération. Les morts (des centaines de milliers) et les ruines de ces années de malheur hantent toujours la région.

Les comparaisons historiques ont leurs limites. Mais la politique de Benyamin Nétanyahou à Gaza semble chaque jour davantage obéir au théorème du magasin de porcelaine. A la tête d'une coalition qui ne tient que grâce à la participation de partis d'ultra-droite, le premier ministre prolonge la guerre dans le territoire palestinien. Sans le dire expressément, il repousse la dernière des propositions américaines – mise au point avec le Qatar et l'Égypte, puis entérinée par l'Organisation des Nations unies (ONU).

Joe Biden propose un cessez-le-feu immédiat en échange de la libération des otages aux mains du Hamas. Washington part du principe que cet élargissement, en dehors de quelques opérations ponctuelles, ne peut venir que d'une négociation – que réclament des manifestants israéliens de plus en plus nombreux. Sans entrer dans les détails, le plan Biden prévoit ensuite l'arrêt définitif des hostilités, le retrait de l'armée israélienne, puis un programme de reconstruction en cinq ans d'une bande de Gaza dévastée.

Dans un état critique

Qu'elles soient indépendantes ou liées à l'ONU, locales ou internationales, toutes les organisations humanitaires dressent le même tableau. L'enfer au bord de la Méditerranée. La population palestinienne – 2,3 millions d'habitants – est dans un état critique: sanitaire, alimentaire (la malnutrition touche des milliers d'enfants), psychologique. Elle ne peut pas fuir, les frontières sont fermées. Elle n'a pas accès aux tunnels. Elle paie au prix fort le type de bombardements (lourds) choisi par l'armée israélienne dans ce conflit déclenché par le Hamas. Trente-sept mille Gazaouis, selon le ministère de la santé du Hamas – dont nombre d'enfants, de femmes, de vieillards –, auraient déjà été tués dans la campagne menée à la suite de l'opération terroriste du 7 octo-

**BIDEN RACONTE
QU'IL AVAIT
PRÉVENU
NÉTANYAHOU
EN OCTOBRE 2023 :
« NE FAITES PAS
COMME NOUS
EN IRAK »**

**L'ATTITUDE DU
GOUVERNEMENT
ISRAËLIEN
DESSINE
UNE PERSPECTIVE
D'AVENIR
ASSEZ CLAIRE**

bre 2023 – assassinats, viols, enlèvements – où quelque 1200 personnes ont trouvé la mort.

Que reste-t-il du dispositif militaire du Hamas? Les deux tiers auraient été neutralisés. Mais, à cette date, pas plus le gouvernement Nétanyahou que le Hamas ne sont disposés à donner leur accord à Joe Biden. Le mouvement palestinien veut des garanties sur un retrait définitif des forces israéliennes. Le premier ministre s'en tient à la même ligne : pas de discussion sur l'après-guerre sans « victoire totale » (qu'il n'a pas définie) sur le Hamas. C'est aussi la condition posée par les alliés extrémistes de Nétanyahou pour le maintenir au pouvoir.

Autrement dit, inutile de planifier ce qu'il adviendra de Gaza tant que la guerre se poursuit. Inutile de répondre à l'exceptionnelle bonne disposition des pays arabes – du Golfe à l'Egypte – à l'égard d'Israël. Ils sont prêts, sous l'égide des Etats-Unis, à réformer et à muscler une Autorité palestinienne, aujourd'hui décrédisée, pour l'aider à administrer Gaza et la Cisjordanie, imaginant à (moyen-long) terme l'établissement d'un Etat palestinien. La coalition Nétanyahou ne veut de cela à aucun prix. Elle poursuit la colonisation de la Cisjordanie, territoire qu'elle entend annexer.

Alors la guerre va continuer – de sept mois à deux ans encore, dit-on dans l'entourage du premier ministre. Les procrastinations de Nétanyahou ont eu raison du « cabinet de guerre », que les représentants de l'opposition centriste, Benny Gantz et Gadi Eizenkot, deux anciens chefs d'état-major, viennent de quitter. L'attitude du gouvernement dessine une perspective d'avenir assez claire : Israël reste à Gaza. Plutôt, l'armée israélienne reste à Gaza, appelée à surveiller une population privée de tout, cependant que les derniers carrés du Hamas feront, de temps à autre, le coup de feu sur les forces d'occupation. Rappel historique : Israël a quitté Gaza en 2005.

Dans *Politico*, la journaliste Nahal Toosi écrit : « *D'ici deux ans, Gaza sera, dans un dédale de décambres, un vaste camp de tentes [de réfugiés] surveillé par l'armée israélienne. En d'autres termes, Israël, même s'il refuse aujourd'hui de l'admettre, occupera le territoire.* » Où naîtront les djihadistes de demain.

Joe Biden, dans un entretien accordé le 8 mai à CNN, raconte qu'il avait prévenu Netanyahu en octobre 2023 : *« Ne faites pas comme nous en Irak. »* Il avait suggéré, poursuivit-il, des opérations de commando plus ciblées. Mais, fidèle à son amitié pour l'Etat hébreu, il a fourni les armes qu'Israël demandait. Aujourd'hui, il constate : *« Je sais qu'il y a [des gens] en Israël, au sein même du gouvernement, qui refuseront ma proposition [de cessez-le-feu et de négociation pour les otages]. Ils ne le cachent pas, ils veulent occuper Gaza, ils veulent continuer la guerre pendant des années, et les otages ne sont pas, pour eux, une priorité. »* Il est permis de déceler une pointe d'amertume dans ces propos. ■

LE RASSEMBLEMENT NATIONAL ET SES IMPOSTURES

ÉDITORIAL **M**

En position de force depuis sa victoire aux élections européennes du 9 juin, le Rassemblement national (RN) mène la campagne des élections législatives en pratiquant l'évitement sur à peu près tous les sujets. Son président, Jordan Bardella, se dit prêt à devenir le premier ministre d'Emmanuel Macron au cas où son parti sortirait vainqueur du scrutin des 30 juin et 7 juillet, mais pas dans n'importe quelle configuration. Il lui faut la majorité absolue sinon rien. En cas de majorité relative, il n'ira pas. Premier refus d'obstacle pour un dirigeant de 28 ans qui faisait jusqu'à présent preuve d'une assurance à toute épreuve et semble pris de vertige devant la réalité du pouvoir. A dix jours du premier tour, le projet de gouvernement

qu'il défend reste introuvable, car Marine Le Pen et lui se contorsionnent pour tenter de sortir de leur isolement européen sans trop se renier. Ils proclament désormais qu'ils ne veulent plus « *quitter le commandement intégré* » de l'Alliance atlantique... Du moins tant que la guerre est Ukraine est en cours, ils se disent d'accord pour soutenir militairement Kiev, tout en y mettant une « *ligne rouge* » : la livraison de missiles longue portée et autres armes qui permettraient de frapper le territoire russe.

Le plus marquant est la façon dont ils remettent certaines de leurs promesses économiques. La suppression de la TVA sur les produits de première nécessité, qui servait d'étendard au parti durant la crise inflationniste, n'est plus considérée comme prioritaire. L'exonération d'impôt sur le revenu pour les jeunes de moins de 30 ans, qui était la principale nouveauté du projet présidentiel de Marine Le Pen en 2022, s'est évaporée. L'abolition de l'impopulaire réforme des retraites Macron disparaît un jour, réapparaît le lendemain mais par étapes et sans autre précision.

Rarement dirigeants politiques auront autant godillé en aussi peu de temps. Performant dans sa fonction tribunitienne, le RN apparaît face à l'exercice du pouvoir comme un lapin pris dans les phares. Il n'est pas prêt à gouverner. Les renoncements visent à gagner en crédibilité dans

une situation budgétaire tendue. En réalité, ils éclairent sur la nature du parti. Les mesures les plus édulcorées concernent le pouvoir d'achat, que Marine Le Pen s'était pourtant fait fort de doper pour fidéliser l'électorat populaire. A ce stade surnage la baisse du taux de TVA sur l'énergie et le carburant de 20 % à 5 %. Nécessitant un bras de fer avec Bruxelles, la mesure, coûteuse, ne cible en rien ceux qui en auraient le plus besoin.

Sur la sécurité et l'immigration, deux questions qu'il n'a cessé de lier, le RN adopte à l'inverse une posture offensive. Rétablissement des peines planchers en matière de stupéfiants et d'atteintes aux personnes dépositaires de l'autorité publique, suspension des allocations familiales aux parents de mineurs délinquants récidivistes, « loi d'urgence » sur l'immigration intégrant non seulement la réforme de l'aide médicale d'Etat mais aussi la suppression du droit du sol.

Il n'y a plus là matière à contorsion. Le RN révèle ce qu'il est : un parti dont la matrice est la préférence nationale, le rejet de l'autre. La perspective d'un rapport de force avec le Conseil constitutionnel est clairement ouverte, le risque d'affrontements dans la société aussi. C'est le contraire de l'alternance tranquille que les dirigeants du RN prétendent aujourd'hui vouloir préparer. L'imposture est totale. ■



Cimetière de déportés, sur l'île de Tit-Ary, en Jakoutie (Sibérie orientale, Russie), 1989. JUOZAS KAZLAUSKAS/UNION DES PHOTOGRAPHES DE LITUANIE/LFS KAZ

URSS : d'autres vies brisées

Il y avait le Goulag. Mais également les déplacements forcés qui ont concerné des millions de personnes, suspectes aux yeux du régime soviétique. « Déportés pour l'éternité », d'Alain Blum et Emilia Koustova, retrace un pan de cette histoire méconnue

FLORENT GEORGESCO

Les déportés sont amenés près de la mine d'or à l'abandon qu'ils vont désormais devoir exploiter, bien qu'elle soit épuisée depuis le temps des tsars. Un commandant, la cravache à la main, leur lit la résolution du Soviet suprême de l'URSS, qui les condamne à l'exil en tant qu'« éléments non travailleurs ». Naum Kleiman pense à sa mère, à son père, qui, depuis l'adolescence, ont dû aider leurs familles à subvenir à leurs besoins. Il a 12 ans, mais il comprend tout de suite que le monde dans lequel il est entré en ce mois d'août 1949, après avoir traversé le continent de sa Moldavie natale à la Sibérie, est absurde.

Le commandant leur annonce, comme une bonne nouvelle, qu'ils pourront voter aux élections. Ce sera leur seul droit : participer à des simulacres. Il leur lit

aussi le décret du 26 novembre 1948, qui a rendu la relégation « éternelle », sans espoir de retour. Autour du jeune garçon, les gens pleurent. Mais soudain une femme éclate de rire. Elle apostrophe la foule des déportés : « S'il avait dit que nous étions exilés à vie, j'aurais pleuré avec vous, mais il a dit que nous étions exilés pour l'éternité. Ils pensent maîtriser l'éternité », ajoute-t-elle, et son rire redouble. Il résonne encore dans les souvenirs de Naum Kleiman soixante-dix ans plus tard, quand il reçoit l'historien et démographe Alain Blum, chez lui, à Moscou, où il s'est installé à son retour de Sibérie et est devenu un historien du cinéma respecté. « C'était un premier petit rayon de soleil dans les ténèbres », lui dit-il.

Une cinquantaine d'anciens déportés se sont, comme lui, longuement confiés à Alain Blum et à l'historienne Emilia Koustova. Ces entretiens, croisés les uns avec les autres, enrichis par un impressionnant dossier documentaire – archives soviétiques, lettres de déportés, Mémoires... –, forment l'ossature du livre qu'ils viennent de publier, *Déportés pour l'éternité*, première étude systématique des déplacements forcés qui ont frappé

des millions d'habitants des territoires annexés par l'URSS à la suite du pacte germano-soviétique signé en 1939.

Leur enquête a commencé dans le cadre du projet « Archives sonores. Mémoires européennes du Goulag », lancé

En Lituanie et en Ukraine, les déportations ont respectivement touché, de 1940 à 1952, plus de 120 000 personnes (sur 2,4 millions d'habitants) et près de 500 000 (sur 41,3 millions)

en 2007 pour recueillir les témoignages d'anciens déportés, qui a déjà donné lieu à des livres importants, comme *Déportés en URSS. Récits d'Européens au Goulag. 1939-1950*, dirigé par Alain Blum, Marta Craveri et Valérie Nivelon (Autrement, 2012). Mais il y avait, en URSS, beaucoup

de manières différentes d'être déporté. Et, si le Goulag, au moins depuis Soljenitsyne, n'a plus guère de mystère pour nous, Naum Kleiman et les siens ont connu une autre réalité, que *Déportés pour l'éternité* nous permet enfin de distinguer avec précision.

Non pas des condamnations frappant des individus pour raisons politiques ou, parfois, pour des délits de droit commun, mais des décisions administratives touchant des groupes. Non pas des camps, avec barbelés et miradors, mais ce que les autorités appelaient des « villages spéciaux », en apparence ouverts, en réalité souvent situés dans des lieux si hostiles qu'on ne pouvait s'en échapper.

Au Goulag, les prisonniers étaient majoritairement des hommes adultes. Dans les lieux de relégation, les femmes, les vieillards et les enfants étaient de loin les plus nombreux ; bien souvent, il s'agissait des familles des premiers, proximité qui suffisait à les qualifier comme suspects. Comme étaient suspects, et devaient être l'objet d'une « soviétisation » accélérée, tous les groupes sociaux visés

LIRE LA SUITE PAGE 2

2

LA UNE, SUITE
► ENTRETIEN
Avec Alain Blum et Emilia Koustova

3

MOTS DE PASSE
► Geoff Dyer ne renonce pas



4/5

LITTÉRATURE
► Xavier Hanotte, Aurélie Jeannin, Claudio Magris, Montserrat Roig

6

HISTOIRE D'UN LIVRE
► Le « Journal », d'Yves Navarre



7

ESSAIS
► Houari Touati retrace l'histoire de la « science de l'homme » dans l'islam médiéval

8

CHRONIQUES
► LE FEUILLETON
Tiphaine Samoyault a lu le numéro « Pier Paolo Pasolini » de « Critique »



9

MÉLANGE DES GENRES
► SCIENCE-FICTION
Ian Soliane

10

RENCONTRE
► Sara Mesa en bonne fille de tyran domestique



SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

par ces déportations, dans toute la frange occidentale de l'URSS d'après 1939, de la Moldavie à l'Estonie – partisans antisoviétiques réels ou non et leurs aides supposés, paysans renâclant à la collectivisation, juifs sionistes ou accusés de « cosmopolitisme », élites des périodes d'indépendance de ces pays, y compris les instituteurs, peuples collectivement punis, tels les Tatars de Crimée...

Une synthèse globale du phénomène n'étant pas encore possible – il faudrait, pour cela, que des enquêtes comme la leur se multiplient –, Alain Blum et Emilia Koustova se concentrent pour l'essentiel sur deux territoires : la Lituanie et l'Ukraine occidentale, où, par vagues successives, les déportations ont respectivement touché, de 1940 à 1952, plus de 120 000 personnes (sur 2,4 millions d'habitants) et près de 500 000 (sur 41,3 millions).

De toutes ces vies brisées en deux, le livre fouille chaque étape, chaque dimension, de la déportation elle-même au travail sous contrainte (une exploitation qui a fini par devenir un ressort économique central de l'URSS, à côté du Goulag) et au retour progressif après la mort de Staline, en mars 1953. Tout y est. La mort, fréquente. La précarité extrême de l'installation dans des zones arides, où rien, souvent, n'attend les déportés. La résistance intérieure, l'affirmation souterraine de soi, de sa culture, de sa nostalgie. Le stigmate social qui frappe, jusqu'à la chute de l'URSS, ceux qui reviennent ou restent en Russie – Naum Kleiman y faisant une belle carrière représentée à cet égard une rare exception.

Un tableau saturé de réalité

Mais aussi les décrets, les rapports, les plans quasi militaires d'organisation des transferts, tout le barnum paperassier de l'administration soviétique, histoire par le haut dont la rencontre avec l'histoire par le bas – toutes ces voix accumulées – se révèle ici d'une fécondité extraordinaire. En ressort un tableau saturé de réalité, qui nous place au cœur de ce que fut, pour les Lituanais et les Ukrainiens, et, à travers eux, l'ensemble des peuples soumis de force à la soviétisation, l'expérience concrète de la vie soviétique, où l'absurde et l'horreur se confondent.

A l'échelle à laquelle se sont déployées l'ensemble des répressions, Goulag et déplacements forcés ajoutés, en Ukraine, à l'Holodomor (1932-1934) et aux assassinats de masse de la Grande Terreur (1937-1939), comme, pour tous, à la surveillance et à l'arbitraire quotidiens, aucune famille, dans ces nations, n'échappe aujourd'hui à la mémoire de cette expérience.

Ce sont ces « vieux démons » qu'a réveillés l'agression russe de l'Ukraine, notent Alain Blum et Emilia Koustova : les souvenirs d'un monde fondé sur l'épuration constante des sociétés, sur la transformation en rebut de tout individu et de tout groupe jugés inadéquats au remodelage de l'humanité que supposait la marche vers le communisme. Par sa puissance de mise au jour de ce qui nous fut si longtemps inconnu, *Déportés pour l'éternité* n'apparaît pas seulement comme une grande entreprise historique de renouvellement des savoirs : c'est un jalon essentiel pour nous rapprocher d'une histoire complète de l'Europe. ■

FLORENT GEORGESCO

DÉPORTÉS POUR L'ÉTERNITÉ. SURVIVRE À L'EXIL STALINEN, 1939-1991
d'Alain Blum et Emilia Koustova,
Editions de l'EHESS/INED
Editions, « En temps & lieux », 382 p., 24,80 €.



A gauche : Journée du deuil et de l'espoir, dans la région de Vilnius, d'où portaient les convois pour la Sibérie, 1989. A droite : une « zemlianka » (hutte enterrée) de déportés lituaniens, péninsule de Mostah, Iakoutie, 1989. JUOZAS KAZLAUSKAS/UNION DES PHOTOGRAPHES DE LITUANIE/LFS KAZ

ENTRETIEN

Par les connaissances inédites qu'il apporte sur les déplacements forcés subis par les Lituaniens et les Ukrainiens à l'époque soviétique, *Déportés pour l'éternité* est un jalon important dans l'histoire de l'URSS. Mais il manifeste aussi, à la croisée de la recherche et des enjeux mémoriels, un réveil de l'intérêt des Européens de l'Ouest pour les tragédies de l'Est. Retour sur cette dynamique avec ses auteurs, Alain Blum, directeur de recherche à l'Institut national d'études démographiques et directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, et Emilia Koustova, professeure à l'université de Strasbourg.

Vous montrez que le stigmate qui frappait les anciens déportés revenus dans leur pays se transforme en honneur lors des indépendances. Quel impact ce renversement a-t-il eu sur le rapport de ces peuples à leur histoire ?

Alain Blum : A la fin des années 1980, le mouvement qui a mené la Lituanie à l'indépendance [*proclamée en 1990*], Sajudis [*Lietuvos Persitvarkymo Sajudis, « mouvement réformateur de Lituanie », fondé en 1988*], a très vite lancé une vaste enquête pour recueillir les souvenirs de ceux qui sont rentrés. Cette enquête a aidé les Lituaniens à se rassembler autour d'une histoire commune, alors que leurs expériences étaient très différentes. Une unité s'est faite sur cette mémoire, qui a permis de dépasser les clivages.

Emilia Koustova : En Ukraine, le rapport à la mémoire de l'occupation soviétique est plus compliqué. A l'exception de la partie occidentale, annexée à l'URSS après le pacte germano-soviétique d'août 1939, la soviétisation remonte aux lendemains de la révolution de 1917, alors que la Lituanie a été indépendante de 1918 à 1940. Cette soviétisation a été très violente, ne serait-ce qu'avec l'Holodomor [*les famines provoquées par Staline entre 1932 et 1934, qui firent autour de quatre millions de morts*]. Mais elle implique aussi que les Ukrainiens ont été massivement mobilisés dans l'Armée rouge en 1941, quand l'Allemagne a attaqué l'URSS.

Toute la question pour les Ukrainiens, après l'indépendance [1991], était donc de trouver comment se distancier de l'Etat sovié-

tique, sans abandonner cette mémoire de la souffrance et du sacrifice endurés à cause de l'agression nazie, aux côtés des populations du reste de l'Union, y compris russes.

Une autre difficulté majeure vient, en Lituanie comme en Ukraine, de la collaboration d'une partie des populations avec l'occupant nazi, entre 1941 et 1944, dont certains se sont retrouvés dans les mouvements de résistance antisoviétique...

A. B. : Les principaux collaborateurs ont fui avec les Allemands. Mais d'autres ont en effet rejoint les mouvements antisoviétiques de l'après-guerre, et ces pays n'ont pas toujours su résister à la tentation de les célébrer sans interroger leurs responsabilités. On le voit, en Ukraine, dans les débats autour de Bandera et de son Organisation des nationalistes ukrainiens, qui ont pour partie été complices de la Shoah, tout en luttant pour l'indépendance du pays.

Mais, justement, il y a davantage de débats aujourd'hui, évoquant ces formes de collaboration. De même, un travail sérieux est accompli depuis des années en Lituanie pour mettre au jour les complicités locales dans la Shoah. Des noms de rues sont changés. Les cas de certains partisans au passé douteux sont examinés publiquement. Une chose est très claire aussi : alors que la Russie accuse ces peuples de dissimuler la collaboration, nous pouvons témoigner du fait que ni les Ukrainiens ni les Lituaniens ne limitent l'accès aux archives. On peut travailler sur le sujet sans aucun problème.

Repères

1919-1920 Premiers déplacements forcés de masse organisés par les bolcheviques, pour mater des rébellions.

1929-1932 Déportations massives de paysans, dans le cadre de la collectivisation forcée.

1940-1941 Vagues de déportations en Ukraine et en Lituanie. Plus de 300 000 personnes sont touchées.

1944-1952 Reprise des déportations dans les deux pays. Près de 315 000 personnes touchées.

1953 Mort de Staline. La majorité des déportés rentrent progressivement dans leur pays, jusqu'au milieu des années 1960.

L'histoire des déplacements forcés en URSS a longtemps été méconnue en Occident. Comment expliquez-vous ce manque d'intérêt ?

E. K. : Nous aimerions croire qu'il ne s'agissait pas d'un manque d'intérêt, mais il faut bien constater qu'il y a eu très peu d'études systématiques avant la nôtre. On peut penser que la parution de *L'Archipel du Goulag*, de Soljenitsyne [*Seuil, 1973*], a provoqué un tel bouleversement que la question du Goulag a pour ainsi dire occulté d'autres formes de répression.

A. B. : On a beaucoup parlé, en effet, de la répression en général, vue à partir du centre, c'est-à-dire de Moscou, mais en négligeant, sauf chez quelques spécialistes, les répressions spécifiques contre tel ou tel peuple, qui ont massivement consisté dans ces politiques de déplacements forcés, en particulier en Europe orientale. Une part centrale de l'histoire de ces pays, qui prenait de plus en plus d'importance pour eux, est ainsi restée dans l'ombre aux yeux des Occidentaux.

Vous écrivez cependant que votre travail s'inscrit dans une tendance historiographique forte, qui cherche à « décentrer le regard », à ne plus le focaliser sur la Russie. De quand date cette évolution ?

A. B. : En nous lançant dans ces recherches, il y a une quinzaine d'années, on peut dire que, de fait, sans en faire un véritable projet, nous décentrions le regard : nous ne passions pas beaucoup par Moscou. Et nous n'étions pas les seuls, bien que ça soit longtemps resté très

minoritaire. Mais on faisait rarement du décentrement un enjeu explicite.

E. K. : Il faut attendre 2014, avec la révolution de Maïdan, l'annexion de la Crimée et l'entrée de troupes russes dans le Donbass, et plus encore 2022, avec le début de l'agression russe à grande échelle, pour que ce soit vraiment articulé comme un défi et qu'on amorce une reconceptualisation de notre rapport à l'Europe orientale et à tout l'espace jadis soviétique.

A. B. : C'est d'ailleurs en mars [2024] seulement que la revue savante *Cahiers du monde russe* a changé de nom, pour devenir *Cahiers d'histoire russe, est-européenne, caucasienne et centrasiatique*. Or, cette expression « monde russe », si souvent utilisée par la propagande de Poutine, résume bien l'enjeu. Nous devons collectivement sortir d'une vision qui présente ce qui résulte d'une domination impériale comme une civilisation et une culture partagées.

Il faut bien sûr continuer à faire l'histoire de cette longue domination impériale, tsariste et soviétique, mais sans tomber dans le piège tendu par l'idée de « monde russe », qui masque la réalité. C'est toute la complexité : il faut étudier les empires, tout en prenant conscience de l'autonomie des histoires nationales et des territoires.

E. K. : Cela doit permettre, aussi, de mesurer la diversité qui est au cœur de l'identité de chaque nation. Je suis frappée de voir qu'en Ukraine l'histoire du pays est aujourd'hui racontée comme celle de différentes ethnies et religions vivant sur le même territoire. C'est systématiquement souligné, en particulier dans l'histoire des répressions soviétiques, qui, comme nous le montrons dans le livre, ont frappé chacune des minorités présentes en Ukraine, les juifs, les Tatars...

A. B. : C'est une clé pour le décentrement dont nous parlons : déplacer notre regard sur ce qui a été longtemps vu comme des espaces périphériques pour restituer l'autonomie et la diversité de leurs trajectoires, tout en rendant compte des rapports de force imposés par le centre impérial. Un mouvement s'est enclenché, renforcé par la guerre atroce que mène la Russie, et qui conduit de plus en plus de chercheurs et d'étudiants à se réorienter en ce sens. Ils apprennent l'ukrainien, le lituanien, le letton, le kazakh... Et je ne crois vraiment pas que cette orientation soit éphémère. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR FL. GO

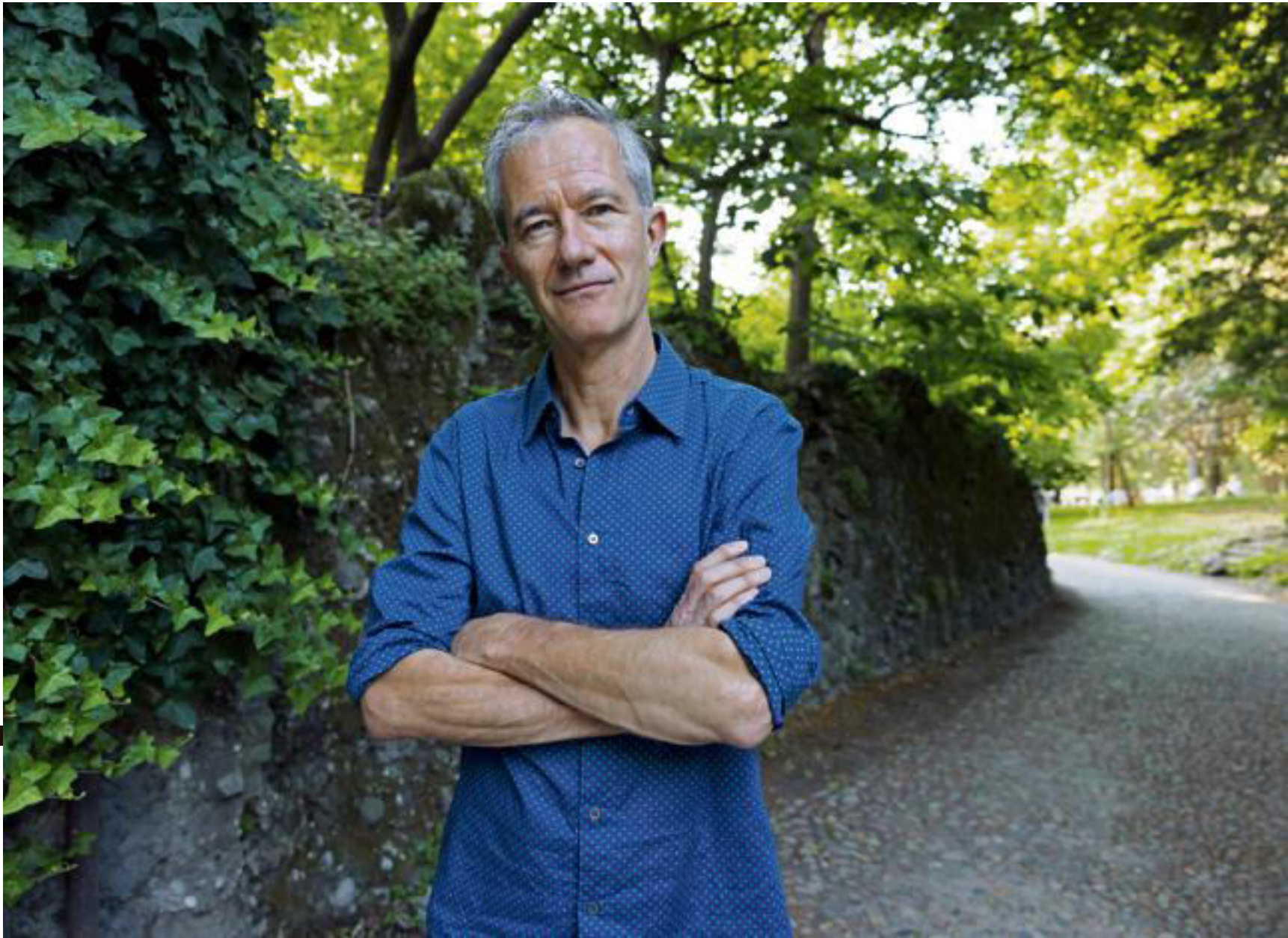
Geoff Dyer ne renonce pas

L'écrivain anglais signe des livres qui défient toute tentative de classification, entre le reportage, la critique et le récit. Et toujours d'une nonchalance et d'une ironie formidables. « Les Derniers Jours de Roger Federer », méditation sur le début de la fin, confirme cette ligne

RAPHAËLE LEYRIS

À la fin des *Derniers Jours de Roger Federer*, Geoff Dyer formule l'hypothèse que son sujet, depuis toujours, est le même : le renoncement. Que ce thème hante ses quatre romans et seize ouvrages de non-fiction – ont été traduits respectivement deux (*La Couleur du souvenir*, éd. Joëlle Losfeld, 1996, et *Voir Venise, mourir à Varanasi*, Denoël, 2011) et trois (avant *Les Derniers Jours de Roger Federer*, il y eut *Jazz impro*, éd. Joëlle Losfeld, 1995, et *Ici pour aller ailleurs*, Le sous-sol, 2020). L'écrivain anglais, né en 1958 et installé en Californie, envisage de relire tous ses textes à l'aune de cette obsession, mais repousse ce projet à une « *journée pluvieuse* » indéterminée. Cet ajournement aux allures d'abandon confirme, en quelque sorte, son assertion, quelques lignes avant le point final de ce livre dont le cœur consiste à examiner les dernières œuvres et les périodes tardives d'artistes ou de sportifs et à s'interroger sur ce qui amène les uns et les autres à quitter la table, la scène ou les terrains de tennis.

Il est d'autres points fixes dans l'œuvre remarquablement souple, faite de précision autant que de nonchalance et d'ironie, de l'auteur. « Le Monde des livres » a échangé par écrit avec celui qui estime en avoir fini avec le roman mais ne s'en alarme pas (« *L'écriture m'a toujours intéressé, pas la forme précise qu'elle allait prendre* ») et s'amuse d'avoir vu se répandre le style de ses livres de non-fiction, à la lisière entre le reportage, la critique artistique et le récit personnel, si souvent qualifiés de « *genre-defying* » (« défiant les genres ») par la presse britannique : « *C'est comme si, désormais, le logiciel était en accès libre. Il y a désormais dans les librairies des espaces réservés aux livres qui n'entrent dans aucune catégorie précise, mais ça n'était pas comme ça à mes débuts... Je ne prétends pas avoir annoncé une révolution ou voulu déclarer une nouvelle République des lettres – je faisais juste mon truc dans mon coin et, pour l'essentiel, dans l'indifférence générale.* » Si son œuvre n'a pas encore en France le vaste lectorat qu'elle mérite (en dépit des efforts de fervents admirateurs tel Emmanuel Carrère), elle suscite depuis longtemps l'intérêt d'un large public dans les pays anglophones.



Geoff Dyer, à Milan, en 2023. ISABELLA DE MADDALENA/OPALE.PHOTO

Admiration

Le premier livre publié de Geoff Dyer, en 1986, était tiré de sa thèse sur l'écrivain John Berger (1926-2017), auteur qu'il cite dès qu'il en a l'occasion. Y compris, bien sûr, dans *Les Derniers Jours...*, où il convoque nombre d'hommes et de femmes dont les œuvres l'accompagnent, de Beethoven à l'écrivaine Annie Dillard, de Nietzsche au peintre Turner ou à la Prix Nobel de littérature Louise Glück, en passant par Bob Dylan et Roger Federer (Dyer le tient pour un artiste, et il a de solides arguments).

Parmi les moments de grâce qu'il y décrit se trouve la découverte tardive du film *Colonel Blimp*, de Michael Powell et Emeric Pressburger (1943), qui éclaire la place de l'admiration dans son travail : « *Ce film magnifique n'avait pas besoin de mes louanges, mais sans doute avais-je besoin, moi, de les exprimer.* » L'auteur nous confirme que ce sentiment est un puissant moteur d'écriture chez lui. Il convoque l'exemple de son livre non traduit sur le cinéaste Andreï Tarkovski, *Zona* (2012), description plan par plan du film *Stalker* (1979) : « *Certains ont mal reçu le ton du livre, parce que Tarkovski inspire une forme de révérence. Pour ma part, je n'ai aucune faculté à la révérence, qui est inutile d'un point de vue méthodologique – tout ce à quoi elle vous mène, c'est à révéler. Mais j'ai une grande capacité à "aimer et admirer"* », affirme-t-il, citant Albert Camus, chez qui il a découvert ces deux verbes accolés – « *Je n'ai d'autre force que d'aimer et d'admirer* », écrivait celui-ci dans ses *Carnets*. « *Aimer et admirer ne sont pas des fins en soi, mais des encouragements à s'interroger sur ses propres raisons.* »

Digressions

La structure fragmentaire des *Derniers Jours...* donne l'impression qu'il se construit par associations d'idées et digressions. Ces dernières rendaient tout à fait irrésistibles les articles et reportages réunis dans *Ici pour aller ailleurs*. On lui demande si ce goût des pas de côté et détours a quelque chose à voir avec sa passion du jazz et des improvisations, auxquels il a notamment consacré le très inventif *Jazz impro*. Compte-t-il sur ce genre d'improptus pour rapprocher son écriture de la musique qu'il préfère ? « *Oui, et c'est la raison pour laquelle je ne rédige jamais de synopsis pour mes livres. Je me contente de les écrire, je les laisse trouver leur propre forme, et ensuite seulement je les vends* [à un éditeur]. *J'ai besoin d'éprouver la sensation de la recherche puis l'excitation ou la satisfaction de la découverte. La différence avec le jazz est qu'après l'improvisation commence le processus de la reprise, que j'aime vraiment beaucoup.* » En se penchant précisément sur *Les Derniers Jours...*, on trouve sans difficulté de tels effets de « reprise » dans sa manière d'articuler le mouvement de ses idées ou dans le maniement des références et l'orchestration des échos entre elles.

Photographie

C'est en lisant John Berger, Susan Sontag et Roland Barthes que Geoff Dyer a commencé à s'intéresser à la photographie, à sa manière de cadrer et de raconter le monde. Il y a consacré de nombreux articles et trois livres à part entière, non traduits quoi qu'ils soient devenus des références, mais le sujet irrigue tout son travail et son imaginaire. Du côté de la fiction, on pouvait lire dans *La Couleur du souvenir*, chronique des années 1980 vécue par une bande d'amis : « *Ce livre est comme un album de photos souvenirs. Dans toutes les photos se glissent des étrangers... Vous êtes là, en lisière, légèrement flous, au milieu des souvenirs d'autres gens. Nous bavons les uns sur la vie des autres. Regardez bien et peut-être là, près de la marge, vous trouverez le reflet fugitif de votre propre image.* »

Ici pour aller ailleurs est jalonné de photographies prises (souvent par l'auteur) sur les lieux dont il est question. On trouve quelques clichés dans *Les Derniers Jours...* L'un, de Jack Kerouac par John Cohen (1959), qui orne aussi la couverture de cette édition française, sert de point de départ à la méditation sur le « *talent tragiquement gâché* » de l'auteur de *Sur la route* (Gallimard, 1960) dont, cependant, « *rien ne saurait diminuer l'accomplissement* ». Le livre se clôt avec la photo du cadavre d'un jeune homme, prise en 1937 dans le désert du Colorado par Edward Weston, et le commentaire de Dyer sur cette image, « *seul message que nous avons de (...) cet homme qui avait épuisé toutes ses ressources vitales* ».

Temps

Les chapitres de *La Couleur du souvenir* allaient de 060 à 000. « *Avec ce décompte, vous saviez vers quoi vous vous dirigiez, et vous sentiez que le temps pressait ; à la fois pour les personnages dans cette période de leur vie et, historiquement, pour un certain mode de vie londonien* », explique l'auteur. La structure des *Derniers Jours de Roger Federer* semble faire écho à celle de ce premier roman : il est composé de trois parties, dont toutes comptent soixante fragments de longueurs différentes – l'ensemble totalisant en anglais 86 400 mots, comme autant de secondes dans une journée. Un choix que l'auteur relie à la présence insistante de Nietzsche et de la notion d'éternel retour : « *Je voulais une forme qui lui donne, d'une certaine manière, une incarnation. J'ai pensé que ces cycles de soixante sections, qui suggèrent inévitablement les minutes ou les secondes, étaient une façon de s'en approcher.* »

La question du temps est centrale chez Geoff Dyer. Elle sous-tendait la construction en diptyque de *Voir Venise, mourir à Varanasi*, où l'obsession de l'immédiateté de la première partie, campée à Venise, s'opposait à la dilution du présent de la seconde, située en Inde. L'écrivain précise qu'il s'intéresse particulièrement aux « *lieux où le temps s'est obstiné, où l'histoire se manifeste par la géographie, le temps dans l'espace* ». Dans *Ici pour aller ailleurs*, deux très beaux textes se succédaient, qui concernaient l'un et l'autre des installations de land art visibles au Nouveau-Mexique. Il avait donné à l'un pour titre « *L'espace dans le temps* » et à l'autre « *Le temps dans l'espace* ». ■

Style tardif

LE PRÉCÉDENT LIVRE de Geoff Dyer, *Ici pour aller ailleurs* (Le sous-sol, 2020), où l'on voyait l'auteur gambader de par le monde, s'achevait avec un texte intitulé « Début ». Il y racontait une attaque cérébrale aux séquelles minimes dont il avait été victime à 55 ans, sorte de coup d'envoi de la vieillesse. On peut voir *Les Derniers Jours de Roger Federer* comme la suite de ce « Début » : c'est une méditation sur ce que l'approche, réelle ou imaginaire, de la fin fait aux artistes (Beethoven, Nietzsche, Dylan, Dillard, Kerouac, Coltrane, Turner...) ou aux sportifs (Federer, donc, mais aussi Björn Borg, Andy Murray, Boris Becker).

Mélancolique ? Assurément, même si Geoff Dyer n'est pas du genre à se complaire dans la langueur. Son goût des coq-à-l'âne, son humour à froid, ses digressions personnelles (sur sa manie de voler les shampoings dans les hôtels et le mal qu'a fait le Covid-19 à sa collection, par exemple), la simplicité avec laquelle il passe d'une référence philosophique au récit d'un match de tennis et de l'éthéré au très concret font crépiter de vie ce livre que l'on peut tout autant lire d'un bout à l'autre qu'en picorant au hasard. ■ R. L.

LES DERNIERS JOURS DE ROGER FEDERER. ET AUTRES MANIÈRES DE FINIR (*The Last Days of Roger Federer. And Other Endings*), de Geoff Dyer, traduit de l'anglais par Paul Mathieu, Le sous-sol, 380 p., 24,90 €, numérique 18 €.

Dans « Le Feu des lucioles », Xavier Hanotte évoque le poète Keith Douglas, mort en Normandie en 1944. Belle suite dans les idées de la part d’un auteur qui a déjà consacré plusieurs livres au poète Wilfred Owen, tué sur le front, lui, en 1918

Le cercle des poètes morts à la guerre

XAVIER HOUSSIN

A peine s’est-elle remise de sa longue chute dans le terrier du lapin blanc qu’Alice se retrouve plongée dans l’étrangeté et le doute. « Voyons, réfléchissons : est-ce que j’étais bien la même quand je me suis levée ce matin ? Je crois me rappeler que je me suis sentie un peu différente. Mais, si je ne suis pas la même, la question qui se pose est la suivante : qui diable puis-je bien être ? Ah, c’est là le grand problème ! » Le questionnement inquiet de la petite héroïne de Lewis Carroll pourrait, à bien des égards, être repris par le narrateur du nouveau roman de Xavier Hanotte. Avec *Le Feu des lucioles*, l’écrivain belge embarque le lecteur dans une aventure où se mélangent la dérision, le temps, les identités, où les destins se croisent et où de déconcertants hasards bigarrent le quotidien.

Été 1984, à Bruxelles. Frédéric Dutrieux vient de présenter à l’université son mémoire de fin d’études, consacré au poète britannique Keith Douglas, mort à 24 ans, le 9 juin 1944, pendant la bataille de Normandie. L’œuvre est brève (fatalement), mais elle se révèle saisissante. Sa poésie riche, exigeante, presque froide. L’émotion vient de surcroît. Ce qui a conduit le jeune étudiant à s’intéresser à Douglas est une sorte de souvenir pieux. Son grand-oncle, dont il porte le nom et le prénom,

EXTRAIT

« Au long des nuits de mon enfance trop souvent visitées par les cauchemars, j’avais développé une méthode efficace pour, à coup presque sûr, repasser en sens inverse la frontière de mes rêves les plus angoissants. Au premier soupçon de l’entourloupe, il me suffisait alors de cligner les yeux avec insistance, de plus en plus vite, en proclamant haut et fort la déchéance de l’illusion qui me persécutait. Un réveil salvateur suivait aussitôt et je retrouvais avec bonheur et soulagement les ténèbres de ma chambre, débarrassées de toute présence indue. “Il bat des paupières, mon lieutenant !” De toute évidence, le vieux truc ne fonctionnait plus. Ce cauchemar-ci avait la peau dure. »

LE FEU DES LUCIOLES, PAGE 115



Lors du débarquement de Normandie, le 6 juin 1944. IMPERIAL WAR MUSEUM/AFP

fit partie, en 1940, de ces militaires belges qui rejoignirent le Royaume-Uni pour se battre aux côtés des Alliés. Il sera porté disparu en Normandie en août 1944, son corps n’ayant jamais été retrouvé.

Un théâtre d’ombres

Du sergent Frédéric Dutrieux, son homonyme petit-neveu a hérité une photographie en uniforme, une croix de guerre décernée à titre posthume et un petit carnet toilé, sorte de journal de campagne où il griffonnait aussi des poèmes. A la dernière page, tracée, semble-t-il, d’une écriture différente, cette phrase sibylline : « Si un jour tu peux lire ce qui figure ici, sache qu’à jamais Quelque chose au-delà de nos vies et du temps nous a réunis. » Comment s’est noué le lien entre Keith Douglas et cet aïeul ? Il ne saurait bien l’expliquer. Mais pour l’instant, notre tout nouveau diplômé a d’autres préoccupations en tête. Il doit partir au service militaire. Et il caresse l’espoir, à peine avoué à lui-même, de devenir sergent. Comme l’autre Frédéric

Dutrieux, quarante ans plus tôt. Auteur d’une quinzaine de titres depuis *Manière noire* (Belfond, 1995, revu en 2000), Xavier Hanotte multiplie dans son œuvre les embranchements, les impasses, les retours en arrière. Au centre de la plupart de ses livres, la figure de Wilfred Owen, poète anglais tué à 25 ans aux derniers jours de la Grande Guerre, dont il a découvert les textes dans le *War Requiem*, de Benjamin Britten (1962). Autour d’Owen, Xavier Hanotte a bâti un théâtre d’ombres avec, pour protagoniste, un certain Barthélemy Dussert, mélancolique enquêteur de la police judiciaire de Bruxelles qui se trouve être un spécialiste de l’œuvre d’Owen, totalement hanté par la personnalité du disparu. Il est l’alter ego de l’écrivain, son double à distance.

En 2001, ce dernier a d’ailleurs fait paraître les poèmes et les lettres de guerre de Wilfred Owen (*Et chaque lent crépuscule*, Le Castor Astral), « choisis et traduits de l’anglais par Barthélemy Dussert, avec la collaboration de Xavier

Hanotte ». Dans les premières pages du *Feu des lucioles*, Owen et Dussert sont mentionnés furtivement. Ajoutez à cela qu’un nouvel épisode des aventures de Barthélemy Dussert est paru à la fin de 2023 (*Un parfum de braise*, Weirich). La boucle ne cesse d’être bouclée. Elle fait des nœuds qu’il faut démêler. Ne perdons pas le fil.

Frédéric Dutrieux, lui, va s’accrocher ferme. *Le Feu des lucioles* le balade dans de curieux « entre-temps ». Des trappes inconnues s’ouvrent sous ses pas (« Puis tout devint noir, en lui et autour de lui »). Et le grotesque vire au tragique, il cauchemarde, se réveille. S’apaise. La caserne, les champs de bataille où sifflent les balles, les mots des poètes et la pensée des morts. Xavier Hanotte, une fois encore, et l’air de rien, a écrit un livre envoûtant. « De quel côté de quel miroir étais-je tombé ? », se demande Frédéric. Si Alice avait pu lui répondre, elle lui aurait juste dit : « Faisons semblant ! » ■

LE FEU DES LUCIOLES, de Xavier Hanotte, postface d’Eric Faye, Belfond, 224 p., 20 €, numérique 14 €.



Instants décisifs

Les dix nouvelles qui composent *La Part sauvage*, le quatrième ouvrage d’Erwan Desplanques, sont d’égale qualité. Toutes mériteraient que l’on s’attarde sur l’art qu’a l’écrivain de broser en quelques lignes un cadre à la fois terriblement familier et immédiatement intrigant. Et de laisser deviner, dans chacun de ses textes, une multitude de romans possibles, quand bien même le resserrement de la nouvelle ne retient qu’un instant décisif dans la vie de ses personnages. Ce moment où ils prennent une décision inattendue, pourtant fruit d’un désir latent chez chacun d’entre eux. Ce qui semble intéresser Erwan Desplanques, ce sont pourtant moins les raisons de ce passage à l’acte que l’existence même de cette force, cette tendance à échapper à la norme, cet espace de liberté intérieure, « *part sauvage* » réprimée, cachée ou cultivée. Ainsi de la nouvelle qui donne son titre au recueil : le narrateur enquête sur une légende familiale voulant que son grand-père, médecin psychiatre, ait un jour « acheté un lion puis ouvert un zoo ». « Parce qu’il me fallait comprendre la logique d’un élan, explique le héros de ce récit, d’une lubie dont je percevais trop bien l’inconséquence et le paradoxe. » Ou encore de « L’Homme debout », qui voit son protagoniste donner « un peu de chanvre comestible disposé dans une soucoupe » à un collègue, sous le coup, dit-il, d’une « suggestion dont j’ignorais l’origine », « une sorte d’impulsion ou d’évidence » contre laquelle il serait dommage de lutter. ■ FLORENCE BOUCHY

► *La Part sauvage*, d’Erwan Desplanques, L’Olivier, 160 p., 18,50 €, numérique 13 €.



Une nuit funeste

S’il a fui le majestueux hôtel d’altitude tenu par sa mère, où de riches curistes vivaient une parenthèse hédoniste, Wald ne garde que des souvenirs confus du drame qui l’y a arraché. Son retour tient du pari, presque du défi, dans un lieu à l’abandon. Il y retrouve le vieil Ambrose, organiste qui lui apprit naguère la sculpture. Seul villageois rescapé de la tragédie, ce dernier veille depuis sur le site dévasté. Mais, pour échapper à la vindicte de Peter Stabber, l’homme qui a détruit cette harmonie idéale, Wald doit rester caché. Avec le concours de l’efficace apprenti d’Ambrose, Rudi, qu’il voit comme un double de chair de ce gladiateur mourant qu’enfant il avait contribué à sculpter, il va toutefois tenter de comprendre ce qui s’est joué la nuit fatale. Mais, aussi, de dissiper les sortilèges qui empoisonnent les ultimes témoins pour mettre un terme à cet épisode funeste. Renouant avec la veine sombre et inquiétante, l’imaginaire féérique et le goût de l’énigme qui font sa signature, Stéphane Héaume – dont paraît, en poche, *Dernière valse à Venise*, d’une entêtante nostalgie (Serge Safran, « Safranpoche », 160 pages, 8,90 euros) – retrouve la rigueur scientifique et poétique d’un Jules Verne relu par Pierre Benoit, tout en conservant l’opacité des sortilèges qui résistent à tous les éclaircissements. Une plongée vertigineuse dans un décor au romantisme noir qui convoque une nouvelle fois la maestria d’un opéra. ■

PHILIPPE-JEAN CATINCHI

► *Les Forêts de Waldenstein*, de Stéphane Héaume, Rivages, 208 p., 19,50 €, numérique 15 €.

Trouver sa place parmi les humains et les chiens

Rencontre entre une femme aux abois et un homme qui prend soin d’une meute. Aurélie Jeannin, limpide

FLORENCE BOUCHY

Dans les tout premiers chapitres d’*Au point du jour*, tout paraît clair, presque trop clair. L’héroïne d’Aurélie Jeannin prend conscience de l’étroitesse de sa vie. Alors qu’à l’adolescence elle pensait « changer le monde » et prendre le large, la voici devenue femme au foyer sans enfants dans le village où elle a grandi, entourée de voisins et d’amis sans envergure ni idéaux. Elle décide de tout quitter, pour « cesser de leur en vouloir et pour arrêter de s’en vouloir de ne plus ressentir ni compassion ni espoir pour ces humains-là ». Et, surtout, pour ne plus avoir le sentiment de vivre « à la lisière d’elle-même », ni se résoudre à être devenue « sa plus grosse déception ».

Très efficace sur le plan narratif, la fuite

de l’héroïne manque, justement, d’obscurité pour intriguer vraiment le lecteur, qui s’attend à lire une énième « tentative de réconciliation avec [soi]-même ». Mais il serait dommage de s’en tenir à ces premières pages un peu trop didactiques, car le troisième roman d’Aurélie Jeannin s’aventure rapidement, avec habileté et finesse, sur des territoires moins arpentés. Où elle explore sans certitudes les recoins les plus troubles de la psyché de personnages animés de passions dont ils ignorent les motivations.

Orchestrant la rencontre de son héroïne en fuite et d’un jeune « piqueux », qui consacre son énergie aux chiens qu’il prépare pour la chasse à courre, l’écrivaine déjoue subtilement les attentes que suscite le face-à-face entre cette femme aux abois et cet homme recruté par un châtelain pour « rétablir la meute » et « prendre des cerfs ». Et qui doit pour cela « défendre » sa place « au milieu des chiens », devenir un « chien qui cherche à être cerf ». Comme le font magnifiquement ressentir les scènes de chasse,

que décrit avec intensité la romancière. Mais nulle relation de domination, de prédation ou de traque entre les deux héros du roman. Plutôt la création inattendue d’un espace où chacun peut se découvrir à la recherche d’une place qui ne soit pas une assignation, d’un refuge qui ne soit pas une prison.

La possibilité d’un manque

Pour Florence, héroïne en quête d’elle-même, la vie au chenil, où elle s’est installée à l’invitation de Daguet, est l’occasion de renouer avec « une bestialité naturelle ». Loin de la « barbarie de sa vie bordée », qu’elle a laissée derrière elle, elle renoue avec son instinct, ses besoins, ses désirs, sans se préoccuper de l’image qu’elle renvoie et des attentes qu’on a à son égard. Pour le piqueux qui, « chaque nuit, depuis des années », tente « d’approcher, de borner le sens de sa passion », et pour qui, chaque jour, seule importe la vie du chenil, l’arrivée de la jeune femme ouvre la possibilité d’un manque dans une vie qui se croyait comblée.

En accordant une égale importance aux tourments et questionnements de l’un et l’autre des personnages, dont elle alterne longtemps les points de vue, Aurélie Jeannin réussit à faire entrer en résonance les enjeux propres aux trajectoires de chacun, sans imposer au lecteur ni explication ni solution. Son écriture, vive et limpide, épouse leurs doutes et se saisit de leurs soudains élans sans les juger. Créant ainsi, dans ce mouvement de balancier, les conditions rythmiques d’une vie réajustée et relancée, qui sait « qu’il faut du temps pour trouver et prendre sa juste place ». Et préfère l’incertitude du jour qui point à l’éblouissement des vérités définitives. ■

AU POINT DU JOUR, d’Aurélie Jeannin, L’Olivier, 176 p., 18,50 €, numérique 13 €. Signalons, de la même autrice, avec Clémence Polge, la parution de Mohamed. L’enfant qui a parcouru 11 000 km pour étudier, Athizes, 32 p., 17 €. Dès 7 ans.

Avec « Figures de proue », l'écrivain italien livre un hommage poétique à l'audace des navigateurs de tous les temps

Claudio Magris, le pied marin

FLORENCE NOIVILLE

Claudio Magris. Il suffit de prononcer le nom de ce très grand auteur italien pour que surgissent les étiquettes qu'immanquablement on lui associe : ardent défenseur de la cause européenne, écrivain marqué par le traumatisme du nazisme, chantre d'une Mitteleuropa multiculturelle qu'il a longtemps considérée comme un rempart possible contre la barbarie... Or, à force de le voir tourné vers ce continent qu'il aura tant chéri, à force de l'imaginer descendant le Danube, des montagnes de la Forêt-Noire jusqu'à la Roumanie et l'Ukraine (*Danube*, L'Arpenteur, 1988), on avait presque oublié que Magris – né à Trieste, sur les bords de l'Adriatique, en 1939 – est d'abord un homme de la mer.

Il nous le rappelle dans *Figures de proue*, essai poétique, superbe et abondamment illustré, sur ces sculptures apotropaïques – c'est-à-dire faites pour conjurer le mauvais sort – qui ornent l'avant des bateaux. Il voit en elles ce qu'il appelle poétiquement « *les yeux de la mer* » et scrute longuement leur regard impavide, tantôt enchanté, tantôt épouvanté, toujours profondément énigmatique. Qu'y lit-il ? L'émerveillement des choses aperçues pour la première fois – couleurs, reflets, horizon, écume –, mais aussi l'effroi de ce que ces figures voient ou pressentent bien avant les marins eux-mêmes : indomptables tempêtes, bâtements en perdition, engloutissement dans l'immensité marine et ses perfides abysses.

« *Au commencement, il y a donc un œil*, écrit Magris. *L'œil est l'œuf dont sortiront les figures féminines penchées vers l'avant, seins majestueux, mains qui tentent de les dissimuler derrière une rose,*

visages impénétrables, lèvres mi-closes. » Comme les grands fonds vers lesquels il nous emporte, l'érudition de Magris est insondable. L'écrivain connaît tout de ces figures tutélaires depuis les toutes premières : celle mythique de la nef *Argo* partie à la conquête de la Toison d'or ; celles qui se dressaient à l'avant des trières grecques lors de la bataille de Salamine (480 av. J.-C.) ; celle du bateau de Marie-Antoinette – qui « *porte en elle l'érotisme français libertin* » et dit tout d'« *un monde qui meurt et qui jouit* » ; ou encore, plus prosaïquement, celles qui étaient là, en étendard, pour rappeler aux capitaines solitaires les traits bien aimés de leur femme ou de leur fille.

Séductrices ambiguës

L'écrivain a sillonné tous les musées maritimes du monde, de Greenwich (Londres) à La Spezia (Italie), de Barcelone (Espagne) aux îles Scilly (Royaume-Uni), à la recherche de ces pièces de bois cuites par le sel et le soleil, mais qui racontent à leur manière une autre histoire des hommes et des bateaux, navires de guerre, frégates, brigantins, baleiniers... Il se glisse dans la peau des sculpteurs, ciseleurs et graveurs qui avaient souvent les interdits de l'Eglise pour exprimer « *la lourde et tyrannique corporalité* » de ces séductrices ambiguës. Il fait enfin l'inventaire des écrivains – Karen Blixen, Günter Grass... – qu'elles ont inspirés ou même envoûtés. On apprend ainsi que le poète chilien Pablo Neruda en était amoureux et qu'il les collectionnait au même titre, mais en plus encombrant tout de même, que les livres rares ou les bateaux en bouteille.

Au fil du livre, on dérive doucement vers le dialogue muet que Magris lui-même a toujours entretenu avec ces ensorcelantes muses de bois. « *La figure de proue a souvent quelque chose à voir avec ce que je tente d'écrire*, confie-t-il. *Mon roman A l'aveugle* [L'Arpenteur, 2006, prix Méditerranée



Figure de proue de la frégate « Hermione », à Rochefort (Charente-Maritime). DANIELÉ SCHNEIDER/PHOTONONSTOP

FIGURES DE PROUE.
CES YEUX DE LA MER (Polene), de Claudio Magris, traduit de l'italien par Jean Pastureau et Marie-Noëlle Pastureau, L'Arpenteur, 160 p., 19 €, numérique 14 €.

2007] n'aurait peut-être pas vu le jour, ne se serait pas dégagé d'une gestation de plusieurs années, sans une visite fortuite et décisive au Musée maritime d'Anvers. » Soudain ces visages tragiques tendus vers un horizon inaccessible, ces regards perçants, terrifiés, mais aussi ces poitrines conquérantes s'offrant

« comme un chasse-marée aux assauts des vagues et du vent » lui ont fait « sentir le rythme » qu'il devait imprimer à sa narration.

Dans les dernières pages, l'image de la figure de proue se mue discrètement en une métaphore romantique de l'écrivain confronté au naufrage de la vieillesse. Quand des forces invisibles l'entraînent par le fond et qu'il s'apprête à livrer son ultime combat, surnager ou sombrer, quand l'arrière du navire s'enfonce doucement tandis que la proue se cabre, il reste ce voyant magnifique qui, un instant, fixe le néant avant la noyade. ■

EXTRAIT

« Mais le cheval, le lion, le dragon, le griffon, l'unicorne ne suffisent pas : ce sont des bêtes féroces jetées dans l'arène, dans la gueule de l'insoutenable. Elles font l'affaire aussi longtemps que l'on est dans la rudesse des premiers temps, où l'on ferme les yeux pour ne pas voir les ténèbres dont on a peur. Pour qu'à la proue se dresse une femme en robe flottante agitée par le vent et au visage serein en dépit de son regard angoissé par ce qu'elle voit arriver, il aura fallu que les hommes, y compris les honnêtes sculpteurs sur bois qui travaillent pour les navigateurs, se soient élevés jusqu'au sublime, au sentiment de succomber face à l'infini (...). Une bête féroce montre les dents en voyant Dieu. Pour sourire, il faut un homme. Ou peut-être plutôt une femme. Du moins pour les commanditaires et les sculpteurs de figures de proue. »

FIGURES DE PROUE, PAGES 15-16



Les épouses mystérieuses

Une véritable découverte que celle de Wolfgang Paalen. Connu seulement de quelques aficionados du surréalisme, Paalen est d'abord un peintre, ami de Dali et de Breton, mais aussi de Picasso, et coorganisateur de l'Exposition internationale du surréalisme, à Paris, en 1938. Né à Vienne en 1905 dans une riche famille de négociants, Paalen s'exile en 1939 aux Etats-Unis puis au Mexique, qui devient son pays d'adoption, où il se donnera la mort en 1959. Il trouvait dans le surréalisme « *l'héroïque essai d'une synthèse intégrale qui n'admettait plus de séparation arbitraire entre l'expression plastique et la poésie, entre la poésie et la vie* ».

L'Axolotl, une nouvelle magnifiquement traduite par Marianne Dautrey (collaboratrice du « Monde des livres ») et accompagnée d'une éclairante postface de Gilles A. Tiberghien, témoigne du talent d'écrivain de cet artiste complet.

Deux frères, Beltran et Fidelio, s'éprennent de deux jeunes femmes qui se ressemblent étrangement. Comment choisir ? Et comment être sûr de son choix ? Le fin mot sera laissé à un coup de dé qui, loin d'abolir le hasard, convoque une nécessité quelques années plus tard : Beltran a la conviction d'avoir toujours été amoureux de la femme de son frère. Sauf qu'il a été dupe des manigances d'une mère manipulatrice, et celle qu'il croyait être sa belle-sœur était en fait sa véritable épouse. Ce livre scintille comme un palais des glaces où se cognent les reflets des certitudes et des fantasmes. ■

PIERRE DESHUSSES

► *L'Axolotl* (Der Axolotl), de Wolfgang Paalen, traduit de l'allemand (Autriche) par Marianne Dautrey, postface de Gilles A. Tiberghien, Le Chemin de fer, 102 p., 15 €.



Neige d'oubli

Intensité et brièveté sont les caractéristiques de ce roman dont le décor est posé d'emblée. Nous sommes dans le village de Jievnibirsk, au bord de la mer de Kara, qui borde l'archipel de Nouvelle-Zemble, dans le Grand Nord russe. L'endroit est entouré d'une seule et même couleur, le blanc d'une neige qui ne cesse de tomber, figeant cet endroit hors du temps et du monde. Face à cette monochromie et à cette solitude qui dévorent les actions de ses habitants, Elia Legasov, déneigeur de profession, a fait sienne, depuis son plus jeune âge, la définition de cet enfer monotone : vie égale blancheur, blancheur égale neige, neige égale oubli. Tandis que les flocons, éliminant la moindre trace de couleur, de souvenir, de mémoire ou de passé, recouvrent et effacent tout, Elia, comme son père avant lui, déballe la neige pour faire ressortir, au contraire, ce que le destin voudrait dissimuler. Jusqu'à ce que l'irruption dans la région de géologues à la recherche de gisements pétroliers vienne bouleverser son quotidien. Né en 2001 à Rome, le jeune et prometteur Matteo Porru dissèque, dans *La douleur fait naître l'hiver*, les tourments existentiels d'un homme aux secrets de famille longtemps enfouis. Le tout sur un rythme paradoxalement haletant, où l'émotion n'est jamais en reste. ■ FLORENCE COURRIOL-SEITA

► *La douleur fait naître l'hiver* (Il dolore crea l'inverno), de Matteo Porru, traduit de l'italien par Audrey Richaud, Buchet-Chastel, 176 p., 19,50 €, numérique 14 €.

Alors que Franco tarde à mourir

1974. Natalia rentre à Barcelone, de retour d'exil. « Le Temps des cerises », de Montserrat Roig, un vibrant classique

ARIANE SINGER

Après douze ans d'exil, Natalia Miralpeix revient à Barcelone, sa ville natale. C'est sans doute un peu tôt pour avoir fini d'explorer le monde, et trop tard pour se réacclimater facilement à un pays qu'elle a quitté contrainte et forcée. A 36 ans, cette photographe, fille de la bourgeoisie catalane, laisse derrière elle un jeune amant et rentre dans une Espagne qui vit les dernières heures du franquisme. Nous sommes en 1974, un an avant la mort du Caudillo, et, comme le dit le chauffeur de taxi, « *ça a drôlement changé ici* ». D'un côté, le pays s'apprête à entrer dans le Marché commun, mais, de l'autre, le régime continue à mettre à mort ses opposants d'une façon barbare. Quant à la ville elle-même, elle s'est

modernisée – « *les rues étaient goudronnées et les tramways avaient disparu* » –, mais certains de ses quartiers semblent plus décatés que jamais.

C'est dans ce balancement, entre deux époques, deux lieux, entre progrès et régression, que se tient le roman de Montserrat Roig (1946-1991), étoile filante des lettres catalanes dont l'œuvre, trop courte, a durablement marqué les générations suivantes. Mettant en scène deux familles bourgeoises unies par des liens professionnels et conjugaux, les Miralpeix et les Claret, elle explore habilement la façon dont l'Espagne évolue – ou pas – depuis la guerre civile. La jeunesse, le regard tourné vers l'Europe et l'Amérique, est en plein bouillonnement, mais ses aînés semblent s'être accommodés de la situation politique pour se recentrer sur leurs propres affaires : l'architecture et la promotion immobilière. Natalia découvre avec stupéfaction que ses neveux et leurs amis ignorent tout de l'histoire de la République et de la guerre qui a mené à la

dictature de Franco – à l'image du pays entier, qui semble avoir fermé les yeux sur son passé. A quand la prise de conscience pour un vrai changement ?

Décentrer les points de vue

L'intelligence du roman, qui mêle les voix des différentes protagonistes dans une sorte de flux de conscience étourdissant, tient à sa façon de décentrer en permanence les points de vue sur la situation. Si Natalia apparaît de prime abord comme la porte-parole d'un monde moderne, rejetant le conservatisme apparent d'un père avec lequel elle est en froid, elle se révèle plus complexe, à mesure que se dévoile l'histoire du clan : ancienne militante communiste, elle est aussi une égoïste ayant choisi de vivre sans se soucier de sa mère malade. Quant à la passivité politique supposée du père, elle prend un autre sens quand est révélée au lecteur son expérience des camps de concentration.

Classique de la littérature catalane paru en 1977, traduit pour la première

fois, *Le Temps des cerises* est avant tout un vibrant roman féministe où, là encore, la romancière se plaît à décaler le regard : de Patricia, la tante frivole libérée par son veuvage, ou d'Encarna, son employée de maison qui décide de convoler à la cinquantaine, laquelle est la plus indépendante ? De leur côté, Silvia, la belle-sœur de Natalia, et ses amies, cantonnées par leurs maris à des vies de femmes au foyer, portent en elles, avec leur désir farouche de travailler, le germe d'une révolution contre le patriarcat. Montserrat Roig excelle à dépeindre ces mouvements contraires d'où naissent les avancées déterminantes. Et laisse un roman poignant sur ces petits combats individuels qui sont parfois plus forts que les grands renoncements. ■

LE TEMPS DES CERISES (El temps de les cireres), de Montserrat Roig, traduit du catalan par Marc Audi, La Croisée, 232 p., 20 €, numérique 15 €.

Toute une époque avec Yves Navarre

Parution du « Journal » d'un écrivain un peu oublié aujourd'hui, mais qui fut un auteur remarqué et une figure homosexuelle dans les années 1970-1980

FABRICE GABRIEL

La maison Séguier a choisi pour devise : « *Éditeur de curiosités.* » La formule est jolie, et semble spécialement adaptée à la publication du *Journal*, d'Yves Navarre (1940-1994), qui a cette drôle de particularité de proposer deux livres en un : d'une part, un essai biographique signé par Frédéric Andrau ; de l'autre, une sélection des carnets intimes tenus par l'écrivain de 1971 à 1990, quatre ans avant son suicide... Mais qui se souvient de lui ? Ses très nombreux romans et pièces de théâtre semblent bien oubliés, et s'il demeure un auteur culte, un peu daté, c'est surtout pour un certain lectorat homosexuel, fidèle à cette fière figure des anciennes années de combat.

De fait, ce que nous racontent la biographie et le journal d'Yves Navarre, c'est d'abord l'histoire d'une certaine époque, les années 1970-1980, où l'on suit le parcours de l'écrivain mélancolique, élégant fumeur à moustache, qui aime les chats et a quelque chose dans son style d'une prestance un peu classique, mêlée pourtant de provocation, sans effet formel tapageur, d'une fluidité parfois presque transparente. C'est ce lien paradoxal entre un art assez intemporel et une forte empreinte de l'époque qui aiguise la curiosité, et explique peut-être celle de son biographe...

« Ce qui m'a motivé, explique celui-ci au "Monde des livres", c'est d'abord un sentiment d'urgence : j'ai eu une sorte de révélation, un

L'écrivain est quotidiennement dévoré de doutes et inquiet toujours d'être aimé, si bien que comptera pour lui le sacre institutionnel du Goncourt, obtenu en 1980 pour « Le Jardin d'acclimatation »

jour, à Paris, au Jardin d'acclimatation, en me disant que plus personne ne savait que ce lieu était aussi le titre d'un roman dont l'auteur avait été, il n'y a pas si longtemps, une figure littéraire et intellectuelle importante. Je devais me dépêcher de le faire redécouvrir. »

Frédéric Andrau s'est donc intéressé au journal inédit de l'écrivain, ce qui l'a conduit à Montréal : « Yves Navarre est parti à la fin de sa vie au Québec, où il a déposé ses archives, un peu sur un coup de tête. J'y suis allé et j'ai trouvé à la Bibliothèque nationale une quarantaine de boîtes, 80 kilos de papier... Etablir une sélection n'a pas été facile, mais j'ai construit



Yves Navarre, chez lui, en 1982. MICHELINE PELLETIER/GAMMA-RAPHO VIA GETTY IMAGES

une trame à partir des événements qui me semblaient les plus importants, comme des jalons autour desquels pouvaient s'organiser les fragments. » On identifiera sans peine ces moments-clés, au fil d'un journal qui semble souvent s'obstiner à consigner une attente vouée à demeurer sans terme, presque sans objet, quels que soient les honneurs finalement obtenus.

C'est par exemple la publication en 1971 du premier roman, *Lady Black* (Flammarion), qui connut un certain succès de scandale, puis l'événement de la mort des parents, avec lesquels Navarre eut des relations compliquées, en particulier son père, qui apparaît comme un personnage important du *Journal*. Même assez brièvement évoqués, les moments passés avec lui sont forts d'une émotion singulière, d'autant plus sensible qu'on y éprouve une sorte d'incompréhension réciproque et pourtant presque complice, qu'il s'agisse d'un dîner partagé ou d'une soirée au théâtre sur les Grands Boulevards.

Navarre est quotidiennement dévoré de doutes et inquiet toujours d'être aimé, si bien que comptera pour lui le sacre institutionnel du Goncourt, obtenu en 1980 pour *Le Jardin d'acclimatation* (Flammarion), comme la participation active à l'élection à l'Elysée de François Mitterrand, en 1981, puis la Légion d'honneur reçue en 1988 comme une sorte

EXTRAIT

« Jeudi 27 mars 1980. J'apprends ce matin que Roland [Barthes] est mort. Roland fut mon seul maître à sentir (...). Le bouleversement viendra plus tard (...). Il me manque. Il va me manquer. Renversé par une voiture rue des Ecoles. La question n'est pas indigne du respect que je lui porte : qui regardait-il à ce moment-là ? A qui pensait-il ? Ce ne peut être qu'un "qui", pas un "quoi"...

Dans le journal, cette photo de Roland. [Photo de Roland Barthes de profil, collée.] C'est lui, me parlant du "profil", qui m'a dit que seulement là, la vérité de l'être pouvait être lue. Non dans le visage de face qui compose avec le mensonge et le paraître. Roland avait cette supériorité sur tous : être sensuel, d'un extrémisme sensuel et maniaque, lui seul pouvait exprimer ce qu'il pensait. Certains ont cru pouvoir le copier. »

JOURNAL, PAGE 350

de compensation au succès décroissant, avant le départ à Montréal pour un exil qui se révéla assez vite décevant.

Plus généralement, le *Journal* est scandé par ce qui touche aux relations amicales, amoureuses ou mondaines, à travers la fréquentation de personnalités comme Marguerite Duras, Françoise Sagan, Jean-Louis Bory, Emanuel Ungaro... « A ce propos, précise Frédéric Andrau, je ne voulais pas que ce journal mette quelque mal à l'aise ou apparaisse comme un règlement de comptes : je me suis donc interdit de retenir des mentions explicites à des personnes toujours vivantes impliquées dans la vie sentimentale assez débridée d'Yves Navarre. »

Même s'il livre ainsi une sorte de panorama accéléré, et parfois cruel, d'une certaine vie intellectuelle ou artistique des décennies 1970-1980, il serait dommage de lire le *Journal* comme la seule chronique d'une époque révolue. Plutôt qu'une suite d'échos d'un monde passé, c'est le voyage au cœur d'une intimité malheureuse que nous proposent ces carnets, où l'on perçoit volontiers une vibration sensible, presque physique, de l'écrivain consignait sa vie à la main. « Le journal est manuscrit, confirme Frédéric Andrau, avec une grosse écriture serrée, de nombreux collages et l'insertion fréquente de documents, photos, tickets de métro, etc. »

On regrette alors que son édition n'en propose pas quelque illustration en fac-similé, qui rendrait compte de la matérialité du travail du diariste, lequel n'hésite pas à coller sur une page... une verrue qu'il s'était fait soigner ! Au-delà de l'anecdote, on y verra le symbole (« dégoûtant », écrit-il lui-même) du désir de faire coïncider la page et la peau, dans un effort désespéré de justesse : « Mon journal n'est qu'un album, note Navarre en 1980, vague reflet d'un tourment extérieur. J'ai cru à un statut social ou à un rôle de l'écrivain de son vivant. Je tiens depuis près de neuf ans un album du néant. » Il ne faut pas s'effaroucher de sa sévérité, mais lire sous le lisse du journal les profondeurs tragiques, simplement humaines, d'un écrivain à redécouvrir. ■

Après le suicide

Une nuit, Jean est réveillé par un coup de téléphone. Son ami Vincent s'est suicidé. En attendant ses funérailles, Jean s'installe chez lui. D'abord à la recherche de réponses, il change de posture petit à petit : en tentant désespérément de trouver des signes annonciateurs parmi ce que laisse Vincent derrière lui, Jean craint de basculer dans de mauvaises interprétations. La mort dévoile certains mystères de la vie du défunt, mais Jean estime que les questions qui n'obtiennent pas de réponses doivent être laissées ainsi. *Vincent disparaît*, de Gilles Moinot, est le journal de Jean, qui « écrit tout d'un bloc » pour dire d'un souffle les émotions étranges qui le traversent, comme par peur, s'il s'arrête, que le souvenir de Vincent ne s'évanouisse. Un roman qui interroge les différentes façons d'appréhender un suicide. Ni le besoin de comprendre ni l'acceptation de ce choix ne permettant



d'être en paix, la position la plus appropriée est peut-être celle qui permet de rester fidèle à soi-même et au défunt. ■ MAXIME AGIN-BOUKOBZA
► *Vincent disparaît*, de Gilles Moinot, Calmann-Lévy, 156 p., 18 €, numérique 13 €.

Une femme émancipée

Gabrielle étouffe dans le cercle familial des soyeux lyonnais où l'argent est le seul horizon, quand elle rêve de peinture et de passion. Venue à Montparnasse se frotter à une société plus libre, elle y découvre l'amour auprès de Marcelle, enflamme l'esprit d'un détective lancé à ses trousses, mais disparaît providentiellement quand la crise économique fait de ses avoirs une solution pour ses frères ruinés. Colin Thibert multiplie ici les clins d'œil au roman populaire du XIX^e siècle, avec ses concierges inquisiteurs, ses privés sans scrupule, ses marginaux voués au rejet ou à l'asile. L'écrivain pique d'une saveur toute balzacienne cette ambition conquérante, les désillusions qui s'ensuivent, les méandres d'une émancipation en butte aux conventions morales et à la cupidité. Si la postface livre les clés familiales de cette fable enlevée, son



charme, son rythme et son humour ont déjà suscité l'adhésion. ■

PHILIPPE-JEAN CATINCHI

► *Une saison à Montparnasse*, de Colin Thibert, éd. Hélioise d'Ormesson, 272 p., 20 €, numérique 6 €.

Au prisme de la jeunesse

Les nouvelles du recueil *Lord de fer* datent des années 1930. Exilé en France à la suite de la guerre civile russe, leur auteur, Gaïto Gazdanov (1903-1971), est confronté à une réalité qu'il ne peut s'empêcher d'appréhender à travers le prisme de son enfance et de son adolescence en Russie. Les plans temporaires se superposent, tandis que l'odeur de roses humées aux Halles fait surgir le souvenir d'une ville de province, d'un grand chien nommé « Lord de fer » et de l'amour tragique de ses maîtres... Promené entre les époques et les lieux, le lecteur plonge dans des histoires où le pur hasard se mue en fatalité, et où les personnages rencontrés, des gens ordinaires à première vue, se montrent soudain sous un jour inattendu. On voit se mettre en place ici la démarche aux accents proustiens de celui qui deviendra un grand écrivain de la diaspora russe. ■



ELENA BALZAMO
► *Lord de fer* (Jeleznyj Lord), de Gaïto Gazdanov, traduit du russe par Marianne Gourg-Antuszezewicz, Circé, 226 p., 18 €, numérique 14 €.

Mélancolie et mondanités



FAUT-IL CONNAÎTRE le détail de la vie de son auteur pour goûter au charme sombre du *Journal*, d'Yves Navarre (1940-1994) ? C'est ce que semble suggérer

l'édition qui en est aujourd'hui proposée, puisqu'elle s'ouvre sur un essai biographique de Frédéric Andrau, où l'on apprendra en effet ce que fut le parcours de ce jeune homme triste, dans une époque de fête et de mort... Mais c'est à l'intimité de sa voix propre, avouons-le, que l'on a la curiosité d'aller d'abord, pour lire un

journal dont la basse continue est fortement teintée de mélancolie, sinon de désespoir, dès les premières annotations du début des années 1970.

La vie y semble un combat quotidien, et les batailles gagnées par le succès (dont le prix Goncourt en 1980, pour *Le Jardin d'acclimatation*) ne sont que des baumes éphémères, comme les aventures sexuelles, ou les satisfactions que l'on dira morales de l'engagement politique (Navarre fut un peu l'homosexuel « officiel » du Parti socialiste de François Mitterrand au moment de son élection en 1981) et la fréquentation de quelques personnalités importantes, tels Roland

Barthes ou Marguerite Duras, avec laquelle il traversa même l'Atlantique en paquebot...

Ce qui frappe avant tout, c'est l'écriture de la solitude, en dépit des mondanités nombreuses, et l'espèce d'impossible travail des mots pour ce fichu métier de vivre, auquel Yves Navarre n'a jamais pu se résoudre tout à fait. Il se suicide à Paris, en janvier 1994, à l'âge de 53 ans. ■ FA. GA.

JOURNAL, d'Yves Navarre, édité et précédé d'une biographie par Frédéric Andrau, Séguier, 512 p., 29 €, numérique 20 €.

Dans un essai érudit, le spécialiste du Moyen Age musulman Houari Touati étudie ce moment-clé où la philosophie islamique a fondé une « science de l’homme » autour de l’héritage grec

Quand l’islam médiéval pensait la nature humaine

MERYEM SEBTI

Dans son nouvel ouvrage, *L’Arrivée de l’homme en Islam et sa disparition*, Houari Touati conteste l’affirmation de Michel Foucault (1926-1984) selon laquelle l’homme, en tant que concept défini, est une invention européenne de la fin du XVIII^e siècle et du début du XIX^e.

Le spécialiste du Moyen Age musulman, directeur d’études à l’Ecole des hautes études en sciences sociales, soutient en effet que ce concept prend sa source dans la Grèce antique, plus précisément dans l’*Alcibiade*, de Platon. Cette tradition philosophique a selon lui été ensuite transmise à Bagdad au VIII^e siècle, à travers les traductions arabes, jetant les bases d’une « science de l’homme » dans le monde islamique.

Conçue comme un complément à la science divine, celle-ci a néanmoins acquis une autonomie notable, qui a permis à la philosophie non seulement de se développer en tant que discipline distincte de la théologie, mais aussi de concevoir une doctrine du salut fondée sur la raison. C’est là un renversement anthropologique majeur. La moralité de l’homme n’est plus définie par l’obéissance aux normes éthiques transmises par la Loi révélée, mais par le fait qu’il est doué de raison, et dès lors capable de différencier par lui-même le bien du mal, de prendre sa place dans le monde et de se distinguer de l’ordre naturel des choses.

Houari Touati retrace patiemment l’émergence puis la constitution de cette science de l’homme non seulement chez les philosophes de l’islam qui ont clairement revendiqué l’héritage grec, tels

EXTRAIT

« L’homme a disparu aux confins de l’Antiquité (...), avant de retrouver vie quelques siècles plus tard au Proche-Orient, sous les premiers califes abbassides, dans le sillage d’un mouvement de traduction gréco-arabe qui est resté la plus grande translation scientifique et philosophique jamais réalisée aux époques prémodernes, opérée à l’appui d’un nouveau paradigme de production de la science (...). C’est dans ce climat politico-intellectuel que l’homme est arrivé à la fin du VIII^e siècle d’Athènes à Bagdad, via Alexandrie. Son acclimatation dans sa nouvelle patrie d’adoption est rendue possible par la culture arabe classique sitôt qu’elle a entrevu la possibilité d’une “science de l’homme”. »

L’ARRIVÉE DE L’HOMME EN ISLAM ET SA DISPARITION, PAGE 11

Al-Farabi (872-950) et Avicenne (980-1037), mais aussi chez les tout premiers théologiens rationalistes, les mutazilites. Cette école théologique, qui insiste sur la primauté de la raison dans l’interprétation des textes religieux, émerge au VIII^e siècle et connaît son apogée au IX^e siècle, avant d’être supplantée par une autre branche de la théologie rationa-

Une école théologique, les mutazilites, insiste sur la primauté de la raison dans l’interprétation des textes religieux

liste, l’acharisme, plus encline à souligner la toute-puissance de Dieu qu’à valoriser la raison humaine.

A travers une enquête méticuleuse et érudite, l’auteur montre comment, du VIII^e siècle à la fin du XII^e, théologiens et philosophes, s’appuyant sur le riche corpus philosophique et scientifique grec traduit en arabe, ont exploré ce qui définit l’homme en propre. Le débat est crucial. Si l’homme possède une nature spécifique, qu’elle soit caractérisée par la raison (le logos), par le rire ou par sa capacité à utiliser ses mains, cette nature peut être étudiée de manière scientifique. L’anthropologie, la psychologie, l’embryologie, la science politique, bref, les « sciences humaines » se fraient alors une place dans les débats théologiques.

Cependant, dès le X^e siècle, Al-Ash’ari (v. 873-935), le fondateur de l’école qui porte son nom, prend pour cible le concept d’homme, qui l’obligerait à reconnaître celui de nature. Or, l’idée d’une nature humaine implique l’adoption d’un principe de causalité qui a son origine, son mouvement et son efficacité en lui-même. Ce principe ébranle celui de la toute-puissance divine.

Le théologien remet en question la définition de l’homme comme « être rationnel et mortel » soutenue par les mutazilites. A la question « qu’est-ce que l’homme ? », il répond que l’homme n’est

que la structure particulière de son corps. C’est cette conception – qui vide l’homme de sa substance – qu’adoptent la plupart des acharites alors que d’autres, influencés par Avicenne, défendent une nature humaine autonome.

Si l’homme n’a pas de nature propre et ne se définit que par sa structure corporelle, alors il n’est plus le sujet de son mouvement, de sa connaissance ou de ses actions : son unité et ses actes viennent du seul vouloir de Dieu. Il n’y a plus de science de l’homme possible puisque l’homme n’est doté d’aucune unité interne.

Cette conception de l’homme se retrouve jusque dans les débats des réformistes musulmans du début du XX^e siècle, qui se caractérisent par le refus d’une majorité d’entre eux de reconnaître une nature humaine autonome.

L’homme en tant que concept défini, objet d’un examen scientifique spécifique, a donc bien existé en contexte islamique, avant de disparaître, écarté par une théologie centrée sur la toute-puissance divine. La « *disparition de l’homme* » est le résultat de facteurs historiques et intellectuels, plutôt que d’une impossibilité à concevoir une nature humaine autonome en contexte islamique. Ainsi des théologiens réformateurs contemporains, tels le Soudanais Mahmoud Mohamed Taha (1909-1985) et l’Egyptien Nasr Abu Zayd (1943-2010), ont-ils réinterprété l’héritage théologique islamique en plaçant, à nouveau, l’homme au centre de leur démarche intellectuelle. ■

L’ARRIVÉE DE L’HOMME EN ISLAM ET SA DISPARITION.
D’ATHÈNES À BAGDAD, de Houari Touati, Vrin, « *Etudes musulmanes* », 512 p., 55 €. Signalons également, sous la direction du même auteur, Ibn Khaldûn et les sciences humaines. La médiation du naturalisme, Cerf, « *Islam, nouvelles approches* », 360 p., 34 €, numérique 27 €.

La quête infinie d’une connaissance vivante

Bertrand Leclair interroge la création littéraire et artistique dans un texte vagabond

MARIANNE DAUTREY

Puissances de l’art ou la Lance de Téléphe, de Bertrand Leclair, est un texte libre, rêveur, vagabond, autant que spéculatif. Un peu à la manière des derniers séminaires de Roland Barthes (1915-1980), au cours desquels le théoricien de la littérature réfléchissait à la possibilité du roman, Leclair oscille entre l’essai et le texte littéraire. Ce n’est plus la possibilité du roman qu’il interroge cependant, puisque, contrairement à Barthes, en plus d’être critique, Leclair est aussi romancier, mais le lieu de l’art et l’espace littéraire ainsi que leur raison d’être, voire leur nécessité d’être.

Leclair mène son questionnement comme une enquête, à même l’histoire, à même les œuvres qu’il cite. Et c’est toujours

les gestes présidant à leur création qu’il interroge. Il déambule ainsi entre œuvres d’art, textes littéraires et théoriques sans établir de hiérarchie. Si son fil d’Ariane est Marcel Proust (comme chez Barthes), il convoque par ailleurs indifféremment Roger Caillois ou Nicolas Bouvier, comme Samuel Beckett (à qui il emprunte sa « lance de Téléphe », du nom du fils d’Héraclès et d’Augé, qu’Achille blessa par erreur avec sa lance pendant la guerre de Troie), Pascal Quignard, Arthur Rimbaud, Hélène Cixous, Vassily Kandinsky ou Paul Klee, ainsi que ses propres textes.

Et chacune des citations qu’il en fait surgit comme un écho, comme une résonance à son propos, de sorte que, entre corps du texte, notes et digressions, son écriture se déploie, polyphonique et chorale, en un beau et déroutant dédale, un jeu de répons et de voix. Leclair écrit comme il lit, parce que lire, c’est déjà écrire.

Cet art de la dérive relève d’une méthode, d’une discipline pres-

que, par laquelle Leclair opère un déplacement décisif au fil de distinctions successives : au savoir, il oppose la connaissance ; au pouvoir, la puissance ; à la culture, l’art ; aux états solides, pétrifiés, les états liquides, fluides, insaisissables, ou encore troués, traversés par l’air, le vent. Dans « connaître », par exemple, il entend « co-naître », comme le fit Paul Claudel avant lui, c’est-à-dire « naître avec » l’objet de la connaissance : une forme de renaissance dont participe l’ignorance.

Un « désordre » primordial

De même, la puissance est l’expérience des possibles au contact du mouvement de la vie, en amont de tout ordre institué, que le pouvoir a, au contraire, pour fonction d’instaurer et de pérenniser. Ce qui se joue de part et d’autre de cette ligne de partage, c’est un mouvement à rebours de l’ordre établi (en cela, *Puissances de l’art* est un livre politique), pour retrouver un « désordre » primordial, une brèche dans le

tissu narratif du monde, ouvrant sur une relation à l’expérience : « *Le rapport à la vie et le rapport à l’art ne font qu’un* », écrit-il.

Ce lieu de l’art résulte d’une histoire : celle de la modernité, qui exige d’être sans cesse repensée. Après la mort de Dieu (Nietzsche), après celles successives de l’homme et de l’auteur (Foucault, Barthes), l’œuvre, n’étant plus le lieu de la vérité révélée, est devenue celui d’une quête spirituelle, d’une vérité en constante métamorphose qui s’écrit, se lit à même sa propre ouverture.

Puissances de l’art est le récit de cette quête, et elle est sans fin, puisque, par définition, elle est à elle-même son propre objet. Tel est le sens de la « lance de Téléphe », comme le découvrira le lecteur : une blessure dont le remède se situe dans l’objet qui blesse. ■

PUISSANCES DE L’ART OU LA LANCE DE TÉLÉPHE, de Bertrand Leclair, MF, 240 p., 18 €.

Les scrupules de Martin de la Soudière

Ils sont peu nombreux, les ethnologues à avoir publié leurs carnets d’enquête. Et pour cause... Les petits arrangements avec la vérité ont souvent égratigné leur crédibilité. Rien de cela dans ce journal tenu dans les années 1970 par Martin de la Soudière, alors apprenti chercheur, engagé avec Philippe Bonnin et Martyne Perrot dans une enquête sur l’enfant et son temps libre. Consignées chaque soir, ces notes (non réécrites) révèlent ses hésitations, ses faux pas, ses scrupules. « *Je pourrais fabriquer des paysans typiquement lozériens (...). Je préfère écrire des pointillés, des peut-être, faire des ratures* », écrit le jeune Parisien. Arrivé seul dans un village du Massif central, il y sera rejoint en juin 1974 par ses camarades. Leur présence l’agace, le déroute, l’écarte de son immersion, éternel problème des enquêtes collectives. D’une grande honnêteté, l’intellectuel trouve « normal que les paysans se fichent de [s]on étude sur les loisirs. (...) Leurs problèmes sont d’abord économiques ». Il en vient à douter de l’utilité de son travail. Sans l’intervention salvatrice de sa compagne d’alors, ce que l’auteur nomme le « cahier de visites » aurait fini au feu. C’est dire s’il n’a pas été écrit pour être publié. Dans ce contexte, son propos et son élégante écriture en deviennent d’autant plus remarquables. ■ ANNE BOTH



► *Le Cahier vert. Journal d’un ethnologue en Gévaudan. 1973-1978*, de Martin de la Soudière, postface de Philippe Bonnin, CNRS Editions, 496 p., 26 €, numérique 18 €.

Il y a loin du style idéal à sa pratique

Fréquemment, on observe une tension entre le style qu’un écrivain déclare faire sien et celui dont il use dans ses œuvres, celui qu’il prône en théorie et celui qu’il pratique dans les faits. Alors que nous lisons le plus souvent de telles disparités, Gilles Philippe, professeur à l’université de Lausanne, choisit, au contraire, d’y voir une clé. Bernanos prétendait ainsi se donner pour idéal le langage oublié de l’enfance, là où prédominait chez lui un lyrisme non dénué d’expressivisme. De même Camus a-t-il visé dans *L’Etranger* (Gallimard, 1942) une langue désaffectée et sans relief, celle de son narrateur, mais tout en sacrifiant à la norme classique. Ramuz, Valéry, Sartre, Duras : tous démontrent que la tension stylistique constitue le mode d’existence naturel des œuvres littéraires.

Il n’y a pas là une simple contradiction qu’il s’agirait de résorber, mais plutôt le signe que, tout au long du XX^e siècle, on a prétendu rompre avec la « belle prose », jugée artificielle et surannée, et qu’on a pourtant continué à « faire littérature », comme s’il était impossible de mener jusqu’à leur terme les modèles stylistiques que l’on se fixe. ■ JEAN-LOUIS JEANNELLE

► *Une certaine gêne à l’égard du style*, de Gilles Philippe, Les Impressions nouvelles, 246 p., 20 €, numérique 13 €.

Débattre des valeurs européennes

Autrefois, les textes européens parlaient des « principes » constitutifs de l’Union européenne. L’adoption, en 2000, de sa Charte des droits fondamentaux a entraîné un changement de registre, qui se retrouve depuis dans tous les traités, au profit des « valeurs ». Il s’agit toujours des mêmes réalités : « *Etat de droit, égalité, justice sociale, tolérance* », résume la politologue Justine Lacroix au seuil de ces conférences prononcées à l’automne 2023 au Collège de France, mais ce choix de vocabulaire induit l’image d’une « communauté unie autour de valeurs supposées consensuelles » qui mérite d’être regardée de plus près. La démocratie a-t-elle le même sens à Budapest ou Bratislava qu’à Berlin ou Tallinn ? Sommes-nous tous d’accord sur l’articulation du collectif et de l’individuel,



de la liberté politique et de la sécurité, des libertés économiques et de l’égalité, ou sur les limites de l’autorité politique ? La démocratie, disait le philosophe Claude Lefort (1924-2010), est « un espace d’indétermination ». De débats donc, et qui n’ont pas de raison de s’achever. Cette mise au point le rappelle avec une force salutaire. ■

FLORENT GEORGESCO

► *Les Valeurs de l’Europe, un enjeu démocratique*, de Justine Lacroix, Collège de France Editions, « Conférences », 96 p., 18 €, numérique 9 €.

Refuser l’assignation des femmes à leurs « corps-objets »

C’est dans sa dimension corporelle que Camille Froidevaux-Metterie, autrice du *Corps des femmes. La bataille de l’intime* (Philosophie Magazine Editeur, 2018) et d’*Un corps à soi* (Seuil, 2021), étudie ici la forme contemporaine du patriarcat. Se donnant pour point de départ la prise de parole de l’actrice Judith Godrèche aux Césars 2024, le 23 février, la philosophe expose un milieu du cinéma obstinément silencieux – et particulièrement représentatif de la société française, qui « se démarque par sa remarquable résistance à tirer les conséquences de la vague de dénonciations ». Mais, si elle profite de ce court texte aux allures de manifeste pour revenir sur les origines de l’aliénation du corps des femmes, elle s’attache surtout à décrire les mouvements féministes qui, depuis les années 2010, s’appliquent à la penser et à la renverser. Or ce refus de l’assignation des femmes à leurs « corps-objets » se révèle stratégique, puisque, selon elle, « en dénonçant les mécanismes d’objectivation et d’appropriation du corps des femmes, les féministes s’attaquent au socle même du système patriarcal ». ■ SOPHIE BENARD



► *Patriarcat, la fin d’un monde*, de Camille Froidevaux-Metterie, Seuil, « Libelle », 60 p., 4,90 €, numérique 3,50 €.



LE FEUILLETON

TIPHAINE SAMOYAULT

Vérité de Pasolini



ÉLODIE BOUÉDEC

RÊVER QUE PIER PAOLO PASOLINI (1922-1975) soit encore parmi nous en des temps politiquement sombres est une composante de son mythe, celle qui le fait traverser les oppositions politiques et voit en lui un prophète de tous les maux qui peuvent atteindre le présent. Or, comme le soutient l'écrivain Walter Siti, « à bien y regarder, Pasolini n'a pas annoncé grand-chose du futur de l'Italie ou du monde ». Mais, et c'est un peu la même chose pour Sartre, le fait qu'il se soit souvent trompé n'abîme pas le mythe, bien au contraire. Tout mythe est une machine nostalgique, une façon d'échapper au temps. Revenir à l'œuvre de façon critique et située permet de voir quelle force ce « poète civique », épris de justice et de vérité, en lien direct avec l'actualité, l'opinion publique et la vie peut avoir pour le présent.

Le numéro de la revue *Critique* consacré à Pasolini écrivain, éditorialiste, cinéaste, arrive à point nommé. Sa ponctualité tient d'abord à son léger décalage. L'année 2025 commémorera le 50^e anniversaire de la mort de l'écrivain et cinéaste. Publier ce numéro un an avant est une première façon d'échapper – au moins en partie – au mythe auquel cette mort et toutes les hypothèses faites à son propos ont beaucoup contribué.

Toute personne informée sait désormais qu'il s'agissait d'un assassinat politique déguisé en crime sexuel, même si l'on débat encore de la nature du véritable commanditaire et des conditions exactes du meurtre. Cela n'abolit pas le martyre, mais invite à porter sur lui un regard plus politique.

La grande justesse de ce numéro vient aussi de son double ancrage en France et en Italie. Martin Rueff, son maître d'œuvre, connaît intimement les deux pays et nourrit depuis longtemps les dialogues entre ses penseurs et ses poètes, très fructueux ici. Le fait qu'il soit actuellement en train de retraduire toute l'œuvre d'Italo Calvino (1923-1985) – on lui doit récemment la traduction (avec Christophe Mileschi) et l'édition française de sa correspondance (*Le Métier d'écrire*, Gallimard, lire « Le Monde des livres » du 10 novembre 2023) – permet également de mettre en évidence deux façons distinctes, parfois opposées, de penser la parole et l'écriture, et de les vivre. Calvino est du côté de la précision, du murmure, de la « raison lente » ; Pasolini est du côté des effets immédiats, des expérimentations parfois contradictoires, de la parole vive et forte. Mais tous deux sont animés d'un souci de la vérité et du dévoilement qui définit seul une politique de la littérature : plus que Calvino cependant, Pasolini a toujours

pensé qu'il fallait prendre l'histoire à bras-le-corps et que cette vérité n'avait de sens que dans l'histoire.

Le numéro de *Critique* s'ouvre sur un texte de Pasolini jusque-là inédit en français et intitulé « Nouvelles questions linguistiques ». Publié dans une revue en 1964, il avait été repris dans le volume *Empirismo eretico* de 1972, mais non traduit dans la version française de ce livre (*L'Expérience hérétique*, Ramsay, 1993), car jugé trop ancré dans la situation italienne. Or ce texte, dans lequel Pasolini donne des bons et des mauvais points à tous ses contemporains (c'est plutôt amusant), est majeur pour comprendre qu'il ne peut y avoir de politique de la littérature sans politique de la langue, c'est-à-dire sans insoumission aux normes instrumentales et technicistes qui la figent.

Génial inventeur de formes, il pousse l'écriture à sa limite et il n'a pas peur

Poète, Pasolini l'est de façon élargie (cette idée revient dans toutes les contributions de ce numéro de « Critique »), jusque dans la parole militante ou la parole ordinaire

d'être radical. C'est bien ce qu'a montré Hervé Joubert-Laurencin dans *Le Grand Chant. Pasolini poète et cinéaste* (Macula, 2022), commenté ici par Martin Rueff : le poème est une forme de vie qui se lit jusque dans les images du cinéma de Pasolini : « D'une part, il nous oblige, nous qui sommes entourés d'images, à penser ce qui reste chantable dans le monde du visible ; d'autre part, nous qui sommes abreuvés de discours, il nous somme d'entendre ce qui reste visible dans le monde des mots. Il nous apprend à voir le langage et à écouter les images. » Poète, Pasolini l'est de façon élargie (cette idée revient dans toutes les contributions du volume), jusque dans la parole militante ou la parole ordinaire. Marielle Macé consacre un essai aux réponses de Pasolini au courrier reçu de ses lecteurs et de ses lectrices, de toutes classes sociales et régions d'Italie entre 1960 et 1965, dans l'hebdomadaire communiste *Vie nuova*. Il le fait de façon pédagogique et souvent douce, invitant chacun et chacune à écrire pour être au plus près de son expérience du monde.

Au cœur du volume, un entretien passionnant avec René de Ceccatty, traducteur et biographe de Pasolini, expose avec intensité ce à quoi peut ressembler une vie « avec » Pasolini. Si son rapport à lui a beaucoup évolué, depuis la première vision, à 13 ans, de *L'Evangile selon saint Matthieu* et la première lecture, à 17 ans, du roman *Accattone*, devenant progressivement plus avisé et distancé, son admiration reste intacte et le place à l'égale de Dante dans la création artistique italienne : pas une simple figure, mais un guide mettant l'exigence de vérité en lieu et place de la violence des pouvoirs. ■



LES YEUX
DANS LES POCHES
FRANÇOIS ANGELIER

« JUSQU'À PRÉSENT, note Nietzsche dans *Le Gai Savoir* (1882), tout ce qui a donné de la couleur à l'existence n'a pas encore d'histoire. Où trouverait-on, par exemple, une histoire de l'amour, de l'avidité, de l'envie, de la conscience, de la piété, de la cruauté ? » Une phrase qui marqua Michel Foucault, historien de la folie (1961), et qui semble, par-delà le temps, être destinée à Alain Corbin, maître historien des « coloris » sensibles de l'existence (l'odorat, l'orgasme et la prostitution, le rivage, les cloches, l'ignorance, la fraîcheur, la sensibilité au vent) et chineur de figures historiques hors norme (aristocrate lynché, sabotier inconnu).

A l'image de celle du silence, son *Histoire du repos* pousse l'enquête dans ses derniers retranchements. De fait, on imagine spontanément que les gens au repos n'ont pas d'histoire, qu'ils se reposent même pour ne plus en avoir. Corbin prouve, a contrario, que le repos fonde l'histoire et la scande, depuis le « repos éternel » jusqu'au *dolce far niente* des vacanciers. A l'origine, le repos divin, sabbatique mais actif, en donne l'essence. En découle l'idée d'une douce quiétude, celle des mystiques, « *quiétistes* » ou autres, à l'âme en paix, notion condamnée vertement par Bossuet, qui y voit un « assoupissement » végétatif de l'âme.



Avant lui, Montaigne s'affaire à se « forger un repos », idée aristocratique qui croise les destins de certaines figures, tels Charles Quint dételant, en 1555, de sa charge impériale pour goûter le repos monastique ou le disgracié Bussy-Rabutin, exilé en province et condamné, par le roi Louis XIV, à se reposer. Un repos de re-

clus en une zone délimitée mais familière, que l'on retrouvera dans *Voyage autour de ma chambre*, de Xavier de Maistre (1795). Aux XVIII^e et XIX^e siècles, le repos devient une véritable discipline, la détente une thérapie, comme il y a les sports de combat, avec ses lieux d'exercice : la barque rousseauiste, l'herbe et l'ombre, le rocking-chair et, surtout, la plage et le littoral. Le sabbat hebdomadaire dicte la discipline du dimanche : jour de suspension des activités utilitaires et commerciales, jour voué au service de Dieu et à la prière, mais qui n'évite pas un sentiment d'ennui épais, proche de l'acédie monastique, qui vide l'âme de tout désir : « Je hais les dimanches », chantait Juliette Gréco en 1951, dans des mots de Charles Aznavour. En peu de pages, d'une saveur et d'une densité étonnantes, Alain Corbin donne au repos une dimension créatrice. Avec lui, se reposer devient un art.

PAR EILLE PRATIQUE DE L'HISTOIRE, aussi



révolutionnaire dans sa méthode que dans ses objets, a suscité moins une école qu'une famille d'esprits. Rassemblée à l'abbaye de Fontevraud sous la houlette d'Anne-Emmanuelle Demartini, cette sodalité historique a rendu hommage à son fondateur dans un formidable volume où Alain Corbin évoque « le demi-siècle de plâtre, 1815-1855 », ou comment ce matériau devient emblématique, concrètement et symboliquement, de cette période. A noter également, parmi maintes analyses du rapport de Corbin à l'écriture et aux archives, une hallucinante description de l'infirmerie spéciale de la préfecture de police au XIX^e siècle signée Jean-Jacques Courtine.

ON RETROUVERA bien sûr Alain Corbin dans l'excellent *Goût de la plage*, anthologie estivale de Gérard de Cortanze. Il y est évoqué, aux côtés de Michelet et de la vision régénérante du bain de mer, au sein d'un volume exquis qui fait de la plage, sable ou galet, bretonne ou tropicale, une jungle où toutes les aventures sont possibles. ■

► *Histoire du repos*, d'Alain Corbin, Pocket, « Agora », 128 p., 7,70 €.

► *Alain Corbin. Écrivain de l'histoire*, sous la direction d'Anne-Emmanuelle Demartini, Champs, « Histoire », inédit, 300 p., 12 €.

► *Le Goût de la plage*, anthologie de Gérard de Cortanze, Mercure de France, « Le petit Mercure », 112 p., 9 €.

PHOTOS BÉNÉDICTE ROSCOT/SEUL, ANNIE CIVARD, BRUNO LEVY



FIGURES LIBRES

ROGER-POL
DROIT

Vivre en sceptique radical, est-ce possible ?

MONTREZ QUE TOUS LES DOGMES SONT BÂTIS SUR DU SABLE. Rappeler sans cesse la diversité des opinions et l'impossibilité de trancher. Donc suspendre son jugement, ne jamais donner son assentiment et s'abstenir d'affirmer ou de nier. Tels sont, depuis Pyrrhon jusqu'à nos jours, les constantes de l'attitude sceptique. Avantage majeur : saper tout dogmatisme. Personne ne détenant la vérité, la tolérance envers la cacophonie des erreurs s'impose. Inconvénient principal : on ne voit pas clairement sur quoi régler son existence. Toute action suppose valeurs, choix, refus et préférences, convictions et morale. Comment concilier le refus

CONTRE LES
MORALISTES
(*Pros ethikous*),
de Sextus
Empiricus,
traduit du grec
ancien et édité
par René Lefebvre,
Les Belles Lettres,
« La roue à livres »,
360 p., 27 €,
numérique 19 €.

du oui et du non avec une quelconque échelle de valeurs ?

L'interrogation est fort ancienne, et beaucoup moins simple à démêler qu'on ne le pense. Pour le constater, rien ne vaut la lecture de ce traité plutôt méconnu de Sextus Empiricus intitulé *Contre les moralistes*. Ce philosophe corrosif récapitule les parcours du scepticisme antique. On ne sait presque rien de sa biographie, mais ses œuvres, rédigées au II^e ou III^e siècle de notre ère, développent en détail une critique radicale de tout savoir. « Nous faisons des objections à chacune des parties de la philosophie », écrit-il, démontant

successivement la logique, la physique et la morale.

Que cette dernière soulève des problèmes spécifiques, on le constate en lisant la nouvelle traduction de ce lointain ancêtre de *Par-delà bien et mal*, de Friedrich Nietzsche (1886), que l'on doit à René Lefebvre. Travail minutieux, accompagné d'une introduction et d'un commentaire plus étendus que le texte, lequel ne dépasse pas quelques dizaines de pages. Les arguments et raisonnements du grand sceptique sont scrutés à la loupe, en particulier les moments où Sextus Empiricus soutient, à l'inverse des épicuriens et des stoiciens, qu'il n'existe pas d'art de vivre ni de possibilité de le transmettre. Au risque, évidemment, de sombrer ainsi dans un « *dogmatisme négatif* » contraire à l'objectif de suspension de tout assentiment.

La difficulté centrale concerne les repères du mode de vie sceptique. *Contre les moralistes* met en cause, radicalement, les fondements de la morale. Le penseur entend ruiner la distinction entre bien et mal, qui n'existeraient pas par nature et dont le mirage tourmenterait en vain les esprits.

Un clone bio-informatique peut-il remplacer l'épouse adorée, morte trop tôt ? « Après tout », une fable cruelle de Ian Soliane

Résurrection de l'être IAmé

SCIENCE-FICTION

HUGUES ROBERT

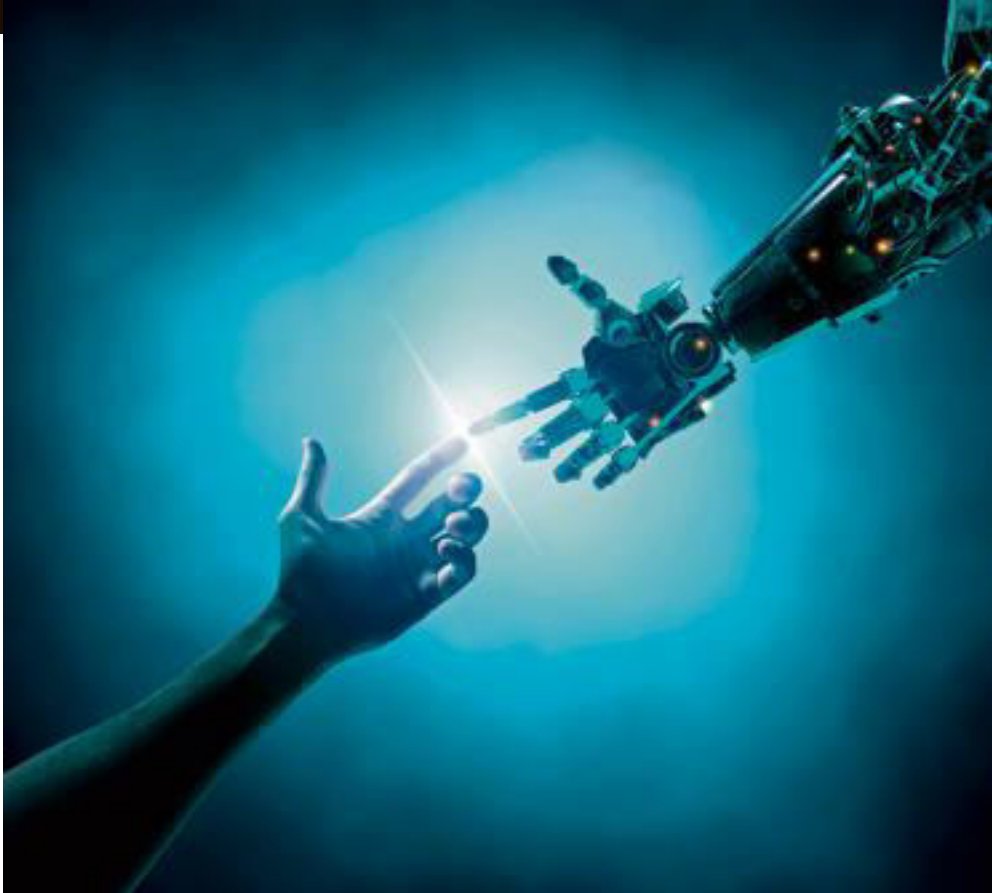
Claire, l'amour de sa vie, la mère de ses enfants, est morte. Et pourtant, le voici qui lui réapprend à vivre, à maîtriser l'espace de leur appartement, les dimensions les plus physiques de ses souvenirs et les routines du quotidien. Ce n'est bien entendu pas d'elle qu'il s'agit : face à son désespoir durant la longue maladie dégénérative de son épouse, un entrepreneur scientifique de haute volée lui a proposé, plus ou moins sous le manteau, de bénéficier en avant-première d'une technologie encore pour partie expérimentale – en tout cas, certainement pas commercialisée.

Les états de conscience de Claire, ses impulsions neuronales et l'essentiel de sa mémoire ont pu être patiemment scannés et enregistrés pour nourrir un clone bio-informatique révolutionnaire qui, à l'aide des programmes ad hoc, hautement sophistiqués, va faire ainsi revivre, dans beaucoup de ses moindres détails, l'être cher disparu.

Créature magnifique et insensée

La « nouvelle » Claire et lui se terrent pourtant dans leur appartement : des bugs, anodins ou plus inquiétants, sont encore à corriger, certes, mais surtout, dans ce quartier parisien central et cosu, tout le monde connaissait le couple adorable et sait sans aucun doute que Claire est morte et bien morte... Comment s'expliquer ? Pire encore : quelle sera la réaction de la famille ? Et des enfants ? Que choisira-t-il de faire devant le sentiment d'horreur qui saisira peut-être bientôt ses proches ?, se demande-t-il, tout en apprivoisant les logiciels de son épouse recrée et en apprenant à réagir adéquatement au prévu et à l'imprévu que produit cette créature magnifique et insensée.

Ian Soliane nous avait déjà joliment sidérés, dans son *Basqu.I.A.t* (Jou, 2021), en



COLIN ANDERSON PRODUCTIONS PTY LTD/GETTY IMAGES

imaginant le monologue de plus en plus véhément d'une intelligence artificielle souhaitant obtenir de nous, en récompense des innombrables services rendus (détaillés avec un humour vertigineux), l'explication des coulures, des bavures et des hachures de la toile *Fallen Angel* (« ange déchû »), de Jean-Michel Basquiat (1981).

Il nous offre avec *Après tout* une nouvelle incursion science-fictionnelle saisissante au cœur du bouleversement de nos vies par les technologies, jusqu'au plus intime et au plus tabou. Depuis Orphée et Eurydice, le retour de l'être aimé décédé est un fantôme qui irrigue les fictions et les mythes de l'humanité. Si la science appliquée approchait d'une solution, que nous diraient l'éthique, le

sens commun, que deviendraient le désir et le sentiment de perte jusqu'alors irrémédiable ?

En gravitant autour d'un tel sujet, l'auteur s'exposait à de nombreux écueils, de la simple redite au basculement dans l'insoutenable. Grâce à une écriture d'une rare intelligence sensible – et d'une réelle beauté –, capable d'affronter simultanément la crudité la plus nue et la tendresse la plus authentique, mais aussi la folie, la mort et l'inacceptable, il évite avec brio ces différents précipices. Ian Soliane nous offre ici, au contraire, une exploration cruelle et juste de nos failles et de nos espérances, visibles et moins visibles, par l'un de ces détours de l'imagination dont la science-fiction détient si souvent les secrets. ■

APRÈS TOUT, de Ian Soliane, Jou, 128 p., 12 €.

POLAR

Crépuscule à Oak Island

RÉVEILLÉ EN PLEINE NUIT par le bruit assourdissant d'un avion qui vole trop bas, le shérif Winston Barnes le découvre échoué au bout de la piste du petit aérodrome d'Oak Island. L'appareil est vide, sans pilote, et non loin gît le corps d'un jeune Afro-Américain, abattu d'une balle de fusil. La victime est le fils d'Ed Bellamy, professeur respecté, vétéran de la guerre du Vietnam et figure de la lutte pour les droits civiques. Le chef de la police va devoir mener son enquête alors qu'il joue sa réélection au poste de shérif face à l'héritier d'un riche promoteur, proche du Ku Klux Kan. Une double épreuve que le vieux policier va tenter de surmonter en s'accrochant à ses principes d'intégrité. Nous sommes au milieu des années 1980, dans une petite ville balnéaire de Caroline du Nord où règne une atmosphère de frénésie immobilière spéculative et de racisme décomplexé.

Avec ce troisième roman traduit, l'écrivain américain Wiley Cash signe un récit crépusculaire, qui ne cache rien d'une Amérique en proie à la résurgence de son histoire et dans laquelle deux mondes se font face. D'un côté, celui des Blancs gangrenés par une idéologie fascisante ; de l'autre, des Noirs bien décidés à ne plus courber l'échine. A l'image d'un Bellamy qui lance au shérif Barnes : « *Je reste sur le ventre depuis des années à regarder le monde depuis le niveau du sol, à me faire marcher dessus pendant que je continue à ramper (...). Je ne vais pas accepter d'être chassé. Plus jamais.* »

La grâce de ce polar tient à sa construction, lente, patiente dans la montée de la tension de l'affrontement, et à l'attention particulière que porte l'auteur aux personnages, complexes et si humains. D'une écriture fine, Wiley Cash tisse les nombreux fils d'une intrigue captivante. Les Etats-Unis au bord de l'implosion qu'il décrit rappellent furieusement le pays qui se dessine aujourd'hui, à l'aube de la prochaine élection présidentielle. ■

SYLVIA ZAPPI

► *Les Ombres de Oak Island* (When Ghosts Come Home), de Wiley Cash, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Jacques Collin, Seuil, « Cadre noir », 336 p., 22 €, numérique 16 €.



RÉCIT ILLUSTRÉ



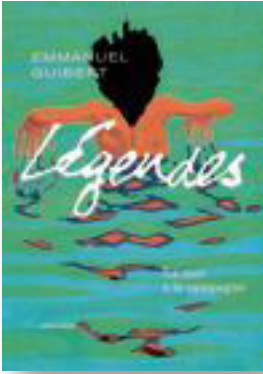
ÉQUATEURS

Mère calme à très agitée

DES GAMINS QUI SAUTENT GAIEMENT DU PLONGEOIR, quelques baigneuses années 1930, des navires de corsaires, des jonques et des porte-avions, du bleu, beaucoup de bleu... Les superbes gouaches et aquarelles de *Si loin dans le bleu* pourraient laisser croire à une promenade légère et nostalgique de port en port, de Saïgon à Saint-Malo, en passant par Manille ou Londres. Erreur ! A la lecture du récit autobiographique très prenant qui les accompagne, les eaux fréquentées par Marcelino Truong se révèlent éminemment tumultueuses. « *Ma venue au monde à Manille, au 1175 calle San Marcelino, eut l'effet d'un tsunami* » familial, écrit l'illustrateur. Cette naissance révéla des fêlures anciennes chez sa mère, une Bretonne bipolaire, et marqua « *le commencement de tempêtes puis de naufrages à répétition* ». Son mari, un diplomate vietnamien, et leurs enfants durent, eux, apprendre à naviguer « *dans des mers aux météo difficiles et imprévisibles* ». L'histoire de ce douloureux apprentissage amène le lecteur à regarder d'un autre œil les illustrations de Truong, et à mesurer combien le dessin a constitué pour lui une planche de salut, un havre où s'abriter des bourrasques. ■ DENIS COSNARD

► *Si loin dans le bleu. De Saïgon à Saint-Malo*, de Marcelino Truong, Equateurs, 160 p., 24 €.

ILLUSTRATIONS



Guibert normand

IL Y A DES VACHES DE FACE, de profil et de dos. Des baigneurs dont les membres crispés trahissent la fraîcheur de la mer (oui, on sait, « *une fois qu'on y est, elle est bonne !* »). Des arbres saisis à toutes les saisons. Des silhouettes vêtues de cirés et de bottes. Des scènes d'intérieur au coin du

poêle... Pas de doute, ces dessins d'observation d'Emmanuel Guibert nous entraînent en Normandie. Depuis presque trente ans que l'auteur de la série *La Guerre d'Alan* (L'Association, 2000-2008) se rend régulièrement dans le pays de Caux, il y exerce son œil comme son trait et tente des expériences : il se sert de l'argile disponible dans les sous-bois pour restituer ceux-ci, use des plaques présentes pour faire du lavis...

Le premier tome de *Légendes* (2020) réunissait des croquis réalisés au fil des décennies en visitant différents musées ; le deuxième (2023), ceux d'inconnus assoupis tracés dans les transports en commun. Dans ce troisième volume, on va donc de « *la mer à la campagne* », comme l'indique le sous-titre, dans l'émerveillement des lumières et des couleurs. Il s'y lit moins de textes que dans les précédents pour accompagner les images, ce qui inspire du regret, tant la plume d'Emmanuel Guibert est un enchantement d'intelligence et de tendresse. Mais il faut bien reconnaître qu'il se dégage de ces dessins une splendide plénitude qui peut se passer d'un surcroît de commentaire. ■ RAPHAËLE LEYRIS

► *Légendes. La mer à la campagne*, d'Emmanuel Guibert, Aire libre, 240 p., 45 €.

POÉSIE

Pour l'amour du grec



POÈTE ET PROSATEUR, arpenteur de territoires, Gilles Ortlieb a porté son regard acéré sur la condition des pêcheurs d'éponges qui, d'une petite ville grecque, Kalymnos, ont essaimé à Salin-de-Giraud (Bouches-du-Rhône), où la statue de bronze d'une Dame a été ramenée par un pêcheur. Et même jusqu'à Tarpon Spring, en Floride. Un excellent petit livre, *Le Sel, la Dame et l'Eponge*, retrace cette triple enquête, sur le terrain. On en retrouve l'écho dans *Cabotages*, sorte de carnet de ronde dont les brèves séquences mènent

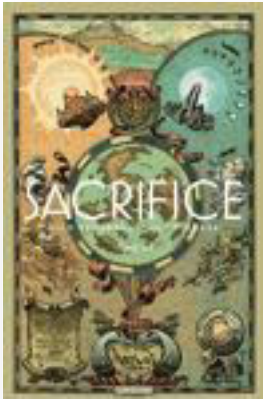
Ortlieb de la Gironde au Mozambique. Mais surtout à travers la Grèce, son pays de prédilection.

Traducteur, on lui doit, du grand poète Georges Sèféris, Prix Nobel 1926, les quatre premiers volumes des *Journées* (Le Bruit du temps, 2022). Mais aussi, de Dionysios Solomos (1798-1857), « *l'ahurissant poème* » *La Femme de Zante* (Le Bruit du temps, 2009). Et, de Thanassis Valtinos, *Accoutumance à la nicotine* (Finitude, 2008). Tel est le « *cabotage sans fin de la traduction* ». Depuis le souvenir inaugural, cette première traversée en trois jours Marseille-Gênes-Le Pirée, et même une excursion sur les eaux de l'Achéron évoquée naguère, il vit sur « *une ligne de crête linguistique* » entre deux versants, celui de la langue maternelle et celui de cette « *patrie momentanée* ». Et c'est comme si l'air devenait plus léger. ■

MONIQUE PETILLON

► *Le Sel, la Dame et l'Eponge*, de Gilles Ortlieb, Le Bruit du temps, 96 p., 13 €. *Cabotages*, de Gilles Ortlieb, Fata Morgana, 96 p., 21 €.

BANDE DESSINÉE



Se venger des dieux

PEUT-ON JUSTIFIER n'importe quel sacrifice s'il permet d'atteindre la paix et la prospérité ? Y compris celui d'un de ses enfants ? Telle est la question qui sous-tend *Sacrifice*, BD américaine signée Rick Remender et Max Fiumara. Chaque foyer doit livrer aux dieux un de ses enfants,

sans que personne connaisse son sort. En échange, les puissances divines garantissent la paix et le bon fonctionnement du monde. Au cours du récit, la dernière « moisson » permet la rencontre inexplicable entre un sacrifié mi-homme mi-oiseau et la fille du dieu soleil, tous deux en quête de vengeance. Entre science-fiction et fantasy, le premier tome de *Sacrifice* offre aux lecteurs un album très coloré, dont la vivacité contraste formellement avec les thèmes explorés, ainsi qu'un monde déjà très riche, avec des règles et même un panthéon qui lui sont propres, et qu'il nous tarde déjà de découvrir davantage. Le tout est rythmé par une composition dynamique et des pages foisonnantes de détails intrigants, qui ne laissent jamais le récit s'essouffler, même lorsque la narration ralentit. Mention spéciale à l'unique double page en gaufrier, particulièrement réussie. ■

MAXIME AGIN-BOUKOBZA

► *Sacrifice. Tome I* (The Sacrificers), de Rick Remender et Max Fiumara, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Benjamin Rivière, Urban Comics, 176 p., 20 €.

Sara Mesa

En bonne fille de tyran domestique

L'écrivaine espagnole s'est imposée en quelques romans où se déploient des relations oppressives. Ainsi de « La Famille », qui se rapproche de ce qu'elle-même a pu vivre dans son enfance

ARIANE SINGER

La romancière espagnole Sara Mesa partage quelque chose avec l'écrivain américain David Foster Wallace (1962-2008) : son appréhension des interviews. « J'en fais peu, et à chaque fois c'est un sentiment étrange. J'ai l'impression d'être comme un petit enfant et de devoir passer un examen. Il faut être généreux, intéressant, humble... », confie-t-elle au « Monde des livres » dans un éclat de rire, de son domicile, dans les environs de Séville. Elle a beau avoir publié une douzaine de livres, vu son précédent roman, *Un amour* (Grasset, 2022), traduit en autant de langues et reçu de nombreux prix, rien n'y fait. « Je ne m'y suis jamais habituée », ajoute celle qui est considérée comme l'une des meilleures écrivaines de son pays.

Un enfant soumis au regard d'un adulte : c'est précisément ainsi que débute *La Famille*, son nouveau roman. Dans le premier chapitre, Martina, une petite fille, récemment adoptée par son oncle et sa tante après le décès de ses parents, se voit réprimandée par son nouveau père. Son crime ? Elle a acheté un cahier doté d'un cadenas, en vue d'y tenir un journal intime. « Il n'y a pas de secrets dans cette famille », la sermonne publiquement l'homme, qui lui demande instamment de ne pas utiliser la clé du cahier au motif qu'elle doit faire confiance à ses parents et à ses trois frères et sœurs. Elle renoncera à consigner ses sentiments par écrit.

Observer attentivement le monde de l'enfance « qu'on tend à idéaler alors qu'il n'est pas idyllique » et la façon dont la personnalité future d'un individu se construit dans un cercle familial fermé : voilà l'objet de la romancière dans ce roman qui court sur plusieurs années. Comme cette famille, dont le chef contrôle lectures, fréquentations et goûts, les univers clos sont le terrain d'observation privilégié de Sara Mesa. Ils sont le théâtre de situations hors du commun où évoluent des personnages en rupture avec le monde. Ils donnent lieu à des récits tout en tension, dans lesquels la sensation de malaise mêle

claustrophobie et sentiment de violence diffuse, prête à exploser.

Quatre par quatre (Rivages, 2015) a ainsi pour cadre un pensionnat huppé où se déroulent des événements étranges et tragiques. *Cicatrice* (Rivages, 2017) explore une relation virtuelle sur une messagerie Internet entre un homme et une femme, relation qui devient oppressante lorsque le premier se met à couvrir de cadeaux la seconde, jusqu'à vouloir dominer sa vie. *Un amour*, son roman le plus acclamé et le plus vendu à ce jour, se déroule quant à lui dans la petite communauté d'un village rural où la protagoniste, récemment arrivée, se retrouve sous l'emprise d'un homme, observée par les autres habitants, dont son très intrusif propriétaire. « Faire du mal à ses proches, alors même qu'on tente de les protéger du monde extérieur, est le fil rouge de tout ce que j'écris », analyse-t-elle.

A quel point cette sensation d'enfermement a-t-elle marqué Sara Mesa ? L'autrice reste très discrète sur sa vie, mais reconnaît avoir enduré de nombreux interdits, notamment de la part d'un père qui « voulait tout contrôler ». Comme Rosa, l'ainée de *La Famille*, qui fait le mur la nuit parce qu'elle n'a pas le droit de sortir, elle se souvient s'être souvent « mise dans le pétrin ». Et comme Rosa, tombée enceinte hors mariage très jeune, elle a eu un enfant à 22 ans.

« Lire me consolait »

C'est pourtant dans ce foyer très modeste – père employé de bureau, mère au foyer, grands-parents « très pauvres » –, dans lequel elle est née en 1976 et où elle se sent privée de liberté, qu'elle découvre les espaces de la littérature : « Mes parents, qui tenaient la culture savante en haute estime, se sont constitué une bibliothèque avec des livres vendus à domicile – c'était la mode –, une petite bibliothèque, certes, mais plus grande que celle de tous mes amis du quartier. » La jeune Sara se met à lire tout ce qui lui tombe sous la main, chez elle, et plus tard à la bibliothèque publique. Elle se passionne aussi bien pour Dostoïevski que pour Agatha Christie, les bandes dessinées ou encore le romancier espagnol Miguel Delibes.



Sara Mesa, à Turin, en 2021. BASSO CANNARSA/OPALE.PHOTO

Parcours

1976 Sara Mesa naît à Madrid et grandit à Séville.

2007 Elle publie un premier recueil de poèmes (non traduit).

2010 *El trepanador de cerebros* (« le trépanateur de cerveaux »), premier roman (non traduit).

2012 *Quatre par quatre* (Rivages, 2015).

2015 *Cicatrice* (Rivages, 2017).

2020 *Un amour* (Grasset, 2020).

« Lire me consolait, me distrait. Je le faisais par pur plaisir, sans le besoin d'apprendre », confie-t-elle. Elle n'a cessé, depuis, de renouveler son panthéon littéraire, de Julio Cortazar à Thomas Bernhard en passant par William Faulkner et Truman Capote, avant de s'enthousiasmer pour les autrices américaines du *Southern gothic* : Flannery O'Connor, Carson McCullers et Eudora Welty.

Timide et pudique à l'excès, la romancière, qui fut un temps professeure pour s'assurer une situation stable, s'est déci-

dée « tardivement », à 30 ans, à publier ce qu'elle écrivait en cachette : des recueils de poèmes, avant d'opter pour les nouvelles et les romans, relativement brefs et dotés d'une forte intensité. Mais à bien y penser, sa vocation littéraire remonte à la petite enfance. « J'avais cette capacité de me dédoubler, que j'ai gardée dans l'écriture. Quand il m'arrivait des choses que je n'arrivais pas à comprendre, je me racontais ce que je venais de vivre, comme si je l'avais lu dans un livre ou vu dans un film », explique-t-elle.

Plus tard, c'est chez Flaubert qu'elle apprend à construire des personnages. Et dans *Crime et châtiment*, de Dostoïevski, dévoré à l'adolescence, qu'elle comprend les ressorts psychologiques des protagonistes ambigus. Mais c'est chez Kafka qu'elle dit avoir trouvé son graal. « Je suis toujours aussi sensible au sentiment d'étrangeté qu'il exprime : ce grand conflit intérieur que suppose le déphasage entre l'individu et le groupe, et où se mêlent terreur et humour. » On en perçoit l'influence évidente dans la plupart de ses romans, où se lit la dénonciation feutrée des systèmes oppressifs, parfois sous couvert d'une critique du patriarcat.

Le sens du détail signifiant

C'est aussi du cinéma que Sara Mesa se nourrit : dans les films d'Ingmar Bergman, dont les personnages ont le même côté obscur que les siens. Mais également chez Alfred Hitchcock, dont elle a retenu le sens du détail signifiant : une aubaine, pour celle qui, étant « très myope, voi[t] très bien de près ». Cela lui permet non seulement de faire progresser l'intrigue, mais aussi de dépeindre, en peu de mots, une situation ou une personnalité. Dans *La Famille*, ce détail est un billet de tombola. Le père emmène son fils en vendre au porte-à-porte. « Cela me permet de brosser un portrait social du quartier, précise-t-elle. Et lorsqu'une femme leur ouvre son appartement, le commentaire que fait le père de la décoration me permet de le décrire lui. »

Avec le temps, l'œuvre de Sara Mesa a gagné en humour et sans doute en rondeur : elle a en effet appris, dit-elle, à éprouver plus de compassion à l'égard de ses personnages et en particulier de ce père de famille. Si odieux qu'il puisse paraître de prime abord, il est toutefois doté d'une humanité touchante. Lorsque, au lendemain de notre entretien,

EXTRAIT

« Martina avait encore du mal à comprendre certaines choses, dans cette nouvelle famille. Pourquoi les chambres étaient-elles devenues du jour au lendemain des lieux interdits ? Était-ce une punition pour une bêtise qu'elle avait faite sans s'en rendre compte ? A cause du journal et du cadenas ? Mais il y avait bien d'autres questions. Si Père était un avocat tellement important, qui avait autant de travail qu'il le disait, alors pourquoi il n'allait pas au bureau l'après-midi ? Pourquoi ils n'avaient pas de télévision, comme tout le monde ? Pourquoi ils ne pouvaient pas sortir jouer dans la rue avec les autres enfants ? Le jour où Martina avait posé la question à Mère, celle-ci lui avait expliqué, en lui pinçant affectueusement la joue, que s'ils avaient eu quatre enfants, c'était précisément pour vaincre la tentation d'aller chercher de la distraction dans la rue. »

LA FAMILLE, PAGE 17

Une éducation à la dure

ON PEUT ÊTRE DESPOTE DOMESTIQUE et fan de Gandhi. Profondément anti-religieux et conservateur invétéré. C'est le cas de Damian, le père de l'étrange tribu dépeinte par Sara Mesa dans *La Famille*. S'il mène sa femme et ses quatre enfants à la baguette, en leur imposant interdits et principes d'un autre âge, il prône avant tout la justice et la solidarité. A côté de lui se tient Laura, la mère, dont on se demande si elle est vraiment cette épouse dévouée qu'elle semble avoir toujours été.

Telles sont certaines des ambiguïtés dont l'écrivaine aime

doter ses personnages. Elle les décrit ici avec un humour délicieux. Secrets et non-dits menagent à tout moment de fissurer l'harmonie de façade de cette famille, un peu comme dans *L'Adversaire*, d'Emmanuel Carrère (P.O.L, 2000), la tragédie en moins. Tout aussi kafkaïen, ce roman propose une peinture hyperbolique d'un clan où évoluent des protagonistes déboussolés, comme hors-sol.

A travers une douzaine de chapitres situés à différentes époques, à l'écriture lapidaire, comme des contes tantôt cruels, tantôt absurdes mais tous tragi-comiques, Sara Mesa

scrute les conséquences d'une éducation à la dure sur des enfants en tout point différents : du fils aîné, résigné, au benjamin, malin et stratège, en passant par les deux filles, l'une rebelle, l'autre distante, ce sont autant de stratégies de survie que dévide avec perspicacité cette habile métaphore du monde contemporain. ■ **AR. S.**

LA FAMILLE (La familia), de Sara Mesa, traduit de l'espagnol par Delphine Valentin, Grasset, « En lettres d'ancre », 270 p., 22 €, numérique 16 €.

elle nous écrit pour nous révéler que son propre père s'est suicidé en 2020, on ne peut que se demander si ce drame l'a conduite à porter un regard plus indulgent sur la figure paternelle du livre. Mais non, dit-elle. Le manuscrit était déjà quasiment bouclé. « Je suis certaine que cela marquera mon écriture. Mais dans longtemps », ajoute l'autrice, qui affirme être « une écrivaine à la digestion lente ».

Cette tragédie, survenue au moment où elle accédait à la reconnaissance grâce à *Un amour*, la romancière dit l'avoir vécue « comme une punition. Comme si je n'avais pas mérité mon succès ». Le syndrome de l'imposteur : un autre point commun avec David Foster Wallace, qui est aussi une marque des grands auteurs. ■